

266^A aa 18



Vet. Fr. III P. 1770

266 A aa 18



Vet. Fr. III B. 1770

ŒUVRES COMPLÈTES
DE L. VITET

CHEZ LES MÊMES ÉDITEURS

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

L. VITET

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Format grand in-18.

- La Ligue*, précédée des *États d'Orléans*, scènes historiques..... 2 vol.
Histoire de Dieppe, nouvelle édition revue et augmentée.... 1 —
-

Format in-8.

- L'Académie royale de peinture et de sculpture*, étude historique..... 1 vol.
Le Louvre, étude historique revue et augmentée..... 1 —
L'Eglise Notre-Dame de Noyon, essai archéologique suivi d'études sur les monuments et sur la musique du moyen Age..... 1 —
-

Paris. — Impr. de PILLET fils aîné, rue des Grands-Augustins, 5.

ESSAIS
HISTORIQUES

ET
LITTÉRAIRES

PAR
L. VITET

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE



PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES-ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS

—
1862

Tous droits réservés



AVIS DE L'ÉDITEUR

Les *Essais* dont se compose ce volume ont tous paru, séparément, dans des recueils périodiques. Ils n'ont entre eux aucun lien, si ce n'est qu'ils traitent tous de sujets purement littéraires ou historiques. Les beaux-arts et l'archéologie n'ont rien à voir ici : d'autres volumes leur seront réservés. Sans prétendre à un ordre impossible dans la publication de fragments détachés, on doit au moins chercher à les grouper par ordre de matières. C'est à ce titre que nous croyons pouvoir, sans disparate, introduire à la suite de ces *Essais de Littérature et d'Histoire* quelques-unes des paroles prononcées par l'auteur dans l'enceinte de deux Académies.

Décembre 1861.

1. The first part of the paper
 discusses the general theory
 of the subject.
 2. The second part
 discusses the special theory
 of the subject.
 3. The third part
 discusses the application
 of the theory to the
 subject.
 4. The fourth part
 discusses the results of the
 investigation.
 5. The fifth part
 discusses the conclusions
 of the investigation.

ESSAIS

HISTORIQUES ET LITTÉRAIRES

LA CHANSON DE ROLAND

Le 13 octobre 1066, au moment où les armées d'Harold et de Guillaume allaient en venir aux mains dans les plaines d'Hastings, un cavalier normand sortit des rangs, lança son cheval en avant du front de bataille, et, pour préparer ses compagnons à vaincre ou à mourir, entonna la chanson de Roland.

Ce n'est pas là une invention poétique ; ce n'est pas seulement Robert Wace qui, dans ses vers, nous montre l'armée normande s'animant aux noms *de Charlemagne, et de Roland, et d'Olivier et des vassaux qui moururent à Roncevaux*¹ ; les historiens les plus dignes de foi, Guillaume de Malmesbury, Mathieu Paris, Ralph Higden, Albéric des Trois-Fontaines, Mathieu de Westminster, parlent tous de ce chant carlovingien inaugurant la bataille et répété en

1. Roman de Rou. V. 1319.

chœur par les soldats du Conquérant. Nous savons jusqu'au nom du trouvère intrépide qui paradait en chantant entre les deux armées : il était serviteur du comte de Mortain et se nommait Taillefer.

Mais connaissons-nous la *chanson de Roland*? savons-nous ce qu'était cette poésie guerrière, cette *cantilena Rolandi*, comme l'appelle Ducange? Il en est fait mention dans tout le moyen âge, principalement au douzième et au treizième siècle; on prétend même qu'au quatorzième nos armées la chantaient encore. Le roi Jean ne passe-t-il pas pour avoir dit à un des soldats de sa garde : « Pourquoi chanter Roland? il n'y a plus de Roland. » A quoi cet homme se serait permis de répondre : « Il y aurait encore des Roland si nous avions des Charlemagne. » Nous ne garantissons pas que le mot ait été dit, mais ce qui n'est pas douteux, c'est que durant ces trois ou quatre siècles, durant toute l'époque de la chevalerie, le nom de Roland ne cessa d'être chanté et presque déifié aussi bien sous la tente et sous le chaume que dans les palais et dans les donjons.

D'où lui était venue cette immense fortune? quelle était l'origine de ce culte populaire et universel? Pourquoi ce nom passait-il pour le symbole, le type suprême de la vaillance et de l'héroïsme? comment avait-il pénétré, non-seulement dans les moindres hameaux de notre ancienne Gaule, mais en Italie, en Espagne, en Hongrie, en Tyrol et jusqu'au fond des solitudes de la Norvège et du Danemark? Ce nom, encore aujourd'hui nous le trouvons gravé sur la cime des Pyrénées; l'écho en retentit dans la vallée du Rhin, au milieu des rochers et des ruines, dans les débris des pieux ermitages; et, de l'autre côté des Alpes, à l'entrée

de Vérone, sous le porche de cette noble église, un guerrier nous apparaît : ce guerrier, sculpté dans la pierre, la tradition nous dit que c'est encore Roland.

Est-ce un souvenir historique qui, après être entré dans la mémoire des peuples, s'est ainsi perpétué et agrandi d'âge en âge ? En d'autres termes, Roland est-il un personnage réel ? Est-ce parmi ses contemporains, au spectacle de ses exploits et de sa mort, qu'est né cet enthousiasme qui devait le rendre immortel ? L'histoire a prononcé son nom, mais une seule fois en passant, de la façon la plus brève. Elle le nomme, lui troisième, comme étant mort à Roncevaux. Roland, dans ce récit, n'est ni le neveu de Charlemagne ni le plus grand des paladins, c'est un préfet des Marches de Bretagne (*Hruodlandus Britannici limitis præfectus*). Sans ces paroles d'Éginhard, aucun lien ne le rattacherait au monde réel. Le Roland que nous connaissons, le Roland qui a survécu, c'est la poésie qui l'a fait, et sa première apparition, le premier témoignage authentique qui nous révèle son existence, c'est cette chanson entonnée dans la plaine d'Hastings. Entre Éginhard et Taillefer s'écoulaient près de trois siècles où Roland n'est pas nommé une fois ; c'est pendant ces trois siècles que s'est accomplie, en silence et peu à peu, l'œuvre poétique et populaire, la transfiguration du héros.

Nous voulons chercher, dans cette étude, d'abord si ce monument de poésie primitive est parvenu jusqu'à nous, si tout au moins nous en possédons des vestiges, et surtout si dans ces vestiges ne sont pas cachées de nobles fleurs que nous devons avec orgueil rattacher à la couronne poétique de la France.

I

La chanson de Roland était-elle un de ces chants populaires dont personne n'est l'auteur, qui se transmettent comme ils sont nés sans que jamais l'écriture les recueille, et finissent par s'éteindre avec le temps? Était-ce au contraire une œuvre composée, une œuvre écrite, un poème, une épopée dont certains fragments pouvaient être chantés?

Tout d'abord on est tenté de croire qu'à ces rudes soldats de Guillaume un pur chant populaire pouvait seul convenir. S'il en était ainsi, nous essayerions en vain d'en retrouver la trace aujourd'hui; mais tel n'est pas l'avis des meilleurs juges en ces matières. Ils se fondent avec raison sur le sens constant et invariable du mot *chanson* au moyen âge. *Chanson*, dès le onzième siècle, veut dire poème et jamais autre chose. Par une merveilleuse exception, nos érudits sont d'accord sur ce point. Ceux-là même qui se font incessamment la guerre sont unanimes à soutenir que la *chanson* de Roland, le chant de Roncevaux, ce chant qu'entonna Taillefer, devait être une *chanson de geste*, c'est-à-dire une œuvre de trouvère, un poème composé, non de quelques strophes ou couplets comme nos chansons d'aujourd'hui, mais de plusieurs milliers de vers, divisés, il est vrai, par groupes *monorimes* formant des stances ou tirades qui pouvaient très-bien être chantées.

Dès lors, pourquoi le texte de cette chanson, de ce poème, serait-il à jamais perdu? pourquoi ne le trouverait-on pas

parmi ces milliers de manuscrits que nous ont légués nos trouvères? Connaissons-nous nos richesses en ce genre? Nous commençons à peine à y fouiller. Depuis Pithou et ses amis, aucun de nos lettrés n'avait, durant deux siècles, daigné feuilleter du bout du doigt cet amas de gothiques parchemins; quand nous l'aurons bien remué, pourquoi n'en verrait-on pas sortir les vers qui furent chantés à Hastings?

Le hasard a commencé par se montrer peu complaisant. Quelques poèmes ont été découverts, traitant de Roland et de Roncevaux, mais aucun d'eux n'était écrit en assez vieux langage pour remonter à cette date de 1066. On n'avait donc pas mis la main sur le poème original. En avait-on du moins trouvé la transcription rajeunie mais fidèle? Pas davantage; les transpositeurs avaient évidemment cédé à la tentation d'arranger et surtout d'allonger leur modèle. C'est là le péché mignon des trouvères. Ils s'imitent les uns les autres, mais toujours en s'amplifiant. Deux vers du onzième siècle en font dix au douzième, et, quand vient le quatorzième, ils se montent à plus d'un cent. Nous ne voulons pas dire que les poèmes dont nous parlons, ces romans de Roncevaux, trouvés à Paris, à Lyon, à Venise, soient développés outre mesure : la rédaction peut même en paraître assez sobre, comparée à certaines œuvres d'un âge plus récent; mais on y remarque déjà je ne sais quelle mollesse abondante qui suffit pour indiquer que ce n'est point là une reproduction pure et simple des vers peut-être un peu barbares, mais à coup sûr fermes et concis, dont les soldats de Guillaume faisaient leur chant de guerre.

Cependant un de ces poèmes est devenu, voilà déjà vingt

ans, l'occasion d'un remarquable travail. En 1832, un élève de l'École normale, M. Monin, soutenant sa thèse en Sorbonne, voulut sortir des voies battues, et prit pour sujet un poème du moyen âge. Il fit une dissertation très-courte, mais substantielle, sur deux manuscrits inédits de la Bibliothèque royale, lesquels, quoique mutilés et pleins de variantes, se complètent l'un l'autre et forment le texte entier d'un roman de Roncevaux (*li romans de Roncisvals*), versifié probablement vers le commencement du treizième siècle. C'était la première fois qu'un critique abordait ce beau et difficile sujet. M. Monin du premier coup y porta la lumière. Ses observations furent assez justes, ses conjectures assez heureuses pour que les travaux de ses successeurs les aient presque toutes confirmées. Ainsi il avait très-bien aperçu que les deux manuscrits sur lesquels il travaillait, bien qu'il s'y rencontrât des beautés mâles et solides, parfois même beaucoup de simplicité et une certaine brusquerie primitive, ne devaient donner, ni l'un ni l'autre, l'idée fidèle de l'épopée, du poème populaire de Roncevaux; que peut-être en reproduisaient-ils certaines parties et la marche générale, mais avec un fréquent mélange d'interpolations parasites. Il en concluait que ces deux textes avaient dû être précédés d'un texte plus ancien et plus épique, c'est-à-dire plus simple, plus concis, moins détaillé, moins languissant. C'était là de la bonne critique, ou plutôt c'était une prophétie, comme nous le verrons tout à l'heure.

Mais, avant que M. Monin eût publié sa thèse, un littérateur de Genève, M. Bourdillon, s'était épris, lui aussi, du roman de Roncevaux. Dès 1822, il avait eu la bonne chance d'acquérir un manuscrit de ce poème, manuscrit du trei-

zième siècle, dont la Bibliothèque royale possède une copie récente : c'est un des textes dont s'est servi M. Monin. A force de contempler son trésor, M. Bourdillon en avait deviné l'importance; à force d'en copier tous les vers, il les avait appris par cœur : bientôt il se décida à ne les plus garder pour lui seul, et s'imposa la tâche de publier et de traduire son poëme. Ayant appris que quelques bibliothèques publiques possédaient des manuscrits analogues, il entreprit plusieurs voyages, n'épargnant ni son temps ni sa peine pour comparer ces manuscrits au sien. Enfin, après dix-huit années, en 1840, il publia sa traduction, puis le texte un an après, en 1844.

Par malheur, il y avait cette différence entre M. Monin et M. Bourdillon, que l'un, sans sortir de son cabinet, avait su reconnaître que les deux textes étudiés par lui ne devaient être ni les premiers ni les meilleurs, tandis que l'autre, en courant le monde, n'avait appris qu'à admirer davantage et plus exclusivement le manuscrit dont il était propriétaire. Il avait bien rencontré çà et là quelques variantes qui lui avaient plu, et, par un procédé assez nouveau en philologie, il les avait sans façon introduites dans son texte; il avait, d'un autre côté, chassé de ce texte je ne sais combien de vers qui ne lui plaisaient point, et en avait même refait quelques-uns, mais il n'en demeurerait pas moins convaincu et proclamait bien haut que son manuscrit était non-seulement le plus ancien et le plus parfait des manuscrits connus, mais qu'il contenait nécessairement la version originale du poëme de Roncevaux. « O mon poëme, s'écrie-t-il dans sa préface, ce sont bien véritablement tes vers qui ont été chantés en 1066 à la bataille d'Hastings! »

Pour comprendre cette apostrophe et la véhémence de M. Bourdillon, il faut savoir que, quelques années auparavant, M. l'abbé de la Rue avait annoncé, dans le second volume de son essai sur les *Trouvères normands*, qu'il existait à Oxford, dans la bibliothèque Bodléienne, un manuscrit du poème de Roncevaux, manuscrit déjà signalé par Tyrwhitt dans une note de son édition des *Canterbury Tales* de Chaucer, mais resté vierge jusque-là et paraissant appartenir à une époque plus ancienne que tous les autres manuscrits connus. Aussitôt M. Francisque Michel, envoyé par M. Guizot, alors ministre de l'instruction publique, était parti pour Oxford, avait copié le manuscrit, et au bout de deux années en avait fait une édition, avant même que M. Bourdillon eût commencé la correction de ses épreuves.

De là bien des chagrins, de là d'innocentes colères contre le malencontreux abbé de la Rue qui avait fait la découverte, et contre l'expéditif éditeur qui l'avait si vite exploitée. Pour punir l'éditeur, on a grand soin de ne pas prononcer une seule fois son nom, et quant au poème, on s'en console en répétant à tout propos que c'est un tissu d'absurdités et de bévues, une œuvre indigne de voir le jour, le plus ignoble fatras, un véritable baragouin et, pour comble d'injure, le plus moderne de tous les poèmes de Roncevaux ! Tout cela n'est que risible et ne doit pas nous arrêter. Laissons donc M. Bourdillon se complaire devant ce texte de fantaisie si bien fabriqué par lui ; laissons là sa traduction, qui n'a pas seulement le tort d'être moulée sur ce texte, mais le tort plus grave encore d'être conçue dans le système des paraphrases et des équivalents. La seule chose qui doit nous occuper, c'est le manuscrit d'Oxford.

L'édition qu'en avait si rapidement donnée M. Francisque Michel ne laissait-elle rien à désirer? N'avait-il rien omis? Son texte était-il pur et correct d'un bout à l'autre? Nous le supposons, sans consulter les philologues; mais, à notre avis, son travail n'en était pas moins incomplet par cela seul qu'il s'adressait uniquement aux savants. Le public, en pareille matière, a droit de n'être pas oublié. Pour lui donner la clef d'une telle œuvre, il ne suffisait pas d'un glossaire expliquant à peine quelques mots; c'est une traduction qu'il fallait. D'un autre côté, le sujet du poëme suggère une foule de considérations historiques et littéraires que le savant éditeur n'avait pas cru devoir aborder. Les notes, il est vrai, et son introduction sont pleines de citations érudites; mais, pour accomplir sa tâche, la critique, en pareille matière, avait à nous donner quelque chose de plus.

Nous ne sommes donc pas surpris que, dix ans après M. Michel, M. Génin ait cru pouvoir étudier à son tour la chanson de Roland, la commenter et la traduire. C'était son droit assurément. On le lui a pourtant contesté; on est allé usqu'à prétendre que ce texte d'Oxford était la propriété du premier occupant, et que l'imprimer à nouveau, sans l'aveu du premier éditeur, c'était commettre, ni plus ni moins, le délit de contrefaçon. Nous n'avons nulle envie de nous mêler à ces débats, ne voulant pas être conduit à signaler de part et d'autres de regrettables vivacités; mais, parmi les reproches si largement prodigués à M. Génin, il en est un, faut-il le dire, qui pourrait bien ne pas manquer de fondement. M. Génin ne tient aucun compte des travaux de ses devanciers; il n'en dit ni bien ni mal; il oublie qu'ils existent. Est-ce par ménagement? il se trompe : mieux

vaudrait être sévère que paraître dédaigneux. Ce silence a d'ailleurs un autre inconvénient : il induit en erreur un lecteur peu expérimenté. Vous pouvez lire jusqu'à la dernière ligne l'introduction de M. Génin, lecture attrayante à plus d'un titre, sans vous douter que jamais personne ait, non pas même publié la chanson de Roland, mais étudié le moyen âge, ses mœurs, son histoire et sa langue. Nous comprenons que sur beaucoup de points, et notamment en ce qui concerne l'appréciation littéraire et historique du poème, M. Génin, s'il ne porte ses regards que sur les éditeurs qui le précèdent, puisse être tenté de se croire l'inventeur de tout ce qu'il dit : il sent les beautés de cette poésie primitive avec une chaleur et une conviction dont certes il n'a pas trouvé l'exemple chez M. Francisque Michel, archéologue avant tout, moins amoureux des richesses de l'art que des curiosités de la philologie ; mais, sans parler d'un essai de M. Francis Wey et d'un travail de M. Delécluze, où les parties grandioses de la chanson de Roland sont dignement appréciées, sans remonter jusqu'à la thèse de M. Monin, qui, dans sa brièveté, laisse échapper sur les beautés de cette poésie plus d'un trait de lumière, nous pourrions citer telle leçon d'un cours d'histoire publié il y a six ou sept ans, dans laquelle le professeur, M. Lenormant, parle aussi de la chanson de Roland, rapidement, incidemment, mais avec une élévation lumineuse qui ne laisse dans l'ombre aucune des sommités du sujet. M. Génin est trop riche par lui-même pour ne pas tenir à distinguer son propre bien d'avec le bien d'autrui. Nous aurions donc souhaité qu'il fit, en quelques mots, connaître à son lecteur ce qui s'était fait et dit avant lui ; mais, ce regret exprimé, nous ne saurions

admettre que dans ce volumineux et important travail le nouvel éditeur se soit rendu coupable d'autant de méfaits qu'on veut bien le faire croire. Comme tous ses confrères en philologie, il peut avoir ses heures de distraction, il lui est arrivé, comme aux autres, de faillir dans des détails microscopiques ; mais, dès qu'une question en vaut la peine, il la traite en homme de savoir aussi bien qu'en homme d'esprit, avec un sens pénétrant et un rare discernement des origines et des variations de notre langue. Sa critique est résolue, quelquefois tranchante, hasardeuse, jamais vague ni mesquine, et, sans nous associer à tous ses jugements, sans adopter tous ses points de vue, le hasard fait que c'est souvent dans les passages où lui sont reprochés le plus d'erreurs et de fautes de goût, qu'il nous semble avoir fait preuve du coup d'œil le plus sûr et du meilleur jugement.

Mais tout cela nous détourne de notre droit chemin : il nous faut laisser là les polémiques et les préfaces, et en venir au fond du sujet.

Le manuscrit d'Oxford est-il assez ancien, est-il écrit en assez vieux langage pour qu'avec vraisemblance on puisse y reconnaître le texte original de la chanson de Roland ?

Quand même ce point serait douteux, le poème, tel qu'il est, et quel que soit son âge, n'est-il pas encore d'un haut prix, d'un immense intérêt ? Les beautés qu'il contient, de quel ordre sont-elles ? Peut-il, à titre d'épopée nationale, prendre la place restée vide dans l'histoire littéraire de la France ?

Telles sont les questions à résoudre. Attachons-nous d'abord à la première.

Que le texte d'Oxford soit antérieur à ceux de Paris, de

Lyon, de Metz, de Cambridge, et même de Venise, c'est un fait presque inutile à établir. On s'en aperçoit du premier coup à l'état de la langue et au système de la versification. Quoique déjà française, la langue dans ce texte est plus inculte, moins façonnée que dans tous les autres, et le mécanisme des vers est d'une infériorité encore plus évidente. Dans les textes rajeunis, les vers sont d'exacte mesure, et riment non-seulement pour l'oreille, mais pour les yeux ; dans le texte d'Oxford, ils ne riment en général que par simple *assonance*, c'est-à-dire par une correspondance imparfaite et approximative du son final ; quant à la mesure, elle n'existe souvent qu'à condition de supprimer çà et là dans l'intérieur du vers une ou deux syllabes muettes, procédé d'élision dont nos faiseurs de couplets usent encore aujourd'hui dans certains vaudevilles. Cette façon cavalière de traiter la rime et la mesure ne peut appartenir qu'à un temps où les vers n'avaient pas encore de lecteurs et étaient exclusivement chantés. Tels étaient, à n'en pas douter, les vers de ce poème : autrement, comment expliquer le refrain bizarre qu'on lit, en marge du manuscrit, à la fin de presque toutes les tirades, ce mot, ou plutôt ces trois lettres *AOI*, dont il n'existe aucune trace dans tous les autres textes ? Était-ce un cri de guerre, un hurra, ou bien une manière de commander l'attention, ou bien encore un avertissement convenu entre le jongleur et son ménétrier pour qu'il changeât l'accompagnement quand la tirade était finie ? En tout cas, ce n'était pas à des lecteurs que cette exclamation s'adressait ; elle était là pour l'usage des chanteurs ; enfin la brièveté relative du poème est un signe non moins certain de son antériorité : tous les autres ont au moins six mille

vers, et quelques-uns vont à huit mille; on n'en compte que quatre mille dans le manuscrit d'Oxford.

Cette version est donc la plus ancienne, point de doute à cet égard; mais peut-on déterminer son âge? C'est une question plus délicate. Les textes remaniés paraissent avoir été écrits pour la plupart au treizième siècle, quelques-uns un peu plus tard, d'autres, en petit nombre, vers la fin du douzième : jusqu'où peut-on faire remonter la version d'Oxford? L'abbé de la Rue s'est prononcé pour les trente premières années du douzième siècle; M. Francisque Michel adopte cet avis, mais ne paraît pas éloigné d'admettre que ces vers pourraient bien être ceux que Taillefer entonnait à Hastings. Ils sont écrits, selon lui, dans un langage exactement semblable au français usité dans les lois de Guillaume le Conquérant. Il s'en tient toutefois à cette remarque et ne cite aucune autre preuve à l'appui de sa conjecture. M. Génin procède plus hardiment : il ne se borne pas à croire cette poésie contemporaine de Guillaume, il est tout prêt à la supposer d'un grand siècle plus ancienne. Dans sa pensée, la naissance de notre langue remonte beaucoup plus haut qu'on ne le croit d'ordinaire : on parlait français non pas seulement au dixième siècle, mais au neuvième; et pendant le huitième, soit même dès le septième, notre idiome, se dégageant peu à peu du latin, était en voie de formation et déjà vivant comme langage usuel. Cette opinion qu'on trouve en germe chez plusieurs autres érudits, M. Génin l'adopte et la professe avec prédilection. Il emprunte ses preuves à l'étude des noms de lieux, si nombreux dans les anciens titres et diplômes. Ces noms, dès le temps de Charlemagne et même avant ce temps, nous laissent apercevoir

leur véritable forme, la forme du français vulgaire, sous les appellations latines fabriquées pour les traduire. Le peuple dénommait les lieux à sa façon dans son nouveau langage, et les officiers publics, écrivant en latin, étaient forcés, pour désigner ces mêmes lieux, de latiniser comme ils pouvaient les dénominations connues de tout le monde : leurs barbarismes démontrent l'existence des mots barbares qu'ils veulent rappeler. Quelquefois, pour prendre moins de peine ou pour être mieux compris, ils ne forgent point de mots, et écrivent tout uniment le nom du lieu dans sa forme vulgaire ; quelquefois ils ont la précaution de placer le nom usuel à côté du nom latinisé. Comment, à ces exemples si nombreux et si divers, ne pas reconnaître un idiome naissant, non écrit mais parlé, inculte mais plein de vie, qui grandit derrière cette autre langue savante mais immobile, dont le règne finit ?

M. Génin, à l'appui de sa thèse, invoque un document trouvé récemment à Valenciennes, sur la garde d'un ancien manuscrit, mélange curieux de mots encore latins, de mots purement français et de notes tironiennes, ces signes abrégatifs, cette sténographie du moyen âge, dont M. Jules Tardif a si habilement trouvé la clef. Les notes tironiennes, tombées en désuétude avant l'an 1000, donnent à ce fragment une incontestable antiquité, et, sans la moindre hésitation, on peut le croire du dixième siècle. Enfin c'est encore, pour M. Génin, un puissant argument que ce dix-septième canon du concile de Tours, qui, dès 813, un an avant la mort de Charlemagne, ordonne que les saintes Écritures seront traduites en langue vulgaire, attendu que le peuple ne comprend plus le latin.

Mais le savant éditeur eût-il cause gagnée, qu'en faudrait-il conclure? Serions-nous mieux en état d'assigner une date à la chanson de Roland, ou, pour mieux dire, au manuscrit d'Oxford? M. Génin suppose que le *Livre des Rois*, qui s'est conservé jusqu'à nous, et qu'a publié M. Leroux de Lincy, est une des traductions ordonnées par le concile de Tours; soit. La langue dans cette traduction est à peu près la même que dans le manuscrit d'Oxford; c'est encore vrai. Mais de quelle époque est le *Livre des Rois*? Du même siècle que le concile, c'est-à-dire du neuvième? Qui oserait le dire? N'avons-nous pas un monument authentique de ce siècle, le serment prêté en 842 par Louis le Germanique, et la phrase la plus inculte du *Livre des Rois* n'est-elle pas de l'excellent français auprès de cet informe jargon? Admettons, avec M. Génin, que cent ans auront pu s'écouler avant que le concile ait été obéi; mais à cent ans de là, en plein dixième siècle, cherchez un terme de comparaison, et, par exemple, l'*Hymne à sainte Eulalie*. Dans ce fragment, découvert à Valenciennes en 1837, vous rencontrez encore des mots purement latins, et, quoique la phrase commence à prendre une physionomie française, la construction latine se montre par-dessous : c'est un mélange indécis et confus. Ce monument tient le milieu entre le serment de Louis le Germanique et les lois de Guillaume, entre le neuvième et le onzième siècle. Pour trouver une véritable analogie avec le *Livre des Rois*, et par conséquent avec la chanson de Roland, il faut faire un pas de plus, il faut aller jusqu'à ces lois du Conquérant, promulguées, comme on sait, en 1069. Ici, nous le reconnaissons, la conformité du langage est complète, sauf quelques exceptions provenant surtout des

différences inévitables entre la prose et les vers. Aussi M. Génin nous semble-t-il inattaquable lorsqu'il se réduit à prétendre que le texte d'Oxford n'est pas une œuvre du douzième siècle et que c'est au onzième qu'il appartient.

Quant à démêler, entre l'an 1000 et l'an 1100, l'instant précis qui l'a vu naître, c'est impossible à notre avis. La chronologie du langage, dans ces temps reculés, n'est pas moins incertaine que celle des arts, et en particulier de l'architecture. Autant on est à l'aise, une fois venu le milieu du treizième siècle, pour apprécier, à chaque période de vingt-cinq à trente ans, les changements qui s'introduisent, d'un bout de la France à l'autre, dans les conditions de l'art de bâtir, autant cette tentative est infructueuse et chimérique tant que dure le onzième siècle : tel monument de cette époque nous semble avoir été construit longtemps après tel autre, qui fut pourtant bâti en même temps, mais dans un autre point du territoire, dans des lieux soumis à d'autres influences ou non encore accessibles à certains accidents de la mode et du goût. Il en est ainsi du langage : il varie selon les lieux encore plus que selon les temps ; ce qui semble un archaïsme n'est bien souvent qu'un dialecte, et, pour se hasarder à dire quel est l'âge d'un mot, il faut d'abord être bien sûr de savoir quel est son pays.

Nous nous garderons donc de décider si ces vers du manuscrit d'Oxford sont vraiment ceux qui furent chantés à Hastings ; nous nous bornons à dire que, philologiquement parlant, ils peuvent avoir été écrits aussi bien un peu avant qu'un peu après le règne de Guillaume. Quant à savoir si cette version du chant de Roncevaux est bien la version primitive, le premier jet du poète, sans additions, sans re-

maniements ; si les développements un peu épisodiques qui en remplissent la dernière partie n'autorisent pas le doute à ce sujet, prononce qui voudra ! Nous ne sommes certain que d'une chose, c'est que cette version est la plus ancienne de celles qui sont aujourd'hui connues. Si elle n'est pas la première, elle doit être du moins assez voisine de celle qui serait son aînée.

Reste un autre problème dont il faut aussi dire un mot. Quel est l'auteur de la chanson de Roland ? Le nom de *Turolodus*, qui apparaît au dernier vers, est-il la signature du poète, comme le croit M. Génin, ou simplement celle d'un copiste, comme le supposent d'autres érudits ? Si la première hypothèse est admise, et nous la croyons plus probable, qu'était ce Turolodus ? Est-ce lui qui figure parmi les personnages de la tapisserie de Bayeux ? Il y eut un Turolodus qui fut précepteur de Guillaume le Conquérant et qui mourut en 1035 : le poème est-il de lui ? Est-il d'un autre Turolodus, son fils ou son neveu, bénédictin de l'abbaye de Fécamp ? Celui-ci accompagna Guillaume en Angleterre, lui rendit de grands services et devint, après la conquête, abbé de Malmesbury, puis de Peterborough. Nous serions charmé pour notre part que la chanson de Roland fût son œuvre, que ces vers eussent été médités, composés dans notre grande abbaye normande : ce serait un souvenir de plus qui peuplerait ses nobles voûtes. Mais, si ingénieux que soient les rapprochements qu'invoque ici M. Génin, nous ne saurions être plus affirmatif sur ce point que sur les autres. Sans doute un trait de lumière semble sortir, comme il le dit, de ce fait rapporté par Gunton, que, dans l'armoire aux manuscrits de la cathédrale de Peterborough, furent

anciennement découverts deux exemplaires d'un poème en français sur la guerre de Roncevaux (*de Bello valle Runcia, Gallicæ*), sans doute il n'est point impossible que l'un de ces exemplaires soit venu s'enfouir à Oxford; mais, si bien tissues qu'elles soient, les conjectures ne deviennent pas vérités. Le seul fait vraiment établi, selon nous, c'est que l'auteur, sinon du poème primitif, du moins du texte d'Oxford, devait être Normand. Les Normands sont, pour lui, les premiers soldats du monde; il le dit à deux reprises. Trouvez ailleurs qu'en Normandie un poète qui eût ainsi décerné le prix de la vaillance! Quel Picard ou quel Champenois eût fait aux siens cet affront? Tuoldus est donc, à n'en pas douter, compatriote de Guillaume; dès lors M. Génin nous semble avoir raison de l'appeler Theroulde. Cette traduction toute normande n'a rien qui choque nos oreilles, et c'est à tort assurément qu'on l'a si fort critiquée.

Nous voici parvenu au terme de ces controverses, de ces explications, de ces détails philologiques par lesquels il nous fallait passer comme par un préambule nécessaire. Nous avons hâte d'en sortir; maintenant nous sommes en face du poème lui-même; il n'est plus question de chercher d'où il vient, il s'agit de savoir ce qu'il vaut. Tâchons d'en pénétrer les rustiques beautés, la naïve grandeur. Nous n'éprouvons qu'un embarras : comment parler d'une œuvre que personne n'a lue, que personne ne peut lire, hormis quelques savants? Une simple analyse pourra-t-elle en donner l'idée? à peu près comme un squelette peut tenir lieu d'un portrait. C'est une traduction qu'il faudrait, une traduction claire et fidèle.

Pourquoi ne pas emprunter celle de M. Génin? Ce n'est

pas faute de la trouver bonne. M. Génin excelle dans cet art malaisé de serrer de près son modèle, d'en reproduire exactement le tour, l'allure et l'esprit. Malheureusement, par un caprice d'érudit renouvelé de Paul-Louis Courier, caprice qu'il justifie et colore tant bien que mal, M. Génin, dans cette traduction, ne s'est pas servi de notre langue d'aujourd'hui, il a pris celle d'Amyot. Qu'il ait habilement tenu cette gageure, nous ne le contestons pas, nous reconnaissons même qu'il y a dans ce vieux langage plus de ressources que dans notre moderne idiome pour rendre avec vérité le français du onzième siècle ; mais pour qui sont faites les traductions ? est-ce pour ceux qui peuvent s'en passer ? Quand on lit couramment les écrits d'Amyot, n'est-on pas en état de comprendre, sans trop d'efforts, la chanson de Roland ? C'est donc, à vrai dire, pour lui seul, pour son propre plaisir, que M. Génin a fait sa traduction. Il a moins songé à son lecteur qu'à sa fantaisie d'antiquaire : être compris n'a pas été son souci principal. Aussi quand par hasard il rencontre dans son texte un terme encore intelligible, un terme qui n'a pas vieilli, au lieu de le conserver, il s'amuse à en choisir un autre obscur et hors d'usage ; c'est ainsi, par exemple, qu'il traduit ces mots : *en tel bataille*, par ceux-ci : *en tel estrif*. N'est-il pas évident que cette manière d'éclaircir un texte est peu secourable aux ignorants ? L'inconvénient radical d'une telle traduction, c'est qu'elle a besoin d'être traduite.

Nous sommes donc contraint, voulant être compris, de ne point demander à M. Génin notre besogne toute faite. Il faut que nous tentions nous-même un essai de traduction, ou plutôt il faut que nous cherchions à enlever de celle-ci

la rouille dont l'auteur l'a volontairement couverte, nous attachant à le suivre d'aussi près qu'il nous sera possible, profitant çà et là de ses tours, parfois même de ses expressions, et n'évitant que les obscurités et l'excès de son archaïsme ¹.

Ce n'est pas, bien entendu, sur le poème entier, sur les quatre mille vers que nous ferons cet essai. Mieux vaudrait assurément tout traduire; mais ce serait sortir du cadre où nous voulons nous enfermer. Nous nous bornerons à exposer rapidement tout ce qui n'est qu'accessoire ou secondaire; nous supprimerons même quelques répétitions, non celles qui sont inspirées par une intention poétique, mais celles qu'on peut attribuer soit aux routines des jongleurs, soit au désordre du manuscrit. Ce que nous essayerons de reproduire intégralement, ce sont les parties principales de l'œuvre, le cœur même du sujet, le fond du poème primitif. Là, nous traduirons sans abrégier et sans rien changer même aux plus naïfs anachronismes et aux plus crédules

1. La *Revue des Deux-Mondes* a publié en 1846 un article de M. Charles Magnin sur le travail de M. Delécluze, intitulé *Roland ou la chevalerie*. Dans la première partie de cet article, M. Magnin parle de la *Chanson de Roland* avec cette sûreté d'érudition, cette justesse et ce bon goût qui distinguent sa critique; il en cite même quelques passages traduits par M. Delécluze; mais ces extraits ne sont ni assez nombreux ni assez liés entre eux pour donner, comme nous le cherchons ici, une idée du poème considéré dans son ensemble. Ce que nous voulons indiquer, c'est l'enchaînement de cette composition poétique et l'impression générale qu'elle produit sur nous. Nous ne pouvons donc procéder par échantillons, et nous sommes forcé de mêler et de fondre l'analyse et la traduction. Voilà pourquoi nous ne saurions emprunter purement et simplement le travail de M. Delécluze, pas plus que celui de M. Génin.

hyperboles. Cette part, comme on en va juger, est encore considérable.

Commençons donc sans plus de commentaires ; voici les premiers mots du poëme.

II

Le roi Charles, notre grand empeur, est depuis sept ans en Espagne : pas un château qui tienne devant lui ; pas une ville qui n'ait ouvert ses portes. Saragosse résiste seule du haut de sa montagne, Saragosse où règne un infidèle, le roi Marsille, serviteur de Mahomet et d'*Apollon*. Il n'adore pas Dieu, le malheur l'atteindra.

Le roi Marsille est couché dans son verger, sur un perron de marbre, à l'ombre du feuillage ; plus de vingt mille hommes autour de lui. Il demande conseil à ses ducs, à ses comtes : « Comment échapper à la mort ou à un affront ? Son armée n'est point de force à tenter la bataille ! Que faire ? »

Personne ne dit mot. Un seul, le subtil Blancandrin, se hasarde à parler : « Feignez de vous soumettre, dit-il, envoyez à cet orgueilleux empereur des chariots chargés d'or et d'argent. Promettez-lui que s'il s'en retourne en France, vous irez l'y rejoindre, à Aix, dans sa chapelle, à la grande fête de Saint-Michel ; que vous y recevrez sa loi chrétienne et deviendrez son homme-lige. Voudra-t-il des otages ? nous lui en donnerons. Nous enverrons les enfants de nos femmes : au risque de sa vie, j'y veux envoyer le mien. Quand les Français seront loin d'ici, chacun rentré dans son

foyer, le jour arrivera, le terme passera, Charles n'entendra de nous paroles ni nouvelles. Peut-être, le cruel ! fera-t-il trancher la tête à nos otages ? Mais mieux vaut qu'ils y perdent leurs têtes que nous notre belle Espagne. »

Et les païens de dire : « Il a raison ! »

Le roi Marsille a levé son conseil. Il fait approcher dix belles mules blanches, aux freins d'or, aux selles d'argent. « Partez, dit-il à Blancandrin et à neuf autres de ses fidèles, allez au-devant de Charles, portez en vos mains des branches d'olivier en signe de paix et de soumission. Si, par votre savoir-faire, vous me délivrez de lui, que d'or, que d'argent, que de terres ne vous donnerai-je pas ! »

Les messagers montent sur leurs mules et se mettent en chemin.

La scène change. Nous sommes à Cordoue : c'est là que Charles tient sa cour. Lui aussi est dans un verger : on voit à ses côtés Roland, Olivier, Geoffroy d'Anjou et tant d'autres, fils de la douce France ; ils sont là quinze milliers. Assis sur de soyeuses étoffes, ils passent leur temps à jouer ; les plus vieux et les sages s'exercent aux échecs, les jeunes bacheliers à l'escrime. L'empereur est dans un fauteuil d'or, à l'ombre d'un pin et d'un églantier : sa barbe a l'éclat de la neige, son corps est noble et bien taillé, son front majestueux. A qui le cherche, il n'est besoin de l'enseigner.

Les messagers païens, descendus de leurs mules, saluent humblement l'empereur. Blancandrin prend la parole et montre à Charles les riches et nombreux trésors que son maître lui envoie. Puis il ajoute : « N'êtes-vous donc point las de rester en notre pays ? Si vous retourniez en France, le roi notre seigneur s'engage à vous y suivre. »

L'empereur lève ses mains vers Dieu, puis, la tête penchée, commence à réfléchir. Telle était sa coutume, jamais ne se hâtant de parler. Enfin il se redresse et dit aux messagers : « Vous avez bien parlé, mais votre roi est mon grand ennemi. Qui me garantira l'effet de vos paroles? — Des otages, répond le Sarrasin : vous en aurez dix, quinze ou même vingt. Vous aurez mon propre fils. Quel otage plus noble pourrait-on vous donner? Quand vous serez dans votre palais seigneurial, à la grande fête de Saint-Michel, mon maître vous y suivra : c'est là, dans ces bains que Dieu a faits pour vous, qu'il veut devenir chrétien. » Et Charles répond : « Il peut donc se sauver encore! »

La journée était belle, le soleil éclatant. Charles fait dresser dans le verger une grande tente pour les messagers. Ils y passent la nuit.

De bon matin l'empereur est levé. Il entend messe et matines, et s'en vient, sous l'ombre d'un grand pin, tenir conseil avec ses barons, car il ne veut rien faire sans eux.

Bientôt ils sont tous présents, et le duc Oger, et l'archevêque Turpin, et Roland, et le preux Olivier, et Ganelon, qui les doit tous trahir. Alors s'ouvre le conseil.

Charles répète à ses barons les paroles de Blancandrin. « Marsille viendra-t-il à Aix? s'y fera-t-il chrétien? sera-t-il mon vassal? Je ne sais qu'en penser. »

Et les Français répondent : « Prenez-y garde. »

Roland se lève et dit : « Ne croyez à Marsille! Voilà sept ans que nous sommes en Espagne, Marsille ne vous a fait que trahison. Quinze mille de ses païens sont déjà venus à vous, portant des branches d'olivier et les mêmes paroles

qu'aujourd'hui. Vos conseillers vous engagèrent à donner quelque trêve. Que fit Marsille? Il décapita deux de vos comtes, Basan et Basille son frère. Faites la guerre, faites-la comme vous l'avez entreprise : conduisez votre armée devant Saragosse, mettez le siège et vengez ceux qu'a fait périr le félon. »

L'empereur en l'écoutant rembrunit son visage, se caresse la barbe et ne répond rien à son neveu. Tous les Français se taisent. Ganelon seul, d'un air hautain, se lève, s'avance vers l'empereur et lui tient ce discours : « N'écoutez pas les étourdis, n'écoutez ni moi ni personne, n'écoutez que votre avantage. Quand Marsille vous mande, à mains jointes, qu'il veut être votre homme, tenir de vous l'Espagne, recevoir notre sainte loi, on ose vous conseiller de rejeter ses offres! C'est n'avoir guère souci de quelle mort nous mourrons : conseil d'orgueil qui ne doit prévaloir. Laissons les fous et tenons-nous aux sages. »

Après Ganelon vient le duc Naymes. Il n'est pas dans la cour un guerrier plus vaillant. Naymes dit à Charles : « Vous avez entendu le comte Ganelon. Pesez bien ses paroles. Le roi Marsille est vaincu ; vous avez rasé ses châteaux, renversé ses remparts ; ses villes sont en cendres, ses soldats dispersés ; quand il se rend à merci, et vous offre des otages, l'accabler serait péché. Cette terrible guerre ne doit pas durer plus longtemps ! »

Et les Français de dire : « Le duc a bien parlé !

— Seigneurs barons, reprend Charlemagne, qui donc enverrons-nous à Saragosse, au roi Marsille ? »

Naymes répond : « J'irai par votre grâce. Donnez-m'en le gant et le bâton. »

— Non, lui dit l'empereur, non, par ma barbe : un sage comme vous s'en aller si loin de moi ! Vous n'irez point. Retournez vous asseoir. — Eh bien ! seigneurs barons, qui donc enverrons-nous ?

— Moi ! dit Roland.

— Vous ! s'écrie Olivier, votre courage est trop bouillant, vous vous feriez quelque affaire. Si le roi veut, j'y puis très-bien aller.

— Ni vous ni lui. Taisez-vous tous les deux : nul de mes douze pairs n'y portera les pieds. » A ces mots tout le monde se tait.

Cependant Turpin se lève, Turpin, l'archevêque de Reims. Il demande à son tour le gant et le bâton ; mais l'empereur lui commande de s'asseoir, sans plus parler. Puis, s'adressant encore une fois aux barons : « Francs chevaliers, ne me direz-vous point qui doit porter mon message à Marsille ?

— C'est, dit Roland, Ganelon, mon beau-père. »

Et les Français : « C'est l'homme qu'il vous faut ; vous n'en pouvez trouver un plus habile. »

A ces mots, Ganelon tombe en horrible angoisse. Il laisse couler de ses épaules son grand manteau de martre ; sa taille est imposante et bien prise sous sa cote de soie ; son œil étincelle de colère. « Fau, dit-il à Roland, d'où te vient cette rage ? Si Dieu permet que j'en revienne, je t'en conserverai reconnaissance qui ne finira qu'avec ta vie.

— Je n'ai souci de vos menaces, répond Roland : l'orgueil vous ôte la raison. Il faut ici un sage messenger ; si l'empereur le veut, je pars à votre place.

— Non, j'irai, dit Ganelon, Charles me le commande, je lui dois obéir; mais je veux différer quelque peu mon départ, ne fût-ce que pour calmer ma colère. »

Là-dessus, Roland se prend à rire. Ganelon l'aperçoit; ce rire redouble sa furie; peu s'en faut qu'il n'en perde le sens. Il lance à son beau-fils des paroles de courroux; puis, se tournant vers l'empereur : « Me voici prêt, dit-il, à votre commandement. Je vois bien qu'il me faut aller à Saragosse, et qui va là n'en revient point. Sire, ne l'oubliez pas, je suis le mari de votre sœur; j'ai d'elle un fils, le plus beau qui se puisse voir. Un jour Beudoin sera vaillant! Je lui laisse mes fiefs et mes domaines. Veillez sur lui, je ne le verrai plus!

— Vous avez le cœur trop tendre, lui dit Charles. Quand je l'ordonne, il faut vous en aller. Approchez, Ganelon, recevez le bâton et le gant. Vous l'avez entendu, ce sont nos Francs qui vous désignent. — Non, sire, c'est un coup de Roland. Aussi je le déteste, lui et son cher Olivier, et les douze pairs qui l'aiment tant! Je les mets tous à défi sous vos yeux. »

L'empereur le fait taire, et lui ordonne de partir.

Ganelon s'approche pour prendre le gant de la main de Charlemagne; mais le gant tombe à terre.

« Dieu! s'écrient les Français, que présage ceci? — Mes seigneurs, dit Ganelon, vous en saurez des nouvelles! » Il se retourne alors vers l'empereur, et lui demande son congé. « Puisqu'il faut que je parte, à quoi bon différer? » Charles, de sa main droite, lui fait un signe de pardon, puis lui donne le bâton et une lettre.

Ganelon, rentré chez lui, s'équipe et se prépare : il at-

tache à ses pieds ses beaux éperons d'or, à son côté Murgleis, sa bonne épée; il monte sur son destrier Tachebrun, son oncle Guinemer lui tenant l'étrier. Les chevaliers de sa maison lui demandent en pleurant de les emmener avec lui. « A Dieu ne plaise! répond Ganelon. Mieux vaut que moi seul je périsse sans faire mourir tant de braves chevaliers! Allez en douce France; saluez de ma part ma femme et Pinabel, mon pair et mon ami, et Baudoin, mon fils; aidez-le, servez-le, tenez-le pour seigneur! » Cela dit, il part et s'achemine.

Bientôt en chevauchant il rejoint les messagers sarrasins sous un grand olivier. Blancandrin, pour l'attendre, avait ralenti le pas. Alors commencent entre eux de cauteleuses paroles.

C'est Blancandrin qui parle le premier : « Quel homme merveilleux que ce Charles! Il a conquis la Pouille, la Calabre, passé la mer et acquis à saint Pierre le tribut des Anglais! Mais que vient-il chercher dans notre Espagne? » Et Ganelon répond : « Ainsi le veut son courage! Jamais homme ne tiendra devant lui! — Les Français, reprend l'autre, sont de bien braves gens! mais ces ducs et ces comtes qui donnent des conseils à tout confondre et à tout désoler, ils font grand tort à leur seigneur. — De ceux-là je n'en connais qu'un, dit Ganelon, c'est Roland, et encore il s'en repentira. » — Alors il raconte qu'un jour devant Carcassonne, l'empereur assis à l'ombre dans un pré, son neveu vint à lui, vêtu de sa cuirasse, et tenant à la main une pomme vermeille : « Tenez, beau sire, dit Roland à son oncle, de tous les rois du monde je vous offre les couronnes! » — « Ce fol orgueil finira par le perdre, car

chaque jour il s'expose à la mort. Vienne le coup qui le tuera ! Quelle paix serait la nôtre !

— Mais ce Roland si cruel, dit Blancandrin, ce Roland qui veut mettre à merci tous les rois, s'emparer de toutes leurs terres, avec quelle aide en viendra-t-il à bout ? — Avec l'aide des Français. Ils l'aiment tant, que jamais ils ne lui feront faute. Tous, jusqu'à l'empereur, ne marchent qu'à son gré. Il est homme à conquérir le monde d'ici jusqu'en Orient ! »

A force de parler, tout en chevauchant par voies et par chemins, ils s'entre-donnent leur foi de travailler à la mort de Roland. A force de chevaucher, ils arrivent à Saragosse, et sous un if ils mettent pied à terre. .

Le roi Marsille est au milieu de ses Sarrasins. Ils gardent un morne silence, inquiets d'apprendre ce qu'apportent les messagers.

« Vous êtes sauvé, dit Blancandrin s'avancant aux pieds de Marsille, et, tenant Ganelon par la main, sauvé par Mahomet et Apollon, dont nous gardons les saintes lois ! Charles n'a rien répondu, mais il vous envoie ce noble baron : par lui vous allez entendre si vous aurez la paix ou la guerre.

— Qu'il parle, » dit le roi.

Ganelon, après s'être recueilli, commence ainsi : « Soyez sauvé par le Dieu que nous devons tous adorer ! Voici les volontés du puissant Charlemagne : Vous recevrez la loi chrétienne, la moitié de l'Espagne vous sera donnée à fief. Si vous ne voulez pas accepter cet accord, vous serez pris et garrotté, conduit à Aix, et frappé par jugement d'une mort honteuse et vile. »

A ce discours, le roi pâlit et tremble de colère. Son javelot d'or s'agite dans sa main; il en veut percer Ganelon. On le retient. Ganelon porte la main à son épée, en tire deux doigts du fourreau : « Ma belle épée, dit-il, tant que vous brillerez à mon flanc, nul à notre empereur n'ira dire qu'en ce pays étranger je sois tombé tout seul. Il faut auparavant que du sang des meilleurs vous me soyez payée ! »

Les Sarrasins s'écrient : « Empêchons le combat. »

A leurs prières, Marsille s'est calmé ; en son fauteuil il se rasseoit. « Mal vous a pris, lui dit son oncle le calife, de vouloir frapper ce Français ! vous le deviez écouter. » Et Ganelon, pendant ce temps, fait bonne contenance, la main droite sur la poignée de son épée. Les spectateurs se disent : « Voilà un noble baron ! »

Peu à peu il s'approche du roi, et reprend son discours : « Vous avez tort de vous mettre en courroux. Notre empereur vous donne la moitié de l'Espagne ; l'autre moitié est pour Roland, son neveu : un insolent compagnon, j'en conviens ! Mais à cet arrangement si vous ne souscrivez, dans Saragosse vous serez assiégé, pris, garrotté, jugé, puis décollé. L'empereur vous le dit dans ce bref. » Parlant ainsi, il met la lettre dans la main du païen.

Marsillè, dans un nouvel accès de rage, brise le sceau, parcourt des yeux la lettre : « Charles me parle de son ressentiment ! Il lui souvient de ce Basin, de ce Basille dont j'ai fait voler les têtes. Pour avoir ma vie sauve, il faut que je lui envoie mon oncle le calife, sinon point d'amitié ! »

A ces mots, le fils du roi s'écrie : « Livrez-moi Ganelon, que j'en fasse justice ! » Ganelon l'entend ; il brandit son épée, et s'adosse à la tige d'un pin.

Ici la scène change brusquement. Le roi est descendu dans son jardin ; il est calme et se promène avec son fils et son héritier, Jurfaleu, au milieu de ses vassaux. Il envoie chercher Ganelon. Blancandrin le lui amène.

« Beau sire Ganelon, dit le roi, je vous ai reçu tantôt un peu trop vivement. J'ai fait mine de vous frapper. Pour racheter ma faute, laissez-moi vous donner ces fourrures de zibeline. C'est la valeur en or de plus de cinq cents livres. Avant qu'il soit demain, je veux vous donner mieux encore.

— Ce n'est pas de refus, sire, et plaise à Dieu que vous en receviez récompense ! »

Marsille continue : « Tenez pour vrai, sire comte, que mon désir est d'être votre ami. De Charlemagne je veux que nous parlions. Il est bien vieux, me semble ! je lui donne au moins deux cents ans ! Qu'il doit donc être usé ! il a tant démené son corps et par tant de pays ! tant paré de coups sur son écu ! tant mis de grands rois à l'aumône ! Quand sera-t-il donc las de guerroyer ! — Jamais ! dit Ganelon, tant que vivra son neveu. Roland n'a son pareil en vaillance d'ici jusqu'en Orient ! et c'est un preux bien brave aussi qu'Olivier, son compagnon ; et ces douze pairs, si chers à l'empereur, marchant en tête de vingt mille chevaliers ! Que voulez-vous que craigne Charlemagne ? Il est plus fort que nul homme ici-bas.

— Beau sire, reprend Marsille, j'ai mon armée aussi : plus belle, on n'en voit pas. J'ai quatre cent mille chevaliers pour livrer bataille à Charles et aux Français. — Ne vous y fiez point ! il vous en coûterait cher à vous et à vos hommes. Laissez cette folle audace ; essayez du savoir-faire.

Donnez à l'empereur de si grandes richesses, que nos Français en soient tous ébabis. Donnez-lui vingt otages. Il s'en retournera au doux pays de France, laissant après soi l'arrière-garde, où sera, je l'espère, le comte Roland, son neveu, et le preux Olivier. Ils sont morts, croyez-moi, si l'on veut m'écouter.

— Enseignez-moi, beau sire (et que Dieu vous bénisse !), comment je puis tuer Roland ?

— Je saurai bien vous le dire : l'empereur, quand une fois il sera aux grands défilés de Cisaire, aura son arrière-garde loin de lui. Il y aura placé son fier neveu et Olivier, en qui tant il se fie. Ils auront vingt mille Français avec eux. De vos païens, envoyez-leur cent mille. Je ne vous promets point qu'en un premier combat, si meurtrier qu'il soit à ceux de France, il n'y ait aussi grand massacre des vôtres ; mais un second combat sera livré : n'importe dans lequel, Roland y restera ! Vous aurez fait grand acte de vaillance, et de toute votre vie vous n'aurez plus de guerre. Que pourrait Charles sans Roland ? N'aurait-il pas perdu le bras droit de son corps ? Que deviendrait sa merveilleuse armée ? jamais plus il ne l'assemblerait ! De guerroyer il perdrait fantaisie, et le grand empire rentrerait au repos. »

A peine a-t-il achevé, Marsille lui saute au cou et l'embrasse ; puis, sans plus de discours, il lui offre de jurer qu'il trahira Roland.

« Soit, s'il vous plaît ainsi, » dit Ganelon, et, sur les reliques de son épée, il jure la trahison et consomme son forfait.

De son côté, Marsille fait apporter sur un fauteuil d'ivoire le livre de sa loi, le livre de Mahomet, et jure, s'il peut

trouver Roland à l'arrière-garde, de le combattre jusqu'à la mort.

Alors s'avance un Sarrasin, Valdabron, l'ancien gouverneur du roi. Il présente à Ganelon son épée, la meilleure qui soit au monde. « Par amitié, je vous la donne; aidez-nous à nous défaire de Roland le baron. — De tout mon cœur, » et ils s'embrassent.

Un autre, Climorin, lui apporte son casque. « Je ne vis jamais le pareil! prenez-le pour nous aider contre Roland le marquis. — Très-volontiers, » dit encore Ganelon, et ils s'embrassent.

Vient enfin la reine Bramimonde : « Je vous aime beaucoup, sire, dit-elle au comte, car vous êtes bien cher à mon seigneur et à tous ses sujets! Pour votre femme, prenez ces bracelets. Voyez que d'or, d'améthystes et de jacinthes! ils valent plus que tous les trésors de Rome; votre empereur n'en a point de pareils. »

Et Ganelon prend les bijoux.

Marsille appelle alors Mauduit, son trésorier : « Avez-vous préparé les présents pour Charlemagne? — Sire, ils sont prêts. Sept cents chameaux chargés d'or et d'argent, et vingt otages les plus nobles qu'il y ait sous le ciel. »

Marsille, la main posée sur l'épaule de Ganelon : « Tu parles bel et bien, dit-il; mais, par cette loi que tu crois la meilleure, garde-toi de changer de desseins envers nous » Puis il promet que chaque année il lui enverra, comme rente, dix mulets chargés d'or d'Arabie. Il lui donne les clefs de la cité de Saragosse pour les porter à Charlemagne : « Mais surtout que Roland soit à l'arrière-garde, qu'on puisse le surprendre et lui livrer mortel combat »

Ganelon répond : « Il m'est avis que j'ai déjà trop tardé. » Cela dit, il monte à cheval et s'éloigne.

A la pointe du jour, il arrive aux quartiers de l'empereur.

« Sire, dit-il, je vous apporte les clefs de Saragosse, de grands trésors et vingt otages ; faites-les bien garder ; c'est Marsille qui vous les envoie. Quant au calife, s'il ne vient pas, n'en soyez point surpris. Je l'ai vu de mes yeux s'embarquer sur la mer avec trois cent mille hommes armés : ils étaient las de vivre sous Marsille et s'en venaient au milieu des chrétiens ; mais, à quatre lieues du bord, une furieuse tempête les a tous engloutis. Tous ils se sont noyés, et jamais n'en verrez un seul. Si le calife eût été vivant, je vous l'aurais amené. Marsille, croyez-moi, sire, avant qu'il soit un mois, vous aura rejoint en France, recevra notre loi chrétienne, se fera votre vassal et tiendra de vous à hommiage le royaume d'Espagne.

— Que Dieu en soit loué ! dit Charles ; vous avez bien fait votre message et en aurez bon profit. »

Les clairons sonnent ; Charles proclame la guerre terminée ; les soldats lèvent le camp ; on charge les chevaux de somme ; l'armée s'ébranle ; on s'achemine vers le doux pays de France.

Cependant le jour tombe, la nuit est noire. Charles s'endort ; il se voit en songe aux grands défilés de Cisaire, sa lance de bois de frêne entre les mains. Ganelon la saisit et la secoue si fort que jusqu'au ciel en volent les éclats.

La nuit s'enfuit, l'aube blanche apparaît. Charles, le majestueux empereur, monte à cheval et promène ses regards sur l'armée : « Seigneurs barons, dit-il, voyez ces étroits

passages, ces sombres défilés : à qui me conseillez-vous de donner l'arrière-garde? — A qui? répond Ganelon; à Roland, mon beau-fils. Est-il baron de si grande vaillance? »

A ce mot, l'empereur le regarde et lui dit : « Vous êtes un vrai diable! Quelle mortelle rage vous est entrée au corps? »

Roland survient, il a entendu Ganelon : « Sire beau-père, lui dit-il, que de grâces je vous dois d'avoir demandé pour moi l'arrière-garde! Notre empereur n'y perdra rien, soyez-en sûr; il n'est palefroi ni destrier, mule ni mulet, rous-sin ni sommier qu'on s'avise de lui prendre; nos épées en feraient payer plus que le prix.

— Je le crois bien, dit Ganelon.

— Ah! fils de race maudite! s'écrie Roland, qui ne peut contenir sa colère, tu te figurais que le gant me tomberait des mains comme à toi. » Puis, se tournant vers l'empereur : « Sire, donnez-moi cet arc que vous tenez au poing. Je suis bien sûr au moins de ne le point laisser choir comme fit Ganelon devant vous. »

L'empereur rembrunit son visage, il hésite à placer son neveu à l'arrière-garde.

Mais le duc Naymes lui dit : « Donnez l'arc au comte Roland; c'est à lui qu'appartient l'arrière-garde, puisque nul ne peut la conduire comme lui. »

Et l'empereur donne l'arc à Roland; mais il l'appelle et lui dit : « Mon beau neveu, savez-vous ce que je désire? Je veux vous laisser la moitié de mon armée. Prenez-la, croyez-moi, car c'est votre salut. — Non, je n'en ferai rien, dit Roland. Dieu me confonde si je démens ma race! Laissez-moi vingt mille vaillants Français et partez avec

tout le reste. Passez tranquillement les défilés; de mon vivant, ne craignez homme au monde. »

Roland monte à cheval; à lui se joint son fidèle Olivier, puis Gerer, puis Béranger et le vieil Anséis, et Gérard de Roussillon, et le duc Gaifier. « J'y veux aller, dit Turpin l'archevêque, je dois suivre mon chef. — Et moi aussi, dit le comte Gautier, mon seigneur est Roland, je ne lui puis faillir. »

L'avant-garde s'est mise en marche.

Que ces pics sont hauts! quelles ténébreuses vallées! quels noirs rochers! quels défilés profonds! Les Français, dans ces passages, sont pris d'une sombre tristesse; le bruit sourd de leurs pas s'entend de quinze lieues.

Quand ils approchent de la mère patrie, en vue des terres de Gascogne, il leur souvient de leurs fiefs, de leurs biens, de leurs tendres enfants, de leurs nobles épouses. Les yeux se mouillent de larmes, ceux de Charles plus que tous les autres; Charles a le cœur oppressé : aux montagnes d'Espagne, il a laissé son neveu.

Sous son manteau il cache son maintien. « Qu'avez-vous, sire? lui dit le vieux duc Naymes cheminant à son côté. — Peut-on le demander? dans le deuil où je suis, comment ne pas gémir? Par Ganelon, la France sera détruite. Cette nuit, un ange me l'a fait voir en songe : il me brisait ma lance entre mes mains. C'est lui qui m'a fait donner l'arrière-garde à mon neveu. Il me l'a fait laisser dans cet âpre pays. Mon Dieu! si je perdais Roland, je n'aurais jamais son pareil. »

Et Charles ne peut s'empêcher de pleurer, et cent mille Français, attendris à ses larmes, frémissent en pensant à

Roland. Ganelon le félon l'a vendu au païen pour de l'or, de l'argent, de brillantes étoffes, des chevaux, des chameaux, des lions!

Le roi Marsille a mandé tous les barons d'Espagne, comtes, ducs et vicomtes, émirs et fils de sénateurs : il en rassemble quatre cent mille en trois jours! Les tambours battent dans Saragosse; l'image de Mahomet est exposée sur la plus haute tour; il n'est païen que cette vue n'enflamme. Puis les voilà qui partent tous, chevauchant à pas redoublés au fond de ces longues vallées. A force de courir, ils ont vu les gonfanons de France et l'arrière garde des douze braves compagnons. Dans un bois de sapins, sur le flanc des rochers, ils s'embusquent le soir. Quatre cent mille hommes sont là, attendant le retour du soleil. Dieu! quelle douleur! les Français n'en savent rien!

Le jour paraît. C'est à qui dans l'armée sarrasine portera les premiers coups. Le neveu de Marsille caracole devant son oncle : « Beau sire roi, dit-il la joie sur le visage, je vous ai tant servi! en de si rudes et nombreux combats! Donnez-m'en pour récompense l'honneur d'abattre Roland! »

Vingt autres viennent à leur tour fanfaronner devant Marsille. L'un dit : « A Roncevaux, je vais jouer mon corps; si je trouve Roland, c'est fait de lui! Pour les Français quelle honte et quel deuil! Leur empereur est si vieux qu'il radote; il ne passera plus un seul jour sans pleurer! — Ne vous alarmez point, dit l'autre, Mahomet est plus fort que saint Pierre! A Roncevaux, je vais joindre Roland : il ne peut échapper à la mort. Regardez mon

épée : avec sa Durandal je la mesurerai, et vous entendrez dire laquelle est la plus longue. » — Un troisième : « Venez, sire, venez voir mourir tous ces Français ! Nous prendrons Charlemagne et vous le donnerons. De leur pays nous vous ferons présent : avant un an, nous aurons pris la France et coucherons au bourg de Saint-Denis ! »

Pendant qu'ils s'échauffent ainsi et s'entr'excitent au combat, ils achèvent, derrière la sapinière, de vêtir leurs cottes de mailles sarrasines, lacent leurs heaumes de Saragosse, ceignent leurs épées d'acier viennois, mettent au poing leurs écus et leurs épieux de Valence surmontés de gonfanons blancs, bleus et vermeils. Ils ne montent ni mules, ni palefrois, mais de bons destriers et chevauchent serrés. Le soleil brille, l'or de leurs vêtements étincelle et flamboie : mille clairons commencent à sonner.

Les Français ont prêté l'oreille. « Sire compaignon, dit Olivier, avec les Sarrasins nous pourrons bien avoir bataille. — Dieu nous la donne ! répond Roland. Songeons à notre roi : pour son seigneur il faut savoir souffrir, endurer chaud et froid, faire entailler sa peau, risquer sa tête ! Que chacun se prépare à frapper de grands coups. Prenons garde aux chansons que de nous on peut faire ! Vous avez le bon droit, chrétiens, aux païens est le tort ! Jamais mauvais exemple de moi ne vous viendra ! »

Olivier monte sur un grand pin, regarde à droite dans le vallon touffu, et voit venir la horde sarrasine. « Compaignon ! crie-t-il à Roland, là-bas, du côté de l'Espagne, quel tumulte, quel vacarme ! Dieu ! que de blancs hauberts ! que de heaumes flamboyants ! Pour nos Français, quelle rude rencontre ! Ganelon le savait, le traître, le félon !

— Paix, Olivier, répond Roland, il est mon beau-père ; n'en dis mot. »

Olivier met pied à terre : « Seigneurs barons, dit-il, de ces païens je viens de voir tel nombre qu'homme ici-bas n'en a jamais tant vu ! Une bataille nous arrive telle qu'il n'en fut point d'autre ! Demandez à Dieu le courage ! » Et les Français répondent : « Malheur à qui s'enfuit. Pas un de nous pour mourir ne vous fera défaut !

— Roland, mon compagnon, dit le sage Olivier, ces païens sont en nombre, et nous sommes bien peu. Croyez-moi, sonnez votre cor ; l'empereur l'entendra et ramènera l'armée. — Me prenez-vous pour fou ? dit Roland : voulez-vous qu'en notre douce France je me perde d'honneur ? Laissez faire Durandal, laissez-la frapper ses grands coups, se tremper de sang jusqu'à la garde. Tous ces païens sont morts, je vous le garantis !

— Roland, mon compagnon, sonnez votre olifant : que l'empereur l'entende et nous arrive en aide ! — Dieu me garde de cette lâcheté ! Comptez sur Durandal, vous la verrez mettre à mort les païens.

— Camarade Roland, sonnez votre olifant : l'empereur l'entendra, et, j'en répons, il reviendra. — A Dieu ne plaise, répond encore Roland : nul ici-bas ne pourra dire que j'aie corné pour des païens ! Jamais pareil reproche ne sera fait à ma race.

— Quel reproche ? Que voulez-vous qu'on dise ? Ces Sarasins sont si nombreux que tout en est couvert, les vallons, les montagnes, les landes et les plaines. Je viens de la voir, cette innombrable armée, et nous ne sommes qu'en faible compagnie ! — Mon courage en grandit, dit Roland. Dieu

ne souffrira pas, ni ses anges non plus, que par moi notre France perde sa renommée! Sire compagnon, mon ami, ne me parlez plus de la sorte. Nous tiendrons pied; pour nous seront les coups : notre empereur le veut. Dans ces soldats qu'il nous a confiés, il n'est pas un poltron, il le sait. Notre empereur nous aime parce que nous frappons bien. Frappe donc de ta lance, et moi de Durandal, ma bonne épée que Charles m'a donnée! Si je meurs, qui l'aura pourra dire : C'était l'épée d'un vaillant ! »

A ce moment l'évêque Turpin pique son cheval, gravit une éminence, et appelant à lui les Français : « Seigneurs barons, dit-il, notre empereur ici nous a laissés; pour lui nous devons bien mourir. Souvenez-vous que vous êtes chrétiens. La bataille s'approche, vous le voyez : les Sarrasins sont là. Appelez vos péchés, criez à Dieu merci; je vous absoudrai pour la guérison de vos âmes. Si vous mourez, tous vous serez martyrs et trouverez bonne place au plus haut du paradis! » Les Français descendent de cheval, s'agenouillent en terre, et l'archevêque de par Dieu, les bénit. Pour pénitence, il leur commande de bien frapper.

Absous et quittes de leurs péchés, les Français se redressent et montent à cheyal.

Roland est beau à voir, dans sa brillante armure, sur Vaillantif, son beau coursier; les rênes d'or lui battent dans la main; à son épieu, qu'il porte au poing, la pointe au ciel, flotte un gonfanon blanc; il s'avance, le brave, le front clair et serein. Après lui marche son compagnon, puis tous ces nobles Français dont il affermit le courage. Il lance sur les Sarrasins son fier regard, et tournant doucement la tête vers ceux qui l'accompagnent : « Seigneurs, dit-il cour-

toisement, seigneurs barons, marchez au petit pas ; ces païens courent à la mort ! »

Pendant qu'il parle, les deux armées s'approchent et se vont aborder.

« Plus de paroles, dit Olivier, vous n'avez pas daigné sonner votre olifant ; rien à attendre de l'empereur, rien à lui reprocher ! Le brave, il ne sait mot de ce qui nous arrive. La faute n'en est pas à lui. Maintenant, barons, mes seigneurs, tenez ferme, et pour Dieu, je vous en prie, ne craignez pas les coups ; sachons donner et recevoir. Surtout n'oublions pas le cri de Charlemagne. » Aussitôt les Français ont tous crié : *Montjoie !* — Qui les eût entendus, de sa vie n'en perdrait la mémoire. — Puis ils s'avancent, Dieu ! avec quelle audace ! Pour couper au plus court, ils ont lancé leurs chevaux ; ils attaquent. Que peuvent-ils mieux faire ?

Les païens ne reculent pas : voilà la mêlée qui commence.

On se provoque du geste et de la voix. Le neveu de Marsille s'en vient, l'insulte à la bouche, se ruer contre Roland. Roland, d'un coup d'épieu, lui ouvre la poitrine et l'abat à ses pieds. Le frère du roi, Falsaron, veut venger la mort de son neveu, Olivier le prévient et lui plante sa lance au corps. Un certain Corsablix, un de ces rois barbares, vomit l'injure et les bravades : l'archevêque Turpin l'entend et fond sur lui à pleine lance ; il l'étend mort sur terre. Et chaque fois qu'un Sarrasin tombe, les Français crient : *Montjoie !* le cri de Charlemagne.

De toutes parts les défis, les combats se succèdent ; partout les Français sont vainqueurs ; pas un païen qu'ils ne

renversent ! Roland va, frappant de l'épieu tant que le bois lui en reste à la main ; mais, au quinzième coup, l'épieu se brise ; alors, il tire sa bonne épée, sa Durandal, qui tranche et taille les Sarrasins. Il faut voir comme il en fait carnage, comme les morts s'entassent autour de lui ; le sang coule à flots sur la place : ses bras en sont vermeils, son cheval ruisselant. Il aperçoit dans la mêlée son fidèle Olivier, fracassant du tronçon de sa lance le crâne du païen Fauseron. « Compagnon, lui crie-t-il, que faites-vous ? En telle bataille à quoi sert un bâton ? Du fer et de l'acier, voilà ce qu'il nous faut. Où donc est votre Hauteclaire, votre épée emmanchée d'or et de cristal ? — Je ne la puis tirer, dit l'autre, car de cogner j'ai trop affaire ! »

Et pourtant il la tire et la montre à Roland, par un vrai coup de chevalier. Le païen qu'il en a frappé tombe le corps pourfendu ; la lame a tranché sa selle émaillée d'or, et son cheval jusqu'à l'échine. « Je vous tiens pour mon frère, lui crie Roland. Voilà les coups qu'aime tant l'empereur. » Et de tous les côtés on a crié : *Montjoie !*

Quelle horrible mêlée ! que de coups donnés et rendus ! que de lances rompues et sanglantes ! que de gonfanons en lambeaux ! Et tant de bons Français perdent là leur jeunesse ! Jamais ils ne verront leurs mères, ni leurs femmes, ni leurs amis de France, qui les attendent au delà des monts !

Pendant ce temps Charlemagne gémit et se désole. A quoi bon ? Est-ce en pleurant qu'il peut les secourir ? Malheur à lui le jour où Ganelon lui rendit le triste office de partir pour Sarragosse ! Le traître en portera la peine ; sa potence se dresse, mais la mort, en attendant, n'épargne

pas nos Français. Les Sarrasins tombent par milliers et les nôtres aussi; il en tombe, et des meilleurs !

En France, à cette heure même, s'élèvent de furieux orages : les vents sont déchaînés, le tonnerre gronde, la foudre éclate; la pluie, la grêle tombe à torrents. On sent la terre trembler, de Saint-Michel de Paris jusqu'à Sens, de Besançon jusqu'au port de Wissant ! Pas un abri dont les murs ne se crèvent. En plein midi, de noires ténèbres; plus de lumière au ciel que le feu des éclairs: pas un homme qui ne tremble, et plusieurs de se dire : « C'est la fin de ce monde, la fin du siècle présent ! » — Ils n'en savent rien, ils se trompent : — c'est le grand deuil pour la mort de Roland.

Marsille, qui jusque-là s'est tenu à l'écart, a vu de loin le massacre des siens : il fait sonner ses cors et ses clairons; il met en marche le gros de son armée.

Quand les Français voient déborder de toutes parts ces nouveaux flots d'ennemis, ils regardent où est Roland, où est Olivier, où sont les douze pairs; chacun voudrait s'abriter derrière eux. L'archevêque les réconforte : « Pour Dieu, barons, ne fuyez pas ! Mieux vaut mourir en combattant. Tout est dit ! c'est ici que nous devons finir. Passé cette journée, nul de nous ne sera de ce monde; mais le paradis est à vous, je vous en suis garant. » A ces mots, leur ardeur se rallume, et ils crient encore : *Mont-joie !*

Mais voilà qu'un Sarrasin, celui-là qui chez Marsille embrassa Ganelon en lui donnant son épée, Climorin, sur un cheval plus rapide que l'hirondelle, s'en vient heurter An-

gelier de Bordeaux, et lui enfonce au corps la pointe de son épieu. C'est le premier Français de marque qui tombe dans la mêlée. Olivier l'a bientôt vengé : d'un coup de Hauteclaire le Sarrasin est abattu, et les démons ont emporté sa vilaine âme ; mais Valdabron, cet autre païen, frappe au cœur le noble duc Sanche ; le duc vide les arçons et tombe mort. Quelle douleur pour Roland ! Il fond sur Valdabron et lui porte un tel coup qu'il lui pourfend la tête devant les païens consternés.

A son tour, Turpin l'archevêque fait rouler dans la poussière Mancuidant l'Africain, qui vient de tuer Anséis. Roland renverse et tue le fils du roi de Cappadoce ; mais, avant de mourir, quel mal nous a fait ce païen ! Il a tué Gérin et Gérer son compagnon, et Béranger, et Austore, et Guy de Saint-Antoine !

Comme nos rangs s'éclaircissent ! La bataille est fougueuse et terrible ! Vous ne vîtes jamais tant d'hommes morts entassés, tant de blessures et tant de sang ! Sur l'herbe verte en coulent des torrents ! Les nôtres frappent à coups désespérés ! Quatre fois le choc leur est bon ; mais au cinquième tous ils tombent frappés, hormis soixante que Dieu épargne ! Avant que de mourir, ceux-là se vendront cher.

Quand Roland voit ce désastre : « Cher compagnon, dit-il à Olivier, que de braves gisant par terre ! quelle perte pour notre douce France ! Charles, notre empereur, que n'êtes-vous ici ! Mon bon frère Olivier, que faire, et quel moyen de lui donner de nos nouvelles ? — Il n'en est plus, dit Olivier ; mieux vaut mourir que fuir honteusement. — Je vais, reprend Roland, sonner mon olifant. Charles l'entendra au fond des défilés. Il reviendra, soyez-en sûr. —

— Allons donc, quelle honte ! et votre race, ami, vous n'y pensez donc plus ? Quand j'en parlai tantôt, vous n'en avez rien fait ; vous n'en ferez rien à cette heure, du moins à mon avis : de bien sonner vous n'avez plus la force ; voyez, vos bras sont tout saignants ! — Aussi quels beaux coups j'ai donnés ! mais nous avons affaire à trop forte partie ; je sonnerai, et Charles m'entendra. — Non, vous n'en ferez rien ; j'en jure par cette barbe, si je revois jamais ma chère Aude, ma noble sœur, jamais vous ne serez dans ses bras ! — Pourquoi cette colère ? dit Roland. — Compagnon, vous nous avez perdus. Folie n'est pas courage ! ces Français ne sont morts que par votre imprudence. Si vous m'aviez cru, l'empereur serait ici, la bataille serait gagnée ; mort ou vif, nous aurions pris Marseille. Roland, votre prouesse nous vaut notre malheur ! Charles, notre grand Charles, jamais plus nous ne le servirons ! »

L'archevêque Turpin entend les deux amis ; il accourt et s'écrie : « Pour Dieu ! laissez là vos querelles. Il n'est plus temps, c'est vrai, de sonner votre cor ; mais il est bon que l'empereur revienne. Charles nous pourra venger. Ces païens ne doivent pas rentrer dans leur Espagne. Nos Français nous trouveront ici morts et taillés en pièces ; ils nous mettront en cercueils, nous porteront avec deuil et avec larmes, et s'en iront nous enfouir aux cimetières de nos moutiers ; du moins ne serons-nous dévorés ni des loups, ni des sangliers, ni des chiens. — C'est bien parlé, répond Roland, » et aussitôt il met l'olifant à ses lèvres, l'embouche et sonne à pleins poumons. Dans ces longues vallées, le son pénètre et se prolonge. A trente grandes lieues, l'écho le répète encore.

Charles l'entend, l'armée l'entend aussi. « On livre bataille à nos gens ! s'est écrié l'empereur. Jamais Roland ne sonne qu'au cœur d'une bataille. — Il est bien question de bataille, répond aussitôt Ganelon. Tel propos dans une autre bouche on l'appellerait mensonge. Ne connaissez-vous pas Roland ? Pour un seul lièvre, il va cornant tout un jour ! Allons, marchons : pourquoi nous arrêter ? Les terres de notre France sont encore loin de nous. »

Mais Roland continue à sonner : il fait de si grands efforts que le sang jaillit de sa bouche et des veines de son front. « Ce cor a longue haleine, dit l'empereur ; » et le duc de Naymes répond : « C'est un brave qui sonne ; il y a bataille autour de lui. Sur ma foi ! celui-là l'a trahi qui si bien cherche à vous donner le change. Croyez-moi, marchons au secours de votre noble neveu. Ne l'entendez-vous pas ? Roland est aux abois ! »

L'empereur donne le signal. Avant que de partir, il fait saisir Ganelon : c'est aux garçons de sa cuisine qu'il abandonne le traître. Ils lui arrachent poil à poil la barbe et la moustache, le frappent à coups de poing et de bâton, lui passent une chaîne au cou, comme on fait à un ours, puis, pour comble d'ignominie, en chargent une bête de somme.

Sur le signal de l'empereur, tous les Français ont tourné bride, piquent des deux et se lancent à grand train dans les ténébreux défilés, au bord des gaves rapides. Charles chevauche avec emportement. Il n'est Français qui, tout en courant, ne soupire et ne dise à son voisin : « Si nous pouvions du moins trouver encore Roland, le voir avant qu'il ne meure ! que de coups nous frapperions ensemble ! »

Hélas ! à quoi bon ? Vains efforts ! ils sont trop loin ; ils n'y peuvent être à temps !

Cependant Roland promène ses regards tout à l'entour de lui : sur les monts, dans la plaine, il ne voit que Français expirés. Le noble chevalier, il pleure et prie pour eux : « Seigneurs barons, que Dieu vous ait en sa grâce ! qu'à vos ames il ouvre son paradis ! que sur les saintes fleurs il les fasse reposer ! Meilleurs guerriers que vous, je n'en ai jamais vu. Vous nous servîtes si longtemps ! vous nous avez tant conquis de pays ! Terre de France, ma si douce patrie, te voilà veuve de tant de braves gens ! Barons français, vous mourez par ma faute ! je ne vous ai pu sauver ni garantir ; que Dieu vous aide, Dieu qui ne ment jamais ! De chagrin je mourrai, si le fer ne me tue ! — Olivier, mon frère, retournons au combat ! »

Roland a reparu dans la mêlée. Comme devant les chiens s'enfuit le cerf tremblant, ainsi devant Roland s'enfuient les infidèles. Voici pourtant Marsille qui s'en vient en guerrier, renversant sur sa route Gérard de Roussillon et d'autres preux français. « Dieu te damne, lui crie Roland, de m'abattre mes compagnons, » et d'un revers de Durandal, il lui tranche le poing, puis saisit la blonde chevelure de Jurfaleu, le fils du roi. A cette vue, les Sarrasins s'écrient : « Aide-nous, Mahomet ! venge-nous de ces maudits ! Jamais ils ne lâcheront pied ! Sauvons-nous ! sauvons-nous ! » Sur ce mot, il s'en enfuit cent mille ! Ne craignez pas qu'ils reviennent ; pour toujours ils sont partis.

Mais qu'importe si Marsille a fui ! Son oncle Marganice reste sur le terrain avec ses Ethiopiens au noir visage. Il se glisse derrière Olivier, le frappe au milieu du dos, et du

même coup, il lui traverse la poitrine. « En voilà un, dit-il, qui nous venge de tous les nôtres ! » Olivier, frappé à mort, lève le bras, laisse tomber Hauteclaire sur le cimier de Marganice, fait voler en éclats les diamants dont il brille, et lui fend la tête jusqu'aux dents. « Maudit païen, dit-il, ni à ta femme, ni à dame de ton pays tu n'iras te vanter de m'avoir abattu ! » Puis il appelle Roland à son secours.

Roland voit Olivier livide et sans couleurs, le sang ruisissant de son corps. A cette vue, il se sent défaillir, et sur son cheval il se pâme. Olivier ne l'a point aperçu. Il a tant perdu de sang que ses yeux en sont troubles. Il n'y voit plus, ni de loin, ni de près. Son bras, qui toujours veut frapper, laisse encore s'abattre Hauteclaire, et c'est sur le cimier de Roland que le coup porte. Le casque en est fendu jusqu'au nasal, mais la tête n'est point atteinte. A ce coup, Roland le regarde et lui demande avec douceur : « Mon compagnon, l'avez-vous fait exprès ? C'est moi, Roland, votre plus cher ami ! Vous ne m'avez défié, que je sache ! — Je vous entends, c'est votre voix, dit Olivier ; mais je ne vous vois point ! Si je vous ai frappé, ami pardonnez-moi ! — Vous ne m'avez point fait de mal. Je vous pardonne, ami, ici et devant Dieu. » A ce mot, ils s'inclinent l'un vers l'autre, et sur ce tendre adieu, les voilà séparés !

Roland ne se peut détacher du corps de son ami étendu sans vie sur la terre ; il le contemple, il le pleure et lui rappelle à haute voix tant de jours passés ensemble en si parfaite amitié. Olivier mort, quel fardeau pour lui que la vie !

Pendant ce temps, sans qu'il s'en aperçoive, tous nos Français ont péri, hormis l'archevêque et Gautier. Blessés, mais encore debout, ils appellent Roland. Roland les en-

tend, vient à eux, et les païens s'écrient : « Voilà de terribles hommes ! prenons garde que ces trois-là ne s'en aillent vivants. » De toutes parts aussitôt ils se jettent sur eux. Gautier tombe ; Turpin a son casque brisé, son haubert déchiré, quatre blessures au corps, son cheval tué sous lui. Roland, pensant à l'empereur, saisit encore son olifant, mais il n'en tire qu'un son faible et plaintif.

Charles l'entend pourtant. « Malheur à nous ! dit-il, Roland, mon cher neveu, nous arrivons trop tard ; j'en juge au son de ce cor. Marchons : sonnez, clairons. » Et tous les clairons de l'armée ont soudain retenti.

Le bruit en vient aux oreilles des païens. « Hélas ! se disent-ils, c'est Charles qui revient, c'est le grand empereur ! Pour nous, fatale journée ! tous nos chefs sont à terre ; si Roland vit, la guerre recommence, et notre Espagne est perdue pour nous. Jamais Roland ne sera vaincu par un homme de chair ! N'approchons pas, et lançons sur lui tous nos traits ; qu'il reste sur la place. » Là-dessus, ils se tiennent à distance et font pleuvoir dards, flèches, lances, épieux. L'écu de Roland est percé, fracassé ; son haubert rompu et démaillé, son corps n'est pas atteint ; mais Vaillantif, en vingt endroits blessé, tombe mort sous son maître.

Le coup fait, tous ces payens s'enfuient et galopent du côté de l'Espagne.

Roland, sans son cheval, est hors d'état de les poursuivre. Il s'en vient secourir l'archevêque, lui délace son heaume, lui bande ses plaies béantes, le presse contre son cœur et le dépose mollement sur le gazon. Puis doucement il lui dit : « Abandonnerons-nous sans prière nos compagnons que voilà morts et que tant nous aimions ? Je veux aller chercher leurs

corps et les apporter devant vous. — Allez, lui répond l'archevêque, nous sommes maîtres du terrain, allez et revenez. »

Roland le quitte et s'avance tout seul dans ce champ de carnage, cherchant sur la montagne, cherchant dans le vallon. Il les trouve, ses braves camarades, et le duc Sanche, et le vieil Anséis, et Gérard, et Béranger. Un à un, il les apporte et les dépose aux genoux du prélat, qui les bénit en pleurant. Mais, quand vient le tour d'Olivier, quand Roland veut apporter le corps de ce cher compagnon étroitement serré contre son cœur, son visage pâlit, ses forces l'abandonnent et par terre il tombe évanoui.

L'archevêque, à cette vue, se sent pris d'une mortelle douleur. Dans ce val de Roncevaux, il est une eau courante : s'il pouvait en donner à Roland ! Il saisit l'olifant et cherche à se traîner, chancelant, à petits pas, si faible qu'il ne peut avancer ; mais toute force lui manque, et, la face contre terre, il tombe dans la dernière angoisse de la mort.

Roland s'éveille, il voit le saint guerrier gisant. Les yeux levés au ciel, les mains jointes, il se confesse à Dieu et le prie d'ouvrir au bon soldat de Charlemagne la porte de son paradis ; puis il s'approche du corps sanglant du saint prélat, soulève ses deux belles mains blanches, les pose en croix sur sa poitrine et lui fait un touchant adieu.

Mais à son tour Roland sent que la mort le saisit. Il prie Dieu pour ses pairs, le supplie de les appeler à lui, et pour lui-même invoque le saint ange Gabriel. Prenant d'une main l'olifant dont il ne veut se séparer, de l'autre Durandal, il gravit une éminence en regard de l'Espagne, et dans un blé vert, sous un arbre, se laisse choir.

Près de là, derrière une roche de marbre, un Sarrasin

l'épiait, couché au milieu des cadavres, le visage souillé de sang pour mieux contrefaire le mort. Il voit Roland tomber; soudain il se redresse, court à lui, le saisit et se prend à crier : « Vaincu, le neveu de Charles ! à moi son épée, je l'emporte en Arabie ! » Il la veut tirer ; mais Roland a senti quelque chose, ouvre les yeux et ne dit que ce mot : « Tu n'es pas des nôtres, me semble ! » et de son olifant que sa main tient encore, il assène un grand coup sur le casque du païen, lui fait jaillir les yeux et la cervelle et l'abat mort à ses pieds. « Vil mécréant, dit-il, tu étais bien osé, d'autres diraient bien fou, de mettre ainsi la main sur moi !... J'en ai pourtant fendu mon olifant ! l'or et les pierreries en sont tombés du coup ! »

Peu à peu Roland s'aperçoit que sa vue devient trouble. Il se dresse sur ses pieds, s'évertue tant qu'il peut ; mais son visage est blême et livide. Sur la roche voisine, il décharge dix coups de Durandal. Il voudrait la briser, cette vaillante épée ! Quel deuil et quelle douleur de la laisser aux païens ! que Dieu daigne épargner cette honte à la France ! Mais l'acier grince et ne rompt pas. — Roland frappe à nouveau sur un roc de sardoine ; pas la moindre brèche à l'acier. — Il frappe encore ; le roc vole en éclats, l'épée résiste ! « Ah ! sainte Marie, s'écrie-t-il, aidez-moi !... Ma Durandal, toi qui si bien reluis à ce brillant soleil, toi si belle et si sainte, qui par Charles me fut donnée du commandement de Dieu même, toi par qui je lui conquis Bretagne et Normandie, Maine et Poitou, Aquitaine et Romagne, Flandre, Bavière, Allemagne, Pologne, Constantinople, Saxe, Islande, Angleterre, tu fus longtemps aux mains d'un vaillant homme, tomberas-tu au pouvoir d'un poltron ? Ah ! sainte

Durandal, dans ta garde dorée que de pieuses reliques ! une dent de saint Pierre, du sang de saint Basile, des cheveux de monseigneur saint Denis, du vêtement de la vierge Marie ! se pourra-t-il qu'un païen te possède ? d'un chrétien seul et d'un brave tu as droit d'être servie !... »

A ces mots, la mort l'entreprend et lui gagne le cœur. Sur l'herbe verte ils s'étend, couche sous lui son épée et son cher olifant ; puis, tournant le visage vers la gent sarrasine, afin que Charles et les siens disent en le trouvant là qu'il est mort conquérant, il se frappe la poitrine et demande à Dieu merci. De maintes choses lui vient la souvenance ! de tant de beaux combats, de sa douce patrie, des gens de son lignage, de Charles, son seigneur, qui l'a nourri ! et sur lui-même aussi sa pensée se retourne : « Mon Dieu, notre vrai père, toi qui jamais ne mens, qui retiras Lazare d'entre les morts et Daniel de la dent des lions, sauve mon âme, arrache-la au péril des péchés que j'ai faits en ma vie ! » Et ce disant, la tête inclinée sur son bras, de la main droite il tend à Dieu son gant ; saint Gabriel le prend, puis Dieu envoie son ange chérubin et saint Michel *du péril* ; par eux et par Gabriel, l'âme du comte est portée en paradis.

Charlemagne est rentré dans ce val de Roncevaux. Pas un chemin, pas un sentier, pas un pouce de terrain que ne couvre un cadavre. Charles appelle à haute voix son neveu ; il appelle Olivier, il appelle l'archevêque, et Gérin, et Béranger, et le duc Sanche, et Angelier et tous ses pairs ! A quoi bon ? Nul ne répondra. « Que n'étais-je à ce combat ! » s'écrie-t-il en s'arrachant sa longue barbe, en se pâmant de désespoir, et l'armée tout entière se désole avec

lui! ceux-ci pleurent leurs fils, ceux-là leurs frères, leurs neveux, leurs amis, leurs seigneurs.

Au milieu de ce deuil, le duc Naymes, en homme sage, s'approche de l'empereur : « Regardez en avant, lui dit-il, voyez ces chemins poudreux, c'est la horde païenne qui s'échappe! à cheval; il faut nous venger! »

Charles, avant de partir, commande à quatre barons et à mille chevaliers de garder le champ de bataille. « Laissez les morts comme ils sont là, dit-il, écartez-en les bêtes fauves; que personne n'y touche, écuyers ni varlets, jusqu'à l'heure où Dieu voudra qu'ici nous revenions. » — Puis il fait sonner la charge et pourchasse les Sarrasins.

Le soleil pâisse, la nuit est proche, les païens vont s'échapper dans l'ombre; mais un ange est descendu du ciel : « Marche, dit-il à Charles, marche toujours, la clarté ne te manquera pas. »

Et le soleil s'est arrêté. Les païens fuient, les Français les atteignent, les poussent, les massacrent. Dans l'Èbre aux flots rapides, les fuyards sont noyés. Charles met pied à terre et se prosterne pour rendre grâce à Dieu.

Quand il se lève, le soleil est couché. Il est trop tard pour retourner à Roncevaux; l'armée succombe de fatigue. Charles, le cœur en deuil, pleurant Roland et ses braves compagnons, finit par céder au sommeil. Tous ses guerriers, couchés sur terre, dorment aussi, et les chevaux eux-mêmes ne peuvent tenir debout; ceux qui ont faim d'herbe fraîche la broutent étendus.

Durant la nuit, Charles, gardé par son saint ange qui veille à son chevet, voit en vision l'avenir; il voit le rude combat que bientôt il faudra livrer!

Pendant ce temps, Marsille, épuisé, mutilé, est parvenu à gagner Saragosse. La reine pousse un cri en voyant son époux; elle pleure, elle maudit les méchants dieux qui l'ont trahie. Un seul espoir lui reste : l'émir de Babylone, le vieux Baligant, ne les laissera pas sans secours, il viendra les venger. Marsille lui écrivit voilà longtemps; mais Babylone est loin, et c'est un grand retard!

L'émir, au reçu des lettres, a mandé les gouverneurs de ses quarante royaumes; il fait équiper ses galères, les fait assembler dans son port d'Alexandrie; puis, quand vient le mois de mai, au premier jour d'été, il les lance à la mer.

Elle est immense, cette flotte ennemie. Comme elle obéit à la voile, à la rame, au gouvernail! Au sommet de ces mâts et de ces hautes vergues que de feux allumés! Les flots en reluisent au loin dans l'obscurité de la nuit, et, quand approchent les rivages d'Espagne, toute la côte en est illuminée. La nouvelle en parvient bientôt à Saragosse.

Marsille, dans sa détresse, se résigne à faire hommage de l'Espagne à l'émir Baligant. De sa main gauche, qui seule lui reste, il lui donne son gant : « Prince émir, lui dit-il, je vous remets toutes mes terres; défendez-les et vengez-moi. » L'émir reçoit son gant et s'engage à lui rapporter la tête du vieux Charles; puis il s'élance à cheval en criant à ses Sarasins : « Venez, marchons; les Français nous échappent! »

Charles, à l'aube du jour, s'est mis en route pour Roncevaux. « Seigneurs, dit-il aux siens en approchant du lieu où fut la bataille, ralentissez un peu le pas; laissez-moi aller seul en avant pour chercher mon neveu. Un jour, il m'en souvient, à Aix, dans une fête, il nous tint ce propos que, s'il mourait en pays étranger, on trouverait son corps en

avant de ses soldats et de ses pairs, le visage tourné vers la terre ennemie, que comme un conquérant il serait mort, le brave ! »

En achevant ces mots, seul il s'avance et gravit la colline. Il reconnaît sur trois blocs de rocher les coups de Durandal, et près de là, sur l'herbe verte, le corps de son neveu. « Ami Roland, s'écrie-t-il dans une angoisse extrême en soulevant de ses mains le cadavre, que Dieu mette ton âme dans les fleurs de son paradis entre ses saints glorieux ! Hélas ! qu'es-tu venu faire en Espagne ! Pour moi, pas un jour désormais sans te pleurer ! Je n'ai plus un ami sous le ciel. J'ai des parents encore, mais pas un comme toi ! Ami Roland, je vais rentrer en France. Quand je serai à Laon, dans mon palais, de tous côtés les gens viendront me dire : — Où donc est le capitaine ? — Je leur répondrai : — Il est mort en Espagne. Il est mort, mon neveu, par qui j'ai tant gagné de terres. Et maintenant qui commandera mes armées ? qui soutiendra mon empire ? France, mon doux pays, ils t'ont tuée, ceux qui l'ont mis à mort. »

Quand il a donné libre cours à sa douleur, ses barons lui demandent de faire rendre à leurs compagnons les suprêmes devoirs. On rassemble les morts, on brûle autour d'eux des parfums, on les bénit, on les encense, on les enterre en grande pompe, hormis Roland, Olivier et Turpin, dont les corps sont recueillis et mis à part pour être en France transportés.

On se disposait au départ, quand apparaît au loin l'avant-garde sarrasine. L'empereur s'arrache à sa tristesse, tourne fièrement ses regards vers les siens, et s'écrie de sa grande et haute voix : « Barons français, à cheval et aux armes ! »

L'armée tout aussitôt se prépare au combat. Charles dispose son ordre de bataille. Il forme dix cohortes, donne à chacune un chef habile et brave, puis se place à leur tête. A ses côtés, Geoffroy d'Anjou fait flotter l'oriflamme, Guinemant porte l'olifant.

Charles met pied à terre, se prosterne devant Dieu, lui fait une ardente prière, puis remonte à cheval, saisit son écu, son épieu, et, le visage serein, se précipite en avant. Les clairons sonnent; au-dessus des clairons bondit la voix de l'olifant : les soldats pleurent à l'entendre ; ils pensent à Roland.

L'émir, de son côté, a passé en revue ses soldats. Lui aussi les dispose en cohortes, il en fait trente aussi fortes que braves ; puis il adjure Mahomet, fait déployer son étendard, et court avec un fol orgueil à la rencontre des Français.

Le premier choc est terrible ; des deux côtés le sang ruisselle à flots. Jusqu'au soir le combat se prolonge et le carnage va croissant ; mais vers la fin de la journée, au crépuscule, l'émir et Charles se rencontrent. Ils s'abordent et se portent de si terribles coups, que bientôt leurs sangles rompent, les selles tournent, ils sont à bas. Pleins de rage, ils tirent leurs épées, un duel à mort commence entre eux.

Charles va succomber : étourdi par un coup qui a fendu le fer de son cimier, il chancelle, peu s'en faut qu'il ne tombe ; mais il entend passer à son oreille la sainte voix de l'ange Gabriel qui lui crie : « Grand roi, que fais-tu ? » A cette voix, il reprend sa vigueur, et sous l'épée de France l'émir écrasé tombe mort.

L'armée des païens s'enfuit, nos Français les pourchas-

sont jusque dans Saragosse : la ville est prise. Le roi Marseille en meurt de désespoir. Les vainqueurs font la guerre aux faux dieux ; à grands coups de cognée ils brisent leurs idoles. On baptise les Sarrasins ; on en baptise au delà de cent mille. Ceux qui résistent, on les pend, on les brûle, hormis pourtant la reine Bramimonde ; en France on l'emène captive ; Charles la veut convertir par douceur.

La vengeance est satisfaite ; on met garnison dans la ville, on s'en retourne en France. En passant à Bordeaux, Charles dépose sur l'autel de Saint-Séverin l'olifant de son neveu : les pèlerins l'y voient encore. Puis, dans de grandes barques, il traverse la Gironde et fait ensevelir dans Saint-Romain de Blaye le preux Rolland, le fidèle Olivier et le brave archevêque.

Charles ne veut plus s'arrêter en chemin ; il ne prendra repos qu'à Aix, sa grand'ville. L'y voici parvenu, et tout aussitôt il mande par messagers dans tous ses royaumes et provinces les pairs de sa cour de justice pour faire le procès à Ganelon.

Mais, en entrant dans son palais, il voit venir à lui Aude, la belle Aude, la gente demoiselle. « Où est Roland, dit-elle, Roland le capitaine, qui m'a juré de me prendre pour femme ? » Charles sent à ces mots se réveiller sa mortelle douleur : il pleure à chaudes larmes : « Ma sœur, ma chère amie, il n'est plus celui dont tu me parles ! Mais je veux te donner en échange un époux digne de toi ; c'est Louis, je ne te puis mieux dire ; il est mon fils, il aura mes royaumes ! — Voilà, dit-elle, des paroles étranges ! Ne plaise à Dieu, ni aux saints, ni aux anges, que, Roland mort, Aude reste vivante ! » A ce mot, elle pâlit, se laisse choir aux pieds de

Charlemagne : elle est morte à toujours ! Dieu lui fasse merci !

L'empereur se persuade qu'elle n'est que pâmée ; il lui prend les mains, la soulève ; la tête, hélas ! retombe sur l'épaule. Sa mort n'est que trop véritable, et quatre comtesses sont mandées pour la veiller toute la nuit et la faire enterrer noblement dans un moustier de nonnains.

Pendant qu'on pleure la belle Aude, pendant que Charles lui rend les derniers honneurs, Ganelon, chargé de chaînes, battu de verges, attend son jugement.

Les pairs sont réunis ; Ganelon comparait devant eux ; il se défend subtilement : « Je me suis vengé, dit-il, mais je n'ai point trahi ! » Les juges se regardent et penchent à l'indulgence. « Sire, disent-ils à l'empereur, laissez-le vivre ; il est bon gentilhomme ; sa mort ne vous rendrait pas Roland, votre neveu, que jamais nous ne reverrons. » — Charles leur dit : « Vous me trahissez tous ! » — « Sire, s'écrie un d'entre eux, Thierry, frère de Geoffroy d'Anjou, ne vous troublez ainsi. Moi, je condamne Ganelon, je le dis traître et parjure ; je le condamne à mort. S'il a parent qui m'ose démentir, j'ai cette épée pour lui répondre. »

Aussitôt Pinabel, l'ami de Ganelon, brave, alerte et vigoureux, accepte le défi. L'empereur ordonne le combat. Aux portes d'Aix, dans la prairie, les deux champions, bien confessés, bien absous et bénis, leur messe ouïe et leur épée au poing, se mettent en bataille. Dieu lui seul peut savoir quelle en sera la fin.

Pinabel est vaincu, et devant cet arrêt de Dieu tous les barons s'inclinent ; tous ils disent à l'empereur : « Ganelon doit mourir ! »

Ganelon meurt du supplice des traîtres : il est écartelé.

Puis l'empereur assemble ses évêques. « En ma maison, dit-il, une noble captive a tant appris par sermons, par exemples, qu'elle veut croire en Dieu ; baptisez-la. » C'est la reine d'Espagne ; ils la baptisent sous le nom de Julienne ; elle devient chrétienne, et du fond de son cœur.

Le jour s'en va, la nuit couvre la terre, l'ange connu de Charles, saint Gabriel, descend à son chevet, et lui dit de la part de Dieu : « A la cité que les païens assiègent, Charles, il te faut marcher ! les chrétiens à grands cris te réclament. »

Et l'empereur s'écrie : « Quel labeur est ma vie ! »

Ici finit l'histoire que Théroulde a chantée.

III

Maintenant nous pouvons parler de la chanson de Roland. Le lecteur la connaît, bien imparfaitement sans doute, mais assez pour en saisir les traits et les contours principaux, assez pour n'être pas surpris si nous donnons à ce poëme une place à part et hors ligne parmi les productions jusqu'ici connues de notre poésie du moyen âge. Nous ferons la part aussi large qu'on voudra à l'imperfection, à la rudesse de la forme, à l'impuissance d'un langage encore inculte, sans souplesse et sans ampleur, il n'en sera pas moins vrai que la grandeur du dessin, la vérité de la couleur, la force de l'émotion, la profondeur des sentiments donnent à la chanson de Roland des rapports

d'étroite parenté avec les rares chefs-d'œuvre de cette poésie épique qui fait le juste orgueil de quelques nations, dont trop aisément peut-être la France s'est laissé dire que Dieu l'avait déshéritée.

Commençons par comparer notre poëme avec ses frères du moyen âge, puis nous le mettrons en face de plus redoutables rivaux.

Ce qui le distingue en premier lieu de tout ce qu'ont produit, à notre connaissance, nos trouvères, nos troubadours et tous les poètes du nord et du midi de l'Europe jusqu'au jour où Dante est apparu, c'est l'unité de composition. Cette unité est complète, le lecteur vient d'en juger. Sans doute après la mort de Roland, après les honneurs funèbres rendus à sa mémoire, mieux vaudrait que le poëme prit fin; ce qui vient ensuite, tout en servant de complément direct à l'action, ne lui appartient pas essentiellement; mais si cette dernière partie, dont nous n'avons donné que la substance, est hors de proportion avec le reste du poëme, n'est-il pas permis de supposer qu'elle était moins développée dans la composition primitive, et que le manuscrit d'Oxford peut, sur ce point, être lui-même légitimement soupçonné d'additions et de remaniements? Après tout, dans un de nos chefs-d'œuvre dramatiques, dans l'*Horace* de Corneille, le cinquième acte, ce hors-d'œuvre qu'on peut impunément supprimer, ne détruit pas l'unité de la pièce. Il en est de même ici : qu'on néglige cette dernière partie ou qu'on en tienne compte, l'unité du poëme n'en est pas moins fortement accusée; tout y tend au même but; l'intérêt ne se divise ni ne s'égare. C'est à croire, en vérité, qu'une combinaison savante

a présidé à ce plan si nettement tracé; mais comme à chaque pas l'inexpérience éclate et se trahit, il est clair que cette unité est purement instinctive et sort des entrailles mêmes du sujet. Or l'unité, quoi qu'on dise, et surtout l'unité sans calcul et spontanément conçue, est dans les œuvres d'art le premier signe de la supériorité. Ce ne sont pas les traités de rhétorique qui nous apprennent cette loi, l'esprit humain l'avait promulguée avant eux. L'imagination peut bien se permettre parfois de produire, sans grand respect pour l'unité, de charmantes merveilles, mais ce n'est qu'une magie éphémère et le caprice de quelques-uns. Où l'unité domine au contraire, tout en respectant les droits de l'imagination, là, de l'aveu de tous, est la puissance, la grandeur, et les siècles en s'écoulant n'ont jamais démenti cette universelle vérité.

Ceux donc qui semblent étonnés quand on place en si haute estime la chanson de Roland, ceux qui soutiennent que c'est tout uniment un poème du moyen âge comme un autre, qu'on en ferait moins grand état si comme eux on connaissait nos autres chansons de geste, que c'est partout mêmes beautés, mêmes défauts, ceux-là n'oublient qu'une chose, la plus rare, la plus introuvable dans ces poésies dont il nous parlent, l'unité de composition. Peuvent-ils nier qu'elle existe dans la chanson de Roland? Nous la montrent-ils ailleurs? Quel est le poème déjà publié ou encore inédit dont l'action soit ainsi conduite et gouvernée, assujettie à un plan, circonscrite dans un cadre, développée avec ordre et clarté? Qu'on nous le cite. Est-ce *Ogier le Danois*? est-ce la *Chanson des Saxons*, ou la *Chanson d'Antioche*? est-ce *Agolant*? est-ce *Gérard de Vianne*? Certes,

dans tous ces poèmes et dans bien d'autres qui ne valent pas moins, il y a de vraies beautés, mais des beautés jetées comme au hasard, sans suite et sans lien. *Agolant*, par exemple, abonde en situations bien conçues, bien indiquées; le sujet en est beau : c'est encore une guerre de Charlemagne contre les Sarrasins d'Espagne; certains passages, qui semblent, il est vrai, imités de la chanson de Roland, sont d'un effet grandiose; d'autres, d'une facture originale, ne manquent ni de couleur ni de vie. Tout cela devrait faire un beau poème, mais le poème n'existe pas. Où est l'intérêt? où va l'auteur? où nous veut-il conduire? Quelles digressions oiseuses! quelle diffusion et quelle incohérence! Dans *Gérard de Vienne*, on trouve aussi des scènes excellentes, une entre autres d'un effet sublime, le duel entre Roland et Olivier. Ce duel, qui se prolonge pendant un jour entier dans une île du Rhône, sous les yeux des armées campées l'une sur le bord du fleuve, l'autre derrière les remparts de la ville, rappelle par plus d'un trait le combat sous les murs de Troie entre Ménélas et Pâris, avec cette différence qu'ici l'Hélène est chaste et pure, et qu'elle tremble sincèrement, sans coquetterie, du fond de l'âme, pour son frère et pour son amant. Un nuage envoyé du ciel vient aussi séparer les deux combattants; mais ni Olivier ni Roland ne sont transportés honteusement loin du péril, sur des coussins parfumés; quand la nuée se dissipe, les deux champions tombent tendrement dans les bras l'un de l'autre, se jurent éternelle amitié, tant ils ont mutuellement reconnu, dans leur lutte acharnée, non-seulement la vigueur de leurs bras, mais la générosité de leurs cœurs! tant ils ont mis à rude épreuve leur

loyauté, leur bonne foi, la trempe de leurs âmes aussi bien que de leurs épées ! Cette conception grandiose et touchante, qui ne le cède assurément à aucun des plus beaux passages de la chanson de Roland, quelle place occupe-t-elle dans *Gérard de Vienne* ? Vous croyez peut-être qu'elle domine tout le poème, qu'elle en est le point saillant et lumineux. Pas du tout ; elle est jetée dans l'ombre au milieu d'épisodes qui se succèdent et se croisent en tous sens. L'idée de se contenter d'une seule action, de la poursuivre avec constance, de concentrer sur un point l'attention et l'intérêt, l'idée de l'unité en un mot, n'apparaît ni dans ce poème ni dans aucun autre. Vous aurez beau chercher, aussi bien dans le cycle de la Table ronde que dans le cycle carlovingien, partout vous trouverez même absence de plan, partout l'imagination errant à l'aventure, tombant parfois sur de brillantes fleurs, puis les quittant aussitôt pour caresser complaisamment les plus insipides broussailles. Comment donc ne pas reconnaître, comment ne pas constater que tout se passe autrement dans la chanson de Roland, que l'ordre y règne, que l'imagination s'y soumet à une constante discipline ? Comment ne pas tenir compte d'une telle exception ? A elle seule ne suffirait-elle par pour distinguer profondément cette chanson de geste de toutes celles qui nous sont connues ?

Mais bien d'autres différences sont encore à signaler : la première vient du sujet lui-même. Dans tous les poèmes du moyen âge, le sujet est de pure invention. Lors même que les personnages portent des noms historiques, leurs actes sont imaginaires ; une légende locale, inconnue, fabuleuse, fournit presque toujours le canevas, et le poète,

en y brodant ses vers, ne fait pas le moindre effort pour chercher de faux airs de vérité; bien loin de là, il enchérit sur les invraisemblances de la donnée première; sa prétention est d'inventer, de montrer qu'il invente, de faire preuve d'une veine intarissable; il veut que son lecteur sache qu'il lui fait des contes bleus, que sa poésie est un pur artifice et un franc badinage. La chanson de Roland, au contraire, repose sur un fond de vérité et n'affecte pas d'en sortir. L'histoire y est défigurée sans doute, ou plutôt l'histoire, à proprement parler, ne s'y montre pas, elle fait place à la légende; mais, dans cette falsification lentement opérée par le temps et par la crédulité des peuples, les côtés secondaires de l'histoire ont seuls complètement disparu, le fond s'est conservé. Ainsi rien de plus vrai, rien de plus réel que le désastre de Roncevaux. Éginhard essaye en vain de l'amoindrir; son récit officiel laisse échapper des mots qui révèlent ce qu'il voudrait cacher. « Tous les Français, dit-il, engagés dans l'affaire périrent jusqu'au dernier. » Et ailleurs il ajoute : « Ce revers empoisonna dans le cœur de Charles la joie de toutes les victoires qu'il avait gagnées en Espagne. » Ce n'était donc pas une simple escarmouche : c'était un véritable échec, le seul qu'essuya ce grand homme pendant ses quarante-six ans de règne. On comprend que l'impression dut en être profonde : elle devint ineffaçable lorsque, par une fatale coïncidence, un demi-siècle plus tard, dans ces mêmes défilés, l'armée d'un des fils de Charlemagne, de Louis le Débonnaire, fut à son tour taillée en pièces. L'imagination des peuples d'Occident, de ces deux catastrophes n'en fit bientôt plus qu'une, et peu à peu, à travers deux siècles de ténèbres et de rustique

naïveté, toutes les circonstances accessoires de la scène primitive se trouvèrent dénaturées. Mais qu'importent ces inexactitudes dont notre poëme est l'écho ? qu'importe que vingt-deux ans trop tôt Charles y soit affublé de la pourpre impériale ; qu'à peine âgé de trente-cinq ans on nous en fasse un patriarche, et que sa barbe ait l'éclat de la neige ; qu'un lien de parenté plus que douteux l'unisse à l'un des combattants, à celui en qui la légende s'est plu à personifier l'héroïsme de cette sombre journée ? Qu'importe que les montagnards gascons, auteurs du guet-apens, soient travestis en Sarrasins, et qu'au lieu de leur chef, de ce Lope, duc de Gascogne, *Loup* de fait et de nom, comme dit la charte de Charles le Chauve, on nous donne deux personnages, le roi Marsille et le traître Ganelon ? Toutes ces transformations, dont on peut suivre et expliquer l'origine, ainsi qu'on le verra plus loin, ne changent rien au fond des choses ; ce sont de simples accessoires ; elles n'ont pas pris capricieusement naissance un certain jour, comme des fantaisies de poëte imaginées à plaisir ; elles ont pénétré lentement dans la croyance populaire ; une sorte de prescription insensible les a peu à peu accréditées et dûment substituées à certains souvenirs de l'histoire effacés ou obscurcis. Ainsi, vérité historique au fond, vérité légendaire à la surface, tel est le fondement sur lequel est assis notre poëme. Aucun autre, encore un coup, parmi ceux que nous connaissons, n'a d'aussi sérieuses racines. C'est donc là une seconde exception qui, pour le dire en passant, devient la clef de la première. En effet, le caractère historique et traditionnel du sujet commande, pour ainsi dire, l'unité de composition. Un tel poëme, au moment où il a

été conçu, c'est-à-dire à une époque où la tradition se maintenait encore vivante, ne pouvait manquer d'être simple, sobre de digressions et d'embellissements. Le poète aussi bien que son public croyait vrai ce qu'il chantait ; il ne s'avisait donc pas d'y ajouter du sien. Au rebours de ses confrères des âges plus récents, il n'avait point à faire parade de sa fécondité ; son moyen de succès n'était pas de paraître inventer, mais de sembler vrai et d'aller droit au but. Voilà pourquoi plus les versions de ce poème sont anciennes, plus l'unité de composition s'y laisse apercevoir. Un manuscrit antérieur au manuscrit d'Oxford réduirait d'un millier de vers peut-être le dernier tiers du poème, de même que le manuscrit d'Oxford exprime en vingt-huit vers d'une énergique fermeté tel passage qui, dans le manuscrit de Paris, par exemple, se délaye en six cents vers.

Mais continuons. Voilà un premier point constaté : dans la chanson de Roland, le sujet est empreint de vérité historique ; ce n'est pas tout : par une autre exception tout aussi rare, ce sujet est national. En peut-on dire autant de nos autres chansons de geste ? L'esprit qui les anime est tantôt l'esprit de localité, reflet fidèle du régime féodal, tantôt l'esprit cosmopolite, image de la vie d'aventures. Point de milieu, où la scène est circonscrite dans l'étroit horizon d'une province, quelquefois même entre les tourelles du château où fut nourri le poète et où domine le petit potentat, son seigneur et son maître, ou bien c'est l'univers entier qui s'ouvre à nos regards, c'est de Babylone aux colonnes d'Hercule que s'étend le théâtre. Les personnages sont purement Picards, Champenois ou Lorrains, si-

non ils sont chevaliers errants; mais Français, jamais cela ne leur arrive. Le mot de France, quand il est prononcé, n'a qu'un sens géographique. La France, la douce France, si souvent invoquée dans la chanson de Roland, l'amour de la patrie, le dévouement à la mère commune, ces nobles sentiments qui répandent sur tout le poème je ne sais quel coloris tendre et mélancolique, c'est quelque chose qui n'appartient qu'à cette chanson de geste, et qui, à défaut d'autres signes, la distinguerait entre toutes.

Ajoutez, comme pendant à cette image de la patrie, la figure de Charlemagne. L'autorité, la grandeur, la majesté que lui reconnaît le poète, c'est encore là, notez-le bien, quelque chose de tout exceptionnel. Par une étrange contradiction, les poèmes carlovingiens, ainsi nommés parce qu'ils chantent et glorifient les compagnons du grand empereur et les souvenirs de son règne, les poèmes carlovingiens sont autant de pamphlets : contre qui ? contre Charlemagne. Il n'est pas de sarcasmes, pas de moqueries, pas d'irrévérances qu'ils ne prodiguent à sa mémoire. Ils en font tour à tour un Cassandre débonnaire ou un stupide et hargneux despote. Le beau rôle n'est que pour ses barons ; à eux seuls la sagesse et le courage ; sans eux, le pauvre Charles ne ferait que sottises. Il faut incessamment que le duc de Bavière ou tel autre des grands feudataires soit occupé à réparer les bévues du monarque. En un mot, c'est un parti pris de supprimer la gloire de Charlemagne, de le dépouiller de sa valeur personnelle, et de reporter sur ses vassaux tout l'honneur de son règne, tout l'éclat de sa renommée. Est-il besoin que nous disions pourquoi ? A l'époque où ces poèmes ont été composés ou remaniés, le

pouvoir royal essayait de relever la tête et de reconquérir son domaine. La ligue féodale, contre laquelle il guerroyait, ne se défendait pas seulement à coups de lance, elle avait recours à d'autres armes : elle cherchait à soulever contre les prétentions du pouvoir envahisseur ce qu'on appellerait aujourd'hui l'opinion. Or le moyen le plus sûr de parler alors aux esprits, c'était la poésie. Les jongleurs et les trouvères relevaient tous directement d'un seigneur ; lors même qu'ils étaient nés sur les terres de la couronne, ils ne dépendaient d'elle que très-indirectement, et donnaient plus volontiers leurs services à qui les protégeait de plus près. Ils chantaient donc l'époque carlovingienne, moyen détourné de faire opposition à la nouvelle race de rois, et, tout en chantant, tout en exaltant cette époque, ils n'avaient garde de laisser croire que même alors il y eût des monarques capables et dignes de respect. Sous le nom de Charlemagne, c'est à Louis le Gros, c'est à Louis le Jeune qu'ils faisaient la guerre : glorifier son époque, amoindrir sa personne, c'était toujours attaquer la royauté. Qu'on parcoure tous ces poèmes, et dans tous on verra percer plus ou moins clairement cette double intention.

Eh bien ! rien de semblable dans la chanson de Roland. Non-seulement l'empereur n'est pas tourné en ridicule, mais il est respecté, vénéré. Ces cheveux blancs qu'on lui prête, ce n'est pas à mauvais dessein. Loin de là, l'anachronisme a pour effet de donner, s'il est possible, à sa noble figure encore plus de majesté. Les preux qui l'environnent sont nobles et vaillants ; mais il les dépasse tous de la tête, sans en excepter Roland lui-même. Il est leur mo-

narque à tous, aimé autant qu'obéi, à la fois souverainement juste et souverainement puissant.

Ainsi la chanson de Roland, déjà si différente de tous les poèmes des douzième et treizième siècles et par l'unité du plan et par la nature du sujet, est en outre conçue dans un tout autre esprit. Cet hommage rendu à la gloire personnelle de Charlemagne, ce sentiment de nationalité, vieux débris de l'ancienne unité monarchique, souvenir depuis longtemps éteint au douzième siècle, mais subsistant encore vers la fin du dixième, et conservant même, dans quelques parties de la Neustrie, une certaine vitalité, ce sont là deux traits caractéristiques qui donnent à ce poème son cachet d'origine : indications plus sûres et de meilleur aloi que quelques particularités d'orthographe ou de versification. L'esprit d'un poème, voilà son acte de naissance. A ces deux traits ajoutons-en deux autres non moins significatifs et non moins concluants : l'absence de toute galanterie, l'austérité du sentiment religieux.

L'amour et la vie guerrière sont, comme on sait, les textes favoris, les thèmes obligés de tout poème du moyen âge. L'amour semble parfois ne pas jouer le premier rôle ; mais la part la meilleure n'en est pas moins pour lui. Même au plus fort de la mêlée, les combattants pensent à leurs dames et meurent en chantant la beauté. La galanterie chevaleresque est l'âme de cette poésie ; c'est d'elle que découlent ces innombrables épisodes qui ne savent jamais finir, mais qui souvent aussi font éclore en passant les scènes les plus suaves et les plus attachantes.

Dans la chanson de Roland, pas une scène d'amour, pas un mot de galanterie ; c'est à peine si quelques vers jetés çà

et là nous apprennent que Roland est amoureux; il l'est, mais n'en parle point. Qu'aurait-on pensé au treizième siècle, voire au douzième, de cette façon taciturne de comprendre l'amour? Le plus vaillant paladin aurait-il pu sans déshonneur n'exceller qu'à se bien battre? Ne fallait-il pas qu'il sût parler de sa flamme aussi bravement que manier son épée? Ici c'est le contraire : ces hommes de fer rougiraient de raconter les blessures de leur cœur; ils se croiraient amollis, dégénérés, et le poète est de moitié dans leurs scrupules, il est aussi sobre qu'eux d'allusions et de confidences amoureuses. Dans tout le poème, vous n'entrevoiez que deux figures de femmes : apparitions fugitives, légers profils à peine indiqués; l'une est la reine Bramimonde, l'autre la belle Aude, la fiancée de Roland. La reine ne paraît qu'un instant, le temps de détacher ses bracelets, de les faire luire aux yeux de Ganelon, de l'éblouir comme un démon tentateur : on dirait une Hérodiade crayonnée par Léonard. La belle Aude ne fait aussi que passer devant nos yeux, mais comme un ange de lumière; elle n'apparaît que pour mourir, et c'est d'amour qu'elle meurt, d'un amour profond, concentré, sans paroles parce qu'il est sans espoir, d'un amour qu'on profanerait en essayant de lui faire dire un mot. Pour s'en tenir à cette expressive concision, il fallait un poète accoutumé au spectacle des passions fortes et sincères, au spectacle d'un temps de croyance et d'énergie tel que le onzième siècle. Quelque cent ans plus tard, aurait-on résisté à si belle occasion de verser des flots de soi-disant poésie? Certes, non, et nous en avons la preuve. Cette mort de la belle Aude, croyez-vous que les rajeunisseurs du douzième et du treizième

siècle l'aient reproduite dans sa chaste simplicité? C'est là qu'était le piège, ils s'y sont laissé prendre. A ce thème si court, ils ont cousu d'éternelles variations. La belle Aude en leurs vers ne peut se décider à mourir; loin de tomber foudroyée, elle parle, elle prie, puis elle parle encore, et le lecteur aspire à son dernier soupir, seul moyen d'assurer sa propre délivrance.

Voilà donc un contraste de plus entre ce poème et tous les autres, la façon de comprendre et d'exprimer l'amour. Passons maintenant dans des régions plus hautes, ce seront encore des contrastes nouveaux.

La religion, sans doute, au temps de Robert Wace, d'Adènes, de Jean Bodel, de Chrestien de Troyes, était puissante et honorée : les héros de leurs poèmes, même les plus mondains et les plus batailleurs, sont exacts à faire leurs prières, s'agenouillent dévotement, et confient volontiers leur âme à la sainte Vierge; mais sentez-vous chez eux aux heures solennelles, au milieu du péril, à l'aspect de la mort, cette ferveur calme et sereine, cette soumission, cette foi angélique qui s'échappent du cœur de Roland et de ses compagnons? La distance est immense entre ces deux sortes de chrétiens. On peut la mesurer d'un mot : les uns sont revenus de la croisade, les autres se préparent à y aller mourir; ceux-là ont trouvé au retour Abeilard aux prises avec saint Bernard, et sous leur dévotion le doute est prêt à se glisser; ceux-ci sont encore de purs soldats de la croix, des soldats de Grégoire VII, animés de son souffle, ne connaissant pas plus le doute que la peur.

Si notre poème, ou, pour mieux dire, si la légende populaire dont il est né, fait apparaître, malgré l'histoire, les

Sarrasins à Roncevaux, ce n'est pas une pure fiction. Il y avait deux motifs pour qu'au bout d'un certain temps le méfait des Gascons fût imputé aux infidèles. D'abord les Sarrasins, après la mort de Charlemagne, avaient quitté si souvent leur Castille pour se ruer sur l'Aquitaine, et l'Europe occidentale avait d'eux un tel effroi, que la peur du mal présent avait bientôt effacé jusqu'au souvenir des vieux combats de chrétiens contre chrétiens livrés sur cette frontière d'Espagne : on s'était accoutumé à croire que toute armée ennemie embusquée dans les Pyrénées ne pouvait à aucune époque avoir été qu'une armée de mécréants. A cette première raison s'en était jointe une autre. L'idée germait sourdement dans les têtes qu'un jour viendrait où, pour se délivrer de ces incommodes voisins, pour sauver du même coup l'Europe et le christianisme, il faudrait écraser les vautours dans leur nid et détruire Mahomet sur le sol même de son empire. Ce sang versé à Roncevaux par le fer des infidèles favorisait ces pieux desseins : c'était pour les chrétiens d'Occident une cause de plus de vengeance et de représailles. Si le poète, par hasard, eût su la vérité, il se serait gardé de la dire. Ses auditeurs n'en auraient pas voulu ; il fallait pour les émouvoir des Sarrasins, des Sarrasins partout. La guerre sainte était dans les esprits, comment n'eût-elle point passé dans les poèmes ?

C'est là, selon nous, un nouveau et dernier trait caractéristique de la chanson de Roland. Sans prêcher la croisade, elle y provoque près d'un siècle à l'avance ; elle est comme un préambule à la mission de Pierre l'Ermite, non qu'elle fasse directement allusion aux lieux saints profanés, aux misères des chrétiens d'Orient, à la nécessité de leur

porter secours : ce n'est pas là ce qui, dans ce poëme, fait pressentir la croisade ; ce n'est pas non plus ce couplet final, ces cinq ou six vers un peu obscurs où Dieu commande à Charlemagne d'aller au loin combattre les païens ; non, c'est le fond même du sujet, c'est la glorification du courage malheureux, c'est la promesse des béatitudes célestes à qui meurt au service de la croix. Connaissez-vous, à aucune autre époque, un poëme qui se consacre ainsi à immortaliser le malheur ? Tous ils chantent le courage heureux, le succès, la victoire ; celui-ci chante la défaite et la mort. La muse antique ne se fût jamais permis de célébrer les revers de la patrie, même les plus sublimes revers ; les Thermopyles n'ont point eu leur Homère ; Rome n'a donné que des pleurs à ses trois cents Fabius, jamais Virgile n'eût songé à leur consacrer ses vers. Pour que la poésie se hasarde à choisir de tels sujets, il faut que la lumière chrétienne ait éclairé le monde, que ses rayons les plus purs tombent encore sur des cœurs rudes et naïfs, estimant à ce qu'elles valent les victoires d'ici-bas, et convaincus que la gloire du guerrier s'efface devant la gloire du martyr. C'est à ces conditions qu'un poëme peut sortir d'un désastre national, d'une déroute de Roncevaux ; il n'y suffirait point du christianisme de nos jours, armé seulement de la parole, ne cherchant qu'à convaincre et à toucher : il faut le christianisme militant, dans les premiers élans, dans les premiers apprêts de la guerre sainte, le christianisme de ces prélats bardés de fer, portant d'une main le glaive, de l'autre le crucifix, et résolu à s'ouvrir le chemin du ciel soit en donnant, soit en recevant la mort.

Ce martyr militaire, dont les palmes s'achètent, non

plus dans les tortures, mais sur les champs de bataille, c'est l'idée dominante, l'idée mère de la chanson de Roland. Il y a là un enseignement et comme un apprentissage pour ceux qui s'en iront mourir sous les murs d'Antioche et de Jérusalem. Le poète, à son insu, accomplit un sérieux ministère; en résistant aux passions, en prêchant l'héroïsme, en enflammant les courages, il propage et fortifie ces puissantes idées qui feront explosion au dernier jour du onzième siècle, mais qui bouillonnaient déjà dès ses premières années. Quelle distance, encore un coup, entre cette mâle poésie et celle qui, dans les âges suivants, parlera si complaisamment d'amour, s'égarant en futiles inventions et ne connaissant plus d'autre gloire, ne cherchant plus d'autre but que le secret d'amuser les gens !

Ainsi, sous quelque aspect qu'on l'envisage, la chanson de Roland se sépare et se distingue de nos autres chansons de geste : elle est d'un autre temps, son but n'est point le même, et, pour tout dire en un mot, le caractère épique, accident passager chez celles-ci, chez elle est permanent. Elle est vraiment une épopée, elle est de taille à porter ce grand nom, ce nom qu'on prodigue aujourd'hui avec tant de largesse. Pourquoi la muse épique du moyen âge est-elle en discrédit dans l'esprit de tant de gens ? Parce qu'on s'obstine à donner comme autant d'épopées d'insipides divagations sans plan, sans mesure et sans fin. Suffit-il de quelques saillies, de quelques traits heureux, d'aventures sans cesse renaissantes pour justifier ces pompeuses promesses ? Ce qui fait une épopée, ce n'est pas un chapelet de quinze ou vingt mille vers commençant au déluge ou tout au moins à la prise de Troie ; ce ne sont même pas quelques beautés épi-

ques plus ou moins clair-semées. Qu'on donne à ces poèmes tous les noms qu'on voudra : loin de les dédaigner, nous aimons, nous admirons les trésors qu'ils renferment ; mais les saluer du titre d'épopées, c'est leur rendre mauvais service, et pour l'honneur du moyen âge, il serait temps de les débaptiser.

Au contraire, c'est le nom qui convient, le nom qui appartient à la chanson de Roland. Est-il besoin d'en dire les raisons ? Nous les avons données d'avance. Cette unité d'action, cette concise et simple exposition d'un sujet historique, national et religieux, cette façon grandiose et sérieuse d'évoquer les souvenirs, de traduire les sentiments, d'exalter les croyances de tout un peuple, ne sont-ce pas les conditions premières, les fondements mêmes du genre épique ? Et si de l'ensemble du poème nous passons aux détails, par combien d'autres signes le caractère épique ne se trahit-il pas ? Ces descriptions à grands traits, rapides, saisissantes, sobres de mots, à vol d'oiseau pour ainsi dire ; cette naïveté toujours unie à la grandeur ; ce merveilleux mêlé et fondu dans l'action avec tant de franchise et si sincèrement que son intervention semble toute naturelle, c'est là de l'épopée ou jamais il n'en fut, non de l'épopée faite à plaisir, avec art, avec intention, par des lettrés dans un siècle littéraire, mais de la vraie, de la primitive épopée. Cette distinction si justement signalée de nos jours entre les créations spontanées et les produits artificiels de la muse épique, entre l'*Iliade* et l'*Énéide* par exemple, prend en cette occasion un nouveau degré d'évidence. Ceux qui n'aiment en poésie que les perfections de la forme, qui préfèrent aux premiers jets d'une végétation puissante et libre les chefs-

d'œuvre de la culture, qui admirent Homère, mais qui l'admiraient bien plus s'il ressemblait davantage à Virgile, ceux-là n'ont rien à voir ici ; pour eux, point d'épopée dans la chanson de Roland. Ceux, au contraire, qui sentent et comprennent la vraie grandeur de l'Illiade, qui osent même reconnaître sous les brumes de l'antique poésie scandinave et germanique, dans l'*Edda*, dans les *Nibelungen*, quelques lueurs de la flamme épique, ceux-là n'ont pas besoin qu'on leur apprenne ce qu'il y a d'homérique dans notre chant de Roncevaux. Même aux endroits les plus faibles et les plus négligés, dans les parties accessoires du poème, que de traits grandioses qui le relèvent et l'ennoblissent ! et quand nous sommes au cœur même du sujet, depuis l'instant où l'archevêque donne à ses compagnons la bénédiction suprême jusqu'au dernier soupir de Roland, quelle série de tableaux, de pensées, de sentiments tous plus épiques les uns que les autres ! Devant ces admirables scènes, un seul mot vient à l'esprit, le mot *sublime*. Les plus grands spectacles de la nature soulèvent-ils dans l'âme de plus profondes émotions ?

Ainsi voilà qui est hors de doute : le titre d'épopée, titre usurpé pour presque toutes nos chansons de geste, la chanson de Roland a droit de le porter.

Est-ce à dire que nous demandions pour elle le rang et les prérogatives d'un poème épique par excellence ? Nous n'avons pas cette témérité. M. Génin se montre plus hardi. La France, selon lui, avec sa chanson de Roland, est en droit désormais de dire aux nations antiques et modernes : Ne me dédaignez plus, ne me jetez plus la *Henriade* à la face ; moi aussi j'ai mon poème épique, je l'ai retrouvé, le voici.

Cette prétention, avant d'être acceptée, aurait au moins besoin d'un commentaire. S'il s'agit seulement d'épopées d'imitation, d'épopées littéraires, nous sommes de moitié avec M. Génin. Ces poèmes, si beaux qu'ils soient, ne sont épiques que de nom, aussi bien le plus admirable de tous, l'*Enéide*, que le plus séduisant, le *Roland furieux*. On peut donc sans irrévérence, sans le moindre esprit de paradoxe, tout en se prosternant devant des génies divins, soutenir que notre moderne rapsode appartient de plus près qu'eux, et par un titre plus légitime, à la famille, à la vieille et noble souche épique, comme certains pauvres gentils-hommes qui, pour la pureté du sang, passent avant certains rois; mais il est des épopées en qui l'éclat de la poésie s'unit à l'originalité primitive : pour marcher de pair avec celles-là, que faudrait-il? Deux choses, dont une seule, il faut bien le reconnaître, existait au siècle de Théroulde.

M. Génin dit quelque part, dans un élan de juste admiration pour une des plus belles scènes de la chanson de Roland : « Que manque-t-il à cela, que d'être écrit en grec? » Nous répondons : Il y manque d'être écrit seulement en français, c'est-à-dire dans une langue à son âge viril, et non dans un idiome en bas âge. Qu'on ne se méprenne point sur le sens de nos paroles; nous aimons notre langue au berceau : ses commencements sont vigoureux et pleins de charme, mais ce sont des commencements. Les choses qu'elle exprime, elle les rend avec force, souvent même avec plus de bonheur que quand elle est toute formée, mais elle en exprime peu. Certaines régions d'idées lui sont comme interdites; il est des mouve-

ments qu'elle ne peut se permettre, faute de muscles et d'haleine. Plus tard, elle aura trop de métier, pour le moment c'est l'art même qui lui manque. Entre l'abus des périodes et les phrases hachées vers par vers, entre le luxe de la rhétorique et l'indigence du langage enfantin, il est un juste mélange de richesse et de simplicité, de naïveté et de puissance, moyen terme admirable qui fait les grands écrivains. Par malheur, quand vient chez nous cette belle époque de la langue, il n'y a plus lieu de songer à l'épopée. L'âge héroïque est déjà trop loin. La réflexion, le doute, l'expérience, ont tari les sources vives où il faudrait aller puiser. Le poëme épique artificiel peut seul encore fleurir, mais non plus la véritable épopée.

Ainsi, ou l'instrument est imparfait, ou, s'il est perfectionné, le temps n'est plus d'en faire usage.

Quand Dieu veut accorder à un peuple l'insigne privilège de produire une épopée tout à la fois originale et écrite en beaux vers, il lui donne une langue faite exprès, pour ainsi dire; il permet que ce peuple sache parler comme un homme avant d'avoir perdu son cœur d'enfant. Faveur si rare, qu'en trois mille ans on en peut citer deux exemples! Sans cette combinaison providentielle, sans ce secours d'une langue encore à sa naissance, mais déjà souple, abondante, harmonieuse, tout le génie d'Homère, aidé des traditions enchanteresses de la Grèce et de l'Asie, n'aurait produit qu'un incomplet chef-d'œuvre. Et si Dante, à son tour, avait dû faire passer par le patois lombard ou vénitien ses sublimes conceptions, s'il n'avait pas trouvé sur les lèvres de ses concitoyens ces mots sonores et accentués qui donnent aux idées le relief et la vie, si le tissu du lan-

gage florentin n'eût pas été dès lors assez fin pour se prêter aux plus subtils contours, aux plus secrets mouvements de sa pensée, croit-on que la postérité serait à genoux devant son poème ? Elle eût à peine deviné son génie à travers le voile épais qui l'eût enveloppé.

Eh bien ! c'est cette faveur si peu commune, cette harmonie préétablie entre l'expression et la pensée, qui n'a pas été donnée à la France du onzième siècle. Une langue, un instrument digne d'elle, voilà ce qui manque à la chanson de Roland. Ce défaut disparaît, ou plutôt on l'oublie dans les moments d'inspiration où la pensée du poète nous transporte et nous émeut par sa propre grandeur : qui songe alors à regarder comment elle est vêtue ? Mais bientôt, faute d'être soutenue par la puissance du langage, l'inspiration languit, la pensée se dessèche, la poésie disparaît. Ces riches comparaisons, ces amples développements où se complait Homère et qui meublent et décorent, comme autant de draperies, les parties mêmes les moins brillantes de ses poèmes, comment les demander à ce pauvre Théroulde ? Sa palette est-elle assez riche pour lutter contre la nature ? Peut-il reproduire tant d'éclatantes couleurs, tant de suaves demi-teintes ? Tout cela n'est pas fait pour lui. Il faut qu'il se contente de quelques traits profonds, mais brusques et bichés ; il peut tracer hardiment des silhouettes, les mots lui manqueraient s'il cherchait le modelé.

Comment donc assimiler à ces deux ou trois merveilles dont une main divine semble avoir combiné d'avance les harmonieux éléments, à ces chefs-d'œuvre en possession d'une admiration unanime et sans réserve, une œuvre inégale, hérissée de dissonances, et dont les chants, alors même

qu'ils sont inspirés du ciel, ne parviennent à nous que par un instrument rauque et barbare?

Voilà ce qu'on nous dirait si nous portions trop haut nos prétentions patriotiques. Donner le titre d'épopée au poème de Théroulde, tant qu'il n'a devant lui que des chansons de geste, ce n'est ni périlleux ni contestable : vis-à-vis d'Homère et de Dante, il faut y regarder de plus près. On risque d'être abaissé en voulant se trop grandir. Mieux vaut donc, sauf à paraître un peu moins résolu que M. Génin, ne pas proclamer si haut, envers et contre tous, que la France possède aussi son épopée.

Mais cette concession ne change point le fond des choses. Nous ne cédon's que sur le mot ; nous n'abandonnons rien de notre admiration pour notre inculte chef-d'œuvre. S'il n'est épopée qu'à demi, peu nous importe : c'est déjà quelque chose que la moitié d'une telle couronne. « Les Français, disait Voltaire, n'ont pas la tête épique, » et certes il a prêché d'exemple ; mais, s'il est vrai qu'ils ne l'ont pas, il est maintenant constaté qu'ils l'ont eue. C'est là ce que la chanson de Roland atteste en traits ineffaçables. Cette face nouvelle du génie de nos pères est empreinte sur ce monument, et, ce qui n'est pas un moindre titre pour notre orgueil national, ce qui ne laisse pas que de compenser bien des imperfections, au temps où fut créé notre poème, aucun peuple en Europe, aussi bien au midi qu'au nord, n'était capable de produire son pareil.

Après tout, cette infériorité de la forme, il faut bien s'y résigner ou renoncer à l'art tout entier du moyen âge. Une certaine disproportion entre la pensée et l'expression, c'est l'histoire non-seulement de la poésie, mais de tous les

autres arts pendant cette grande époque. Élevé par le christianisme à des hauteurs que jamais le génie de l'antiquité n'atteignit dans son plus sublime essor, courbé en même temps sous l'ignorance d'une société à demi barbare, l'artiste alors pouvait-il rien produire qui portât les caractères d'une parfaite harmonie? Sa pensée prend sans cesse un tel vol, que l'expression matérielle est hors d'état de la suivre. Si donc on veut comprendre cet art mystérieux, en goûter les jouissances, en pénétrer les perspectives infinies, il faut savoir s'élever au-dessus de ses incorrections et de ses faiblesses. Il y aura toujours des hommes, armés d'un petit compas, qui, dans la plus noble cathédrale, s'interdiront l'admiration parce qu'un tailloir, une volute, une base, ne se mariera pas à la colonne selon les lois qu'ils ont apprises; mais il en est aussi, et le nombre en va croissant, qui, négligeant ces misères, se contenteront, pour savoir s'ils doivent admirer, d'interroger leur émotion. Cet art sait parler au cœur malgré son imparfait langage, et plus on l'étudie, plus dans sa forme même on découvre de perfection inattendues. Il est certains moments du moyen âge, moments passagers il est vrai, où l'artiste devient subitement capable aussi bien d'exprimer que de concevoir, où la matière s'asouplit sous ses doigts, où ses œuvres attestent cette habileté de main, cette justesse de coup d'œil, ce sentiment des proportions qui d'habitude n'appartiennent qu'aux maîtres consommés de l'art grec et romain.

Eh bien! en poésie, on fait aussi de semblables rencontres. Plus on lira la chanson de Roland, plus on y trouvera non-seulement les traces évidentes d'une inspiration native, mais le germe, et parfois la première floraison d'un

art exquis. A côté de ces beautés grandioses dont tout d'abord on est frappé, et qui viennent moins du talent du poëte que de l'énergie de sa croyance, il en est d'autres plus délicates et qui doivent peut-être exciter plus de surprise. Où donc ce trouvère illettré a-t-il pris le secret de ces dialogues pleins de finesse? D'où lui vient l'art de conduire une scène, d'en diriger l'action, d'en suspendre l'intérêt avec tant d'à-propos? Ce savoir-faire se mêle à une telle ignorance! Homère, outre le privilège de parler, quatre siècles à l'avance, la langue de Sophocle, avait aussi le don d'en savoir autant à lui seul que les sept sages réunis. Notre poëte ne sait rien : de chronologie pas un mot, moins encore de géographie; il ignore tout ce qui s'enseigne; mais il connaît le cœur humain, il le connaît à fond, il en sait les plus secrets détours, il sait mieux qu'un lettré dessiner un caractère, témoin ce portrait de Roland, cette vivante image qui, dans les traits d'un homme étudiés d'après nature, nous montre ceux d'un peuple tout entier; car Roland, c'est la France, c'est son aveugle et impétueux courage : Azincourt et Poitiers, aussi bien que Roncevaux, sont là pour confirmer l'exacte ressemblance, la prophétique vérité de ce caractère de Roland.

Notre but est atteint si nous avons fait naître quelque désir de lire et de relire, d'étudier de plus près, et surtout dans son texte, cette grande œuvre nationale. Nous demandons qu'on s'en occupe, qu'on la venge d'un si long oubli, qu'on rachète à force de respect une coupable indifférence! M. Génin et ceux qui, comme lui, ont remis en lumière la chanson de Roland, obtiendront-ils ce prix de leurs travaux? Hélas! on le sait trop, la France fait bon marché de

ses titres de noblesse ! Jeter les yeux sur des trésors que tous les peuples nous envient, secouer la poussière qui les couvre, c'est pour nous un trop grand effort. Sont-ce donc les choses que nous faisons ou bien celles que nous voyons qui absorbent notre enthousiasme ? Dieu sait que là n'est point notre excuse. Quand tout s'abaisse et se ternit, n'est-ce pas le moment de détourner les yeux pour chercher dans le passé de consolantes splendeurs ?

LA

RÉVOLUTION D'ANGLETERRE

Si l'Angleterre n'avait pas son ciel gris, son froid soleil, sa brumeuse atmosphère, et l'ennui, cet autre brouillard qui la couvre et l'enveloppe, sa part serait trop belle parmi les nations; la Providence l'eût traitée en fille trop préférée, et les peuples auraient sujet d'en être trop jaloux. Nous ne parlons ni de sa richesse ni de sa puissance : c'est d'un bien plus rare qu'il s'agit. Elle a fait une révolution, elle a couru cette terrible chance; elle en a subi les maux, les excès, les folies, et le but qu'elle se proposait, la conquête qu'elle s'était promise au début de cette grande épreuve, non-seulement ne lui ont point manqué, mais depuis bientôt deux siècles elle en est en possession.

Le temps n'est pas loin où, nous aussi, nous pouvions croire qu'au prix de plus grands maux, de plus rudes tempêtes, nous avions atteint le même port. D'apparentes analogies autorisaient seules cet espoir. La symétrie des événements s'est un jour brusquement rompue, et nous

sommes retombés dans de nouvelles séries d'épreuves. Ce qui semblait certain n'est plus que problématique. Ce but, ce noble but, que nous avons touché, sans le comprendre il est vrai, ce n'est plus qu'à l'horizon, dans le lointain, qu'il nous apparaît encore, comme à des enfants, qui ne peuvent prétendre à se conduire eux-mêmes, qu'après avoir grandi en taille et en raison.

Lorsque M. Guizot entreprenait d'écrire l'histoire de la révolution d'Angleterre, ces enfants se croyaient des hommes : c'était le temps des illusions. Qui se fût avisé, en 1826, de mettre en doute notre aptitude au gouvernement représentatif? On différerait seulement sur le plus ou le moins. Les anciens émigrés eux-mêmes avaient fait à peu près leur deuil du pouvoir absolu, et se bornaient à dire qu'on donnait aux Français un peu trop de liberté; d'autres, naguère moins exigeants, soutenaient qu'on leur en donnait trop peu; l'idée qu'ils pussent s'en passer tout à fait ne venait à personne. Une seule question s'agitait, celle de savoir si, nous aussi, nous aurions notre 1688, si l'affermissement du régime constitutionnel sortirait directement de la restauration, ou s'il faudrait passer par les hasards d'une révolution orangiste. Les uns cherchaient à conjurer la crise, d'autres à la précipiter; mais quels que fussent à ce sujet les craintes, les désirs, les secrètes pensées, tous étaient convaincus que, sous une forme ou sous une autre, nous marchions au triomphe d'un établissement pour le moins aussi libre que celui de nos voisins.

C'est au milieu de ce courant d'idées que parurent les deux premiers volumes de l'*Histoire de la révolution d'Angleterre*. Les deux volumes suivants n'ont paru que trente

ans après. Jamais peut-être une œuvre interrompue ne fut reprise et continuée à si long intervalle, en des temps plus opposés, sous des influences plus contraires, devant un public moins semblable à lui-même. L'unité de l'ouvrage en a-t-elle donc souffert? Trouve-t-on dans la partie nouvelle une trace, un reflet involontaire de changements si nombreux et si profonds? Non; pas la moindre disparate, pas une dissonance, pas un trait qui sépare les nouveaux volumes des anciens; le talent a grandi, voilà tout; du reste, rien n'est changé. Le tout semble fait d'un même jet, sous la même impression, dans les mêmes circonstances. Ce persévérant accord avec soi-même, si difficile à tant de gens, semble ici naturel et sans effort. Ce qui fait que M. Guizot a pu réimprimer, sans en changer un seul mot, la première partie de son histoire; ce qui fait qu'il l'a continuée du même esprit, au même point de vue que s'il était encore au temps qui la vit naître, c'est qu'il sait planer d'assez haut sur les choses pour en saisir les grands aspects, le côté durable et permanent, et qu'il domine, au lieu de les subir, les influences éphémères, ne cherchant dans l'histoire que l'éternelle vérité.

Le succès de ses deux premiers volumes fut dès l'abord éclatant et incontesté, sans que la politique, l'esprit de circonstance eût fait grands frais pour le grossir et fût en droit d'en réclamer sa part. Le secret des succès politiques était alors ce qu'il sera toujours, un complet abandon de toute indépendance, de toute impartialité; il fallait accommoder l'histoire aux besoins d'une cause, en faire une arme, un instrument, un système, puis tirer de ce système d'audacieuses prophéties au nom de prétendues lois infail-

libles et nécessaires gouvernant fatalement les choses et les hommes. C'était là ce qui charmait la foule, c'est à cela qu'elle battait des mains.

M. Guizot, par bien des raisons, ne pouvait aspirer à ce genre de triomphe. Il croyait à la liberté, à la responsabilité humaine; il entendait ne pas confondre le bien avec le mal, le droit avec la force; et la vérité dans l'histoire, la vérité quand même et à tout risque, tel était son culte et sa passion. Il ne suivait pas le torrent, et bien lui en a pris. Pour ajouter à son succès un peu plus de bruit peut-être, que n'eût-il point perdu ! Son livre aurait vieilli, tandis qu'il semble né d'hier, et lui-même aujourd'hui, nous le verrions réduit à cette triste alternative ou de laisser une œuvre inachevée ou de se contredire en l'achevant. Ce n'est donc pas toujours un si mauvais calcul que de faire bon marché des faveurs de la foule. Ce flot si prompt à vous porter aux nues vous y soutient si peu de temps, et vous en fait si tôt descendre ! Mieux vaut chercher des appuis plus constants, ne jamais courtiser que ces esprits d'élite qui s'obstinent à aimer toujours les mêmes choses : la raison, la justice, le droit, la vérité, l'histoire indépendante et impartiale. Ils ne sont jamais très-nombreux, pas toujours écoutés; mais, quoi qu'on fasse, ce sont eux dont la voix finit par prévaloir, et cette voix, Dieu merci, ne fait jamais défaut à qui sait leur rester fidèle.

M. Guizot n'a donc rien à craindre de toutes nos transformations; si d'autres ont perdu leur public, il est sûr de retrouver le sien. Le côté politique de son livre sera compris, apprécié, honoré, même aujourd'hui. Et pourtant il a bien fait de ne pas négliger un moyen plus certain peut-

être d'étendre et d'asseoir son succès. La politique n'est pas tout dans l'histoire. Indépendamment du caractère moral que l'historien imprime à ses récits et de l'esprit qu'il porte dans ses jugements, il y a l'ordre et l'enchaînement qu'il donne aux faits, la façon dont il les expose, dont il les voit, dont il les peint. En un mot toute œuvre historique a son côté littéraire, et c'est de ce côté surtout que lui vient sa fortune. C'est là ce qui séduit ou rebute. Les meilleures pensées, les plus justes raisons, si la forme en est terne, obscure ou languissante, ne sont que d'arides documents et vont dormir dans la poudre et l'oubli. M. Guizot l'avait compris dès 1826, et c'est peut-être avant tout par la forme de son œuvre qu'il conquiert cette fois la faveur du public.

Un succès littéraire n'était pas attendu : il n'en fut que plus brillant. L'auteur se faisait voir sous un jour tout nouveau. Jusque-là ses preuves étaient faites en bien des genres; bien des supériorités lui étaient reconnues : la puissance de son esprit, l'éclat même de sa parole s'étaient révélés dans ses cours, dans ses écrits polémiques, dans ses essais de critique et d'histoire; l'homme d'État perceait sous le publiciste, et dans la chaire du professeur l'orateur se faisait pressentir : l'écrivain ne paraissait pas encore. Non que dans ses ouvrages on ne trouvât déjà de grandes qualités de style, l'énergie de l'expression, d'heureuses hardiesses, un tour original et profond; mais tout cela semblait sortir d'un sol vigoureux que ne réglait pas la culture. Tout entier à l'art de penser, il ne prenait pas encore ces soins, ces soucis, ces mille précautions, cette constante vigilance, cette sévère discipline qui constituent l'art

d'écrire. La langue des idées, sa langue maternelle, lui semblait suffire à tout; peu lui en importaient les défauts, le manque de souplesse et de variété, le retour trop fréquent des mots métaphysiques et des formes abstraites. Il n'avait jusque-là, pour tout dire, songé qu'à parler aux esprits; il écrivait, il ne peignait pas.

Au moment d'aborder l'histoire, non plus pour l'enseigner, non plus pour en tirer la substance et en expliquer les secrets, mais pour la montrer aux yeux vivante et colorée, il sentit qu'il mettait le pied sur un autre terrain, et qu'avant d'entrer en campagne il fallait s'armer à neuf. Il fit ce qui n'a pas toujours aussi bien réussi, même aux plus grands artistes : il changea sa manière, transforma son talent. Comparée à ses précédents ouvrages, son Histoire n'est pas seulement mieux écrite, elle est écrite autrement, écrite comme une œuvre d'art, et non plus simplement comme une œuvre de pensée. Les idées y prennent un corps; on sent la vie sous chaque phrase; la métamorphose est complète. Un tel travail opéré sur soi-même est chose rare assurément. On peut, en prenant quelque peine, se châtier, s'épurer, se guérir d'un défaut : on peut devenir correct, clair, même élégant; mais se donner les qualités, les grandes qualités du style, l'ampleur, le mouvement, le relief, l'éclat; se faire, par sa volonté, écrivain de premier ordre, c'est quelque chose, à coup sûr, d'un peu plus difficile et qui ne s'est pas vu souvent.

Aujourd'hui que M. Guizot est passé maître en l'art d'écrire, aujourd'hui que son style a des beautés incontestées, on en oublie la date, on en perd de vue l'origine; mais il n'est pas sans intérêt de nous en souvenir. Ce qui distingue ce

noble esprit, ce qu'il ne faut pas oublier quand on cherche à le peindre, c'est qu'en presque toute chose il est ainsi son propre ouvrage. Il a beaucoup reçu et s'est donné plus encore. Jamais l'action de sa volonté n'a cessé d'ajouter aux admirables dons de sa nature. De là chez lui cette sorte de progrès continu, un des traits qui le caractérisent. Ceux qui pendant vingt ans, amis comme adversaires, l'ont suivi dans sa vie publique, ont pu constater jour par jour cette incessante perfectibilité. Aucun succès ne l'a jamais induit à ne pas tenter de mieux faire, et jamais pour grandir sur un point il ne s'est négligé sur un autre. Toujours il a veillé, du même œil et à la fois, sur toutes les parties de son talent, devenant plus précis, plus correct à mesure qu'il acquérait plus de feu, plus de véhémence, et n'approchant jamais si près, dans ses discours, de la justesse et de la pureté qui appartiennent à la parole écrite que dans ces mouvements d'inspiration soudaine, dans ces répliques inattendues qui excluent toute étude et toute préparation. Aussi n'a-t-il rien perdu dans ces longues années passées à la tribune. Ceux qui parlent beaucoup, lors même qu'ils parlent bien, désapprennent souvent à écrire : quant à lui, son style, on peut le dire, s'est comme fortifié de la puissance de sa parole, et dans ses deux nouveaux volumes, en regardant de près au langage, on trouve un évident progrès. Les deux autres pourtant peuvent, à bon droit, passer déjà pour des modèles. C'est le vrai style de l'histoire, simple, nerveux, sobre sans sécheresse, coloré sans vain luxe d'images, toujours lucide et animé d'une vie intérieure qui se contient et jamais ne s'égare.

On comprend que l'auteur d'une telle œuvre eût à cœur

de la terminer. Il n'avait pu s'en séparer qu'à regret, et nous gagerions bien que sous le faix du pouvoir, pendant ces nobles luttes si vaillamment soutenues, lorsqu'il usait ses forces et sa vie à retenir sur l'abîme un pays qui s'y laissait glisser, son cœur dut saigner bien des fois d'avoir interrompu de si calmes études, et laissé comme à l'abandon ce monument déjà si grand, bien qu'à peine sorti de terre. Achèvement son histoire devait être son rêve : d'abord par souvenir de son succès, parce que ce livre avait marqué dans sa vie littéraire une phase heureuse et nouvelle, parce que les soins qu'il s'était donnés pour en faire son chef-d'œuvre le lui rendaient d'autant plus cher, puis, avant tout, parce qu'en lui-même le sujet avait sa prédilection.

L'Angleterre, à tous les siècles, et particulièrement au dix-septième, était depuis long-temps, comme on sait, l'étude de son choix. Sans renoncer à bien d'autres recherches, une pente naturelle l'avait toujours porté de ce côté, et une partie de sa vie s'était passée, pour ainsi dire, à mûrir son projet, à rassembler ses matériaux. Déjà même il les avait en partie mis au jour. Avant d'écrire l'*Histoire de la révolution d'Angleterre*, il en avait donné les pièces justificatives. Les principaux *mémoires originaux* relatifs à ce grand événement, réunis par lui en collection et traduits sous ses yeux, avaient paru avant 1826. Il y avait joint des notices, des essais de biographie sur les auteurs des mémoires, plus ou moins mêlés dans les scènes qu'ils racontent. Le récit de leur vie était déjà l'histoire de la révolution, non telle que la méditait M. Guizot, mais intime et anecdotique. Rien, dans cette galerie de portraits, n'était fait

de fantaisie : le peintre avait tout vu, tout pris d'après nature, les personnes comme les costumes. Il parlait de Ludlow, de Hollis, de Fairfax, de Lilburne, en homme qui a vécu de leur temps, qui tous les jours les voit agir et les entend parler, qui connaît leurs pensées, leurs passions, leurs affaires, aussi bien, peut-être mieux qu'eux-mêmes. De tels liens sont longs à se former, plus longs encore à se rompre. Aussi, même après 1830, malgré la politique, malgré ses exigences, M. Guizot, nous le croyons, ne dut pas cesser brusquement tout commerce avec ces personnages. Matériellement parlant, il interrompit son histoire ; au fond de sa pensée, il la continuait encore, et pour en ressaisir les fils, pour en reprendre la trame, il n'avait besoin ni d'efforts, ni de longues préparations. •

On le vit bien en 1837, dans un de ces rares intervalles qu'il passa en dehors des affaires ; à peine avait-il pris quelque repos, qu'il était déjà retourné à la révolution d'Angleterre, et ce fut alors que parut cette belle étude sur Monck, qui dans ces derniers temps a fait, on s'en souvient, l'effet d'une œuvre de circonstance, bien qu'elle eût vu le jour depuis près de quinze ans. La vie de Monck était une récréation, un travail détaché, une excursion, une reconnaissance en dehors des limites où l'œuvre principale était restée. Pour continuer son plan, pour poser à leur place de nouvelles assises, M. Guizot, à cette époque, n'avait pas de loisirs assez longs. Ces loisirs sont venus ! A quel prix ? La France s'en souvient, hélas ! mais du moins elle profite encore de l'infatigable énergie qui naguère animait pour elle et pour sa cause l'orateur et l'homme d'État : l'historien s'en est emparé. On peut dire qu'il n'a pas perdu un jour

pour se remettre à l'ouvrage, et le voilà déjà terminant tout un étage, ajoutant tout un ordre à l'édifice, le voilà parvenu aux deux tiers de sa tâche.

Ce sont en effet trois parties, trois périodes presque égales, qui constituent l'ensemble de la révolution d'Angleterre. La première commence en 1640, à la rupture entre les communes et le roi; elle finit en 1649, sur l'échafaud de Charles I^{er}, à la chute de la royauté; la seconde comprend la république, c'est-à-dire le règne du long parlement et le protectorat de Cromwell; la troisième se prolonge depuis la restauration monarchique jusqu'à l'expulsion de Jacques II, jusqu'au triomphe définitif du gouvernement libre et légal.

De ces trois périodes, M. Guizot en 1826 n'avait traité que la première, le règne de Charles I^{er}; il nous donne aujourd'hui la seconde, la république et Cromwell. Ce sont deux grands sujets, deux actions complètes, deux véritables drames, qui, bien qu'unis entre eux, sont distincts et séparés. Chacun forme un tout, et dans l'un comme dans l'autre, le hasard veut que l'intérêt se concentre et se personnifie en un seul homme. Charles est le héros du premier, Cromwell du second. Hors de là point de ressemblance entre les deux sujets. Ce n'est que par la forme et la disposition du cadre qu'ils se font pendant l'un à l'autre; par tout le reste, ils diffèrent.

La scène est, sans comparaison, plus variée, plus attachante, plus riche en émotions dans la première partie. Ce grand duel entre un monarque et son peuple est le plus imposant des spectacles. De tels combats sont toujours douloureux : ici du moins la vue n'est pas blessée; on peut

regarder sans horreur. Ce n'est pas une populace qui se rue sur la royauté, par haine et par envie, pour obéir à de hideux instincts, pour se gorger de sang et de pillage ; c'est un peuple irrité sans doute, exigeant, ombrageux, mais qui ne prend les armes qu'après de longs essais de paix et d'accommodement, un peuple qui ne veut pas détruire la royauté, qui la respecte au contraire comme un des biens que lui ont transmis ses pères, qui ne peut s'en passer, l'avenir le prouvera, qui la voudrait conserver, et qui pourtant s'attaque à elle, parce qu'elle met en péril un autre bien qu'il entend ne point perdre, un bien qu'il tient aussi d'héritage, ses franchises, ses libertés. Des deux côtés, on ne se bat que pour son patrimoine, mais, de peur d'en rien perdre, on usurpe des deux côtés. Le pouvoir que le roi s'attribue, ce ne sont pas les anciens droits de la royauté d'Angleterre, c'est le pouvoir absolu ; les réformes que le peuple réclame, ce ne sont pas ses vieilles garanties, c'est l'omnipotence de la chambre des communes, c'est-à-dire, sous une autre forme, le pouvoir absolu. L'idée d'une transaction, d'un partage, ne se fait jour nulle part. Tout ou rien, le tout pour le tout, on ne comprend pas autre chose. C'est donc une guerre à mort ? A qui restera la victoire ? Qui des deux succombera ? Question terrible et longtemps incertaine. La péripétie se prolonge même après la victoire. Les vainqueurs iront-ils jusqu'au bout ? Ils semblent hésiter ; puis vient un brusque dénoûment : le dernier mot reste à la force. Mais tout n'est pas fini ; le monarque tombé, l'homme ou plutôt le chrétien se relève. Il fait oublier sa vie. On lui pardonne ses faiblesses, on l'absout de ses duplicités ; on ne voit qu'une immense infor-

tune royalement soutenue; on s'incline devant une admirable mort.

Rien de tout cela ne se retrouve dans la seconde phase de la révolution d'Angleterre. Avec la république, avec Cromwell, il ne faut pas s'attendre à ce genre d'émotions. La victoire est trop complète, les vaincus n'ont plus de rôle. Dès lors, plus d'incertitude, plus d'espoir, plus d'attente; peu d'occasions de grandes scènes et de pathétiques tableaux. La part de la poésie, du romanesque, s'amointrit et s'efface; la scène est toujours grave, sévère, presque uniforme. C'est de la pure politique, et de la politique qui n'a rien de pittoresque : subtile, obscure, empreinte, pour ainsi dire, de cet esprit de secte qui la domine et la conduit. Ajoutez que le pays sommeille, se résigne et se tait. On ne voit poindre un peu de résistance qu'en Irlande, en Écosse, et c'est l'affaire d'un instant. Aucun danger véritable ne trouble les vainqueurs; ils peuvent froidement soutenir leur gageure, poursuivre tant qu'ils veulent leurs essais de gouvernement. C'est une expérience, une pure démonstration de cette éternelle vérité, l'impuissance des partis extrêmes à rien fonder en ce monde, même quand, par aventure, un grand homme leur fait la grâce de se charger de leurs affaires.

Nous ne voulons pas dire qu'un tel sujet n'ait aussi ses beautés : il en a d'un autre ordre; mais il faut les chercher dans un sol moins facile, moins riche à la surface, et qui réserve ses trésors à ceux qui sont de force à le fouiller plus avant. M. Guizot lui-même, il y a trente ans, l'aurait-il sondé jusqu'au fond? Aurait-il résolu ce problème de répandre dans son récit autant de vie, autant d'éclat, d'exci-

ter même, s'il est possible, un intérêt plus vif, d'être plus attachant avec des matériaux plus arides et des moyens d'effet moins sûrs, moins variés? Nous nous permettons d'en douter. C'est là pourtant ce qu'il fait aujourd'hui. D'où le secret lui en est-il venu? Que lui manquait-il autrefois? Ce n'était pas la maturité du talent, ce n'était rien de ce qui s'acquiert par étude et par réflexion : c'était un grand enseignement, le premier, le meilleur de tous, dès qu'il s'agit d'histoire, la vie pratique des affaires, et mieux encore, l'exercice du pouvoir. Nous savons bien qu'avant 1830 M. Guizot, en fait de politique, n'en était pas à ses débuts. Avant d'avoir écrit son *Histoire de Charles I^{er}*, il savait, il avait appris, autrement que par ouï-dire, comment les hommes se gouvernent, mais il n'avait pas lui-même gouverné. C'est encore autre chose, d'avoir vu par les yeux d'autrui ou de regarder par les siens. Il n'avait pas habité, lui-même et longtemps, ces hauteurs d'où tout part et où tout aboutit, d'où la vue plonge si loin et sur tant de mystères, où les esprits les moins ouverts apprennent eux-mêmes bien des choses, et où les clairvoyants en ignorent si peu.

C'est évidemment là, là seulement, qu'il pouvait découvrir l'art de lire si couramment dans le jeu des partis, d'en suivre, d'en distinguer d'une façon si nette les nuances les plus confuses, de les rendre vivants à force de les bien voir. Sans son passage aux affaires, que nous aurait-il dit de ces négociations, de tous ces démêlés diplomatiques qui tiennent tant de place dans le gouvernement de Cromwell et même sous le long parlement? Le demi-jour pour ce genre de matières ne vaut guère mieux que la complète obscurité. Ce n'est rien de savoir, comme on peut l'apprendre

partout, que ces républicains d'Angleterre et leurs frères de Hollande, frères en religion ainsi qu'en république, se sont un jour mortellement brouillés; ce qui donne à ce conflit son véritable sens, ce qui le rend instructif, c'est d'en connaître à fond l'origine, c'est de lire les instructions secrètes des envoyés du parlement, de voir jusqu'à quel point ces pouvoirs nouveau-nés sont prompts à s'enivrer de leurs premiers succès. Après avoir mis bas un trône, on ne croit plus à l'impossible. La Hollande est une rivale, il faut s'en délivrer, l'absorber, l'annexer à l'Angleterre comme une Écosse ou une Irlande. On lui insinue poliment ce projet, et comme elle semble peu jalouse de l'honneur qu'on lui destine, c'est à coups de canon qu'on poursuit l'entretien. Politique insensée, chimérique, imprudente, politique de parvenus! Et pourtant tel est le cours des choses, que de cette ambition, précoce jusqu'au ridicule, sortira pour ce pays la force et la puissance. L'*acte de navigation* n'est qu'une aveugle représaille, il porte en lui la souveraineté des mers. Mais la guerre, en attendant, peut ébranler la jeune république. Aussi, dès que Cromwell a balayé ces fanfarons, dès qu'il est maître, il faut voir avec quelle promptitude il travaille à la paix, comme il fait bon marché des chimères, comme il revient aux alliances naturelles, à ses vrais points d'appui, pour promener tout à son aise ses regards et sa sollicitude sur le protestantisme dans tout le continent, en France, en Allemagne, en Suisse et jusque dans les vallées du Piémont. Cette extension de son protectorat en dehors de son île a-t-elle été jamais comprise et dépeinte ainsi? Quel exposé lucide, quelle justesse d'aperçus!

Mais c'est surtout à propos des rapports de la France et de l'Espagne avec le protecteur qu'une sagacité supérieure trouve matière à s'exercer. Il y a là quelques pages qu'un Espagnol aussi bien qu'un Français aimerait fort à déchirer, si l'histoire elle-même n'en devait pas survivre. Par malheur il est beaucoup trop tard pour user du remède qu'indiquait Cardenas, l'ambassadeur de Sa Majesté Catholique : « Pourquoi donc, disait-il, le roi mon maître et le roi de France ne se délivrent-ils pas, par un accommodement, de toutes les bassesses que la jalousie les oblige de faire à monsieur le protecteur pour l'attirer dans leurs intérêts ? » Le moyen était bon ; mais monsieur le protecteur ne craignait pas qu'on s'en servît : il connaissait trop bien son monde. Aussi ne se gêne-t-il point. Tout en ayant son parti pris, et bien que par politique il penche vers la France, comme il fait durer le plaisir ! comme il tient en suspens ces deux humbles rivaux, acceptant leurs avances et leurs empressements, se laissant aduler, se mettant aux enchères ! Vrai chef-d'œuvre du protecteur qui nous en vaut un autre de son historien. M. Guizot semble avoir redoublé d'investigations et de soins dans une matière si délicate. On en juge au grand nombre de pièces inédites qu'il donne à cette occasion. Sans négliger la moindre maille du grand réseau diplomatique que Cromwell étendit sur l'Europe, et tout en exposant l'esprit et les caractères de ses traités avec la Hollande, avec le Portugal, avec le Danemark et particulièrement avec la Suède, c'est toujours aux négociations sans cesse interrompues et sans cesse renouées avec Paris et Madrid qu'il revient de préférence. Pour suivre dans tous ses détours un jeu si délié, pour distinguer par des touches si fines ces deux diplo-

maties, l'espagnole et la française, pour les mettre si bien en scène, il ne faut pas seulement avoir pu disposer longtemps et à loisir des archives des affaires étrangères, avoir puisé à pleines mains dans des dépêches inexplorées, il faut quelque chose de plus : il faut avoir fait soi-même des dépêches, des dépêches qui seront un jour de l'histoire. On ne comprend ainsi qu'une langue qu'on a parlée. M. Guizot a donc tout lieu de s'applaudir de s'être interrompu et d'avoir abordé si tard la seconde partie de son œuvre. Sans cet ajournement, sans ces renforts que lui ont apportés et la pratique du pouvoir et tout simplement aussi l'expérience et le temps, jamais il n'eût franchi avec un tel bonheur un pas si difficile. L'infériorité du sujet aurait apparu malgré lui. L'ouvrage aurait semblé faiblir, tandis qu'il n'est personne aujourd'hui qui, en lisant ces deux nouveaux volumes, ne soit forcé de convenir qu'ils sont en tout supérieurs aux premiers.

Il faut être juste pourtant et ne pas croire que, dans ces dix années de république et de protectorat, il n'y ait pour l'historien qu'un terrain nu et monotone, une plaine sans accidents, rien à voir, rien à raconter, aucun autre moyen d'éveiller la passion du lecteur que de lui défricher des pièces diplomatiques ou de démêler les intrigues de sectes plus ou moins moroses. Si les grandes vicissitudes, les scènes imprévues, les tableaux à effet sont plus rares que sous la monarchie, en pleine guerre civile, de temps en temps encore l'occasion se présente de peindre et d'émouvoir, et M. Guizot, comme on pense, ne tarde pas à s'en saisir. Nous ne savons rien, par exemple, dans toute la vie du roi Charles, qui prête mieux au récit et au drame que les

aventures de son fils pendant sa triste expédition d'Écosse. Les batailles de Dunbar et de Worcester ne sont pas de moins chaudes journées que celles de Newbury et de Marston-Moor, et le vaincu de Naseby ne fut jamais peut-être en condition plus misérable, plus digne d'intérêt et de pitié que ce jeune homme couronné roi par un parti qu'il déteste, otage dans son camp, prisonnier dans sa propre armée, s'évadant au galop dès que la porte s'ouvre pour échapper et aux théologiens qui l'assiègent, et aux jeunes et aux sermons, les seuls plaisirs de sa royauté. Puis, quand il a perdu sa dernière espérance, son dernier gentilhomme, quel sang-froid, quel esprit, quel calme, quel courage ! Le malheur lui sied comme à son père. Cette fuite, ces alertes, ces nuits sous l'abri d'un chêne, ces travestissements, ces dangereux dialogues, ces comédies si bien jouées, tout dans cet épisode est mouvement, variété, surprise. C'est de la vérité plus animée, plus colorée qu'une fiction. Aussi les peintres et les poètes s'en sont-ils emparés souvent. Pour l'historien, l'art consistait à rajeunir ces détails si connus, à être bref en ne supprimant rien, et c'est là ce qui nous émerveille dans le récit simple et rapide que nous avons sous les yeux.

La guerre avec les Hollandais fournit aussi matière à quelques belles scènes. Ces luttes acharnées, les plus grandes, les plus terribles qu'on eût encore vues sur les mers, sont décrites par M. Guizot avec simplicité, sans prétention à la vérité technique, mais avec toute apparence d'une exacte fidélité. Ce sont des tableaux de marine chaudement peints, franchement dessinés. On y suit dans leurs évolutions ces immenses escadres, on les voit se heurter, se déchirer les

flancs. Des deux côtés même furie, les pertes et les gains semblent se compenser ; mais entre les deux peuples, comme entre leurs navires, on sent que l'égalité n'existe déjà plus : l'un s'épuise même quand il triomphe, l'autre grandit encore au milieu des revers.

N'oublions pas enfin dans cette période, parmi ces événements qui semblent des tableaux tout faits, le plus mémorable de tous, ce parlement chassé, mis à la porte, en plein jour, par un seul homme. Un tel coup de théâtre est dans toutes les mémoires, présent à tous les yeux. Chacun croit avoir vu cet homme, son geste, son regard, entendu ses paroles, ses rudes invectives, ses accablantes apostrophes, trivialités tragiques qu'on dirait empruntées à Shakspeare. L'historien en de telles circonstances n'a presque rien à faire, il écrit sous la dictée. Aussi M. Guizot borne-t-il son récit à la plus concise énergie, n'omettant rien, mais ne cherchant, pour ainsi dire, qu'à réveiller les souvenirs du lecteur.

Il est d'autres scènes, au contraire, que l'incurie, l'indifférence et parfois le calcul des historiens ont laissé tomber dans l'oubli ; celles-là veulent être autrement exposées ; il faut les remettre au grand jour. Tels sont certains procès, celui de Lilburne entre autres, ce chef des niveleurs, ce pamphlétaire indomptable, Camille Desmoulins et Hampden en un seul homme, poussant jusqu'au délire la verve incendiaire, et presque jusqu'au génie le sentiment de la légalité. Personne encore n'avait ainsi mis en lumière cette figure étrange, cette résistance héroïque. Le procès de Lilburne, sous la plume de M. Guizot, exposé dans toutes ses phases, est un curieux spectacle et un vrai monument de

l'histoire judiciaire; mais un autre procès, plus connu, bien que toujours plus ou moins tronqué, nous vaut des pages encore plus belles. Nous parlons de l'action capitale intentée, après la mort du roi, à quelques-uns de ses derniers défenseurs, aux chefs les plus éminents du parti royaliste. Parmi ces nobles débris de la guerre civile, il est un homme qui s'élève, on peut le dire, au sublime par la rude fierté de sa défense et par la simplicité de sa vertu. C'est un personnage antique que ce pair d'Angleterre, un patricien de Rome et un martyr tout ensemble. Lord Capell a la tête haute devant ses juges, mais il fléchit humblement le genou pour demander pardon à son pays d'avoir un jour commis une faiblesse, d'avoir contre sa conscience, par entraînement et par crainte d'un parti, voté la mort de lord Strafford. Ce grand procès, raconté d'un style aussi mâle que le courage et les paroles de l'accusé, se grave dans l'esprit en traits ineffaçables. L'histoire, quand elle s'élève à ces hauteurs, n'est plus seulement une œuvre d'art, elle enseigne le devoir; elle est une sainte leçon.

Il s'en faut donc, en voilà bien des preuves, il s'en faut que pour l'historien la république et le protectorat soient un sol sans richesses : on voit que de sujets s'offrent à ses pinceaux ! et nous n'avons encore rien dit, ou presque rien, du plus grand, du premier de tous : nous avons, en passant, prononcé le nom de Cromwell, à peine en avons-nous parlé. Il est vrai que M. Guizot lui-même en use ainsi ou à peu près. Cromwell est l'âme de son livre; c'est lui qui en remplit chaque page; on le rencontre, on le voit partout, mais nulle part M. Guizot ne s'arrête et ne prend à l'écart son lecteur pour lui décrire en tous sens et sous toutes ses

faces la figure de son héros. Le portrait, en histoire, est une invention de ces temps presque voisins de la décadence, où l'esprit commence à raffiner, où l'écrivain ne se résigne plus à faire tout simplement marcher, parler, agir ses personnages, à les abandonner à eux-mêmes, à nous les laisser voir sans se glisser entre eux et nous, sans se mettre de la partie, sans avoir le besoin de jouer lui-même un rôle et de tout expliquer. L'histoire, la véritable histoire, n'est pas la biographie; les Thucydides ne sont pas des Plutarques. Dans la biographie, le portrait est à sa place, il est de droit. L'auteur n'a qu'un but, son modèle : le personnage est tout, il est au centre; les faits ne sont quelque chose que s'ils ont rapport à lui; on les raconte à cause de lui; s'ils lui deviennent étrangers on les supprime ou tout au moins on les abrège, sauf ensuite à rapprocher, à souder comme on peut ceux qui lui appartiennent, et ceux-là même, il faut les mettre en ordre, les disposer, les diriger comme des rayons vers un centre commun. C'est de la vérité traduite par un miroir concave : toutes les lignes, en convergeant, se courbent et se faussent un peu. Telle n'est pas l'histoire dans sa native pureté; son miroir est aussi plane que limpide; les choses s'y voient à leur place, dans leurs justes rapports, dans leurs vraies proportions : les grands hommes y sont grands parce qu'ils le sont, non par effet d'optique; on ne déplace rien autour d'eux, on ne met rien sous leurs pieds, et leur panégyrique, personne ne s'en charge, ce sont eux-mêmes qui le font en parlant, en agissant grandement, plus grandement que tout le monde. Cette façon de laisser l'histoire se dérouler d'elle-même sans que l'historien apparaisse, c'est le procédé constant et naturel des plus

grands parmi nos maîtres de l'antiquité ; si tant d'autres signes ne nous faisaient pas voir que les huit livres de la guerre du Péloponèse ont dû bien souvent passer sous les yeux de M. Guizot, et qu'il doit y chercher sans cesse un modèle et des leçons, nous le verrions à la manière dont il s'efface en produisant ses personnages, et au soin qu'il prend de les laisser toujours se peindre eux-mêmes dans son récit.

Ne lui demandez donc pas quel homme fut Cromwell, s'il était hypocrite ou croyant, s'il était l'un et l'autre, et dans quelle juste dose se combinaient en lui le politique et le sectaire. On peut sur cette thèse faire une anatomie savante, ingénieuse ; on peut parler disertement : ce sont plaisirs de moraliste, de philosophe. M. Guizot, tout comme d'autres, pourrait à l'occasion s'en donner le passe-temps ; mais ce n'est pas le lieu. Il n'est ici qu'historien. Ce que vous lui demandez, ce n'est pas lui qui le peut dire ; seulement, quand vous aurez lu son livre, vous le saurez mieux que s'il vous l'eût dit, vous le saurez comme on sait les choses qu'on a soi-même observées. Vous garderez dans la pensée, vous aurez devant les yeux un être réel et vivant, plein de contradictions, mais de contradictions vivantes elles-mêmes. Et ce n'est pas seulement Cromwell qu'il vous fait entrer ainsi dans l'esprit, ce sont tous ces autres hommes qui l'approchent ou qui l'entourent, Vane, Blake, Witelocke, Ireton, Harrison, Bradshaw, etc., figures si diverses malgré leur air de famille. Soit de profil, soit de face, tous ces hommes vous restent dans la pensée. A peine quelques mots de l'auteur en ont-ils indiqué les traits ; le reste s'est fait sans lui : ils se sont gravés eux-mêmes dans votre souvenir.

Si M. Guizot s'interdit tout portrait de Cromwell, à plus forte raison s'abstient-il des parallèles et des comparaisons. Ce genre d'aperçu, il l'abandonne à ses lecteurs. A eux de juger, de comparer, de dissenter, de discuter s'ils le veulent. Sa tâche à lui est de ne voir, de ne connaître que les hommes et le temps dont il parle, sans jeter le moindre regard sur d'autres temps et d'autres hommes, sans que la moindre allusion rappelle et fasse apercevoir que c'est aujourd'hui qu'il écrit. Ses paroles, en un mot, ne portent pas de date. Cette méthode, nous l'avons déjà dit, est la seule vraie ; elle seule donne à l'historien ce caractère d'indépendance et d'élévation qui assure à son œuvre la durée non moins que le succès. Le critique au contraire n'est pas asservi à cette gêne. Il est libre d'interroger et de rapprocher à sa guise les temps, les lieux, les personnes. Nous aurions donc ici le droit de nous donner carrière ; mais on a tant parlé de Cromwell, si souvent et si bien ; tant de brillants esprits, de critiques éminents, se sont exercés sur son compte, qu'en fait de commentaires, de réflexions et de dissertations, il nous semble prudent de laisser en repos ce mystérieux personnage. Nous voudrions seulement, avant de finir, quand nous l'avons encore tout frais dans la mémoire comme les pages de M. Guizot, quand nous venons d'assister à cette représentation vivante de ses actes et de sa personne, nous voudrions nous rendre compte des impressions qu'il nous laisse du sentiment que nous avons de lui, et pourquoi, par exemple, un génie aussi extraordinaire ne nous peut inspirer ni attrait, ni sympathie, ni même une admiration sans réserve et sans mélange.

Cromwell est de la famille des grands hommes, des

hommes nés pour le commandement et pour le gouvernement de ce monde, cela n'est ni douteux ni contestable. Il appartient même à l'espèce de grands hommes la plus rare, sinon la plus brillante : il est de ceux qui réussissent, qui réussissent toujours et jusqu'au bout, moins parce qu'ils sont toujours heureux que parce qu'ils s'abstiennent de tenter l'impossible. Son ambition sait attendre. Elle est souvent audacieuse, chimérique, jamais. Une nation peut le mettre à sa tête, il ne la laissera pas déchoir. Comme homme de guerre, il est puissant. Si petit que soit son théâtre, sa place est à côté des plus grands capitaines ; il a le génie des batailles, il sait l'art de choisir son terrain, de parler aux soldats, de pourvoir une armée : dons merveilleux quand on débute à quarante-quatre ans. Et ce qui n'est pas moins rare, hors du camp, dans la politique, il est aussi hardi qu'au feu. Il a les deux courages. S'il se décide à en finir avec un parlement, c'est lui-même qui vient faire sa besogne, et non pas une fois seulement ; aussitôt qu'une assemblée nouvelle se brouille à son tour avec lui, c'est toujours lui, de sa personne, qui lui signifie son congé. Courageux, prévoyant, perspicace, unissant au bon sens le plus robuste le plus souple savoir-faire, modéré au besoin, prudent, même dans ses violences, maître de lui, même dans ses extases, tel est Cromwell. Quel homme ! quelle puissance ! Bossuet n'en a pas trop dit.

D'où vient donc que rien ne nous attire ? D'où vient qu'au lieu d'être séduits nous nous sentons tant de froideur et tant d'éloignement ? Est-ce parce qu'il est dissimulé, impénétrable, hypocrite et comédien ? parce qu'il pousse l'habileté jusqu'à la fourberie ? Tout cela sans doute abaisse et

dégrade un homme, si grand qu'il soit; mais ce n'est pas seulement par là qu'il nous repousse. Est-ce parce qu'il est dur, impitoyable, sans entrailles pour les vaincus? Sans doute il a couvert l'Irlande de ruines et de carnage; mais s'il n'eût répandu trop de sang que sur des champs de bataille, serions-nous plus rigoureux pour lui que pour tant d'hommes de guerre qui n'ont pas ménagé non plus la vie de leurs semblables, et que la postérité ne refuse pas d'absoudre? Le sang qui pèse sur Cromwell est un sang plus froidement versé. Il est un des auteurs, le principal, le véritable auteur du supplice de Charles I^{er}; il pouvait l'empêcher; c'est lui qui l'a voulu, et en tranchant cette tête royale, il poursuivait un double crime : il tuait le roi pour tuer la royauté; il précipitait son pays hors de l'ordre légal, dans un abîme inconnu. Quand un homme a commis de tels attentats, il a beau faire, jamais il ne s'en lave. Le génie, le courage, le bon sens, la prudence, les services rendus, ne le purifient pas. Sous cette tache ineffaçable, il n'y a pas de vraie gloire, de gloire pure et radieuse.

Aussi que M. Guizot nous permette de lui signaler deux mots, les seuls peut-être dans tout son livre que nous oserions contester. En nous parlant d'une mesure odieuse et tyrannique adoptée par Cromwell pendant son protectorat, il nous dit que cet expédient (*le régime des majors généraux*) valut au protecteur des sommes considérables, mais fut la ruine de sa belle gloire. Sa belle gloire! Est-ce bien à Cromwell que ces deux mots s'appliquent? En écrivant ces deux mots, M. Guizot ne pensait-il qu'à lui? N'est-ce pas à son insu, par une sorte d'analogie, par un de ces rapprochements historiques dont il a si bien coutume de se

garantir, que le mot gloire lui-même est venu sous sa plume? N'avait-il pas devant les yeux cet autre dictateur, ce jeune général fraîchement débarqué d'Égypte, qui avait, lui, vraiment, une gloire à conserver, une gloire pure alors, car Dieu lui avait fait la grâce d'être par sa jeunesse étranger à nos discordes, de n'avoir rougi que son épée?

Entre le protectorat de Cromwell et les débuts du consulat, la différence est immense. Les deux hommes ont bien le même but, combattre le désordre, comprimer l'anarchie : ils sont également d'accord sur le moyen, étouffer la liberté ; mais, il faut le reconnaître, la tâche était chez nous plus rude et plus méritante. En renversant le directoire, en délivrant les Français de ce qu'ils redoutent le plus au monde, la nécessité de faire eux-mêmes leurs affaires ; en transformant en lieu décent le tripot où ils étaient tombés en leur donnant beaucoup d'ordre et un semblant de légalité, on les comblait de joie, d'admiration ; on leur rendait un tout autre service, un service bien autrement senti qu'en faisant aux Anglais la surprise de chasser le long parlement. Si c'eût été du moins pour en appeler un autre et pour gouverner librement ; mais non, c'était pour se mettre à sa place, en faisant à peu près comme lui, avec un degré de plus de force et de régularité. Aussi chez les Anglais point de transports d'enthousiasme, peu de reconnaissance ; de l'étonnement, de la crainte, une haute idée de l'homme et de son génie, mais aucun changement profond et considérable dans l'état du pays. Les sentiments comme les choses restent, ou peu s'en faut, ce qu'ils étaient la veille. Chez nous, complète métamorphose, la scène est transformée ; c'est un changement à vue.

Des résultats si divers exigeaient, on le comprend, des moyens différents. Pour restaurer l'ordre chez nous, pour faire ce grand effort, ce grand coup de théâtre, il fallait avant tout de la gloire, de la gloire éclatante et surtout immaculée. Jamais il n'eût été possible que le premier consul, aurait-il eu deux fois sa force et son génie, fût chez nous ce qu'il a fait, s'il eût été régicide ou jacobin. Cromwell au contraire a pu tout à la fois détruire et réparer, ébranler et raffermir ; il a pu jouer les deux rôles. C'est une grande faveur sans doute, et bien peu d'hommes ont reçu cette double puissance ; mais à quelle condition lui a-t-elle été donnée ? Il a fallu trouver un peuple assez calme d'esprit, d'un bon sens assez imperturbable, comprenant assez bien ses intérêts pour n'avoir pas d'emblée, de premier mouvement, par horreur instinctive, repoussé le remède qui lui venait de son empoisonneur. C'est surtout à l'honneur de ce peuple qu'il faut citer le double caractère et la double puissance qui tout d'abord nous frappent dans Cromwell.

N'oublions pas non plus que s'il a reçu ces deux forces, il ne lui a pas été donné de s'en servir également. Le révolutionnaire seul a vraiment réussi ; le conservateur a échoué, ou du moins n'a pas fait tout ce qu'il eût voulu faire. Cette nation, assez raisonnable pour s'être soumise à lui, n'avait pas perdu la mémoire ; elle acceptait ses services sans sympathie, sans véritable respect, comme une nécessité transitoire, et résolue à ne pas contracter avec lui une alliance indissoluble. C'est là ce que démêlait Cromwell, c'est là ce qui l'a retenu, au moins autant que l'humeur de son armée, quand il n'a pas osé se faire roi.

Il y a toujours, même en ce monde, et quand on s'en aperçoit le moins, une expiation pour les grands crimes. — Mourir à Whitehall dans le lit de sa victime, sous la pourpre et dans la puissance ! quelle inique faveur ! Où donc est le bras de Dieu ? — On oublie que pendant dix années une secrète angoisse n'a pas quitté cet homme un seul jour, et sur son lit de mort, à ces formidables moments si magnifiquement décrits par M. Guizot, il a beau se réfugier dans un des dogmes de sa foi, s'y enfermer comme dans une citadelle, se dire qu'il a eu la grâce, se faire dire qu'il ne peut plus la perdre : ne sent-on pas qu'il n'en croit rien, que la terreur l'obsède, et que son expiation commence par cela seul qu'il la pressent ? N'a-t-il pas enfin subi un autre genre de supplice, un tourment, moins terrible sans doute, mais qui, sans trêve, sans relâche, torturait son orgueil ?

Ce tourment était la royauté. Nous ne voulons pas dire qu'un si puissant esprit eût la petite et vulgaire tentation d'un titre plus pompeux, d'un peu plus d'or à son manteau ; non, ce n'était pas un titre qu'il voulait, ce n'était même pas un surcroît de puissance. En fait de pompe et de grandeur, il n'avait qu'à souhaiter, il pouvait tout avoir. Il pouvait se faire proclamer roi, là n'était pas l'impossible ; mais aurait-il été roi d'Angleterre, c'est-à-dire roi dans son parlement ? Chose étrange ! Charles I^{er} n'estime et n'ambitionne que la royauté absolue, la royauté sans contrôle, sans parlement ; funeste passion qu'il a payée si cher ! L'ambition de Cromwell est tout autre : le pouvoir absolu, il le possède, il l'exerce, il en connaît les vices et les périls ; ce n'est pas la royauté absolue qu'il lui faut, c'est la royauté limitée, celle qu'on

ne se donne pas à soi-même, la royauté consentie, acceptée, cette royauté qu'il a détruite, mais sans laquelle il reconnaît que tout est instable et précaire; son merveilleux bon sens le lui a révélé. Il voit que dans ce pays tel que l'ont fait les siècles, avec les mœurs, les traditions, les croyances de la vieille Angleterre, un pouvoir sans contrôle n'est qu'un expédient, une violence, une crise nécessairement temporaire. Il sent la vanité de ce genre de puissance. Être roi comme Charles voulait l'être, ce serait un hochet pour lui. Il lui faut donc un parlement; mais où trouver un parlement avec lequel il puisse vivre? Là commence son impuissance, et c'est cette impuissance qui devient son supplice. Il a beau sonder le terrain, ses peines sont perdues; sans cesse il y travaille, et toujours il échoue. Obtient-il quelque brillant succès, la nation lui semble-t-elle en humeur favorable, peut-il espérer d'obtenir une assemblée telle qu'il la rêve, c'est-à-dire disposée à traiter avec lui comme avec un pouvoir légitime, à ne pas contrôler la base de son gouvernement, à n'en contrôler que les actes; aussitôt il se met à l'œuvre : les électeurs sont convoqués, il les surveille, il les dirige; on peut s'en fier à lui, ses candidats sont élus. Ce qui n'empêche pas qu'une fois réunis, une fois en sa présence, ils lui échappent. Ce parlement qu'il a couvé lui-même pour son usage, à peine éclos, devient un véritable parlement, un pouvoir qui se sent légitime et qui veut exercer ses droits, un pouvoir qu'une véritable royauté laisserait vivre impunément, mais qu'un dictateur doit briser. Aussi faut-il que Cromwell s'y résigne, et le voilà réduit une fois de plus à se passer de parlement.

Ces tentatives réitérées et toujours vaines, ces assemblées successivement élues, convoquées et dissoutes, apparaissent dans le récit de M. Guizot avec une admirable clarté. C'est une des parties de son livre qu'il a mises le plus en saillie : on le comprend, car c'est là qu'est, à vrai dire, le nœud politique de son sujet. Dans ces mécomptes de Cromwell, on entrevoit l'issue de la révolution d'Angleterre. Il est bien évident que, sur un sol où les parlements poussent ainsi d'eux-mêmes comme un produit spontané, comme une de ces plantes qu'on ne peut extirper, la dictature ne prendra pas racine. L'expérience en sera faite une fois pour toujours ; on ne l'y verra plus. Ce qui manque à d'autres pays pour prétendre au même privilège, c'est ce vieux sentiment, ce sentiment traditionnel, cette légitimité de la liberté qui, même sous Cromwell et malgré sa main de fer, se transmettait, se perpétuait ainsi par héritage. Là gît toute la différence entre la révolution d'Angleterre et d'autres qui ont tenté de l'imiter. Pouvoir revendiquer ses droits et parler liberté, non-seulement sans alarmer personne, mais en réveillant chez tous de nobles souvenirs ; pouvoir dire : « Nos pères en ont joui, voilà les biens qu'elle leur a donnés, » c'est, il faut en convenir, une toute autre condition que d'être réduit à invoquer en faveur de ce qu'on souhaite la vérité d'une abstraction et la justesse d'une théorie.

Ce merveilleux bonheur de nos voisins ne paraît pas, en vérité, vouloir se démentir, car non-seulement ils sont en possession de la conquête qu'ils s'étaient promise, non-seulement ils ont donné au monde le spectacle d'une révolution qui, en les rendant libres, les a faits riches et puissants ; mais voilà, pour comble de fortune, que cette

révolution rencontre enfin son historien, un homme, on peut le dire, prédestiné à la comprendre, et qui la fait revivre avec autant d'éclat que de vérité dans un des plus beaux livres qu'aura vu naître notre temps. Il est vrai que ce livre ne vient pas d'Angleterre ; mais, soit dit sans offenser personne, c'est encore là un bonheur de plus, une de ces chances qui n'appartiennent qu'à cette révolution. Les divisions politiques, les partis qu'elle a jadis enfantés sont bien affaiblis sans doute, et même presque effacés ; mais il en reste assez pour rendre un historien suspect à toute une moitié d'un pays. Ici, l'impartialité est non-seulement réelle, elle est hors de soupçon ; sans compter que pour l'ordonnance, pour la composition, pour tout ce qui tient à la forme, un tel livre, en naissant chez nous, n'a certes pas perdu au change. Des historiens illustres, l'Angleterre en a produit sans doute : elle applaudit même aujourd'hui, et nous applaudissons comme elle, à de brillants tableaux de son histoire nationale ; mais l'histoire conçue avec cette grandeur, cette simplicité, cette énergie que nous admirions tout à l'heure ; mais ce style nerveux, qui jamais ne s'agite pour amuser le lecteur, cet éclat d'un or pur et jamais brillanté, la révolution d'Angleterre, ne craignons pas de le redire, doit s'estimer heureuse d'être venue nous l'emprunter. L'orgueil ici nous est permis : nous avons sur le fond des choses, par respect pour la vérité, fait avec modestie la part de nos voisins ; il est bien juste, à notre tour, de nous faire aussi notre part. Pussions-nous seulement avoir bientôt sujet d'être fiers de nouveau ! puisse M. Guizot se hâter d'élever jusqu'au faite une œuvre qui portera si haut son nom !

RESTAURATION DES STUARTS

Le 3 septembre 1658, Cromwell mourait à Whitehall, et son souverain pouvoir tout entier passait en quelques heures dans les mains de son fils, comme un légitime héritage, aux acclamations du peuple et de l'armée. Jamais prince de Galles n'avait plus aisément succédé à un roi d'Angleterre. Tous les partis nés de la révolution, oubliant leurs querelles, se groupaient pour le soutenir ; les royalistes courbaient la tête, sans joie et sans espoir, résignés à force d'impuissance.

Vingt mois et vingt-six jours après ce facile début du nouveau protecteur, le 29 mai 1660, Charles II entrait à Whitehall et prenait possession du trône de ses pères, à la clarté de mille feux de joie, au bruit d'applaudissements enthousiastes, sans qu'un murmure se fût entendre, sans qu'il en eût coûté une goutte de sang.

Vit-on jamais plus étonnant contraste ? L'histoire nous montre à tous les âges de brusques révolutions, de foudroyantes catastrophes qui dans l'espace d'un jour changent la face des États ; mais où trouver une restauration

s'accomplissant ainsi d'elle-même ? où trouver, sur un sol fumant encore du sang royal, une monarchie rétablie sans combat, sans efforts, sans autre appui visible que les vœux de ses partisans et l'affaissement de ses ennemis ?

C'est le tableau complet de cette métamorphose à peu près sans exemple qui remplit les deux nouveaux volumes publiés par M. Guizot ¹. Ces deux volumes ont le double mérite de ressembler beaucoup à leurs aînés et d'en être à la fois parfaitement distincts : l'art est le même, et la perfection du récit au moins égale, peut-être encore supérieure ; le sujet est d'un tout autre ordre. Il est moins élevé, moins sérieux, moins émouvant : ce n'est pas un grand drame comme le règne de Charles I^{er}, comme le protectorat de Cromwell ; c'est de la tragi-comédie politique. Ce fantôme de protectorat qui s'évanouit dès sa naissance, ces semblants de gouvernements tantôt civils et tantôt militaires qui tour à tour lui succèdent et tour à tour abdiquent et disparaissent, s'annulant, s'éteignant l'un par l'autre ; cette royauté à qui le bien vient en dormant, impossible d'abord et bientôt nécessaire, qui ressuscite à son insu par les soins d'un mystérieux complice, et qu'à la fin tout le monde accepte, parce que tout le reste est usé et qu'il n'y a plus qu'elle dont on puisse essayer encore, tout cela n'est, à coup sûr, ni sombre ni terrible. C'est un spectacle varié, récréatif, souvent profond et toujours attachant, qui parfois provoque le sourire, parfois la réflexion, une sorte d'intermède de demi-caractère qui coupe et interrompt admirablement les graves tragédies auxquelles l'auteur nous a fait assister.

1. En 1857.

Au premier abord, on s'étonne que ces vingt et un mois d'interrègne, si ternes et si confus chez tous les historiens, soient d'étoffe à tenir une aussi large place dans une œuvre dont un des caractères, un des premiers mérites, est le nerf et la concision. Deux volumes pour Richard Cromwell, pour les derniers soupirs du *rump*, pour George Monk et sa stratégie silencieuse, le même nombre de volumes, sinon de pages, que pour les vingt-cinq années de Charles I^{er} et les dix ans d'Olivier Cromwell, il y a là, tant qu'on n'a pas ouvert le livre, de quoi s'étonner un peu. A mesure qu'on y pénètre, l'étonnement disparaît; on s'aperçoit que ces vingt et un mois sont une source inépuisable pour qui sait y fouiller, que, bien loin de manquer de matière, l'auteur élague et choisit, toujours sobre, toujours contenu, toujours fidèle à sa méthode et à ses propres traditions.

Il est vrai que dans ce champ jusque-là presque aride il trouve une abondance que ne soupçonnaient guère ni Hume au dernier siècle, ni d'autres encore plus habiles dans le siècle présent. Des matériaux récemment découverts, des documents inexplorés ont comme transformé cette curieuse période, et en font, en réalité, un sujet tout nouveau. Parmi ces documents, il en est, comme le journal de Burton, par exemple, qui nous viennent d'Angleterre et qui mettent au jour ce qu'on peut appeler le côté parlementaire de l'interrègne, notamment les débats et la vie intérieure du parlement que convoqua Richard Cromwell, et avec lequel il essaya pendant deux mois de fonder un gouvernement. Les souvenirs personnels et quotidiens d'un membre de cette assemblée, membre aussi assidu qu'obs-

cur, la font sortir du profond oubli où elle était tombée; on ignorait ses actes, presque son existence : aujourd'hui la lacune est remplie, et la chute rapide, la précoce agonie du protectorat de Richard cesse d'être une énigme. D'autres renseignements analogues comblent aussi d'autres lacunes; mais pour nous, dans ces deux volumes, la vraie nouveauté n'est pas là : ce qui donne aux événements qu'ils racontent cette ampleur, cette importance inattendue, ce sont des informations d'un autre ordre, et ces informations, ce n'est pas d'Angleterre, c'est de France qu'elles sont venues à M. Guizot.

Au moment de la mort de Cromwell, le cardinal Mazarin avait à Londres un correspondant actif qui, jour par jour, le tenait au courant des moindres incidents survenus dans les trois royaumes, des moindres mouvements de l'opinion et des partis. Sans être un grand esprit ni un ambassadeur de premier ordre, M. de Bordeaux observait bien, voyait vite, et sa longue pratique des affaires, son séjour prolongé dans la Grande-Bretagne, les relations qu'il s'y était faites, lui permettaient de pénétrer partout, et de porter sur tout d'excellents jugements. On comprend ce qu'une telle correspondance peut jeter de lumière sur le pêle-mêle de cette époque, sur tous ces gouvernements avortés qui vont se succédant depuis la mort de Cromwell jusqu'à la restauration. Il y a des choses dans l'histoire que les documents nationaux ne peuvent à eux seuls éclaircir suffisamment. Quelque soin qu'on apporte à les lire, à les interroger, la cause n'est vraiment pas instruite et le dossier n'est pas complet tant qu'on ne parvient pas à faire comparaître un témoin plus clairvoyant, plus impartial que tous les autres, parce

qu'il est à la fois sans passion et sans indifférence, un témoin qui a vu les événements d'assez loin pour n'y pas être personnellement mêlé, d'assez près pour les bien voir et pour en être ému. Ce témoin, c'est l'étranger, c'est le public du dehors, représenté par la diplomatie des gouvernements voisins. Quand un agent diplomatique, en situation de bien savoir les choses et abrité sous ses immunités, a écrit à son gouvernement sans gêne et sans réticence, quand il lui a dit à cœur ouvert tout ce qu'il a vu et entendu, ses dépêches, si par fortune on les possède, deviennent d'inappréciables documents, et servent à la fois de complément et de contrôle aux meilleurs documents nationaux. On peut dire, avec M. Guizot, que « pour tout ce qui s'est passé en Europe depuis trois siècles, nulle histoire n'est définitive tant qu'elle n'a pas subi cette épreuve et puisé à cette source. »

C'est donc un rare bonheur pour l'histoire de la révolution d'Angleterre que nos archives des affaires étrangères aient conservé ces dépêches de M. de Bordeaux. Ce qui n'est guère moins heureux, c'est qu'un tel interprète se soit chargé de les mettre au jour. M. Guizot ne s'est pas contenté d'en faire son profit, son étude, de s'en pénétrer, de s'en nourrir; il a voulu que le public pût juger par lui-même du parti qu'il en a tiré. Nous aimons ce reste d'habitude et de déférence parlementaire, ce dépôt de pièces sur une autre tribune. La vaste correspondance de l'agent de Mazarin, ainsi produite presque intégralement, ou du moins par fragments considérables, devient un appendice qui lui-même est un livre. C'est une véritable histoire sous forme épistolaire, une histoire contemporaine, que M. Guizot met

en regard de son œuvre, pour en faire mieux sentir toute la vérité.

Les pièces justificatives qu'on imprime à la fin des livres jouent rarement un pareil rôle. Leur sort est d'être consultées et non pas d'être lues. A moins d'un grand loisir ou d'un sérieux intérêt d'étude, personne ne se hasarde dans ce dédale incohérent, et si quelques-uns s'y aventurent, ce n'est qu'à bâtons rompus. Ici, rien de semblable ; non-seulement on peut lire cette correspondance, mais la lecture en est attrayante et facile ; on s'y attache, on ne la quitte plus, surtout quand on a la prudence de n'y entrer que sous les auspices de M. Guizot et à la clarté de son récit. Si les rôles étaient renversés, s'il s'agissait de commencer par la correspondance, nous ne répondrions pas qu'il y fût assez jour pour qu'on se plût à y rester longtemps. Il faut un guide pour faire un tel voyage. Ces lettres sont adressées, soit à M. de Brienne, soit à Mazarin lui-même, c'est-à-dire à des hommes qui, sans habiter l'Angleterre, suivaient des yeux tout ce qui s'y passait, et n'avaient pas besoin qu'on les mît au courant. Ce qu'on leur disait à demi-mot, ils étaient prêts à le comprendre, et la moindre allusion suffisait à indiquer les choses qu'on ne leur disait pas. Que d'énigmes pour vous, si vous alliez sans commentaire vous mêler dans ces confidences ! Mais quand vous venez de lire un lumineux récit, qui ne laisse dans l'ombre ni un fait ni un homme qu'il vous importe de connaître, quand vous l'avez encore tout frais dans la mémoire, vous vous trouvez pour un moment presque aussi bien instruit que Mazarin lui-même. Comme lui, vous avez la clef de ce qu'on vous raconte, vous comprenez de qui on parle, vous con-

naissiez les choses du jour et de la veille, vous savez même celles du lendemain, avantage que vous avez sur lui, malgré tout son génie. Ce qu'il cherchait à grand'peine, ce qu'il lui fallait deviner, ce qui pour lui était l'avenir, pour vous c'est le passé, vous le savez comme le reste.

Savoir le dénoûment du drame pendant que les acteurs ne le soupçonnent pas, les entendre parler, les voir agir d'après des conjectures et des calculs dont nous contrôlons la justesse, mettre en cause leur prévoyance et leur perspicacité, c'est là le genre de plaisir qu'éveille à chaque instant cette correspondance, comme toute pièce historique vraiment contemporaine des faits qu'elle raconte. La condition de ce plaisir est avant tout la vérité, l'authenticité de la pièce, la certitude qu'on ne nous trompe point, qu'il n'y a pas de comédie sous jeu. Si nous étions au théâtre, ce serait autre chose, la fiction reprendrait ses droits, et la condition du plaisir serait alors d'ignorer comment finit le drame. Mais ici tout est réel, nous ne cherchons pas la surprise, nous ne voulons que nous instruire; nous entendons des témoins, il nous faut être sûrs de leur véracité. Les mémoires historiques, même les plus sincères, ne nous offrent en ce point que d'imparfaites garanties. Ceux qui les ont écrits nous sont toujours un peu suspects. Ils se sont presque tous mis si tard à la besogne! Avaient-ils la mémoire bien fidèle? Les vrais motifs de leurs actions, nous les disent-ils bien? Sans altérer les faits, observent-ils les dates? Ne sont-ils pas souvent prophètes après coup? Toute confession faite à loisir provoque le soupçon. Il n'y a vraiment que les correspondances, ces confessions involontaires, qui le puissent braver. On n'écrit pas des lettres pour

tromper la postérité, pas même celles qu'on destine à tromper son prochain. Une lettre, c'est l'homme même pris au moment où il l'écrit; fourbe ou sincère, il a mis au monde un témoin qui prononcera sur son compte des paroles irrécusables. Une fois sorties de votre plume, une fois lancées en d'autres mains, vos lettres sont des actes dont vous ne pouvez changer ni les termes ni la date; elles sont comme enregistrées pour le service de l'histoire.

Supposons que ces dépêches de M. de Bordeaux, au lieu de lui survivre, se fussent égarées, et qu'il n'en restât rien, mais qu'au retour de ses ambassades, au déclin de la vie, retiré dans quelque château, il eût pris comme tant d'autres la fantaisie de dicter ses mémoires : que nous eût-il donné en échange de ce vivant tableau où se reflètent comme dans un miroir la confusion, l'agitation, les contradictions de cette époque ? Des renseignements très-précieux sans doute, et, nous l'admettons, très-sincères, mais rien de ce qui fait pour nous le véritable prix de sa correspondance. Sans être homme à se draper, sans vouloir s'attribuer une pénétration extraordinaire, jamais pourtant il n'aurait laissé voir à quel point, pendant ces deux années, il avait, comme tant d'autres, comme tout le monde à Londres et en Europe, été dupe des apparences. Comment dire à son secrétaire, comment s'avouer à lui-même qu'il avait cru pendant près de trois mois au protectorat de Richard, qu'il avait pris au sérieux la trêve que lui accordaient les partis, que Cromwell au tombeau, son fils mis de côté, et le long-parlement essayant de revivre dans ses derniers débris, l'idée de la royauté et de son retour possible ne lui apparaissaient pas encore; qu'il voyait des abîmes entre le

trône et Charles II ; que les desseins de Monk, jusqu'au dernier moment, lui demeuraient impénétrables ? C'est tout cela qui se trahit de la façon la plus comique et la plus saisissante dans son journal épistolaire. Là, point de compromis, point d'excuse : la conjecture de la veille est démentie le lendemain ; comment faire ? il faut le dire à Son Éminence, sauf à se réfugier dans une autre hypothèse d'où bientôt on sera délogé d'autant plus tôt qu'elle sera plus conforme aux probabilités ordinaires et aux calculs du sens commun. Il y a des époques ainsi faites ; que les meilleurs esprits paraissent les plus sots. Ce n'est qu'une habitude à prendre, et M. de Bordeaux y semble résigné, car il fait sans façon l'aveu de ses mécomptes, et c'est presque un refrain dans ses dépêches qu'une certaine phrase dont il varie la forme, mais dont le fond est toujours celui-ci : « Vous apprendrez avec surprise que les nouvelles d'aujourd'hui diffèrent entièrement de celles que je vous faisais prévoir ces jours passés. »

Quelle preuve parlante de l'état d'un pays que cette succession de surprises ! Et quels autres documents que des lettres pour faire ainsi toucher au doigt les changements à vue de la scène politique ? Vous croyez y assister vous-même ; chaque dépêche est un fil électrique qui de moment en moment vous transmet et vous fait sentir les moindres variations de cette changeante atmosphère. Il n'en faut pas conclure que les lettres de M. de Bordeaux soient toutes, sans exception, d'un égal intérêt, et nous regrettons même, puisque M. Guizot en avait sagement élagué des passages trop étrangers à son sujet, qu'il ne soit pas allé plus loin dans cette voie, et qu'il ait conservé, par exemple, ces longs

traités purement diplomatiques sur l'Espagne et les États du Nord qui reviennent de temps en temps, documents curieux sans doute, mais d'un intérêt trop restreint et pour ainsi dire trop technique pour venir s'entremêler ainsi à ces descriptions vivantes des passions et des intrigues qui s'agitent sur le sol anglais. Peut-être aussi formerions-nous le vœu qu'au lieu d'être groupées par ordre de matière sous des séries de numéros, ces dépêches fussent rangées simplement à leurs dates, par ordre chronologique. Elles valent bien la peine qu'on les laisse se suivre et s'enchaîner librement, naturellement. Ainsi entrecoupées, elles déroutent le lecteur, et c'est cependant pour être lues qu'elles sont placées là, ce n'est pas pour être feuilletées, car, nous le répétons, cette annexe est elle-même un livre, grâce au lucide commentaire dont elle est précédée.

Nous voici ramenés au livre véritable, à l'œuvre de l'historien. Les matériaux ne sont pas tout : si neufs, si abondants qu'ils soient, ils ne font pas l'édifice : le plan, la construction, les proportions, le style, voilà l'œuvre elle-même, celle qui doit nous occuper.

Il faut nous garder pourtant d'insister sur des points d'une démonstration trop facile ; il est des vérités qu'il vaut mieux sous-entendre. Apprendre à nos lecteurs que dans ces deux volumes, dans une œuvre de M. Guizot, ils trouveront un art profond et magistral, les grandes qualités du style, clarté, simplicité, concision sans roideur, réflexions courtes et rares, jamais sonores et toujours à leur place, point deuxe, point de parure, de grands traits, une mâle élégance, e vrai langage de l'histoire, en un mot, leur dire ces nouveautés, leur faire part de ces découvertes, est-ce bien né-

cessaire? Ont-ils besoin qu'on leur enseigne ce qu'ils savent aussi bien que nous? N'ont-ils pas sous les yeux ces quatre premiers volumes qui leur répondent du dernier? Il est vrai que, pour dire toute notre pensée, pour être tout à fait sincère, il nous faudrait aller plus loin et signaler un nouvel exemple de ce progrès persévérant et continu dont si peu d'hommes gardent ainsi le privilège. C'est un soin dont le livre lui-même s'acquittera mieux que nous. Qu'on nous permette seulement, pour ne pas désertir notre tâche, d'indiquer en quelques mots avec quel merveilleux bonheur les difficultés du sujet sont vaincues dans ce récit.

Deux points surtout semblaient presque insolubles : coordonner et mettre en scène dans un ordre intelligible cette cohue de faits et de personnages, tous à peu près de même taille, figurant tous au même plan, se distinguant à peine les uns des autres; puis, en second lieu, faire un drame de cette confusion, rendre, sinon visible, du moins toujours présente, d'un bout à l'autre du récit, cette unité d'intérêt sans laquelle il n'est point d'œuvre d'art.

Quant au premier problème, la difficulté d'obtenir un peu d'ordre et de clarté, on ne s'en fait une juste idée qu'après avoir lu les dépêches de M. de Bordeaux. Là, les faits se laissent voir en négligé pour ainsi dire, à l'état de nature, à mesure qu'ils se produisent. Le pêle-mêle est complet : c'est un chaos. Au bout de quelques pages, vous avez perdu toute chance de retrouver votre chemin, comme un enfant au milieu de la foule. Le spectacle est vivant, il attache, il divertit vos yeux, votre esprit renonce à le comprendre; point de jalons pour vous guider. Les événements les plus saillants se renouvellent jusqu'à deux et trois fois, comme

pour vous donner le change. Un parlement chassé par exemple, c'est ordinairement une chose qui se remarque et qui fait époque; ici on en chasse un tous les trois mois : comment ne les pas confondre? Il n'y a qu'un grand peintre qui, saisissant d'un œil rapide les traits caractéristiques cachés sous tant de ressemblances, vous apprendrait à lire dans cette foule. Il n'y changerait rien, l'aspect en serait le même; mais quelques touches hardies, quelques franches lumières répandues çà et là feraient circuler plus d'air entre chaque figure, les mettraient chacune à son plan, en accuseraient les différences, vous feraient voir des groupes, des divisions naturelles que vous ne soupçonnez pas, et d'une informe bigarrure, composeraient un tableau aussi clair de dessin que vrai de coloris.

C'est là ce qu'a fait M. Guizot. Sans introduire dans son récit aucun classement arbitraire, il a cherché un plan, tracé des divisions, marqué des temps d'arrêt, des points de reconnaissance pour mieux nous diriger à travers cette foule, pour mieux débrouiller ce chaos. Quatre phases principales lui ont apparu dans son sujet : il a fait son drame en quatre actes, ou pour mieux dire en quatre livres. Le premier est pour Richard Cromwell; il contient toute son histoire, de son avènement à sa chute, l'espace d'environ sept mois; dans le second, autre aventure encore plus éphémère : le long-parlement ressuscite; vieux, décrépité, mutilé, il prétend faire le jeune homme, il veut reprendre ses habitudes; l'armée l'a rappelé, croyant qu'il était mort : dès qu'il donne signe de vie, l'armée le met à la porte. Avec le troisième livre, la scène change, un nouvel acteur apparaît : Monk prend en main la cause du long-parlement

chassé; sous couleur de le rétablir, il entreprend le travail d'un autre rétablissement. Nous assistons aux premiers pas de sa ténébreuse campagne; nous passons avec lui d'Écosse en Angleterre; ce livre est son prologue, sa première série de pourparlers et de mensonges. Au quatrième, l'action touche à son terme; Monk est à Londres, son travail d'approches est fini, la sape du mineur a fait son œuvre, il est au bout de ses parallèles, démasque ses batteries, fait capituler tout le monde, et les Stuarts, sans conditions, rentrent en Angleterre. En groupant ainsi dans des cadres certains événements principaux, on donne aux mille faits qui s'y rapportent un caractère d'ensemble, une signification commune qui en facilite l'intelligence et en fixe le souvenir. Le seul danger serait que la vérité n'en souffrit quelque atteinte. Il faut que rien de factice ne se glisse dans ces arrangements; il faut constater les rapports qui existent entre les choses, n'en inventer jamais, ne point omettre et ne point ajouter, donner à l'ordre un certain abandon, lui laisser l'aspect de la vie. C'est là le grand secret de l'historien. L'exemple en est sous nos yeux. Tout reste vivant dans ce récit en dépit de sa clarté, aussi vivant que dans ces lettres où Mazarin, il y a deux siècles, cherchait à démêler cette histoire. C'est la même cohue, le même va-et-vient, le même rousis d'opinions, les mêmes aveuglements, les mêmes cupidités. Ces personnages sont des hommes et non pas des idées; ils agissent, ils parlent, on les entend, on les voit; rien n'est changé: seulement ce spectacle qui tout à l'heure était trouble et confus, maintenant il est en pleine lumière; tout s'aperçoit, tout est distinct, tout s'explique et saisit l'esprit.

Mais cette clarté, cet art de grouper et de peindre, cette habileté de mise en scène, est-ce là toute l'histoire? Ne faut-il pas que sous ces faits, si bien coordonnés, si bien exprimés qu'ils soient, vous sentiez comme un lien secret qui les unit et les enchaîne, un lien qui les rattache à vous? Cette unité d'intérêt, l'âme de l'histoire aussi bien que du drame, ne nous fait pas défaut ici. Une pensée domine ces deux volumes, une pensée toujours présente. C'est la royauté, on le sent, on le devine, qui doit clore cette anarchie; rien ne peut finir que par elle. Mais quand? par quels moyens? à quelles conditions? C'est là qu'est le mystère et la péripétie.

Le dénouement lui-même, M. Guizot se garde bien de l'oublier, n'est pas d'abord aussi visible, aussi facile à prévoir qu'on peut se l'imaginer aujourd'hui. Sous peine d'anachronisme, il faut qu'au premier moment, au moment de la mort de Cromwell, l'historien laisse voir une certaine confiance en l'avenir du nouveau protecteur; il faut qu'il place le lecteur dans cet état un peu crédule où nous voyons M. de Bordeaux, et où fut évidemment presque toute l'Angleterre pendant un certain temps : les mémoires contemporains l'attestent aussi bien que notre ambassadeur. Faut-il s'en étonner? Ne devait-on pas croire qu'à la mort de l'homme extraordinaire qui tenait tout dans sa main, éclateraient de grands orages, qu'après la compression de la tyrannie, après l'étouffement de tout sentiment libre viendraient d'ardentes explosions, de violentes représailles? Et c'était au contraire une adhésion universelle qu'on voyait éclater! Du moment qu'elle avait pu naître, comment ne pas admettre qu'elle pourrait durer, que l'ombre

du grand protecteur, qui semblait gouverner encore, protégerait sa dynastie, et que tant de gens compromis dans sa cause ne seraient pas assez fous pour renverser son fils?

C'eût été vrai, si l'instinct de conservation, qui d'abord leur avait inspiré cette concorde inattendue, avait pu durer plus d'un jour, si leurs passions, et de toutes les passions les moins traitables, celles qui s'appuient sur des principes, les passions politiques, n'avaient pas fait divorce avec leurs intérêts. Supposez qu'ils n'eussent eu ni passions ni principes, les ennemis de la royauté pouvaient encore longtemps prolonger son exil. Ils étaient maîtres du pays, ils inspiraient l'effroi, ils avaient dans leur main la force militaire; leur triomphe était assuré, à la seule condition, heureusement impossible, à la condition de s'entendre. Ce mannequin de protecteur, malgré son impuissance, suffisait à les faire durer, s'ils avaient consenti à le laisser durer lui-même. En ne l'attaquant pas, en ménageant sa faiblesse, c'était leur pouvoir qu'ils fondaient, et le pays, malgré son royalisme silencieux et engourdi, les eût subis peut-être quelques années encore. Mais les chimères républicaines les possédaient trop violemment; il leur restait encore trop d'ardeur de sectaire pour calculer ainsi froidement, sagement, et sacrifier leurs fantaisies aux intérêts de la révolution. Cromwell n'était plus là pour lancer sur eux ses soldats et pour les envoyer à la tour. Si petit qu'il fût, son fils leur portait ombrage; ils ne pouvaient résister au plaisir de secouer cet arbre sans racines, et de se venger sur lui du vieux chêne qui les avait bravés. Pour un peuple opprimé, c'est déjà presque un bonheur que des oppres-

seurs qui conservent des passions et des principes : là du moins les révolutions finissent de la main des révolutionnaires.

Une fois que les républicains renonçaient à s'entendre avec les cromwelliens, une fois que Richard, leur sauvegarde, était par eux mis à néant, les affaires de la royauté avaient fait un grand pas. Elle n'avait plus en face d'elle que la pure république : sa plus dangereuse ennemie, la fausse monarchie, rentrait dans l'ombre : c'était cause gagnée. Le rétablissement des Stuarts commençait à sembler nécessaire, même aux moins clairvoyants ; mais quand ? comment ? et à quel prix ? Ces trois grandes questions restaient toujours obscures.

Sur la première, on pouvait différer : les optimistes parlaient d'un ou deux ans, les raisonnables prenaient de plus longs termes, chacun réglait le temps à sa manière. Sur le reste, il n'y avait qu'un avis : personne ne rêvait une victoire sans combat, une restauration sans sacrifices. On savait que pour toucher le port il faudrait affronter des tempêtes, qu'avant de réduire à merci l'obstination républicaine, on passerait par des épreuves probablement sanglantes. Ce qu'on savait aussi, ce qui ne faisait pas question, c'est qu'en rentrant sur le sol d'Angleterre, la monarchie payerait rançon, non pas rançon d'agent, elle était à l'aumône, mais rançon de pouvoir, de prestige et d'autorité. Les plus fiers cavaliers se résignaient eux-mêmes à voir le roi subir cette contrainte et traiter de sa couronne avec de prétendus amis, royalistes de fraîche date, d'une sincérité douteuse, d'un dévouement conditionnel, avec les presbytériens. Pouvait-on se passer de leur inter-

médiaire? Qui l'eût osé penser à Londres, à Paris, même à Bruxelles, dans le conseil de Charles II?

Pour épargner à la couronne cet affaiblissement et cette humiliation, au pays de désastreux efforts, aux impatients l'ennui d'attendre, il n'y avait qu'un moyen, auquel bien entendu personne ne songeait : il fallait qu'il se trouvât un homme dont le premier besoin, la vocation suprême fût de cacher sa pensée, un maître comédien, un merveilleux trompeur, — cupide, mais de sang-froid, avec discernement, incapable de se vendre avant d'être bien sûr d'un solide acquéreur, — dévoué, par calcul et même par instinct, au service des bonnes causes, craignant le mal et préférant le bien, même à prix inégal; il fallait encore que cet homme fût assez résolu pour concevoir l'étrange idée de conduire la grande entreprise qui préoccupait tout le monde juste au rebours de ce que tout le monde attendait, c'est-à-dire sans qu'il en coûtât une larme à l'Angleterre ni un droit à la royauté. Par quel prodigieux mélange de bien-joué et de hasard cet homme gagna-t-il sa gageure? Il faut le demander à cette belle étude que M. Guizot esquissait il y a bientôt vingt ans, et qu'il donne aujourd'hui complétée, agrandie, retouchée avec une sorte de prédilection d'artiste. C'est dans ces pages seulement qu'on apprend à connaître et la figure du personnage et le caractère de son œuvre, prodige de patience et d'audace, conspiration d'un genre à part, ourdie, tramée, conduite par un seul homme; le plus solitaire à coup sûr, le plus discret, le plus silencieux des complots.

A notre avis, le chef-d'œuvre de Monk, son tour de force incomparable, ce n'est pas d'avoir, par de si lents moyens,

touché plus vite au but que personne n'eût osé le promettre, ce n'est même pas d'avoir vaincu, l'épée dans le fourreau, autre bonheur inespéré qui lui semblait, à lui, son grand titre de gloire, et dont il faisait sa devise : *victor sine sanguine*; c'est un succès plus étonnant, plus improbable encore, la royauté rétablie sans conditions. Était-ce un bien ? n'eût-il pas mieux valu, pour la royauté même, des conditions raisonnables ? L'avenir semble l'avoir prouvé ; mais comme alors on n'avait à choisir qu'entre des précautions certainement mortelles au pouvoir qu'on voulait restaurer, et l'absence de toutes précautions, comme il fallait subir ou la tutelle presbytérienne et ses étroites exigences, ou la libre volonté d'un prince instruit probablement à l'école du malheur, on comprend qu'entre deux périls Monk ait choisi le moindre : ce qu'on ne comprend pas, c'est qu'il ait réussi. N'était-ce pas pour conquérir des garanties, des sûretés, un pacte sérieux avec la monarchie, que l'Angleterre depuis vingt ans s'était lancée dans les révolutions ? Si lasse, si épuisée, si désenchantée qu'elle fût, pouvait-elle en un jour abandonner son œuvre, perdre le fruit de tant de sacrifices, faire amende honorable, se rendre à discrétion ? La pensée n'en venait à personne. Le roi lui-même, nous l'avons dit, ses conseillers, ses courtisans, s'attendaient tous à subir un marché plus ou moins onéreux.

Aussi quelle surprise, et quels élans de joie dans cette petite cour de Bréda, lorsqu'arriva le mystérieux billet où Monk, pour le roi seul et quelques confidents, se décidait enfin à soulever son masque ! il se chargeait de tout et il n'imposait rien ! Rentrer à Whitehall sans con-

ditions, c'était à n'y pas croire. A ce même moment arrivaient à Bréda les chefs presbytériens, les messagers, les plénipotentiaires de la secte. Ils venaient conjurer le roi de se jeter entre leurs bras. « Nous vous apportons, disaient-ils, votre seule chance de succès. Nous sommes le seul lien entre vous et vos peuples. Laissez-nous agir seuls et acceptez nos conditions; surtout ne tardez pas, car Monk serait plus exigeant que nous, et l'Angleterre l'est plus que Monk. » Charles pendant ce temps avait dans son pourpoint la lettre du général, et vous pensez s'il devait rire.

C'était pourtant la vérité qu'on venait de lui dire, c'en était du moins l'apparence : Monk affichait bien haut de grandes exigences, l'Angleterre un grand besoin de garanties. Au fond, que voulaient-ils l'un et l'autre? Quant à Monk, nous venons de le voir. L'Angleterre était-elle plus sincère? Sans qu'elle s'en doutât, n'avait-elle pas son parti pris de terminer la crise, de ne pas faire la difficile et de brusquer le retour du roi? Sans cela, croyez-vous que Monk eût réussi? Sans doute il était puissant, il avait une armée, cette armée lui obéissait; mais qu'est-ce que cela pour lutter contre un peuple? Quand on fait de tels coups, c'est qu'on a le courant pour soi, ce courant qui n'est pas toujours visible à la surface, et qu'il faut deviner. Le grand talent de Monk, son instinct supérieur, c'est d'avoir, avant tout le monde, en chaque circonstance, aperçu ce courant secret, si bien qu'en ayant l'air de heurter l'opinion, au fond il marchait avec elle, l'aidait et en était aidé.

Si vous n'admettez pas que c'était l'Angleterre qui donnait à Monk son blanc seing, si vous croyez qu'il lui

fit violence, vous supposez à un homme un pouvoir que les hommes n'ont pas. Il faut voir les choses comme elles sont. Sans doute on peut s'étonner que ces Anglais — ce peuple sérieux qui, pour fonder ses libertés, avait si résolûment fait la guerre à son roi, qui plus tard devait si froidement passer contrat avec une autre dynastie pour mettre ses droits hors d'atteinte — se soient en cette circonstance conduits comme des enfants, sans rien prévoir ni stipuler! Mais les nations, à certains moments, sont saisies de terreurs qu'on dirait maladives, d'effrois non raisonnés, de véritables cauchemars, dont, n'importe à quel prix, il faut qu'elles se délivrent. Tantôt c'est l'anarchie qui fait leur épouvante; l'aspect des démagogues, leurs cyniques propos, leurs insolentes convoitises, c'en est assez pour allumer cette soif de salut qui fait perdre à un peuple toute mesure, toute prudence; tantôt ce sont d'autres terreurs qui lui font faire d'autres folies. Le cauchemar de l'Angleterre en 1660 était l'armée, le despotisme militaire. Elle en avait tant souffert! Les majors généraux, leurs exactions, leurs insolences, et depuis la mort de Cromwell, cette horde brutale que ne tempérerait plus la moindre intelligence, ce colossal pouvoir tombé aux myrmidons, voilà ce qui poussait l'Angleterre au royalisme, au royalisme pur, aveugle et désarmé. Son instinct lui disait que, dût-elle en pâtir, c'était encore un immense profit que de sortir des mains de la soldatesque, que pour elle et pour ses libertés tout valait mieux, même un apprentissage du bon plaisir d'un roi, qu'une série de Desborough, de Fleetwood et de Lambert se passant de main en main, comme un bétail, les habitants des trois royaumes. Ce

même instinct lui disait qu'il n'y avait pas un moment à perdre : l'armée était divisée, occasion peut-être unique de se délivrer d'elle ; stipuler des garanties, des conditions, c'était entrer en pourparlers interminables ; il faudrait négocier, argumenter avec la couronne, envoyer chaque jour d'Angleterre en Hollande et de Hollande en Angleterre observations, réponses, projets, contre-projets. Quel temps perdu ! L'ennemi prendrait l'éveil ; bientôt les deux camps n'en formeraient plus qu'un, et la république et l'armée commenceraient un nouveau bail pour l'asservissement du pays. Se hâter, en finir, ne pas perdre un instant, s'associer au royalisme pour se donner la force de dissoudre l'armée, de balayer le terrain, voilà ce que voulait l'Angleterre, voilà ce qui explique cet acquiescement précipité, cet oubli de ses droits, cet abandon de toutes garanties. Toujours, en de telles rencontres, les peuples vont au plus pressé, sauf à se donner plus tard tel démenti que de besoin. Ce qu'ils ont fait si vite, il faut toujours qu'ils le refassent.

Aussi quel est le véritable caractère de cette restauration de 1660 ? On pourrait s'y tromper, à voir la joie sincère, le profond sentiment de délivrance, les élans de confiance et d'espoir qui éclatent de tous côtés. Quel monarque, au retour des plus rudes campagnes, après les plus glorieux exploits, reçut jamais pareilles ovations ? Et pourtant, regardez-y bien, malgré ces cris, ces hourras, ces vivats, malgré ces flots d'ale qui coulent à la santé du roi, malgré le bruit des canons de la Tour grondant au loin sur la Tamise, la restauration de 1660 n'est au fond qu'un expédient. On sent dès la première heure, au milieu

même du triomphe, sous l'éclat de ce ciel serein, un sourd frémissement qui prédit les orages. A quoi bon dissoudre l'armée, cette armée inquiète et silencieuse, rangée tristement en bataille sur ces hauteurs de Blackheath, et répondant à peine aux saluts de son roi? La guerre n'en renaitra pas moins, guerre implacable et sans issue. Déjà deux camps se forment en silence, on commence à forger les armes. Comment éviter la guerre, lorsque la paix repose sur un malentendu? N'y a-t-il pas comme une équivoque entre ce prince et ses sujets? On a voulu brusquer le mariage en ajournant les entrevues, en fuyant les explications; les époux ne se sont point vus, ne sont convenus de rien; ils sont étrangers l'un à l'autre: aussi les voilà mariés, mariés sans conditions! Mais au sortir de la cérémonie, dans la joie du festin, on surprend un regard, on entrevoit un geste, on sent je ne sais quoi d'inquiet, d'étonné, qui vous attriste, et qui vous dit que le divorce n'est pas loin.

LA CONVENTION

I

Le nom de la convention, pendant près de trente années, n'a été prononcé en France qu'avec un sentiment d'horreur sans réserve et sans mélange. Les plaies étaient encore saignantes et les souvenirs inflexibles. Il fallait qu'un quart de siècle eût passé sur tant de crimes, pour que l'idée pût naitre de les voiler et de les travestir. Jusque-là, d'où serait venue l'indulgence? Même au sein des familles qui, par exception, conservaient sous l'Empire le culte des idées de 1789, qui bénissaient en silence les bienfaits de la révolution, qui en admiraient les premiers élans, la moindre tentative, non d'éloge, mais d'excuse envers les hommes de la terreur, eût été accueillie comme un délire ou un blasphème. S'il existait encore quelques incorrigibles amis de ces hommes et de cette époque, ils vivaient loin du monde, ou bien ils se cachaient sous les livrées impériales, s'avouant à peine à eux-mêmes leurs secrètes sympathies,

et prenant soin d'en faire mystère aux autres comme d'une infirmité repoussante.

Aussi l'étonnement fut grand lorsqu'en 1821 M. Garat, puis, quelques années plus tard, deux jeunes écrivains d'un rare talent, se hasardèrent à peindre sous un jour tout nouveau cette assemblée que le pays n'avait encore appris qu'à maudire. Jusque-là tout le monde avait cru que la révolution française n'était devenue spoliatrice et sanguinaire que par une succession de fautes, de faiblesses, de perversités, qui n'avait rien de nécessaire ni de providentiel. On se croyait en droit de blâmer, de détester ces fautes, ces excès, ces faiblesses, comme on blâme, comme on déteste les déportements et les vices d'un simple individu : les écrivains dont nous parlons sortirent de ces voies battues. Sans absoudre absolument personne, ils ne reconnurent qu'un grand coupable, la force des choses; ils s'attachèrent à démontrer que la révolution française n'avait point fait fausse route, que sa marche était tracée d'avance, et qu'il avait bien fallu qu'elle en parcourût toutes les phases; tant de sang et de ruines étaient à regretter sans doute, mais le salut du pays étant la loi suprême, dès l'instant que le pays avait été sauvé, tout ce qui avait été avait dû être.

Le moment était favorable pour produire ces nouveautés. C'était l'époque où le gouvernement de la restauration s'engageait sur une pente qui devait en peu d'années le conduire à ces fatales ordonnances que les plus fidèles royalistes qualifient aujourd'hui comme nous. Il commençait à être battu en brèche, non plus seulement par les conspirateurs issus du bonapartisme, mais par toute une génération active, intelligente, sincèrement éprise de la liberté consti-

tutionnelle, bien qu'entraînée à son insu par quelques étroits esprits rêvant déjà la république. C'est au milieu de cette jeunesse que fut lancée la nouvelle théorie. Sa fortune était certaine. Tous les républicains l'adoptèrent; les libéraux l'acceptèrent presque tous. Il y en eut cependant, nous tenons à le rappeler, qui protestèrent dès le premier jour. Ce fatalisme historique, cette glorification du succès, ne pouvaient se concilier avec la philosophie qu'ils croyaient vraie et qui servait de base à leurs idées politiques. Mais le nombre de ces dissidents était alors restreint; leur voix n'avait d'écho que dans quelques salons, et la feuille littéraire qui devait leur servir de tribune n'avait pas vu le jour. Le grand courant de l'opinion appartenait encore tout entier au dix-huitième siècle. Nos deux historiens en étaient les disciples fidèles: ils en rajeunissaient non l'esprit, mais la forme, l'un par sa concision didactique, l'autre par une abondance facile et pittoresque. La masse du public était en communion secrète avec eux; aussi leur succès fut immense, et à vrai dire, incontesté.

De ce jour on vit se modifier, se transformer peu à peu, d'abord dans nos écoles, puis, de proche en proche, dans toutes les couches de la société, la manière de sentir, de comprendre, de juger la révolution et en particulier la convention. Nous ne voulons pas dire que deux hommes, quel qu'ait été leur talent et leur succès, aient, à eux seuls, produit cette transformation, mais ils en ont singulièrement hâté et facilité le développement. Une fois ce principe de la force des choses introduit sur la scène historique, et planant au-dessus des bourreaux comme au-dessus des victimes, que devenaient les opinions les plus accréditées, les

témoignages les plus unanimes, les jugements rendus en dernier ressort aussi bien par l'instinct populaire que par les traditions les plus sûres et les mieux établies? Tout n'était-il pas ébranlé? N'allait-on par remettre tout en question, tout reviser, tout excuser, tout réhabiliter? Des paradoxes qui la veille n'auraient passé que pour des jeux d'esprit se posèrent hardiment comme des vérités méconnues, et ces soi-disant vérités ne tardèrent pas à engendrer d'autres hardiesses, encore moins vraisemblables, encore mieux accueillies. C'est ainsi qu'en peu d'années nous avons vu défigurer pièce à pièce tous les faits, tous les hommes qu'a produits la fin du dernier siècle; c'est ainsi que s'est construite effrontément sous nos yeux cette contrefaçon d'histoire dont l'esprit révolutionnaire fait aujourd'hui son catéchisme.

Pour que rien n'y manquât, il fallait que la poésie se mit de la partie et portât les derniers coups; il fallait que le plus lyrique des hommes de ce temps, à bout de rimes et de succès, prît fantaisie de se faire historien, qu'il se jetât sur la chute de la royauté, sur le règne de la terreur comme sur d'heureuses occasions de réveiller sa muse et de verser des flots de prose colorée. Pouvait-il échapper à la contagion régnante, à cette fièvre d'indulgence dont, vingt ans auparavant, de judicieux esprits avaient senti les premiers accès? Non, il était condamné, par son imagination d'abord et plus encore par la soif du succès, à enchérir sur tous ses prédécesseurs, à se complaire dans le commerce et dans l'intimité des odieux personnages si longtemps et si justement voués à l'exécration publique, à les absoudre avec délices, à les farder avec amour, et à s'élever envers eux de

l'excuse à l'apothéose. Il n'y a point manqué. Et pourtant tout n'est pas poison dans ce livre : il s'en échappe aussi parfois quelques saines paroles, on y rencontre comme des retours confus et involontaires vers le bien, vers la vérité; mais pour une page où le crime est flétri, il y en a vingt qui l'adulent et où l'encens fume à sa gloire.

Notre intention n'est pas de faire ici le procès à tous ceux qui, soit aux premiers rangs, soit aux plus subalternes, ont contribué, de loin comme de près, avec ou sans intention, à ces falsifications systématiques de nos annales révolutionnaires. Nous ne voulons pas dire quels égarements ils ont fait naître, quelle large part leur appartient dans nos récentes calamités, dans la révolution de février, par exemple; combien ces amnisties rétrospectives ont porté d'hésitation dans les esprits, de trouble et de mollesse dans les âmes, de sacrilège et de scandale jusque dans ce sanctuaire des lois où le premier venu se croit maintenant autorisé à comparer la terreur à l'Iliade et Robespierre à Jésus-Christ. Notre seul but en jetant ce coup d'œil en arrière a été de constater et de faire comprendre comment la convention, celle de toutes nos assemblées dont le nom est le plus souvent prononcé de nos jours, celle qu'on invoque à tout propos, est en même temps celle qu'on connaît le moins bien. Le public en savait beaucoup plus sur son compte avant qu'on lui en eût tant et si mal parlé. Pour s'en faire une idée juste maintenant, pour débrouiller la vérité dans ce fatras de paroles et d'écrits, il n'y a qu'un moyen, remonter aux sources, fouiller le *Moniteur*, comparer les récits, contrôler les témoignages, procéder sur tous les points douteux, sur tous les faits contestés, à une consciencieuse en-

quête; mais qui donc a le loisir de faire, pour son propre usage, un travail aussi long et aussi difficile? Faute de mieux, on se résigne à ce qu'on a sous la main : on accepte la convention telle que ses amis l'ont faite, peuplée d'hommes de génie, de gigantesques courages, de cœurs brûlants du pur amour de la patrie et de l'humanité; ou bien, si ce charlatanisme vous révolte, si vous avez soif de vérité et de contradiction, vous êtes réduit à feuilleter quelques pamphlets surannés, mal informés, d'une partialité crédule, et tout empreints d'un esprit contre-révolutionnaire qui dès l'abord éveille votre soupçon. Ainsi, aucun moyen de savoir à quoi s'en tenir, aucun instrument facile et à la portée de tous pour bien connaître la convention.

C'est le sentiment de ces embarras du public qui a donné à M. de Barante la pensée d'entreprendre et le courage d'exécuter le grand travail qu'il commence à mettre au jour. Déjà, dans un précédent écrit ¹, il avait, sans le savoir, laissé pressentir son dessein et révélé le but de ses nouvelles études. Examinant, à propos de la Constitution de 1848, toutes les constitutions précédentes et les diverses assemblées qui nous les ont données, il avait peint la convention en quelques pages excellentes; il lui avait rendu sa vraie place et son vrai caractère. Ce portrait parut d'autant plus neuf qu'il était plus ressemblant : on sentait que l'auteur ne parlait pas par ouï-dire, qu'il avait sur cette époque et sur ces hommes des données trop exactes, un jugement trop sûr pour n'en avoir pas fait une persévérante étude. Aussi fut-il sollicité de ne pas garder pour lui seul

1. *Questions constitutionnelles*, 1849.

des vues si neuves par le temps où nous sommes, de ne pas laisser inachevé un travail qui pouvait redresser tant d'erreurs, confondre tant d'impostures, fortifier tant de faiblesses, rendre, en un mot, tant de vrais et bons services au pays et à la société. Ces raisons le décidèrent à poursuivre une mission que déjà il s'était donnée lui-même, et depuis trois ans, du fond de la retraite où l'ont jeté nos catastrophes, au milieu du calme et du silence, il se consacre à nous donner une complète et sincère histoire de la convention nationale.

Personne mieux que lui n'était fait pour cette tâche. Il fallait son talent, l'autorité de son caractère, et jusqu'à sa nature d'esprit; il fallait cette passion de la vérité toute nue, cette ardeur d'impartialité, ce besoin de ne rien omettre, qui éclatent à chaque page de l'*Histoire des ducs de Bourgogne*. Si jamais ces qualités ont été opportunes et bien venues, c'est assurément pour nous rapprendre ce que fut la convention. Plus l'erreur est invétérée, plus il faut se garder de l'attaquer de haute lutte et de porter dans la rectification des faits rien qui sente la passion ni même l'affirmation dogmatique. Il faut laisser la vérité se rétablir comme d'elle-même, en y mettant le temps, sans violenter le lecteur, et à force de lui donner confiance dans la clairvoyance et la bonne foi de son guide.

Fidèle à sa constante méthode, M. de Barante fait souvent parler ses personnages. De longs fragments de leurs discours, des exposés complets des discussions importantes, la reproduction textuelle d'un grand nombre de rapports, de preuves, de témoignages, de pièces justificatives, voilà pour lui le fond et comme les premières assises de l'histoire. C'est

sur ce terrain solide qu'il convie son lecteur. Il l'accoutume peu à peu à s'y croire en sûreté, et sans lui donner d'avis, sans le fatiguer de réflexions, sans le poursuivre de jugements tout faits, laissant à peine çà et là percer ses propres sentiments, il fait agir sur lui je ne sais quelle force de persuasion, lente, insensible, mais communicative et toujours efficace.

Peut-être pour certains esprits un procédé moins naïf et plus prompt, un travail plus concentré, plus combiné, une intervention plus directe et plus fréquente de l'auteur seraient des conditions de succès plus entraînantes. Même en acceptant la devise *scribitur ad narrandum*, bien des gens demandent à l'histoire certains soins, certaines recherches de composition : ils veulent que le fil du récit ne soit jamais flottant, et que le narrateur, dût-il user parfois d'un certain artifice, se préoccupe incessamment de ne pas laisser fléchir l'intérêt. Pour M. de Barante, l'intérêt, c'est la vérité. Tout ce qui est vrai l'intéresse à un degré presque égal. Pour qu'une chose le captive, il suffit qu'on lui en montre une image exacte et fidèle, une image sans faux luisants, sans reflets trompeurs, sans mensonges ni tricheries. Le mérite de la ressemblance lui dérobe en quelque sorte les défauts mêmes de la réalité. De là vient que devant des faits qui, pour d'autres, auraient peu d'importance, il hésite à élaguer et se complait à tout dire, oubliant que le lecteur aurait peut-être envie de presser un peu le pas. Pour juger sainement cette méthode, pour apprécier ses résultats, pour en tirer bon profit, il faut l'accepter franchement et se laisser aller soi-même à la pente que suit l'auteur. Qui sait si sous cette prétendue négligence de tout moyen d'effet

ne se cache pas un art plus raffiné qu'on ne pense? Ce rôle de narrateur impassible donne lieu, quand par moments on l'abandonne, à de saisissants contrastes, et c'est ainsi que, dans plus d'un passage, sans avoir l'air de le chercher, ni presque de le vouloir, sans l'ombre de prétentions ni d'efforts, l'historien s'élève à l'éloquence la plus vraie, par cela seul que momentanément il n'impose plus silence à ses propres sentiments et laisse échapper une explosion de blâme, de douleur ou d'indignation.

Nous n'avons pas dessein de faire ici l'analyse des deux premiers volumes que nous avons sous les yeux. Les faits, les événements principaux qu'ils contiennent, tout le monde les connaît. Après un coup d'œil général jeté sur l'assemblée législative, l'auteur entre en matière par un récit détaillé du 20 juin, du 10 août, des massacres de septembre. Viennent ensuite les débuts tumultueux de la convention, les naissantes fureurs de la montagne et de la gironde, le procès, son instruction, ses longues péripéties, enfin, après la mort du roi, les déchirements de l'assemblée, la lutte à mort des deux partis, et les préludes de ce 31 mai préparé et mis en œuvre, comme le 20 juin, comme le 10 août, comme le 2 septembre, par l'émeute organisée. Là s'arrêtent les deux premiers volumes. C'est la première phase de la vie de la convention. La seconde commence avec le 31 mai et le 2 juin et dure autant que la terreur; puis après ces quatorze mois d'agonie survient une troisième et dernière phase, qui prend naissance au 9 thermidor et se prolonge pendant quinze mois environ, époque de relâche plutôt que de réaction, où l'esprit révolutionnaire ne perd pas encore un pouce de terrain, mais où du moins la société

respire et se sent hors des mains qui la noyaient dans le sang.

De ces trois grandes phases, la première, celle qui remplit ces deux premiers volumes, est à elle seule toute une histoire. C'est une action complète, un sujet plus grandiose que tous les poèmes, plus attachant que tous les drames : c'est la chute de la royauté et la ruine de ses destructeurs, les girondins.

Pour rajeunir ce texte si connu, qu'a fait M. de Barante ? Il a laissé parler les faits sans ménagements, sans complaisance. Impartial envers tout le monde, il ne fait pas le procès aux Girondins, mais il met sous nos yeux tous leurs actes, toutes leurs paroles. Ce n'est pas sa faute s'il en résulte une impression sévère, disons mieux, accablante pour leur mémoire. Ceux-là seuls s'en étonneront qui n'ont jamais regardé de près les hommes de ce parti, et qui ont accepté sur parole l'indulgence et l'admiration traditionnelles dont ils sont depuis si longtemps en paisible possession.

D'où est venue cette indulgence ? D'abord, de la haine implacable que tous nos démagogues, tous nos purs jacobins n'ont cessé de vouer depuis soixante ans à leurs anciens rivaux. Le public s'est dit : « Ceux contre qui mes ennemis conservent de telles rancunes étaient sans doute mes amis, » et, sans y regarder davantage, il a pris sous sa protection les girondins. D'un autre côté, on s'est accoutumé, grâce à l'esprit dramatique dans lequel presque toutes nos histoires sont conçues, à ne se représenter les girondins que sur leur dernier théâtre, la convention. Là, leur conduite, sans être irréprochable, rachète au moins, par des élans de

courage, de trop fréquentes lâchetés. En les voyant opprimés et vaincus, on oublie qu'ils eurent le double tort d'être oppresseurs sans savoir être victorieux. Pour qui ne les voit qu'à la convention, on conçoit l'indulgence, on conçoit presque l'admiration. Dès le premier jour, nous les trouvons aux prises avec la horde impie qui a juré guerre à mort à la société; ils osent lui tenir tête, ils la provoquent avec trop d'ostentation peut-être, mais non sans audace et sans cœur. Ces scènes à effet, Louvet accusant Robespierre, Vergniaud dénonçant les assassins de septembre, voilà ce qui nous reste dans la mémoire, ce qui s'associe dans notre esprit au nom des girondins. Il est vrai que nous rougissons pour eux lorsque vient le fatal procès, lorsque leur bouche laisse échapper cette sentence qu'une heure auparavant ils proclamaient odieuse et criminelle, lorsqu'ils n'osent pas même imiter l'énergie des plus obscurs membres de la plaine, lorsque après avoir laissé tomber la tête du monarque, ils s'imaginent sauver la leur en se montrant contre les malheureux débris de l'ancienne société plus violents, plus soupçonneux, plus tyranniques que les montagnards eux-mêmes, et en inventant enfin ce tribunal révolutionnaire dont ils devaient être les premières victimes. Mais, à côté de ces fautes honteuses, dégradantes, leur parole reste noble et sonore, elle retentit à nos oreilles, et, comme dans la lutte qu'ils soutiennent ils ont affaire à des monstres, nous nous passionnons pour eux malgré nous, nous oublions ce qu'ils ont fait pour n'écouter que ce qu'ils disent, nous les prenons pour ce qu'ils se donnent, pour les défenseurs des lois et de la morale, les soutiens de la société, les interprètes de la conscience publique.

Mais l'histoire, l'inflexible histoire, ne se laisse pas abuser ainsi : elle retourne le feuillet, et nous met le doigt sur la page oubliée. Sans doute, il est beau d'entrer à la convention pour lancer l'anathème contre les assassins des malheureux prisonniers de la Force et de l'Abbaye, contre leurs instigateurs et leurs complices ; mais remontons seulement quelques jours en arrière : que disaient-ils, ces tribuns, la veille du 2 septembre ? que disaient-ils le lendemain ? leurs lèvres n'étaient-elles pas glacées ? ou, si par hasard elles se sont ouvertes, qui voudrait nous répondre qu'il n'en soit sorti aucun mot d'approbation ou même d'encouragement pour cette façon de faire peur aux aristocrates et aux amis de la royauté ? Le matin du 3 septembre, Louvet, dans sa *Sentinelle*, ne parlait-il pas avec excuse de ce qui s'était fait la veille ? et si dans la journée une édition nouvelle exprimait quelque blâme, d'où venait ce changement ? pourquoi ce qui semblait pardonnable le matin devenait-il tout à coup criminel ? N'était-ce pas, on a honte de le dire, parce que les témoins muets du crime commençaient à s'apercevoir qu'ils pouvaient en être atteints ? parce qu'on venait d'apprendre que la commune poussait l'audace jusqu'à décerner un mandat contre Roland lui-même, contre le ministre de l'intérieur, contre le collègue de Danton, le chef du massacre ?

Jusque-là, M. de Barante nous le dit, et les témoignages contemporains les plus irrécusables l'y autorisent, ils semblaient résignés à laisser couler le sang. Comment expliquer autrement leur attitude dans l'assemblée ? comment, sans leur tacite approbation, cette législative, où leur parole était souveraine et qui spontanément s'était mise en perma-

nence, aurait-elle laissé les égorgeurs continuer tranquillement leur besogne? Qu'ont-ils dit, qu'ont-ils fait, qu'ont-ils proposé pour arrêter cette infâme boucherie? N'ont-ils pas toléré que Dussault, envoyé aux prisons pour rendre compte des événements, se bornât à répondre qu'arrivé à la nuit tombante, les ténèbres ne lui avaient pas permis de voir ce qui se passait? Et ils l'ont laissé dire! et ils s'en sont tenus là! et ils n'ont pas trouvé un seul de ces pathétiques accents qui s'échappaient si bien de leurs poitrines vingt jours plus tard, lorsqu'il ne s'agissait plus seulement de la cause de l'humanité et de l'honneur de la France, mais de leur propre cause et de leur propre salut! De deux choses l'une, ou l'invention de Danton leur a semblé, comme à lui, un forfait nécessaire, une mesure de salut public, ou dès l'abord elle leur a fait horreur. Dans le premier cas leur silence est une complicité, dans le second une indigne faiblesse : ils ne peuvent échapper à cette alternative.

Mais comment n'auraient-ils pas toléré le 2 septembre? ils avaient fait le 10 août. Le 10 août, voilà l'œuvre des girondins : ils l'ont conçu, médité, préparé, organisé, lorsque Robespierre et les cordeliers eux-mêmes n'en concevaient encore l'idée que dans un lointain avenir. Humilier la royauté sans l'abolir, la faire capituler, se délivrer par la déchéance et du monarque et de la cour, se donner un roi mineur, veiller à son éducation, lui choisir son précepteur, lui nommer un régent, s'emparer sous son nom du gouvernement et des affaires, tel était le 10 août de leurs rêves. C'est à cette catastrophe à leur usage qu'ils ont travaillé nuit et jour, usant tout ce que Dieu leur avait donné, aux uns d'activité, d'ardeur et de génie d'intrigue, aux autres

de facultés oratoires. Ils se sont rués sur ce but impossible avec une infatuation et un aveuglement auxquels les hommes de parti sont fatalement condamnés chaque fois qu'ils n'écoutent que leur amour-propre blessé et leur fureur ambitieuse.

Le 20 juin lui-même ne leur a pas ouvert les yeux ! Ils n'ont pas vu qu'une fois déchaînée, une fois lancée sur les Tuileries, cette multitude ne les écoutait plus ; que rêver une insurrection sainte, docile, obéissante, s'arrêtant au sifflet de ses chefs comme l'équipage d'un navire, c'était de toutes les chimères la plus folle et la plus périlleuse. Même après cet avertissement sinistre, n'ont-ils pas continué, comme des joueurs incorrigibles, leur lutte acharnée contre cette royauté qu'ils ne voulaient pas détruire ? De quelles armes déloyales ne l'ont-ils pas frappée ? quelles haines, quelles défiances n'ont-ils pas semées contre elle ? A quelles calomnies n'ont-ils pas fait écho ?

Puis, quand le feu qu'ils attisaient a jeté de lugubres lueurs, quand ils ont vu que l'incendie gagnait et qu'ils n'en étaient plus maîtres, un rayon de sagesse et de prévoyance est-il venu les éclairer ? ont-ils renoncé à leurs projets ? Non : une chimère nouvelle a ranimé leur folie. Ils ont cru qu'avec une troupe à leurs ordres ils domineraient Paris, que la populace des faubourgs serait souple et accommodante, pourvu que du fond de la Provence on leur expédiât un millier d'hommes armés. Ce ramas, cette écume de la population marseillaise devait être pour eux un bataillon sacré qui gouvernerait l'émeute et la conduirait juste à oint. Après bien des efforts, après un mois d'attente, ils arrivèrent, ces Marseillais, ils entrèrent dans Paris. Une

heure après ils n'étaient plus à la Gironde. Il avait suffi à Danton et à ses cordeliers de quelques accolades, de quelques verres de vin pour escamoter le bataillon sacré.

Alors le 10 août éclate, le véritable 10 août et non celui des girondins. La royauté s'écroule, ils la laissent tomber, et tous leurs beaux plans avec elle. Non-seulement ils ne tentent rien pour sauver ce semblant de trône qu'ils espéraient se ménager, mais sous peine d'être eux-mêmes engloutis sous ses ruines, il faut qu'ils aident à le démolir. Ils crient victoire avec les vainqueurs, de peur de passer pour vaincus. D'agresseurs qu'ils étaient, les voilà sur la défensive; qu'un mot de doute ou de regret leur échappe, ils sont perdus; ils ne peuvent même pas se taire, il leur faut tout approuver, tout sanctionner, tout laisser faire, tout, même le 2 septembre!

Eh bien! nous le demandons, suffit-il de quelques harangues, de quelques élans de sentiment et de rhétorique pour se laver de tels méfaits? A qui le pays doit-il s'en prendre de cette longue série de maux et de désastres que la chute de la royauté a fait fondre sur lui, si ce n'est à ceux qui ont préparé cette chute, qui s'en sont faits les promoteurs, les instruments? Qu'importe que la pire de ces calamités, la république, ne fût pas dans leur programme, si elle devait fatalement sortir de leurs actes? Leur seule excuse est l'inexpérience. Eux du moins, ils ont pu dire qu'une telle catastrophe leur avait semblé impossible, qu'elle était sans exemple, que la majorité, même à Paris, ne voulait que le maintien de la royauté et de la constitution, qu'il était insensé d'admettre qu'une tourbe de bandits fit la loi à tout le royaume et fût plus forte que la ma-

jorité de la capitale et de l'assemblée; ils ont pu dire, comme Pétion et Buzot, « qu'avant le 10 août, il n'y avait que cinq hommes en France qui voulussent la république, et que jamais la nation ne serait républicaine, si ce n'est à coups de guillotine. » Ces excuses, si faibles qu'elles soient, on pouvait les donner alors; mais que dirait l'histoire, si d'autres girondins, plus d'un demi-siècle après, en pleine connaissance de cause, dans un temps sans fièvre ni délire, l'exemple de leurs devanciers sous les yeux, avaient recommencé le même jeu, avec les mêmes espérances; avec les mêmes illusions, et si, par leur aveuglement, nous avions vu tomber cette autre royauté, qu'eux aussi ils ne voulaient que faire capituler? C'est là un point que l'avenir éclaircira. Nous ne voulons pas toucher à ces questions brûlantes; mais on ne peut lire les récits du 10 août sans croire assister encore à notre récente catastrophe, et sans se sentir le cœur serré de l'apparente ressemblance entre les deux conduites et les deux événements. Les enseignements de l'expérience seront-ils donc éternellement stériles? Est-il donc dit qu'à côté des hommes qui détruisent sciemment les gouvernements, il s'en trouvera toujours qui les renversent sans le vouloir, à la fois dupes et complices de ces masses brutales qu'ils déchainent, qu'ils aiguillonnent, et qu'ils ont l'inepte prétention d'arrêter et de contenir à leur heure et à leur volonté?

Mais ne parlons pour aujourd'hui que des girondins de 1792; aussi bien ne sommes-nous pas au bout de cet examen de conscience que l'histoire leur impose et dont nous ne pouvons les tenir quittes.

On nous dira, pour leur défense, que le 10 août et même

le 20 juin ne sont pas uniquement leur ouvrage; que, s'ils ont eu le malheur de ne pas voir l'abîme, s'ils s'y sont précipités en y entraînant leur pays, ils ont eux-mêmes été poussés et n'ont cédé qu'à un entraînement dont la violence irrésistible ne saurait plus être comprise aujourd'hui. Admettons que cela soit vrai; atténuons tant qu'on voudra la part qui leur revient dans ces fatales journées : il est une autre responsabilité non moins pesante, qui, quoi qu'on fasse, ne peut retomber que sur eux. C'est à eux, c'est par leur instigation, c'est pour obéir à leurs injonctions incessantes que la guerre a été déclarée à l'Europe. Sans doute on peut nous dire aussi que la guerre alors était dans l'air, comme une maladie contagieuse. Personne n'avait le bon sens et le courage de la combattre, personne n'en comprenait les véritables dangers; mais si les girondins ne s'en étaient point épris, s'ils n'en avaient pas fait le but de leurs efforts, le thème favori de leur éloquence, leur grand moyen de popularité; si Brissot, leur pourvoyeur d'idées politiques, ne leur avait pas persuadé que la guerre était le levier qui leur livrerait définitivement le pouvoir en détruisant l'influence de la cour, peut-être eût-il été possible d'ajourner, tout au moins de quelques mois encore, la fatale déclaration du 20 avril 1792, et qui sait ce que cet atermoiement pouvait produire de combinaisons nouvelles; ce que six mois de paix seulement pouvaient changer dans la marche des choses? En temps de révolution, il ne manque jamais de gens qui croient la guerre nécessaire et qui l'appellent à grands cris. Indépendamment des utopistes et des intrigants, deux races d'hommes pour qui la guerre a cet avantage, qu'elle jette le gouvernement hors des voies régulières et le lance dans

les hasards, dans l'imprévu, une foule d'honnêtes esprits la désirent et la conseillent comme un dérivatif aux dangers qu'ils redoutent ou qu'ils subissent à l'intérieur. Étrange moyen de guérison, qui consiste non pas à déplacer son mal, mais à s'en donner un de plus ! C'est là le grand écueil des époques révolutionnaires. Si malade que soit un pays, il est bon de l'avertir que de toutes ses plaies la guerre sera toujours la pire, car elle rend toutes les autres incurables. Heureuse, elle exalte la passion révolutionnaire et la pousse aux extravagances ; malheureuse, elle fait crier à la trahison et sert de prétexte aux plus atroces cruautés. Dans tous les cas, elle est ou elle devient un instrument de tyrannie qui finit par tomber nécessairement dans la main du parti le plus violent et le plus audacieux.

Si ces rhéteurs de la Gironde avaient eu l'ombre de prévoyance et d'esprit politique, au lieu de s'acharner à jeter bas cette cour qui tombait de vétusté, ils se seraient construit une digue contre le flot jacobin qui montait derrière eux. Ils auraient compris que la guerre allait rendre toute digue impossible, que le mouvement démagogique soulevé par elle ne rencontrerait plus de frein, que tout serait culbuté, renversé, anéanti, et que, faute d'avoir résisté quand il en était temps, ils n'auraient plus autre chose à faire qu'à courber la tête et à périr. Mais non, ils n'ont rien prévu, rien compris ; ils ont voulu la guerre, ils y ont entraîné l'assemblée, ils l'ont imposée au roi, froidement, sans y être poussés eux-mêmes, par pur esprit de parti, par calcul d'ambition ; ce fléau d'où devaient sortir tant de crimes, cette cause indirecte, mais trop réelle, du 10 août et du 2 septembre, ils l'ont

fait éclore avant terme : c'est là, encore un coup, une responsabilité qu'ils ne partagent avec personne, pas même avec Robespierre, puisque, pendant qu'ils demandaient la guerre à la tribune de l'assemblée, Robespierre, non moins imprévoyant, non moins malavisé qu'eux-mêmes, la repoussait à la tribune des Jacobins.

S'il était nécessaire de démontrer une fois de plus combien est fausse et superficielle la théorie du fatalisme historique, et à quel point les peuples, comme les individus, sont, quant ils le veulent bien, maîtres de leur destinée, nous n'aurions qu'à comparer deux époques de notre histoire où cette question de paix et de guerre a été agitée avec une ardeur au moins égale, et résolue dans deux sens différents. Il y a trente ans, à l'origine du gouvernement de juillet, rappelons-nous quelle surexcitation guerrière s'était emparée des esprits, combien, même chez les plus modérés et les plus timides, s'était enracinée la croyance qu'il faudrait, quoi qu'on fît, en venir aux mains avec l'Europe. Tout en déplorant cette extrémité, on s'y laissait aller, on semblait s'y résigner comme à un arrêt de la Providence. En 1792, au contraire, bien que l'exaltation patriotique fût plus bouillante et le sentiment de la défense nationale plus ardent, plus impétueux, la croyance à la nécessité de la guerre était moins vive, moins généralement répandue. Pour bien des gens, les projets d'agression qu'on prêtait aux puissances étaient au moins problématiques, et comme, excepté Dumouriez et quelques fils de fortune, personne parmi nous ne songeait alors aux conquêtes et ne parlait d'attaquer, la guerre pouvait très-bien ne pas éclater de si tôt. Les

fougueux révolutionnaires, comme on vient de le voir, ne la demandaient pas tous, tandis que tous la voulaient en 1831. Il est donc permis de croire que si les girondins, alors maîtres des affaires, se fussent donné pour faire durer la paix la moitié seulement de la peine qu'ils ont prise pour faire déclarer la guerre, ils auraient aisément réussi; en 1831, au contraire, rien ne semblait plus hasardeux, plus incertain, plus difficile que de prévenir une collision.

Elle n'a point eu lieu pourtant. Ce sera l'éternel honneur de Casimir Périer et de ceux qui ont soutenu sa politique. Ils ont secondé une haute sagesse qui ne pouvait agir seule; ils ont osé l'aider à fonder sur la paix l'œuvre de ces dix-huit années que la France regrettera longtemps et qui grandiront encore dans l'histoire. Certes, à ne voir que l'apparence, on pouvait croire alors à un entraînement fatal, irrésistible, à un de ces mouvements d'opinion contre lesquels aucune puissance humaine ne peut lutter. Eh bien! il a suffi d'un homme, d'un homme résolu, d'un dévouement énergique, pour triompher de cette soi-disant fatalité, pour épargner à 1831 une désastreuse parodie de 1792.

Ce n'est pas après coup, dans de tardives imprécations, dans de théâtrales harangues, qu'il faut faire acte de résistance; c'est sur le fait, avant l'heure décisive, c'est en payant de sa personne, en tenant tête dès le principe aux passions qu'on veut contenir, aux erreurs qu'on veut redresser. De ces deux sortes de résistance, les girondins n'ont connu que la première; M. Périer nous a prouvé qu'on pouvait pratiquer la seconde. Mais aussi M. Périer

avait l'esprit le moins girondin qui fût au monde; il avait l'esprit de gouvernement, c'est-à-dire l'horreur des phrases et le goût de la responsabilité. Ce qui caractérise les girondins au contraire, c'est avant tout l'amour des phrases, l'ambition oratoire, le goût de la fausse rhétorique comme de la fausse popularité. Aussi, même dans des circonstances moins formidables, jamais ils n'auraient été que de pauvres politiques. La faute n'en est pas toute à eux : ils étaient fils du dix-huitième siècle et du dix-huitième siècle vieillissant, élèves non pas même de Voltaire, qui du moins leur eût appris à être simples, mais de Rousseau et de cette école qui s'imagine avoir régénéré l'espèce humaine en remplaçant la morale par le sentiment et la foi par la déclamation. Nourris d'un tel lait, à quoi leur pouvaient servir les rares facultés que quelques-uns d'entre eux avaient reçues du ciel? A déclamer un peu mieux que les autres, partant à être encore plus vides, plus sonores, plus dénués de sens pratique et de raison.

Aussi, pour trouver dans ce parti des hommes d'une sérieuse valeur, il faut descendre aux rangs secondaires. Là, parmi des esprits modestes mais solides, se trouvaient quelques cœurs fermes et bien trempés; mais, à vrai dire, ce n'étaient pas des girondins, car dans le procès, par exemple, ils ont presque tous écouté leur conscience et voté courageusement, simplement. Nous en pourrions même citer qui, dans de périlleuses missions, ont fait preuve d'une héroïque énergie, et engagé sans éclat, sans charlatanisme, non pas en parole, mais en actions, leur responsabilité vis-à-vis de la horde démagogique. Les chefs, au contraire, les beaux diseurs, ceux qui ont fait

tant de bruit, se sont presque toujours dispensés de ces vertus. On eût dit que, payant leur contingent en paroles, ils se tenaient pour quittes de tout le reste.

Nous ne croyons pas que M. de Barante les ait trop sévèrement traités. Il les excuse assez souvent, les loue même quelquefois; mais toujours, et nous l'en remercions, il les donne pour ce qu'ils sont, pour un parti d'imprévoyants et de déclamateurs. Ce n'est que par une méprise, dont profite encore leur mémoire, qu'on s'est si bien accoutumé à leur faire la part plus belle. Cette méprise consiste à les considérer comme des hommes de résistance, tandis qu'ils n'ont jamais été que des révolutionnaires, rien que des révolutionnaires. Barnave et ses amis, lancés comme eux en pleine révolution, se sont aperçus tout à coup qu'ils ne démolissaient pas seulement l'ancien régime, mais la société; ils ont courageusement confessé leur erreur; ils n'ont pas craint de s'opposer au torrent qu'eux-mêmes ils avaient soulevé. Aussi, quelque tardive qu'ait été leur conversion, ils peuvent être comptés pour des hommes de résistance. Quant aux Girondins, jamais ils n'ont mérité cet honneur. Ils ont eu beau voir le péril, l'idée de le conjurer ne leur est jamais venue. Jamais ils n'ont voulu dire ce *mea culpa* qui, chez l'homme politique, n'est pas un acte de contrition, mais une preuve d'énergie, et qui ne rachète pas seulement les erreurs de son passé, mais lui donne dans l'avenir une force nouvelle. Ils sont morts, ils ont voulu mourir comme ils avaient vécu, en héros de théâtre, et n'ont cherché dans leur dernière heure que ce qu'ils avaient en ce monde considéré comme le bien suprême, un succès de tribune.

Aussi leur mort, dont on leur tient si grand compte, ne saurait, selon nous, obtenir grâce pour leur vie. Comment les absoudrait-elle? Tout le monde, dans ces jours de désespoir, dans ces jours sans lendemain, ne quittait-il pas la vie sans effort? Jeunes et vieux, et jusqu'aux plus faibles femmes, tous ne savaient-ils pas mourir? Et ceux-là ne mouraient-ils pas le mieux, qui mouraient sans chanter, sans vaine fanfaronnade? La patrie n'a aucun besoin qu'en marchant à l'échafaud on se vante de mourir pour elle; cela n'est bon qu'à faire des couplets. La patrie veut qu'on la serve en résistant à ses ennemis : si par malheur on succombe, c'est vraiment pour elle qu'on est mort; on a droit à ses regrets, souvent même à ses couronnes; mais ceux qui, après l'avoir mal servie, n'ont pas même osé la défendre en se défendant eux-mêmes, ceux qui n'ont eu d'autre courage que de tendre la gorge au couteau, la patrie ne leur doit rien : ils peuvent se poser en martyrs, la palme ne descendra pas du ciel.

Ce sont là des vérités bonnes à dire, surtout dans ce pays de France où l'esprit girondin court les rues. Il faut proclamer bien haut, bien franchement ce que vaut cet esprit et où il mène, ce qu'un peuple gagne à se payer de mots, à se complaire dans cette politique déclamatoire qui tantôt veut la fin sans les moyens, tantôt les moyens sans la fin. Personne encore ne l'avait dit aussi nettement que M. de Barante. Bien qu'il se tienne constamment dans une extrême mesure, parlant plutôt en spectateur qu'en juge, son opinion n'est jamais équivoque, jamais il n'hésite à dire ce qu'il sait, ce qu'il croit vrai : il ne jette un voile sur rien, ne laisse rien dans l'ombre : aussi

quiconque a lu ces deux volumes sait définitivement à quoi s'en tenir sur la Gironde et sur sa politique. C'est là un grand service rendu; c'est par là que ce livre, outre sa valeur littéraire, est encore une excellente action.

M. de Barante n'est pourtant qu'au début de sa tâche; ces deux volumes ne sont qu'un préambule. Il faut qu'il nous montre la convention dans ses deux autres phases. Là nous serons en face de moins grandes catastrophes, le drame sera moins noble, moins attachant, moins pathétique; mais l'auteur sera au vif de son sujet, il entrera dans un plus vaste champ de recherches, il aura plus de révélations à faire, plus d'aperçus nouveaux à présenter, soit en parlant des monotones atrocités du comité de salut public, soit à propos des impuissants efforts de gouvernement et d'organisation tentés après thermidor. C'est l'histoire de la convention qu'il veut faire; il faut donc qu'il ait traversé et sa période sanglante et sa période soi-disant modératrice, pour être en droit de résoudre cette question, l'idée première de son livre : Qu'est-ce que la convention?... et pour nous dire s'il serait vrai qu'au prix de tant de violences, de tant de souillures, de tant d'iniquités, cette assemblée eût rendu un seul service à la France.

Lui devons-nous, comme on s'obstine à lui en faire honneur, le premier des biens pour un peuple, l'intégrité de notre territoire? Nos armées se seraient-elles moins bravement battues sans ces absurdes commissaires qui leur prêchaient la révolte et l'indiscipline? Auraient-elles essuyé plus d'échecs, si de Paris on leur eût expédié moins

de phrases et plus de munitions? Ceux qui veulent nous persuader que le système de terreur appliqué à l'art militaire ait produit un seul de nos succès, et qu'un seul officier français ait senti croître son courage, ses talents, son inspiration à se voir ainsi placé entre la guillotine et la victoire, peuvent-ils nier que la direction confuse, aveugle, désordonnée, émanant de l'assemblée et de ses délégués, n'ait été une cause cent fois plus réelle, une cause permanente d'infériorité pour nos soldats, un obstacle, un ennemi de plus dont leur valeur a pu seule triompher? En un mot, peut-on sérieusement revendiquer pour la convention une autre gloire, dans nos campagnes défensives, que d'avoir, par l'horreur qu'elle inspirait à l'intérieur, fait courir à la frontière tout ce que le pays comptait alors d'hommes de bien, d'hommes de cœur? N'est-ce pas là, de l'aveu même de Carnot, le seul service qu'elle ait rendu à nos armes?

La guerre mise de côté, qu'a-t-elle fait, cette assemblée? qu'a-t-elle fondé? de quelles institutions nous a-t-elle enrichis? comment s'est-elle servie du pouvoir le plus absolu, le plus illimité que jamais despote ait possédé sur la terre? Soumise dès sa naissance à la tyrannique autorité de la commune de Paris, immobile et muette devant toute poignée d'hommes en guenilles ou de femmes ivres à qui il a plu de se ruer sur elle, a-t-elle, un seul jour, recouvré la libre disposition d'elle-même? Ne s'est-elle pas constamment mise à genoux devant l'émeute? Où trouver dans ses rangs ces hommes indomptables, ces génies dominateurs dont quelques fous vénèrent la mémoire? Toute la puissance de ces grands hommes ne s'est-elle pas bornée à faire monter

sur l'échafaud un certain nombre de leurs collègues, à rester vainqueurs pendant quelques semaines, à combler une certaine mesure de crimes, puis à monter à leur tour sur l'échafaud? Ce sont là les bienfaits qu'on signale aux regrets et aux bénédictions de la France!

S'il est clair et facile de prouver que cette assemblée ne nous a rendu aucun genre de service, il est plus difficile de dire exactement ce qu'elle a été. Où est l'unité d'une telle histoire? Quand on prononce ce mot convention, de quoi veut-on parler? Est-ce de l'assemblée où siégèrent les girondins? où bien faut-il attendre qu'ils en aient disparu pour que la convention, aux yeux de ses admirateurs, devienne la vraie, la grande convention? Mais alors nous poserons la même question chaque fois que le fatal tombeau aura fait un nouveau vide sur ses bancs. La convention, est-ce l'assemblée à qui Danton commande, ou bien celle où trône Robespierre, ou bien celle qui se soumet à Tallien? Ne sont-ce pas là autant de conventions différentes, puisque la majorité, à mesure qu'elle se décime et se dévore, se modifie et se transforme? Il n'y a qu'une chose qui ne varie pas, l'obéissance de ceux qui restent, l'abaissement des caractères, l'oubli de toute résistance et de toute liberté.

M. de Barante nous dit, dans sa préface, que sans la révolution de février son livre n'aurait pas vu le jour. Nous le comprenons. Quel que fût le talent et l'autorité de l'auteur, une histoire vraie de la convention, un tableau fidèle et complet de la république, courait le risque, avant 1848, d'être reçu par le public, comme un tissu d'invéraisemblances, comme un roman. Le public était sous

le charme des paradoxes historiques; on lui en avait tant servi depuis vingt ans! on lui avait fait de tels portraits des hommes de 1793, on les lui avait drapés de telle façon, que jamais il n'eût voulu les reconnaître à visage découvert et dans leurs vrais habits. Toute controverse à ce sujet lui eût semblé oiseuse et fatigante comme une querelle de droit canon. Il avait son parti pris; il était résolu à ne croire que ce qui ne troublait pas son repos, ne voulait qu'être amusé, n'écoutait que ses flatteurs, et s'endormait dans sa confiance, convaincu que le volcan qui avait englouti nos pères était à jamais éteint. « Maintenant, ajoute M. de Barante, ce qu'il a vu, ce qu'il a souffert, ce qu'il redoute, l'a préparé peut-être à bien accueillir la vérité. » Assurément ce serait jouer de malheur, si ce livre aujourd'hui trouvait des incrédules. Que nous manque-t-il pour ajouter foi aux plus monstrueux égarements, aux plus délirantes violences de l'esprit révolutionnaire? N'avons-nous pas vu de nos yeux, entendu de nos oreilles tout ce qu'aux plus mauvais jours de la convention les carrefours de Paris ont vu et entendu? Est-il une des doctrines, un des sophismes, un des mensonges employés il y a soixante ans pour couvrir le pays de meurtres et de crimes, dont on nous ait fait grâce? Le sang aussi n'a-t-il pas coulé à flots dans la cité, non plus, il est vrai, à coups d'assassinats juridiques, mais dans d'odieux combats? Et si maintenant nous passons de l'horrible au ridicule, est-il une folie qu'on ne nous ait rendue vraisemblable? Qui pourrait, par exemple, après nos parades de l'hôtel de ville, s'étonner que les blanchisseuses de Paris soient venues demander à la convention la peine de mort contre

les marchands de savon, et qu'elles aient été admises aux honneurs de la séance?

M. de Barante a raison, on est payé pour tout croire, pour tout admettre depuis février : au lieu d'un public indocile, sceptique à ses récits, il en trouve un qui sort d'apprentissage et qui n'a ni le droit, ni l'envie de le chicaner sur rien. On le lira donc, et même on le croira : personne ne l'accusera d'avoir exagéré; on sera convaincu de l'exactitude de ses récits, de la fidélité de ses tableaux; mais profitera-t-on de ses leçons? C'est autre chose, et sur ce point nous ne voudrions rien garantir. M. de Barante n'en désespère pas : il jette sur l'avenir un regard confiant, et pourtant il ne nous croit pas guéris, tant s'en faut; il ne sait même pas quand nous serons en voie de guérison, mais nous lui semblons mieux en état de lutter contre le mal que ne l'étaient nos pères en 1792. Sans doute, il y a dans le parallèle qu'il établit entre le temps où nous sommes et l'époque dont il écrit l'histoire quelque chose de rassurant : nous ne contestons aucune des dissemblances heureuses qu'il fait ressortir en notre faveur; nous reconnaissons que depuis cinquante ans la France est bien changée, qu'elle s'est habituée aux douceurs de la paix intérieure, aux avantages d'une administration régulière, qu'il lui devient presque impossible de se passer d'un gouvernement observateur des lois, protecteur des intérêts, qu'elle aime l'ordre, surtout lorsqu'elle craint de le perdre, et que, dès qu'il est menacé, elle se porte instinctivement du côté de ses défenseurs. Nous reconnaissons que l'armée, qui avait cessé d'exister après 89, et dont les débris épars et insubordonnés n'étaient plus d'aucun se-

cours à la société, est aujourd'hui nombreuse, aguerrie, disciplinée, dévouée à ses devoirs et décidée à repousser toute invasion de nos ennemis, aussi bien du dedans que du dehors. Tout cela est vrai : ce sont là de solides garanties, de puissantes sauvegardes; mais n'est-il pas vrai aussi que l'indifférence en matière politique, l'amour du bien-être à tout prix, l'égoïste laisser-aller qu'engendre le scepticisme, ont fait de tristes et de sérieux progrès? Si les révolutionnaires d'aujourd'hui ont encore plus d'audace en paroles que n'en avaient en action ceux d'il y a soixante ans, quel parti tirons-nous des avertissements qu'ils nous donnent? Que fait pour se défendre cette société qu'ils ont condamnée à mort? Elle s'endort au bruit de leurs menaces, elle se blase de leur cynisme. A force d'avoir eu peur, tout le monde se rassure. L'idée s'établit qu'après tout on peut, tant bien que mal, vivre en révolution, que c'est une façon d'être comme une autre; peu à peu on s'habitue, on prend goût au provisoire, on se contente de l'à peu près, on se confie au hasard, on s'accoutume à accepter le mal, à ne craindre que le pire, à n'avoir plus qu'un seul désir sérieux, qu'un seul besoin réel : le besoin de s'étourdir, le désir de se distraire.

Devant ces désolants symptômes, comment ne pas se demander si, même aujourd'hui, même après février, nous saurons lire dans ce livre et comprendre ses enseignements? Dieu veuille nous ouvrir les yeux! Dieu veuille que nous soyons moins sourds à cette voix de l'histoire qu'au bruit des armes qu'on forge contre nous! Nous avertir, nous donner l'éveil, c'est le seul but que poursuive l'auteur pour prix de ses laborieux efforts : espérons qu'il l'atteindra.

Puisse-t-il surtout, en achevant de peindre ces partis qui s'entre-déchirent au profit de leurs ennemis communs, nous apprendre à rester unis ! Le vrai, nous dirions presque le seul danger qui menace la société, ce sont les divisions des amis de l'ordre. Toutes ces faiblesses, toutes ces molles tendances qui nous effrayent, nous ne les redoutons plus, si une fois nous sommes assez sages pour ajourner à l'approche du péril nos querelles et nos rivalités. Point de découragement, point de sommeil, et surtout point de divisions : le salut est à ce prix.

(Octobre 1851.)

II

M. de Barante a terminé son œuvre. Lorsqu'il la commençait en 1851, l'histoire de la convention avait, il faut le dire, plus d'à-propos qu'aujourd'hui (1853). C'était un sujet de circonstance. Nous sortions de 1848, nous touchions à 1852 : on avait fait un 10 août, on nous promettait une terreur. Chacun avec anxiété cherchait dans nos fastes révolutionnaires le souvenir ou l'exemple, soit des excès qu'il avait vus la veille, soit des calamités qu'il attendait le lendemain. Tout cela, nous le reconnaissons, est déjà loin de nous ; mais parce que l'ouragan, dont tant de gens avaient peur, s'est évanoui avant de naître ; parce que le vent s'est élevé d'un autre point de l'horizon et nous a transportés tout d'un trait en brumaire sans passer par prairial, s'en-suit-il qu'une exacte peinture des misères et des crimes

que peut engendrer chez nous la fièvre démocratique soit désormais hors de saison ?

M. Barante ne l'a pas cru. Il a continué son œuvre comme si rien n'était changé, sans se détourner ni se ralentir, et maintenant sa tâche est remplie. Nous avons un récit véridique et complet de ces trois années formidables, la plus dure, la plus horrible épreuve qu'ait subie notre patrie. Un tel livre a beau ne pas répondre aux préoccupations du jour, il n'en est pas moins opportun et salutaire. C'est dans les temps de calme et de silence qu'il faut s'aguerir à la tempête. L'esprit démagogique n'est pas toujours menaçant, il a ses heures de lassitude, ses moments de défaillance ; mais se tient-il jamais pour battu ? est-il jamais plus à craindre que lorsqu'il paraît endormi ? Ce n'est donc pas un anachronisme que de méditer, même aujourd'hui, sur ces temps de sinistre mémoire, et de signaler à un pays où tout s'oublie si vite l'abîme constamment ouvert sous ses pas. Il y a des gens, nous le savons, qui fuient ces souvenirs, de peur de troubler leur repos. Il leur faut de moins sombres lectures. A quoi bon étudier des temps qui ne reviendront plus ? — Ils ne reviendront plus si vous êtes sur vos gardes, si les générations qui vous suivent ne s'engourdissent pas dans un oubli trompeur, si le danger leur apparaît et les tient en éveil. Il faut donc leur parler des maux que nos pères ont soufferts, leur en dire les vraies causes, les préparer d'avance à n'être dans l'occasion ni effrayées ni surprises. Voilà ce qui donne à l'œuvre de M. de Barante un éternel à-propos.

Pas plus aujourd'hui qu'il y a deux ans nous ne voulons analyser cette histoire, en suivre pas à pas les dates et les

faits, en réciter la table des matières : mais pour achever d'apprécier le plan, le but, la méthode de l'auteur, pour faire sentir l'esprit, le caractère général de son œuvre, est-il un moyen plus sûr que de le suivre dans son récit ? Parcourons donc ces quatre nouveaux volumes, essayons d'en signaler au moins les sommités et de nous orienter ainsi au travers des événements et des péripéties qu'ils renferment.

Le second volume s'arrêtait aux approches du 31 mai. Le troisième est consacré d'abord à reprendre et à raconter en détail les faits précurseurs de la crise. Triste récit où apparaît pour la dernière fois l'imprévoyante faiblesse des girondins ! Dans ces deux mois qui précèdent leur chute, ils préparent eux-mêmes tout ce qui doit la précipiter. C'est par eux que le tribunal révolutionnaire était né ; c'est encore d'eux que vient le comité de salut public. Ils font décréter la dictature, sans s'être au moins assurés qu'ils l'exerceront par eux-mêmes. La destinée de ces hommes de parole, qui avaient besoin de la liberté, qui l'invoquaient sans cesse, était d'être les premiers auteurs de toutes les lois qui l'étouffaient. Et pourtant que de leçons, que d'avertissements n'avaient-ils pas reçus ? Au moment où Isnard, pour échapper à une difficulté passagère, pour écarter les soupçons de complicité avec Dumouriez, demandait, au nom de ses amis, cette création nouvelle, ce comité d'exécution entre les mains duquel l'assemblée devait abdiquer, leurs ennemis n'avaient pas pris la peine de déguiser la portée du projet. Marat, de sa voix cynique, avait dit à l'assemblée : « Il faut qu'on sache bien ce que nous allons voter. C'est la violence, c'est le despotisme de la

liberté qu'il s'agit d'organiser pour écraser le despotisme des rois. » La franchise du commentaire souleva bien quelque objection : les girondins hésitèrent, mais n'en votèrent pas moins. Après avoir lancé l'assemblée, reculer n'était plus possible : le vote fut rendu. Ils venaient de doter leur patrie de l'instrument de tyrannie le plus puissant qui ait jamais existé.

Puis, quelques jours après, à quoi dépensent-ils leurs efforts? Qu'obtiennent-ils de l'assemblée à force d'éloquence? L'accusation de cet abject Marat. Satisfaction puérile! Ils lui ménagent un triomphe. Ce tribunal où ils l'envoient, ce tribunal dont l'invention leur appartient, ils l'ont laissé peupler de leurs plus fougueux ennemis. Marat absous, applaudi, couronné de fleurs, transporté sur les bras d'un cortège déguenillé, revient insolemment s'asseoir sur ces bancs qu'ils avaient cru purger de sa présence, et s'apprête à commander contre eux un plus sérieux ostracisme.

Malgré cette série d'impardonnables fautes, ils avaient alors pour eux, ne l'oublions pas, les vœux, les sympathies, les secrets encouragements des opprimés de tous les partis, c'est-à-dire de la France muette et tremblante, de la France, les jacobins exceptés. Plus les sans-culottes grandissaient en audace, en démente, en fureur, plus les girondins gagnaient en estime et en bonne renommée. La société dissoute et dispersée, sans courage et sans espoir, se tournait vers eux avec reconnaissance comme vers ses derniers défenseurs. « On oubliait, dit M. de Barante, le mal qu'ils avaient fait l'année précédente, l'encouragement qu'ils avaient donné à la faction qui les menaçait aujourd'hui, le 10 août qu'ils avaient suscité et dont

ils réclamaient la complicité, leur coopération empressée ou docile à toutes les mesures révolutionnaires, la mort du roi lâchement votée, tout leur passé si récent : on voyait en eux des sauveurs. » Dans les départemens, dans les villes surtout, à Bordeaux, à Lyon, à Marseille, on leur tressait des couronnes, on chantait leurs louanges, on leur envoyait des adresses et des députations. Ce mouvement des esprits, où ne se mêlait encore aucune pensée de royalisme ni de contre-révolution, avait gagné l'assemblée elle-même : la majorité, jusque-là flottante, se décidait de plus en plus pour la Gironde. Qu'on juge de la rage des jacobins ! Ils étaient avertis par leur vaste correspondance que partout ils perdaient du terrain. A Paris même l'influence allait leur échapper. Si une fois les modérés devenaient les plus forts, s'ils faisaient la constitution, s'ils composaient un gouvernement, c'en était fait de la puissance jacobine. Il n'y avait donc pas à balancer, il fallait un coup de force, un coup d'État, un nouveau 10 août ; il fallait traiter la convention comme on avait traité la monarchie. De là le 31 mai.

Cette journée était depuis six mois dans la pensée de Robespierre ; dès que l'urgence en fut comprise par le parti tout entier, vers la fin d'avril environ, le travail insurrectionnel commença. Il faut suivre dans le récit de M. de Barante les longs apprêts, les savants préliminaires de cette émeute. Ce sont des détails instructifs. Les traditions du 20 juin et du 10 août étaient encore toutes fraîches, on s'y conforma ponctuellement, selon l'usage des partis, qui copient à satiété les moyens qui leur ont une fois réussi. Il y avait lieu pourtant, en cette circonstance, à procéder plus

simplement. Tant de précautions et de conciliabules n'étaient pas nécessaires : on complotait à coup sûr. Que pouvaient les girondins ? Ils avaient contre eux la commune, le tribunal révolutionnaire, tous les agents de l'autorité publique ; ils ne pouvaient donner un ordre sans être désobéis. Dans le lieu même de leurs séances, les tribunes publiques vociféraient contre eux sans qu'ils eussent le pouvoir de chasser les perturbateurs. Il est vrai qu'au scrutin ils avaient la majorité, c'est-à-dire quelques voix de plus que leurs adversaires, voix timides, incertaines, toujours prêtes à les abandonner. Mieux eût valu quelques soldats : ils n'en avaient pas un. Les seules troupes qu'il y eût alors dans Paris étaient quelques milliers de volontaires recrutés dans les cabarets pour la guerre de Vendée, et soldés par la commune, qui les avait mis sous les ordres du septembriseur Henriot. Ainsi ceux contre qui tant de gens conspiraient n'étaient pas difficiles à vaincre. Ils n'avaient que des phrases pour lutter contre des bras, des piques, des canons, et leurs plus grands ennemis, c'étaient encore eux-mêmes, c'étaient leurs indécisions, leurs faiblesses, leur incroyable imprévoyance. S'ils avaient été d'autres hommes, ils auraient eu des défenseurs : une partie des sections se prononçaient pour eux sans oser se mettre en mouvement. En payant de leur personne, ils les auraient entraînées, et alors quel désarroi dans les rangs de l'insurrection ! La moindre démonstration de résistance eût dérangé tous les calculs. N'avait-on pas vu, dans la soirée du 26 mai, la société des jacobins éperdue, consternée à la seule nouvelle que la section de la butte des Moulins venait de prendre les armes pour l'assemblée ? L'idée qu'un modéré pût se battre

faisait sur ces buveurs de sang l'effet d'un coup de foudre ; la séance fut suspendue ; il fallut que Robespierre les gourmandât et leur prouvât que la nouvelle était fausse, sans cela ils ne l'auraient point écouté. Avis éternel à ceux qui ont affaire à la démagogie : elle n'avance que quand on recule ; dès qu'on marche en avant, elle fuit.

Danton, avec ce langage pittoresque et grossier dont il usait dans les couloirs et qui valait cent fois mieux que ses déclamations de tribune, dépeignait à merveille la situation des deux partis : « Je sais bien, disait-il, que nous sommes en minorité dans l'assemblée ; nous n'avons pour nous qu'un tas de gueux qui ne sont patriotes que quand ils sont soûls. Nous sommes un tas d'ignorants : Marat n'est qu'un aboyeur, Legendre n'est bon qu'à dépecer sa viande, les autres ne savent que voter par assis et levé. Nous sommes bien inférieurs en talents aux girondins ; mais si nous avions le dessous, ils nous feraient un crime des journées de septembre, de la mort de Capet et du 10 août, dont ils ont été d'accord. Il faut donc marcher sur eux : ce sont de beaux parleurs qui délibèrent et qui tâtonnent ; nous avons plus d'audace qu'eux, et la canaille est à nos ordres. »

C'était bien juger son monde. Tout se passa comme il l'avait prévu. Les beaux parleurs tâtonnèrent, et au dernier moment tentèrent un expédient qui hâta la catastrophe. Une commission extraordinaire de douze membres, placée momentanément au-dessus du comité de salut public lui-même, fut chargée de veiller à la défense de l'assemblée. Le scrutin y fit entrer douze girondins, avec mission de faire de la force, bien que la majorité, en les nommant, fût résolue d'avance à les abandonner si par hasard ils en fai-

saient. La commission renouvela la faute commise le mois précédent ; au lieu de casser la commune et d'éteindre hardiment ce foyer d'insurrection, elle fit arrêter un homme. Ce ne fut plus Marat, ce fut Hébert, le substitut de la commune, l'ignoble auteur du *Père Duchêne*. De ce moment, la populace eut un mot d'ordre plus commode et moins contestable que l'expulsion des députés de la droite ; elle demanda la liberté d'Hébert et la suppression de la commission des douze. A peine sa voix eut-elle grondé, que la pauvre commission, dans un abattement indicible, lâcha son prisonnier et offrit sa démission. C'était abdiquer devant l'émeute, arrêt de mort de tout pouvoir, quel qu'il soit. Le dénoûment devenait inévitable ; il fut aussi prompt qu'au 10 août. Les deux coups de main, comme les deux complots, étaient calqués l'un sur l'autre ; ce furent les mêmes rôles, presque les mêmes acteurs. Il y manqua pourtant le dévouement des Suisses, car personne ne se fit tuer cette fois. Pache, le nouveau maire, suivit dévotement la trace de son prédécesseur : il rassura la convention jusqu'au dernier moment, comme Pétion avait rassuré le roi. « Ce n'est rien, disait-il, quand le tocsin sonnait, quand le canon grondait, quand le Carrousel était envahi par Henriot et sa bande, ce n'est rien qu'une insurrection morale. » Pétion n'avait pas mieux dit ; mais cette fois Pétion était à la place du monarque : il allait, lui aussi, assister à cette débâcle. Et tout cela en moins d'une année ! Quelle leçon ! quel éclair dans cette nuit profonde ! quelle intervention manifeste de la divine justice !

Quand Dieu par plus d'effets montra-t-il son pouvoir ?

Mais les yeux ne devaient pas s'ouvrir, et la nuit n'en devint que plus profonde.

Si la lutte était encore possible avant le 31 mai, si les girondins, à leur poste, pouvaient risquer utilement leur vie, ils ne le pouvaient plus le lendemain. Les uns, et les plus notables, se soumirent au décret d'arrestation; d'autres, plus prudents, se cachèrent dans Paris; ceux qui s'échappèrent pour en appeler à la force firent vainement un essai de guerre civile. Non-seulement ils avaient porté à Évreux et à Caen ces faiblesses de caractère qui les avaient perdus à Paris, mais leur cause n'intéressait plus personne. Les mécontents de tous les partis qui les soutenaient la veille, lorsque le pouvoir était nominalemeut à eux, n'avaient aucune envie de se faire tuer pour le leur rendre. Autre chose est aider de ses vœux et même de ses efforts un gouvernement qu'on n'aime pas, afin d'en éviter un pire; autre chose en renverser un, si mauvais qu'il soit, sans savoir à qui profitera sa chute. On se contente d'un pis-aller quand on le tient, on ne se bat pas pour le conquérir. M. de Barante demande avec raison à qui pouvaient s'adresser les girondins proscrits? Aux amis de la monarchie? Ils se vantaient de l'avoir renversée. Aux parents des émigrés? Il n'était pas une loi de spoliation ou de sang qu'il n'eussent proposée ou votée. Aux familles religieuses? Ils tenaient à honneur d'avoir persécuté les prêtres. Ils n'avaient de soutiens naturels que les républicains modérés, parti peu nombreux même alors, habile à faire les affaires de la démagogie, incapable de jamais sauver ni sa cause ni ses amis. La révolte des girondins était donc chimérique. C'était encore de la déclamation. Au bout de quelques semaines, il ne

resta plus vestige de leur échauffourée. Lyon lui-même, qui seul avait vaillamment résisté, succomba dans sa lutte héroïque, et la montagne n'eut plus en face d'elle à l'intérieur d'autres ennemis que les paysans vendéens. Ceux-là étaient redoutables, parce qu'ils étaient des cœurs simples, obéissant à leurs croyances, et non des rhéteurs fourvoyés luttant pour leur ambition ; mais ces derniers champions de la foi croyaient à l'impossible, à la résurrection pure et simple de l'ancien régime, sans mélange ni transaction. De là leur enthousiasme et leurs victoires ; de là aussi leurs inévitables revers. Les Vendéens succombèrent comme avaient succombé les Lyonnais ; en moins de six mois, ils cessaient d'être redoutables aux vainqueurs du 31 mai.

Ces luttes locales, partielles, isolées, sans unité d'opinion ni de drapeau, et par conséquent impuissantes, avaient pourtant un résultat. Pour la première fois depuis quatre ans, la France venait de se débattre contre l'insurrection. Jusque-là l'insurrection avait été acceptée comme un juge souverain et sans appel, donnant à qui bon lui semblait le pouvoir. Roi, assemblée, magistrats, fonctionnaires, corps publics, simples citoyens, tout le monde s'était incliné devant la toute-puissance de l'insurrection. Pour la première fois, on venait de contester ses arrêts, audacieuse nouveauté que les vainqueurs ne pouvaient souffrir. Ils allaient essayer d'étouffer dans son germe cet esprit d'affranchissement ; ils allaient se fortifier dans la France vaincue et soumise comme dans une citadelle imprenable, au moyen d'un régime d'oppression et d'extermination systématique qu'aucun peuple civilisé n'avait encore subi. L'histoire conservait le souvenir de gouvernements violents et sangui-

naires qui avaient pratiqué la terreur : ce qu'elle n'avait jamais vu, c'était un gouvernement professant la théorie de la terreur, en faisant une institution et une arme légale pour assassiner de propos délibéré toute une partie du peuple soumis à sa domination. L'histoire parlait aussi de gouvernements révolutionnaires, c'est-à-dire nés du triomphe de la force, mais travaillant aussitôt à corriger ce vice originel et à s'assimiler aux anciens gouvernements; ce qui ne s'était jamais vu, c'était un gouvernement se proclamant lui-même révolutionnaire, se déclarant incompatible avec tous les pouvoirs existants, leur jetant à tous un défi, et se donnant la mission de perpétuer indéfiniment la tempête d'où lui-même était sorti.

Tel fut pourtant le programme des hommes que la défaite des girondins laissait maîtres de la France, programme qu'ils rédigèrent en décret solennel, et que la convention, décimée et muette, vota le 10 octobre. Entre le 31 mai et le 10 octobre, tant qu'il y avait eu sur un point quelconque du territoire une lutte plus ou moins énergique, une ombre de protestation, les vainqueurs avaient ajourné cette proclamation publique de leur système. La terreur et le gouvernement révolutionnaire existaient déjà de fait, ils n'avaient pas encore pris place au *Bulletin des lois*; le tribunal était en exercice, il n'osait pas encore s'affranchir d'un semblant de procédure; la guillotine se dressait quelquefois, elle ne fonctionnait pas tous les jours. Ce ne fut qu'après la prise de Lyon, après les premiers désastres des Vendéens que Robespierre et Saint-Just se crurent assez forts, assez sûrs du lendemain pour mettre pompeusement la terreur à l'ordre du jour.

De ce moment, l'histoire n'est plus qu'un nécrologe, et M. de Barante semble accomplir un devoir funèbre en continuant son récit. Il ne parle pourtant que des plus illustres condamnés, de ceux qui tombent les premiers dans ce massacre juridique ; mais la liste en est longue. En entrant dans de touchants détails sur les dernières heures de leurs vies, c'est presque une consolation qu'il nous donne : ainsi qu'il le dit lui-même : « Le courage et la noble contenance des victimes relèvent l'honneur national souillé par les bourreaux. »

Ce qui étonne, ce qui confond dans cet affreux régime, ce n'est pas son atrocité seulement, c'est sa durée. Le sac d'une ville, quelque désespérée qu'ait été la défense, quelque féroces que soient les vainqueurs, ne se prolonge pas au delà de quelques jours ; les bras se lassent de frapper ; la satiété, le dégoût, mettent fin au carnage : ici le carnage a duré dix mois, sans interruption, sans relâche, les bourreaux s'échauffant toujours à mesure que les têtes tombaient. Et vingt-cinq millions d'hommes ont assisté à ce spectacle, le cœur paralysé, les bras glacés par la peur. Paris, pendant ces dix mois, a vu chaque jour, aux mêmes heures, le fatal tombereau suivre les mêmes rues, toujours chargé de victimes humaines, et jamais un cri généreux n'est parti de la foule, jamais un noble effort n'a seulement été tenté ; que dis-je ? toujours il s'est trouvé des hommes, des femmes, des enfants pour jeter à ces malheureux des outrages et de la boue. Que faisaient donc les gens de bien ? Chacun ne songeait qu'à soi, ne connaissant plus en ce monde d'autre soin, d'autre devoir que d'éviter la mort. Pour se sauver, les uns déguisaient leur demeure, chargent

leurs cheminées de bustes de Marat, tapissent leurs murs de ses images, s'abonnent aux journaux sans-culottes; d'autres se déguisent eux-mêmes, endossent la carmagnole, s'en vont à la section, jurant comme des crocheteurs, opinant comme des jacobins et finissant leur journée par entonner le soir *la Marseillaise* à l'Opéra, car les théâtres étaient ouverts, et dans les journaux du temps vous lisez sur la même page les noms des condamnés mis à mort le matin et ceux des comédies qui se joueront le soir !

Quand on n'a pas vécu dans ces temps désastreux, on ne peut s'en faire une idée ; tant de crime et tant de lâcheté, notre esprit se refuse à y croire ! Et pourtant, si jamais Dieu nous condamnait à revoir de tels jours, serions-nous plus vaillants que nos pères ? Que de raisons d'en douter, — à commencer par cet égoïsme que les divisions des partis, leurs sottes rivalités, leur amour-propre invincible nous ont inoculé plus profondément que jamais ; puis aussi cette doctrine si bien enracinée chez nous, que, quel que soit le gouvernement qui s'empare de la France, les gens de bien lui doivent leurs services et ne peuvent abandonner leurs fonctions ! Admirable instrument de toutes les tyrannies ! Croit-on que la terreur, par exemple, se fût ainsi établie et perpétuée, si tous ceux qui dans la convention la maudissaient tout bas avaient eu dès le premier jour, dès le lendemain du 31 mai, le courage alors facile de résigner leur mandat, de laisser à la montagne seule la responsabilité de ses crimes ? Sans la sanction de leur présence, sans l'autorité d'une assemblée revêtue d'un caractère légal, c'est-à-dire en nombre suffisant pour voter, jamais les plus hardis montagnards, jamais surtout Robespierre, n'auraient seule-

ment conçu ce qu'ils ont osé. Tenter alors des élections était chose impossible : il leur fallait une assemblée, et ils n'avaient que celle-là. Les membres de la plaine et du marais, les débris de l'ancien côté droit étaient donc pour Robespierre des instruments indispensables ; c'est à ce titre qu'il les a non seulement sauvés de la guillotine, mais ménagés et caressés. Sans cet échange de bons offices, le salut de ces muets, de ces types du modérantisme, serait une énigme inexplicable. De telles complicités nous semblent plus honteuses que le crime lui-même. Les vrais coupables du sang versé ne sont pas seulement ceux qui l'ont répandu pour leur compte, francs scélérats qui dans leurs discours affectaient, professaient, outraient, s'il est possible, leur propre scélératesse ; ce sont ces hommes qui n'ont pas même osé fuir les bancs d'où leurs collègues venaient d'être arrachés, qui tous les matins sont venus s'y rasseoir, comme des automates, assidus, silencieux, se levant, s'asseyant dix fois, vingt fois par jour pour convertir en lois le vol ou l'assassinat : misérable métier qu'ils acceptaient pour vivre, comme l'un d'entre eux l'a depuis confessé !

A ce spectacle monotone et lugubre s'entre-mêlaient parfois des coups de théâtre imprévus. Le public étonné voyait passer sur la charrette les proscripteurs en guise de proscrits, et bien qu'après chacune de ces crises la persécution redoublât et le sang coulât à plus grands flots, il accueillait avec une joie secrète ces commencements de réparation et de justice ; sa patience s'en ranimait ; il en concluait que ses maux pouvaient enfin avoir un terme. Deux châtimens de ce genre occupent une place principale dans l'histoire de la terreur et sont comme le prélude d'un châtiment plus

solennel, du 9 thermidor. A quinze jours d'intervalle, les *hébertistes* d'un côté, les *dantonistes* de l'autre, sont frappés par le comité, c'est-à-dire par les trois hommes qui le dominent, Robespierre, Saint-Just et Couthon. Ces deux coups d'État sont des 31 mai en miniature, de même que le 31 mai lui-même n'est qu'un diminutif du 10 août. Les procédés se simplifient avec l'expérience : on ne convoque plus la canaille, on n'arme plus les sections; point de canon, point de tocsin; on fait tout simplement arrêter dans leur lit les hommes dont on veut se débarrasser, et Paris à son réveil apprend que le père Duchêne et ses ignobles compagnons, ces extravagants démoniaques, vont passer par la guillotine, que la commune est renversée, cette commune par qui fut fait le 31 mai, par qui sont au pouvoir ceux qui la déciment aujourd'hui. Le comité la détruit pour n'être pas détruit par elle, et Paris d'applaudir : il n'en est pas plus libre, mais c'est toujours des oppresseurs, des aboyeurs de moins!

Puis quinze jours après, le 2 avril, c'est le tour de Danton. Il est accusé, qui l'eût cru? de modération, de clémence. Il a pris en dégoût les massacres depuis qu'il ne les commande plus. Il s'est aperçu, un peu tard, qu'on ne fondait rien dans le sang; il voudrait modérer, régulariser le torrent que sa violence a déchainé; en un mot, il se fait girondin. Il rêve, il poursuit des chimères, comme ces beaux parleurs dont naguère il se moquait. Comme eux, au lieu d'agir, il délibère, il tâtonne : plus d'audace, plus de Danton. Une fois dans le cachot d'Hébert, il ne pèse pas plus que lui; sa mort étonne un peu plus, réjouit un peu moins, mais n'émeut pas davantage.

Après ce double coup, la table est rase à gauche aussi bien qu'à droite. Les triumvirs ou plutôt les décemvirs, car le comité n'est pas encore divisé, n'ont plus rien qui leur porte ombrage. « Maintenant, s'écrie Robespierre, nous sommes dégagés des conspirateurs, nous n'avons plus d'obstacle à rendre le peuple heureux. » Et pour travailler au bonheur du peuple, il fait ajouter quatre sections au tribunal révolutionnaire, afin d'imprimer à la justice une salutaire activité, afin que le peuple ait la consolation de voir tomber moins lentement la tête de ses ennemis. Puis, comme en dépit de ce renfort le sang ne coulait pas assez vite, comme les prisons, encombrées par la *loi des suspects*, nese vidaient pas assez tôt, le génie révolutionnaire enfante son chef-d'œuvre, la loi du 22 prairial, la *loi des condamnés*, la loi de l'extermination en masse. Plus d'instruction, plus d'interrogatoires préalables, plus de témoins, plus de défenseurs; rien que des *preuves morales* et la *conscience* du juge! « La convention frémissait d'épouvante, nous dit M. de Barante, en écoutant Couthon développer ce projet. » Il fallut pourtant le voter séance tenante, sans sursis, sans amendement. « Point de délai, répondait Robespierre à quelques voix timides murmurant l'ajournement, vous devez décréter sur-le-champ, parce que vous n'êtes plus sous l'empire des factions, parce que tout délai serait pour les conspirateurs un moyen de corrompre l'opinion; quiconque est embrasé de l'amour de la patrie doit accueillir avec transport le moyen de frapper ses ennemis. »

Voilà comment le dictateur usait de sa victoire. Devenu tout-puissant, maître absolu, il semblait de plus en plus avide de vengeance et de sang. Moins on lui résistait, plus

il était impitoyable. Les quatre derniers mois de son règne, depuis la mort de Danton jusqu'au 9 thermidor, virent tomber plus de victimes que tous les autres ensemble. C'est la terreur dans la terreur. A Paris, sous les yeux de la convention et des triumvirs, le nombre des exécutions alla toujours croissant jusqu'à l'heure de la délivrance ; mais là du moins les têtes ne tombèrent qu'une à une. En province, on perdait moins de temps : les mitrillades de Lyon avaient enseigné un moyen plus sommaire de rendre la justice ; on en usa pendant ces quatre mois avec d'affreux raffinements. Les noyades de Nantes, les massacres d'Arras, les boucheries de Bédouin et d'Orange, firent presque oublier les tueries des Brotteaux.

Faut-il croire, comme le veulent quelques historiens, que Robespierre fût las et dégoûté de son système ; que s'il eût encore vécu seulement quelques jours, il allait devenir clément et modéré ? Est-il vrai que la terreur, qui cessa par sa chute, eût également cessé par son triomphe ? De quelle preuve appuie-t-on cette indulgente conjecture ? On cite ce mot de Saint-Just : « Encore quelques châtimens, et nous mettrons la clémence à l'ordre du jour. » Mais à bon entendre ce mot ne promet pas, il menace ; aussi ne rassura-t-il personne. Quant à Robespierre lui-même, pas un acte, pas une parole qui ait laissé percer, même au dernier moment, un symptôme quelconque de projets pacificateurs. Que se passait-il dans sa froide cervelle ? Personne ne le peut dire. Ce que nous savons, c'est que les jacobins étaient sa force, que c'est par eux qu'il dominait la convention et par la convention la France. S'il leur parlait en maître, s'il les tançait quelquefois, au fond il leur obéissait toujours ; il

ne pouvais s'en séparer. Les jacobins savaient très-bien, tous par instinct, quelques-uns par réflexion, qu'ils ne survivraient pas à la terreur. Ce n'étaient pas seulement leurs haines politiques qui les condamnaient à verser du sang, c'était la conscience de leurs propres méfaits. Ils se sentaient incompatibles avec toute société gouvernée par des lois. Le retour de la justice était pour eux l'heure du châtiment; ils n'avaient de salut que dans le désespoir. Et l'on voudrait que Robespierre eût rêvé la douceur et la modération, au risque de rompre avec eux, de perdre son armée, de se livrer sans défense à l'ennemi, de provoquer une réaction impossible à contenir ! Non, comme les jacobins, il fallait qu'il marchât toujours dans sa route sanglante; il ne pouvait s'arrêter qu'à l'abîme. Ni l'idée ni le pouvoir de mettre fin à la terreur ne devaient appartenir à ceux qui l'avaient créée. La guillotine était une machine indomptable que ne pouvaient plus arrêter ceux qui l'avaient mise en mouvement.

A défaut de ces nécessités de situation, Robespierre, par son seul caractère, eût été inaccessible aux idées qu'on lui prête. Jamais il ne se fût résigné à la clémence, parce que jamais l'extermination des aristocraties de naissance, de richesse, et surtout de talent et de réputation, n'eût été complète et suffisante à son gré. La haine était le fond de son âme et de sa politique. M. de Barante, qui le connaît et qui le peint jusque dans ses moindres replis avec une sagacité pénétrante, le montre médiocre en tout, supérieur seulement dans la haine. Personne n'a poussé plus loin l'art de perdre ses ennemis. L'envie le rendait habile, presque éloquent; parfois aussi elle tournait en fureur et le faisait

sortir de son impassibilité. Deux choses lui étaient également impossibles, supporter un rival et la contradiction.

Cette horreur de la contradiction hâta l'heure de sa chute. Ses collègues des comités étaient à genoux devant lui ; il les trouvait irrespectueux et indociles. Discuter avec eux était une souffrance. Peu à peu il s'éloigna, s'isola, devint comme étranger au comité et ne parut plus qu'aux Jacobins, où il trônait tout à son aise. C'était en jouant le même jeu, en quittant ainsi la partie, que Danton s'était perdu, et avant lui la Gironde. Robespierre l'oubliait, ou plutôt il se croyait invulnérable : sûr de ses jacobins, sûr de la nouvelle commune, son œuvre, son enfant, tout lui semblait possible. Il ne quittait le comité que pour y rentrer bientôt en maître plus absolu, après une épuration dont il dressait déjà la liste. Ce qu'il ne voyait pas, c'est que l'émeute, son moyen habituel d'imposer sa volonté, commençait à avoir fait son temps. A force d'élargir le cercle des proscriptions, à force d'ensanglanter aussi bien les échoppes que les châteaux, on avait guéri tout le monde de la fièvre révolutionnaire ; la populace avait perdu son feu ; ses chefs étaient sans entrain ; les ressorts de l'insurrection étaient usés et détendus. Robespierre obéissait donc à une routine à la fois impuissante et dangereuse en organisant un nouveau 31 mai contre ses derniers amis et ses derniers complices. Quant à ceux-ci, forcés de se défendre, forcés de risquer leurs têtes pour essayer de les sauver, ils ne s'apercevaient pas davantage de l'état nouveau des esprits. Aucun d'eux ne s'imaginait que l'heure de la justice eût sonné, aucun d'eux ne songeait à gouverner sans la guillotine ; seulement ils n'en voulaient que pour autrui, pas pour eux. Ils se dévouaient non pour

délivrer la France d'un tyran, mais pour échapper eux-mêmes à la tyrannie, sauf ensuite à en hériter.

Quel que fût leur motif, ils osèrent résister. Pour réussir, il n'en fallait pas davantage. Ici commence une ère toute nouvelle. Nous entrons dans la troisième phase de la vie de la convention et dans les deux derniers volumes de l'histoire de M. de Barante. C'est là que s'achève et se complète le tableau de la terreur, car rien ne fait comprendre ce qu'elle a été comme de voir ce qu'il a fallu de temps, d'efforts et de sang pour en sortir, c'est-à-dire pour renoncer aux habitudes violentes et despotiques qu'elle avait fait contracter, pour accoutumer les esprits à un autre procédé de gouvernement que l'oppression et l'extermination. On se figure assez généralement le 9 thermidor comme un changement à vue, comme une grande et subite délivrance; on croit que du soir au matin la France a recouvré la vie et la liberté, que toutes les poitrines ont aussitôt respiré largement, que le règne de la justice a été sinon rétabli de fait, du moins hautement reconnu et proclamé. Consultez M. de Barante, et vous saurez à quoi vous en tenir. Cette partie de son livre est vraiment neuve et instructive; elle est à la fois plus franchement originale et d'une vérité plus saisissante que tout le reste de l'ouvrage. Nul n'avait compris comme lui et si bien mis au jour les caractères complexes de cette époque, ses instincts pervers, ses penchants tyranniques, sa perpétuelle confusion des idées de justice et de vengeance; jamais on n'avait analysé du haut d'une politique aussi saine et aussi libérale l'esprit thermidorien, c'est-à-dire l'état de la France durant cette réaction non moins révolutionnaire que la révolution elle-même.

La victoire de thermidor, comme toutes les victoires précédentes, fut scellée du sang des vaincus. Robespierre et ses deux acolytes n'étaient pas tombés seuls; outre son frère et Lebas, qui voulurent mourir avec lui, outre Henriot, Coffinhal et quelques représentants, soixante-dix membres de la commune et vingt et un autres individus, en tout cent trois personnes, furent dans les vingt-quatre heures envoyés au supplice sans jugement, sans discussion, sans constatation régulière de l'identité de chacun, en masse, par catégorie, la plupart sur de simples ouï-dire ou sur la proposition à peine écoutée de tel ou tel représentant. « Cette clôture de la terreur, dit M. de Barante, lui appartenait donc encore. »

Le lendemain commença la guerre entre les vainqueurs. Ils étaient de deux sortes. Nous ne parlons pas des membres de la plaine : ceux-là n'avaient pris parti que vers la fin de la journée, lorsque le sort s'était prononcé, lorsque leur maître était presque à terre; nous parlons des meneurs. C'étaient d'abord les terroristes du comité, les Billaud-Varennes, les Collot d'Herbois, séides de Robespierre s'il n'eût pris fantaisie de se débarrasser d'eux, admirant sa politique, choqués seulement de son orgueil, de sa dévotion à l'Être suprême et de ses airs de marquis; du reste les mains encore fumantes du sang versé dans leurs missions, se glorifiant de l'avoir répandu, se promettant de faire longtemps encore *transpirer le corps social par raison de santé*, et professant, comme leur ami Barrère, que *les morts seuls ne reviennent pas*. A ces gens-là s'étaient unis, pour le jour du combat, les Tallien, les Barras, les Bourdon, les Legendre, tous amis et disciples de Danton, montagnards

et septembriseurs comme lui. Ils l'avaient renié prudemment après sa chute; ils s'étaient fait oublier sur quelques bancs obscurs de la montagne, mais l'occasion d'une revanche et surtout la perspective d'un danger personnel leur avaient subitement rendu le courage et la voix.

A qui allait passer l'héritage de Robespierre ? Des deux côtés les hommes se valaient. Entre Collot d'Herbois et Tallien, par exemple, quelle était la différence ? L'un venait de faire de la terreur à Lyon, l'autre en avait fait six mois auparavant à Bordeaux. Seulement un instinct secret, une certaine habitude d'obéir aux circonstances, avaient averti Tallien et ses amis que la chance pouvait tourner, que mieux valait servir la république avec un peu moins d'ardeur. Ils n'en restaient pas moins jacobins au fond de l'âme, sans remords et même sans regrets. Pourquoi rougir de leurs anciens exploits ? Que pouvaient-ils se reprocher ? Ils avaient eu la fièvre comme tout le monde ; ils avaient agi selon le temps. — Tel est, dit M. de Barante, le cynique langage que, de révolution en révolution, ont constamment tenu les survivants de l'école de Danton. — École vraiment féconde, qui paraît décidée à ne périr jamais.

Pour disputer la place aux débris du parti terroriste, que pouvaient faire les débris du parti de Danton ? Les classes inférieures, les faubourgs, les sociétés populaires, tout le vieux flot révolutionnaire en un mot appartenaient de droit aux premiers. Force était donc de chercher ailleurs un appui.

C'est alors qu'apparaît sur la scène un personnage tout nouveau, l'opinion. Jusque-là ce qu'on avait appelé l'opinion, c'étaient les hurlements de la démagogie ; les voix

libres et raisonnables n'étaient comptées absolument pour rien. Il est vrai qu'elles étaient rares au début de la révolution. Dans ces premiers moments d'enthousiasme universel, les gens sensés, comme les autres, avaient perdu la tête; puis, lorsque la raison était revenue, la peur leur avait clos la bouche. Mais le coup de thermidor venait de les affranchir. Les terroristes des comités réduits à cette alternative, ou de sacrifier Robespierre, ou de se sacrifier eux-mêmes, avaient, en le renversant, renversé la terreur, c'est-à-dire supprimé la principale cause de l'effroi général et rendu à chacun la force de penser, d'espérer, de parler. De là une explosion irrésistible de vœux, de plaintes et de désirs; de là une force inconnue, une puissance toute nouvelle, justement appelée cette fois l'opinion.

Eh bien! c'est à cette nouveauté mystérieuse que les adversaires des comités, sous peine de succomber, étaient forcés de demander secours. Ils ne pouvaient opposer aux rancunes, aux fureurs de la démagogie que l'indignation des honnêtes gens; mais cette arme avait ses dangers. Les journées de septembre, oubliées seulement de ceux qui les avaient faites, étaient encore présentes à tous les souvenirs. Les amis, les parents des victimes savaient à qui attribuer leurs douleurs. S'ils étaient encouragés à la vengeance, où s'arrêteraient-ils? La réaction était donc à la fois un moyen de salut et une chance de ruine. Il fallait la provoquer pour achever de vaincre Robespierre dans son parti posthume, il fallait la comprimer pour n'être pas vaincu par elle. C'étaient deux nécessités égales de surexciter son énergie et de combattre ses exigences.

Ces difficultés et ces complications n'apparurent pas d'a-

bord. La majorité de la convention, c'est-à-dire la plaine comme auparavant, mais la plaine affranchie et liguée avec cette petite fraction de montagnards dantonistes désignés depuis ce jour sous le nom de thermidoriens, la majorité, aux premières heures de la victoire, s'imagina que rien ne serait changé, que le régime révolutionnaire, en passant dans d'autres mains, dans des mains moins odieuses, n'en continuerait pas moins sa marche accoutumée. Les esprits même clairvoyants étaient si loin d'avoir compris ce qu'ils avaient fait la veille, que Barrère, ce glorificateur de tous les coups d'État, montant à la tribune pour célébrer le 9 thermidor, l'assimilait au 31 mai, et ne voyait dans la chute de Robespierre que la suite et la confirmation de la chute des girondins.

Mais bientôt les questions se présentèrent : au lieu de phrases, il fallut des votes. Et d'abord l'échafaud allait-il rester debout ? La veille, à la barrière du Trône, pendant le tumulte de la journée, quelques heures avant la victoire, soixante têtes étaient encore tombées. Allait-on continuer ? Le tombereau, déjà chargé, allait-il se mettre en marche ? Un cri d'horreur fut la réponse, et l'échafaud fut abattu.

Était-ce tout ? Le pourvoyeur de supplices, le tribunal révolutionnaire, allait-il rester en fonctions ? Qui eût osé le proposer ? On mit aux voix la suppression du tribunal, et la suppression fut votée. Alors pourquoi laisser à Lyon, à Nîmes, à Orange, ces commissions encore plus promptes à l'assassinat que les jurés de Fouquier-Tinville ? Pourquoi laisser subsister la base légale de toutes ces horreurs, la loi organisatrice des massacres, la loi du 22 prairial ? Loi, juges, échafaud, en quelques heures tout fut emporté.

Mais il fallut voir aussitôt l'étonnement et la consternation de ceux-là même qui avaient rendu ces votes. « Quoi ! plus de tribunal révolutionnaire ? autant vaut dire plus de révolution ! Comment tiendrons-nous en respect l'aristocratie et le modérantisme ? Supprimons, si l'on veut, la loi du 22 prairial ; mais avant cette loi le tribunal marchait avec vigueur *dans le sentier de la justice*. Retournons à ces temps heureux. » — Et par un revirement soudain, le comité de salut public est invité à maintenir intacte la législation du tribunal révolutionnaire antérieure au 22 prairial, et à réorganiser immédiatement le tribunal lui-même, afin de ne pas laisser un dangereux répit aux ennemis de la chose publique. »

Le comité prend ce vote à la lettre, il maintient tout, même Fouquier-Tinville. Alors nouveau revirement. « Quel nom ! s'écrie-t-on, l'opinion le repousse. » Et les applaudissements d'éclater. « Qu'il aille cuver aux enfers le sang qu'il a versé ! » Les applaudissements redoublent et sur-le-champ, d'enthousiasme, malgré le comité stupéfait, voilà Fouquier décrété d'accusation. Son arrestation et sa mise en jugement sont l'affaire d'un quart d'heure.

Telle est en abrégé l'histoire de la convention à partir du 9 thermidor. Chaque jour, elle est comme entraînée malgré elle à renier, à maudire, à renverser les institutions de la terreur ; puis, par réflexion, elle s'y rattache comme à la clef de voûte de son propre édifice, elle les conserve, elle les rajuste, jusqu'à ce qu'une impulsion nouvelle en fasse tomber quelques pierres. Mais que ce travail est lent ! Pendant ces indécisions et ces alternatives, que de souffrances qui se prolongent, que de maux qui s'aggravent !

Un rayon d'espérance était d'abord entré dans les prisons, on vit même quelques détenus rendus au jour et à leurs familles. Aussitôt les jacobins, les montagnards, les thermidoriens eux-mêmes s'indignèrent. « Rassurez-vous, s'écria Barrère au nom du comité, il ne s'agit ni d'amnistie ni de clémence. Les patriotes incarcérés par le tyran auront seuls droit à la justice. Il n'y aura, comme par le passé, pour les aristocrates, que les fers ou la mort. » — « A la bonne heure, répondit la montagne, justice pour les patriotes, terreur pour les aristocrates. — Justice pour tout le monde, » osèrent murmurer quelques voix.

Justice pour tout le monde ! quel mot ! quel paradoxe ! C'était la première fois, depuis plus de cinq années, qu'on se permettait un tel vœu, et personne, d'aucun côté, n'était en état de le comprendre. Les modérés, comme les jacobins, ne connaissaient, ne concevaient, ne voulaient pratiquer d'autre justice que la justice révolutionnaire, c'est-à-dire l'extermination de leurs ennemis. La violence était entrée dans toutes les âmes, la vue du sang en avait fait naître le goût. Personne n'aurait eu l'idée de jeter un voile sur le passé, d'étouffer les vengeances, de prévenir d'odieuses représailles ; on ne pleurait pas ses parents, ses amis juridiquement égorgés, on songeait à châtier leurs bourreaux. Les hommes les plus humains, les plus doux, ne s'exprimaient qu'en style terroriste. « Frappez, disaient-ils dans leurs adresses à la convention, frappez au nom de l'humanité ; la nature outragée demande vengeance ; la terre est impatiente de s'abreuver du sang des tigres qui l'ont si souvent rougi du sang innocent. »

Il est vrai que les tigres de leur côté continuaient à ru-

gir. Collot d'Herbois, Billaud-Varenne, avaient compris la chute de Robespierre tout autrement que le public. Pour eux, son crime était l'indulgence, ils le disaient hautement. L'œuvre de thermidor était donc inachevée ; les gens de bien ne pouvaient dormir tranquilles tant que ces hommes et leurs suppôts, les Amar, les Vadier, les Vouland, restaient debout et maîtres du pouvoir. Un mois se passa pourtant sans que personne osât les attaquer, et lorsqu'un enfant perdu de la réaction, naguère jacobin lui-même, Lecointre de Versailles, crut le moment venu de demander leur mise en jugement, un cri de *haro* s'éleva contre lui. L'assemblée n'avait aucun goût pour ceux qu'il accusait, mais elle sentit aussitôt que c'était son propre procès, le procès de la révolution tout entière, qu'on lui proposait d'instruire. Lecointre fut donc honni, bafoué, conspué, traité de fou par les uns, de traître par les autres, abandonné de tous, menacé de la guillotine. Sa proposition, repoussée, non par un simple ordre du jour, mais avec un témoignage d'indignation, fut déclarée calomnieuse à l'unanimité, au milieu des plus vifs applaudissements, et quelque temps après la convention, pour donner une preuve encore plus éclatante de la pureté de son sans-culottisme, décréta que les cendres de Marat seraient portées au Panthéon, car, il est bon de s'en souvenir, ce n'est pas la convention asservie et courbée sous le joug qui a commandé cette inepte apothéose, elle l'a votée en toute liberté, plus d'un mois après thermidor.

Mais Lecointre ne s'était trompé que de date. Dès la fin de septembre, la discussion qu'il avait prématurément provoquée se réveilla brusquement et prit un tout autre ca-

ractère. Les membres des anciens comités, réduits à la défensive, n'obtinrent cette fois qu'à grand'peine un ordre du jour pur et simple. Que s'était-il donc passé? La lumière s'était faite; la presse était devenue libre, ou plutôt, comme le dit M. de Barante, les journalistes qu'on ne guillotinaient plus, s'étaient peu à peu enhardis, avaient repris leur plume, et racontaient les actes de la terreur. Les jacobins s'imaginèrent d'abord qu'ils allaient disposer de la presse comme par le passé; mais cette arme dont ils avaient tant usé, qui leur avait donné tant de victoires, était maintenant aux mains de leurs ennemis. Dans la guerre de journaux, la chance n'était plus pour eux : le public ne prenait plaisir qu'au récit de leurs crimes. Paris, qui depuis près de deux ans, depuis que les journaux étaient muets, n'avait presque rien su des souffrances de la province, en accueillait avec avidité les tardives révélations. Chaque jour, dans les lieux publics, la lecture des journaux provoquait de bruyantes clameurs. Les provinces, de leur côté, prenaient courage et commençaient leurs confidences. De toutes parts pleuvaient des plaintes, des dénonciations, des suppliques, des adresses. La convention en recevait chaque matin des liasses dont la lecture faisait horreur.

Bientôt ces récriminations prirent un caractère encore plus solennel : les récits des journaux, les plaintes des victimes se transformèrent en documents authentiques et judiciaires. Le droit de défense venait d'être rendu aux accusés; les avocats étaient rentrés en exercice; un procès mémorable, le procès des Nantais, qui dura près d'un mois, mit au jour et démontra par pièces irrécusables toutes les turpitudes, toutes les atrocités du régime révolutionnaire.

Une indignation générale éclata contre les représentants qui avaient commis ou autorisé ces forfaits, contre Carrier, l'inventeur des noyades de Nantes; contre Lebon, le massacreur d'Arras; contre d'autres encore non moins compromis, quoique plus obscurs. Il devenait presque impossible que ces hommes continuassent de siéger sur leurs bancs. La convention ne pouvait se le dissimuler; mais comme à aucun prix elle ne voulait se laisser décimer de nouveau, elle se mit sur ses gardes. Des décrets furent préparés pour assurer aux représentants sinon l'inviolabilité, du moins de fortes garanties, en soumettant les mises en accusation à de lentes et difficiles formalités. Cette protection accordée aux Carrier, aux Lebon, fut accueillie par la montagne avec des transports de joie, mais presque aussitôt la réaction en prit occasion d'une revanche éclatante et décisive. «Oui, vous avez raison, s'écria-t-on des bancs de la droite, le titre de représentant est sacré, digne de respect; commencez donc par le respecter vous-mêmes : n'oubliez pas que près de cent de vos collègues croupissent depuis plus d'un an dans les prisons. Jugez-les, s'ils sont coupables; s'ils ne le sont pas, ouvrez-leur cette enceinte : qu'ils siègent ici avec nous. »

Le grand mot était lâché : c'était un nouveau 9 thermidor qu'on demandait à la convention. Il s'agissait de désavouer non plus seulement la terreur, mais le 31 mai, cette journée proclamée sainte et glorieuse entre toutes, cette journée qui depuis dix-huit mois était inscrite dans les éphémérides révolutionnaires à côté et presque au-dessus du 10 août et du 21 janvier. Les représentants dont on demandait le rappel avaient eu l'audace de croire que ce

jour-là l'assemblée n'était pas parfaitement libre, qu'elle avait voté sous la pression d'Henriot et de ses canonniers; ils avaient protesté contre l'arrestation de leurs collègues. Les rappeler, n'était-ce pas amnistier les girondins eux-mêmes, faire amende honorable à leur mémoire, et réduire à néant le fantôme du fédéralisme?

Ici, comme pour la proposition de Lecointre, triompher du premier coup était chose impossible. Le rappel des soixante-treize (c'est ainsi qu'on désignait les représentants détenus, bien qu'ils fussent environ quatre-vingts) était à double titre une énormité politique, d'abord comme désaveu du 31 mai, puis comme déplacement des forces de l'assemblée. Ces quatre-vingts voix nouvelles auraient créé une majorité appartenant en propre au côté droit. Dès lors que serait devenue l'importance des thermidoriens, eux dont la situation était de servir d'appoint à la majorité, et qui se rendaient puissants et nécessaires en la déplaçant à leur gré? Aussi Tallien et ses amis éludèrent la question, prirent des faux-fuyants, invoquèrent des formes dilatoires, crièrent et firent crier par l'assemblée *vive le 31 mai*, si bien que la proposition fut étouffée sous un ordre du jour équivalent à un atermoiement indéfini.

Mais cinq ou six semaines après, le 7 décembre, tout avait changé d'aspect. Le retour des détenus ne faisait plus question, personne n'eût osé le contredire, pas une objection ne s'éleva; l'assemblée impatiente ne donna que trois jours au comité pour lui soumettre un décret de rappel: le comité le proposa dès le lendemain, et le rappel fut voté sur-le-champ par acclamation, aux cris de *vive la république!*

Il est vrai que les jacobins avaient pris soin de hâter cette

métamorphose. Le spectacle de la réaction les jetait dans une sorte de démente; ils ne pouvaient s'accoutumer aux manifestations d'une opinion publique qu'ils ne maîtrisaient plus, à l'existence d'un peuple qui n'était plus le leur et qui se levait contre eux. Plus la terreur était maudite, plus ils s'obstinaient à la justifier, à la glorifier, plus ils prophétisaient sa nouvelle résurrection. Exagérant, outrant dans de folles hyperboles leurs sanguinaires projets, ils demandaient un million de têtes au lieu des deux cent mille dont se contentait Marat. Devant la convention, leurs orateurs étaient plus calmes et plus prudents : ils restaient sur la défensive; mais le soir, à la tribune de la société, c'était une insolence incendiaire et factieuse qui ne respectait rien et s'attaquait directement à la convention elle-même. Quand on sut aux Jacobins que Carrier était menacé d'arrestation, Carrier leur fils chéri, le patriote selon leur cœur, quand le gouvernement conventionnel, cédant enfin aux assauts réitérés de l'indignation publique, eut prononcé la mise en accusation, ils tombèrent dans une exaltation fiévreuse et tentèrent de soulever leur vieille armée des faubourgs. Les journalistes, de leur côté, firent appel aux jeunes gens, à cette *jeunesse dorée* qu'ils excitaient, qu'ils enrôlaient chaque matin contre les terroristes, jeunesse armée de gros bâtons et s'arrogant, faute de lois et de police, le droit de se faire justice à elle-même. Ces muscadins, comme on les appelait, suivis d'une partie du peuple des sections, vinrent mettre le siège devant la citadelle jacobine, devant cette vieille église où depuis cinq ans s'étaient couvés tant de crimes et où se préparaient encore à l'heure même de si détestables desseins. L'invasion fut brutale; les sans-cu-

lottes furent injuriés sans pitié, et quelques-uns roués de coups. Sans oser ni blâmer ni punir les assaillants, la convention, sous prétexte de rétablir le calme, prit un parti qui lui aurait paru la veille une folle témérité : elle déclara les séances de la Société des Jacobins suspendues, ordonna de fermer la salle, et s'en fit remettre les clefs.

Fermer les Jacobins, mettre en jugement Carrier, c'était la guerre, la guerre à mort avec la horde démagogique. L'assemblée et les thermidoriens ne s'étaient décidés à ce parti extrême qu'à leur corps défendant ; puis, une fois le gant jeté, il avait bien fallu soutenir la gageure, se créer des renforts, satisfaire l'opinion par un grand acte réparateur : de là cet empressement subit à rappeler les signataires de la protestation du 2 juin ; mais cette concession en préparait une autre bien autrement compromettante. Outre les soixante-treize représentants détenus, vingt-trois membres de la convention étaient encore hors la loi, les uns, comme Isnard et Louvet, appartenant à la Gironde elle-même, les autres en dehors du parti, mais entraînés dans sa chute, comme Lanjuinais, Defermon, Pontécoulant. La justice qu'on venait de rendre aux soixante-treize, pouvait-on la refuser aux vingt-trois ? Leur cause était la même : seulement, pour aller jusqu'à eux, il fallait franchir un fossé plus large et plus profond, il fallait que la convention réhabilitât les girondins eux-mêmes dans leurs personnes et confessât que Vergniaud, Brissot, Barbaroux, avaient été assassinés par elle. La première fois qu'on lui parla de ces vingt-trois proscrits, l'orage fut violent, le tumulte épouvantable : leurs amis ne purent obtenir qu'une amnistie qui mettait à l'abri leurs têtes sans leur restituer leurs droits ;

mais peu à peu, la presse et l'opinion revenant chaque jour à la charge, l'assemblée se résigna, et, vers les premiers jours de mars, le décret de rappel fut voté. Presque aussitôt, comme conséquence nécessaire, il fallut qu'un autre décret supprimât la célébration anniversaire du 31 mai. Les mots reprenaient leur signification. On qualifia officiellement de jour néfaste cet attentat contre la liberté de la convention et de la France.

Ne semblerait-il pas qu'arrivé à ce point, le mouvement rétrograde dût continuer sa marche et aller en s'accélégrant. L'assemblée venait de franchir deux années en arrière, elle avait reculé jusqu'au delà du 31 mai : pourquoi ne pas remonter plus haut ? C'est là qu'est la péripétie de ce grand drame. Pour continuer à remonter, le cours des temps, il eût fallu n'avoir pas derrière soi un obstacle, une digue insurmontable. La convention pouvait redevenir girondine, elle ne pouvait pas se faire royaliste ; il dépendait d'elle de fermer les plaies qu'elle s'était faites à elle-même, de relever les partis qu'elle avait abattus : elle ne pouvait pas ressusciter le roi. Les auteurs du 21 janvier avaient bien su ce qu'ils faisaient. Il s'étaient coupé la retraite à eux et à la France ; ils s'étaient interdit la possibilité de revenir à la monarchie par une pente douce, et avaient placé entre elle et eux un précipice où le pays ne voulait à aucun prix tomber, la contre-révolution. Aussi ne croyez pas que ces soixante-treize et ces vingt-trois, rentrés dans l'assemblée après tant de luttes et d'efforts, lui apportent un esprit nouveau ; ne croyez pas qu'ils tempèrent son ardeur républicaine, ses tendances révolutionnaires. Pas le moins du monde. Ces modérés sont pour la plupart régicides, et

ceux qui ne le sont pas, ceux même qui tout bas se félicitent de ne pas l'être, sont voués corps et âme à la révolution. De ce que les thermidoriens redeviennent bientôt montagnards et presque terroristes, il n'en faut pas conclure que la droite soit presque royaliste : elle n'est que girondine. La réaction ne peut aller loin dans l'intérieur de l'assemblée : elle a pour limite extrême les opinions, les sentiments girondins.

Il n'en est pas de même au dehors. Là les têtes s'échauffent, la terreur a semé des haines implacables. Dans certaines provinces, le mouvement réparateur devient sanguinaire et ne fait souvent que reproduire, avec d'odieux raffinements, les crimes qu'il prétend punir. Ces actes de vengeance et de férocité sont l'œuvre d'une populace contre-révolutionnaire, digne sœur de la populace jacobine. Loin de servir la cause de la réaction, loin de la propager en France, ils contribuent plutôt à en arrêter les progrès. Paris, contre toute attente, échappe à ces excès : il en est quitte pour quelque turbulence. Sans l'incorrigible fureur des jacobins, qui deux fois, en germinal et en prairial, se ruèrent sur la convention et tentent de reconquérir le pouvoir à force ouverte, le sang n'eût peut-être pas coulé. La réaction parisienne était vive, mais pacifique ; elle expulsait Marat du Panthéon, brisait çà et là ses bustes, les jetait quelquefois aux égouts, puis tous les soirs chantait à pleins poumons le *Réveil du Peuple*, et s'amusait à poursuivre de huées, comme de méchants masques, les bonnets rouges obstinés. Ces désordres regrettables n'affligeaient que les montagnards : ils plaisaient à la masse du public, devenu peu sympathique aux révolutionnaires ; mais comme ce

même public était en même temps cordialement attaché à la révolution, toutes les fois qu'à ces démonstrations anti-terroristes il voyait se mêler une apparence, un soupçon de royalisme, aussitôt les rangs s'éclaircissaient, les esprits se divisaient, et dans la rue aussi bien que dans l'assemblée les révolutionnaires de toutes les dates et de toutes les nuances faisaient cause commune pour tenir tête à l'ennemi commun.

Si la résurrection de la royauté eût été à cette époque une combinaison moyenne, un parti de transaction, assurant à la fois les avantages de la révolution et les sécurités de la monarchie, la France n'eût pas mieux demandé que de s'y rattacher, et bientôt, en dépit de la convention, elle eût fait bon marché de la république; mais grâce au régicide d'un côté, grâce à l'émigration de l'autre, le rétablissement de la monarchie était devenu un parti extrême, un de ces partis qu'un peuple pris en masse n'embrasse jamais spontanément. Le royalisme tempéré n'existait plus qu'en rêve dans quelques cerveaux de penseurs et de théoriciens; le seul royalisme possible était celui de l'émigration, c'est-à-dire la contre-révolution avec ses vengeances, ses représailles et tout un cortège de calamités. D'un autre côté, malgré ses récents échecs, le jacobinisme était encore dans certaines provinces puissant et redoutable; même à Paris il était menaçant et hargneux; la France, avant toute chose, voulait en être délivrée : elle bornait là ses prétentions, et comme depuis le 9 thermidor la convention, pour sa propre sûreté, avait fait assez bonne guerre aux ultra-démagogues, la France lui en savait gré, et, faute de mieux, se rattachait à elle, la soutenant de ses vœux froidement, sans amour ni

estime. Les conventionnels de leur côté, tout en profitant de cet appui, sentaient qu'il était précaire et se défiaient de la France. Abandonner entre ses mains le sort de la révolution, c'eût été à leurs yeux une imprudence impardonnable; eux seuls en pouvaient être bons gardiens. La droite, sur ce point, était d'accord avec la gauche. Pas d'élections, pas d'appel au pays, tel était leur commun symbole. Mandataires non de la France, mais de la faction qui depuis le 10 août s'était emparée de la France, ils n'avaient qu'une pensée et ne connaissaient qu'un devoir, conserver le pouvoir à leurs commettants, c'est-à-dire s'y maintenir eux-mêmes comme dans une place de sûreté.

Cette prétention de perpétuer leur mandat n'apparut clairement qu'après le rappel des représentants proscrits; aussitôt que le public s'en aperçut, ses défiances s'éveillèrent, et la mésintelligence entre l'assemblée et le pays, à peine visible jusque-là, devint bientôt vive et flagrante.

Ici commence le dernier acte, l'épilogue de cette histoire. La convention comptait alors près de trois ans de règne et n'avait encore créé que des ruines; l'édifice républicain n'était pas même hors du sol : la constitution de 93 était son seul fondement, cette constitution morte en naissant, reconnue impraticable par ses auteurs eux-mêmes, et bâtie sur un système dont l'expérience avait si cruellement fait justice. Victorieuse des jacobins en germinal et en prairial, épurée une dernière fois et rendue au calme et au silence par la fuite ou l'incarcération d'une partie de la montagne, la convention pouvait en toute liberté accomplir sa mission législative; mais elle semblait peu empressée à y mettre la main, comme un avaré au lit de mort répugne à faire son

testament. Il fallut s'y décider pourtant, et la constitution de l'an III vit le jour.

Ce code politique, bien qu'impatiemment attendu, n'inspirait à personne une aveugle confiance. Le temps n'était plus où nos pères assistaient dans des transports d'enthousiasme et avec une curiosité crédule à l'enfantement de cette constitution de 91, que vingt-quatre heures après sa naissance ils devaient mettre en lambeaux. Ils avaient traversé six années de révolution, et savaient, moins bien que nous, mais déjà passablement, ce que valent les constitutions et leurs promesses. Néanmoins, comme la masse du pays était résignée bon gré mal gré à expérimenter la république, et comme la nouvelle œuvre législative semblait avoir mis à profit les leçons du passé, évitant les dangers d'une assemblée unique, écartant par de minutieuses précautions les chance de tyrannie et d'asservissement, on avait généralement un vif désir de la mettre à l'épreuve. Les conventionnels, au contraire, s'en souciaient médiocrement. L'exécution franche et loyale de cette loi qu'ils avaient faite leur semblait un affreux danger; il ne voyaient qu'un moyen de salut : tricher sur la mise en œuvre. « Tant vaut l'homme, tant vaut la chose, disaient-ils; notre constitution est bonne, mais à la condition que nous la pratiquerons nous-mêmes. » C'était finir comme ils avaient vécu, en vrais révolutionnaires. Pendant toute une semaine, les membres de la convention délibérèrent sur la question de savoir s'ils se rééliraient eux-mêmes, ou s'ils se feraient réélire par ordre dans les collèges électoraux. Ce dernier mot l'emporta. Il fut enjoint aux électeurs de choisir dans la convention les deux tiers de leurs futurs élus.

Une constitution ainsi comprise et inaugurée n'était pas née viable. N'eût-elle pas porté en elle-même les germes d'une mort prochaine, son temps était marqué. Modérée d'intention, mais au fond partielle et violente, assez libérale pour tolérer les plaintes et les remontrances, assez oppressive pour donner à toute une partie de la nation, à tous les vaincus de la république, de légitimes sujets de plainte et de révolte, elle condamnait d'avance le pouvoir chargé de la maintenir à la violer pour se défendre, et à se perdre en la violant.

On sait l'opposition que soulevèrent surtout à Paris ces décrets de fructidor imposant au droit électoral de si étranges restrictions. Soumis en même temps que la constitution à l'approbation des assemblées primaires, eux seuls étaient menacés dans cette épreuve. Une constitution soumise au suffrage universel n'est jamais refusée, comme le fait observer judicieusement M. de Barante : « Lorsqu'un gouvernement met en question son existence devant une population paisible et soumise, comme il ne propose pas à son choix un autre maître que lui, une autre constitution que celle qu'il vient de rédiger, le vote est forcé. Demander aux citoyens, aux pères de famille de répondre par oui ou par non si le lendemain le gouvernement disparaîtra et si on se passera de lois, c'est poser une question où la négative ne peut être prononcée que par les bandits d'une émeute. »

La constitution de l'an III n'était donc pas en péril devant les assemblées primaires ; les décrets électoraux couvriraient seuls quelque danger. Ils révoltaient les consciences, et les révolutionnaires eux-mêmes ne savaient comment défendre cet attentat à la souveraineté du peuple. Dans les

départements, la convention était encore assez puissante pour faire peur : presque partout les décrets furent adoptés ; mais Paris les rejeta à une majorité immense, et ce premier refus fut suivi d'un second : les électeurs ne voulurent point se soumettre aux prescriptions qui limitaient leurs choix. L'assemblée irritée, effrayée, tendit les bras aux démagogues, aux sans-culottes, aux ignobles débris de l'ancienne commune, en les décorant seulement du nom de patriotes de 89. Le choix de tels défenseurs décupla la fureur et l'audace de la bourgeoisie parisienne. Alors la convention fit appel aux baïonnettes. Déjà depuis quelque temps sa force et son espoir n'étaient plus que dans l'armée. Elle s'était hâtée de faire adopter dans les camps sa constitution et ses décrets. Les soldats avaient voté, sous les armes, par acclamations. « C'était, dit le maréchal Saint-Cyr dans ses *Mémoires*, une de ces fourberies politiques avec lesquelles on leurre les Français. » Cette fois la comédie avait été d'autant plus facile, que l'armée au fond de l'âme était républicaine, beaucoup plus républicaine que le pays, non qu'elle eût pour telle forme de gouvernement plutôt que pour telle autre une prédilection raisonnée, mais parce qu'elle aimait son drapeau et détestait l'ancien régime.

Le défi jeté par la convention à cette classe moyenne, à cette garde nationale, qui six mois auparavant, en germinal et en prairial, s'était battue pour elle et l'avait arrachée des mains des jacobins, fut malheureusement et follement accepté. La partie n'était pas égale. Il ne s'agissait plus de dissiper une bande d'énergumènes sans ordre et sans discipline ; il fallait soutenir le choc de troupes aguerries, dirigées par un capitaine qui, dans ce combat de carrefour,

préludait, sans qu'on s'en doutât; à la conquête de l'Europe. Les assaillants avaient sans doute un avantage, ils attaquaient un pouvoir justement méprisé, pris en flagrant délit d'usurpation et de mensonge; mais, s'ils eussent triomphé, le lendemain était-il clair? Que voulaient-ils? que pouvaient-ils? Offraient-ils au pays en échange de ce gouvernement misérable, mais établi, un autre gouvernement plus digne, plus habile, capable de garantir aux intérêts nouveaux de la grande majorité des Français une égale sécurité? Si difficile que fût la victoire, il était plus difficile encore d'en bien user. C'est là surtout ce qui faisait la force de la convention, ce qui rendait presque certaine la déroute de ses adversaires.

Cette journée du 13 vendémiaire n'était au fond que la revanche du 9 thermidor. La terreur allait-elle renaître? Peu s'en fallut. M. de Barante établit clairement que, si la montagne et les thermidoriens l'avaient voulu, rien n'était plus facile que d'éviter le combat. Ils le rendirent inévitable. Ils avaient besoin d'une journée et s'arrangèrent pour que le sang coulât, ce qui n'est que trop facile, nous le savons, dans ces malheureuses rues de Paris. Le but était d'exploiter la victoire, de rendre au gouvernement révolutionnaire sa jeunesse, sa verdeur, de se débarrasser de rivaux incommodes, de casser les deux cent cinquante élections laissées au libre choix des électeurs, élections toutes antijacobines, d'ajourner à six mois au moins le renouvellement partiel de l'assemblée, de suspendre la constitution et d'instituer une dictature provisoire. Si ce coup eût réussi, c'en était fait de tout le terrain conquis depuis quinze mois; l'assemblée retombait sous le joug. Déjà Tal-

lien et Barras, revenus à leurs premiers instincts, s'étaient faits chefs de la cabale ; ils semblaient sûrs du succès, lorsqu'ils furent pris corps à corps avec énergie et sang-froid par quelques membres de la droite. C'en fut assez pour rendre un peu de cœur à la majorité et mettre l'intrigue en déroute. Cette séance du 1^{er} brumaire est une heureuse exception dans l'histoire de la convention. Lanjuinais, Boissy-d'Anglas et surtout Thibaudeau y firent de la vraie, de la bonne résistance. Sans eux, la victoire de vendémiaire dégénérerait en tyrannie ; ils lui donnèrent, malgré les vainqueurs, un caractère de modération. Les élections furent maintenues, la constitution confirmée ; puis le 5 brumaire, à deux heures après midi, la convention, prenant enfin son parti, cessa de vivre. Son président prononça la formule d'adieu, et le même jour, à neuf heures du soir, le corps législatif, c'est-à-dire les cinq cents conventionnels réélus et ceux des députés du nouveau tiers qui étaient arrivés à Paris, se réunit pour former les deux conseils institués par la nouvelle constitution et procéder à l'élection du directoire.

Cinquante ans environ après cette abdication, une autre assemblée souveraine, parvenue, elle aussi, au terme de son mandat, se retirait, sans mot dire, au jour fixé par la loi, déposant sa souveraineté aux mains d'une héritière élue pour la contredire et détruire presque tout ce qu'elle avait fait. D'où vient que cette assemblée n'avait pas tenté, comme la convention, de se maintenir au pouvoir, de s'imposer aux électeurs, de les forcer à réélire tout ou partie de ses membres ? D'où vient que sa mauvaise humeur s'était bornée à décréter quelques mauvaises lois, à semer quelques

ronces sous les pas de ses successeurs? Sans doute il lui faut faire honneur à elle-même de sa modération, il faut en savoir gré surtout à une minorité ferme, éclairée, nombreuse, soutenue par le sentiment public; mais ce qui condamnait plus sûrement encore la constituante de 1848, en dépit de ses passions et de ses penchants révolutionnaires, à tolérer la liberté des votes, à subir respectueusement les arrêts du scrutin, c'étaient les trente-cinq ans de liberté légale dont la France venait de jouir. Les bons gouvernements ont un beau privilège : ils font, même quand ils ne sont plus, le bien des peuples qui les ont laissés tomber. Lorsqu'un pays, pendant un tiers de siècle, a vécu dans une atmosphère de légalité et de vraie liberté, il a, même à son insu, contracté de tels besoins de modération et de justice, que, pendant un certain temps, il en est comme protégé contre l'excès du despotisme. La convention avait trouvé la France façonnée à l'anarchie; en se jouant du droit, elle n'avait pas bravé nos habitudes, tandis qu'en 1849 il eût fallu, pour oser mettre au jour de nouveaux décrets de fructidor, affronter l'incommode exemple de 1830, c'est-à-dire d'une révolution modérée, équitable, respectueuse des droits de tous, repoussant comme de dangereux poisons ces remèdes empiriques, ces expédients de tyrannie qui ne prolongent la vie d'un gouvernement qu'aux dépens de celui qui doit suivre, c'est-à-dire aux dépens du pays lui-même. Sans doute, il n'est pas sans péril de gouverner un peuple en respectant le droit toujours, quoi qu'il arrive; il se peut qu'on y succombe, mais alors même on a servi les grands, les vrais intérêts de ce peuple. Quoi qu'on en ait pu dire, la légalité ne tue pas; elle ne nous a pas tués, car c'est par elle,

c'est sur le fonds amassé par elle, que nous vivons encore.

M. de Barante interrompt son récit au dernier jour de la convention, au premier jour du directoire. On lui a dit, non sans raison, qu'il n'avait pas achevé sa tâche, que l'histoire du directoire était l'appendice obligé de l'histoire de la convention, que les membres de cette assemblée n'avaient pas seulement prorogé leurs pouvoirs, mais imposé un devoir de plus à leur historien, qu'il était tenu par conséquent de les suivre sur leur nouveau théâtre. Il y a là quatre années qui lui appartiennent, car elles ne diffèrent, à vrai dire, de la dernière année de la convention que par quelques changements de mots. Ce sont les mêmes hommes, le même esprit, la même anarchie, le même culte de la force, la même inintelligence du droit. Il serait à souhaiter que toute cette période, dans son ensemble et jusqu'à son dénoûment, c'est-à-dire jusqu'au 18 brumaire, fût appréciée du même point de vue. M. de Barante compléterait ainsi tout à la fois son œuvre littéraire et le service qu'il nous a rendu ¹.

Telle qu'elle est, cette histoire de la convention se distingue de toutes celles qui l'ont précédée et comble une vraie lacune. Le talent, l'éloquence n'avaient pas fait défaut jusqu'ici pour peindre cette époque; mais chacun avait tracé son tableau au profit d'une idée, d'un système. Ce qui caractérise M. de Barante, c'est une intelligence supérieure du sujet et une impartialité naturelle qui le rend comme étranger aux entraînements et aux complaisances des partis. Nous ne voulons pas dire qu'il ne penche d'au-

1. Ce vœu a, comme on sait, été réalisé avec un complet succès.

cun côté, ce qui, selon nous, serait un triste compliment; mais, tout en étant au fond très-décidé pour la cause qu'il croit juste, sa méthode lui défend d'en avoir l'air. Cette méthode, moins systématique qu'on ne suppose et inspirée à l'auteur plutôt par la nature de son talent que par un calcul de son esprit, ne laisse pas, on le sait, de soulever quelques objections. Le rôle purement narratif et impassible qu'elle prête à l'histoire exige, même en présence des plus horribles catastrophes, des plus déchirantes douleurs, l'emploi d'un coloris toujours égal qui fuit les grands effets de l'ombre et de la lumière, d'un dessin toujours sobre qui se borne à tracer des contours sans en accuser aucun de peur de rien outrer. Un peu plus de modelé et de perspective, un peu moins de laisser-aller, exciteraient peut-être, sans dommage pour la vérité, plus d'émotion et de sympathie; mais d'un autre côté, nous l'avons déjà dit, cette méthode a des vertus singulières : lisez ce livre jusqu'au bout, et voyez quelle impression vous en aurez reçue; sans que l'auteur ait eu l'air de s'en mêler, il a redressé vos jugements, dirigé votre opinion. Plus il s'abstient d'exciter la passion, plus votre raison l'écoute avec confiance. Ces longues citations, ces récits peu condensés, cette indifférence apparente, cette modération imperturbable, sont les plus excellents moyens d'entrer dans les esprits et de forcer les convictions. Nous n'oserions donc pas, quand nous en aurions le pouvoir, changer quoi que ce soit au fond même du livre; mais il est des changements purement matériels que nous demanderions avec moins de scrupule. Une indication plus fréquente des dates, soit en marge, soit

dans le texte même, des divisions de chapitres plus multipliées et coupant mieux chaque phase principale du récit, telles seraient les innovations en quelque sorte typographiques que nous nous permettrions de souhaiter.

Ces sortes de jalons sont plus nécessaires qu'on ne pense; ils donnent à la narration un genre de précision et de clarté qui parle aux yeux. C'est surtout dans le compte rendu d'un si grand nombre de séances presque toutes également orageuses que ces précautions seraient bonnes : on préviendrait toute confusion en rappelant de loin en loin au lecteur quel est le mois, quel est le jour dont on lui parle. Si l'auteur accueille notre avis, il n'aura besoin pour y faire droit que de quelques traits de plume en corrigeant une édition nouvelle.

Peut-être aussi l'engagerions-nous, tant nous aurions à cœur que cette lecture devint courante et populaire, à ne pas toujours reproduire les séances qu'il raconte dans leur ordre chronologique, sans égard à la diversité des matières qui s'y traitent. Il est conduit par là à revenir jusqu'à deux ou trois fois sur le même sujet, ce qui non-seulement l'oblige à des répétitions et le force à briser la chaîne du récit, mais rend le classement des matières moins facile au lecteur. Sans renoncer dans l'occasion au charme de ces suspensions, de ces interruptions qui ravivent l'intérêt et sont une des ressources du narrateur, il pourrait, ce nous semble, en user un peu moins et ne pas fractionner certains sujets dont il suffit de parler une fois. C'est, à la vérité, lui demander un peu plus de composition que n'en comporte sa méthode; mais lui-même, sans renoncer à son allure, sans forcer son naturel, a plus

d'une fois usé de ce moyen, surtout dans ses deux derniers volumes. Les questions s'y présentent plus ramassées, plus groupées, plus ordonnées, et l'intérêt n'en est que plus pressant.

Qu'on nous permette, avant de terminer, de revenir en quelques mots sur ces deux derniers volumes. Nous tiendrions à dire, mieux que nous ne l'avons fait, pourquoi nous les préférons aux quatre autres. Ce n'est pas seulement parce que l'ordonnance en est peut-être plus heureuse, parce que l'auteur, plus maître de sa matière, la domine de plus haut et se laisse aller plus souvent à ces considérations générales, à ces aperçus d'ensemble, indispensables, selon nous, pour élever l'histoire au-dessus de l'anecdote et lui donner toute sa grandeur morale; le vrai motif de notre préférence, ce qui nous fait trouver cette troisième partie de l'ouvrage plus neuve et plus originale que les deux autres, c'est que le sujet, merveilleusement approprié à l'esprit sagace, à la fine raison de l'auteur, n'a jamais été si bien vu, si bien compris, si franchement exposé. Ce sujet, c'est le gouvernement révolutionnaire. La convention, dans les deux premières phases de son histoire, est une faction victorieuse qui prend possession de sa conquête, qui use de sa force, en abuse, extermine ses adversaires, mais ne prétend en aucune façon constituer un gouvernement régulier. Dans la troisième, au contraire, elle voudrait fonder quelque chose, elle voudrait s'établir dans le pays qu'elle a conquis, elle voudrait gouverner en un mot; elle comprend que gouverner, c'est reconnaître certaines règles de modération et de justice; elle aspire à devenir juste et

modérée : d'où vient qu'il lui est interdit de l'être? C'est là ce que M. de Barante nous apprend et nous explique à chaque page, pour ainsi dire, de ses deux derniers volumes.

Les historiens de la convention, ceux-là même qui, sans épouser ouvertement sa cause, sont pleins de prédilection et d'excuse pour l'esprit révolutionnaire, ne peuvent, en présence de la terreur et du sang qu'elle fait ruisseler, rester froids et impassibles, il y en a même qui, à propos de ces temps désastreux, exhalent une indignation tout aussi chaleureuse que celle de M. de Barante; mais, une fois venu le 9 thermidor, ils se tiennent pour contents, et paraissent étonnés que tout le monde ne le soit pas comme eux : ils ne comprennent pas que la France fasse tant de difficultés à se laisser conduire par cette convention qui veut bien lui accorder la vie sauve; ils s'en prennent de la mauvaise grâce du pays à la fureur, à l'entêtement des partis; ils s'en prennent à l'étranger, à tout le monde, excepté à la convention elle-même. Il n'y a qu'une chose qu'ils ne voient pas, qu'ils ne savent pas voir, c'est que ce gouvernement est, par son essence même, intolérable et impossible.

Son essence est de n'être pas, de ne pouvoir pas être le gouvernement de tout le monde, de placer nécessairement hors du droit commun, hors de la protection commune, hors de la plus vulgaire justice, des classes entières de citoyens, coupables seulement d'avoir été les plus forts et de ne l'être plus. A de telles conditions point de paix, point de repos, point de soumission dans la société. Des classes de proscrits dans l'État ne valent pas mieux, disait

madame de Staël, et ne sont pas moins contraires à l'égalité devant la loi que des classes de privilégiés. Voilà ce que M. de Barante sent et exprime d'autant plus vivement qu'il est plus franchement libéral, qu'il a l'esprit plus éveillé sur les vraies conditions de l'ordre légal et de la saine liberté. A propos de chaque question de législation, d'administration, de finances, il nous fait toucher au doigt le vice et l'infirmité du gouvernement révolutionnaire; il nous montre cette assemblée puissante et formidable, devant laquelle tout trembe et tout fléchit, incapable de faire une loi sans la subordonner à un intérêt de circonstance et de parti, à un de ces intérêts qu'en temps de révolution on appelle le salut public. Ces pauvres législateurs passent leur vie à proclamer de beaux principes abstraits et métaphysiques; mais il leur faut bien vite attacher à chaque principe une exception qui le détruit ou le paralyse. S'agit-il de religion? la liberté des cultes est proclamée; mais c'est une liberté pour le huis clos seulement. Hors du foyer domestique, toute croyance est un délit passible d'emprisonnement; tout recours à un prêtre est un crime : le prêtre est l'ennemi de la république et du genre humain : il faut savoir s'en passer. La convention assure donc la liberté des cultes, mais sans prêtres ni cultes; elle n'a garde de laisser dire la messe : tant de gens seraient encore capables d'y courir! S'agit-il de la famille? ses saintes lois sont proclamées; mais comme la logique républicaine exige que la nature ait aussi ses droits, les enfants naturels sont admis par la loi à part égale dans les successions. S'agit-il de la propriété? elle est déclarée inviolable; mais les ennemis de la ré-

publique ne peuvent pas être propriétaires. Abolir la confiscation, laisser aux vaincus et à leurs descendants de quoi vivre, ce serait la mort de la république. Aussi que de précautions, que d'embarras chez les hommes éclairés de l'assemblée, chez les magistrats les plus convaincus des effets désastreux de la confiscation, pour demander, non pas qu'elle soit abolie, mais que tout en la confirmant et même en l'aggravant à l'égard des émigrés, à l'égard de leurs complices et de la famille des Bourbons, on ménage aux familles des condamnés mis à mort sous la terreur une chance de recouvrer une partie de leurs biens ! Cette discussion sur les biens des condamnés donne à elle seule la mesure exacte de l'état moral de la convention pendant cette période de soi-disant modération gouvernementale : il est si clair qu'un pouvoir qui maintenait et pratiquait la confiscation n'était pas un gouvernement !

Ainsi, après comme avant thermidor, le droit révolutionnaire, le droit du plus fort, préside seul aux destinées de la France. Elle est un pays conquis, gouverné par des conquérants, un pays de proscripteurs et de proscrits. Le sang coule un peu moins, voilà tout : l'ordre, la raison, la justice, ne règnent pas davantage. Il n'est pas donné aux hommes de passer en un jour de la mort à la santé ; plus la maladie fut terrible, plus longue est la convalescence. Ce serait en vérité trop commode si, après s'être joué de tout ce qu'il y a de sacré dans ce monde, après avoir tout renversé, tout saccagé, un peuple pouvait à volonté, quand il est las du chaos révolutionnaire, s'en dégager sain et sauf, et rentrer en paisible possession de sa

raison et de son bon sens. Non, tout cela ne se rachète qu'avec du temps, beaucoup de temps, de longs efforts, de désespérantes épreuves.

Si M. de Barante, dans ses deux derniers volumes, excelle à mettre en lumière cette grande leçon, il a dans tout son livre un autre mérite au moins égal à nos yeux : il sait être à la fois sans faiblesse pour l'esprit révolutionnaire et sans rancune contre la révolution. Tout en détestant les moyens, il comprend et adopte le but ; il met à nu le vice du système et s'incline sans hésiter devant les résultats dont l'incontestable grandeur, le caractère supérieur et définitif, ne peuvent être impunément méconnus. Deux écueils sont également à fuir aujourd'hui, quand on veut apprécier avec vérité et enseigner avec fruit l'histoire de la révolution française : d'abord et avant tout, le système de fatalisme et d'indulgence, théorie qui, contre le gré de ses premiers auteurs, n'est au fond, nous le répétons, qu'une provocation permanente à bouleverser la société, non plus pour déraciner des abus, mais pour assouvir des ambitions. Rien ne séduit comme cette absolue donnée d'avance à tout succès, quel qu'il soit, — comme cette subordination constante de la morale à la nécessité. C'est de ce côté que l'attrait est le plus fort, c'est là que longtemps encore portera le courant. Avec M. de Barante, aucun danger, cela va sans dire, de se heurter à cet écueil ; mais en évitant celui-là, on peut en rencontrer un autre. Il est assez de mode aujourd'hui d'aller jusqu'à l'antithèse du système de fatalité. Non-seulement on conteste, comme le veut la vérité, cette soi-disant nécessité des moyens révolutionnaires, mais on

rapetisse à plaisir le but de la révolution. La France, avant 89, songeait-elle donc à se plaindre? L'ancien régime, à ses yeux, n'avait-il pas des douceurs infinies? S'il existait des abus, la réforme n'en était-elle pas facile, puisque le pouvoir lui-même la demandait? Nos pères ont donc fait beaucoup de bruit pour rien. Ils n'avaient qu'à mettre à la raison quelques brouillons d'avocats, quelques bourgeois affamés de places; c'était l'affaire de quelques gendarmes bien dirigés. Que n'étions-nous là, semble-t-on dire, nous qui savons mener les hommes?

Voilà pourtant comme on écrit l'histoire! Ce n'est pas M. de Barante qui la travestit ainsi. Lui, comme un autre, assurément il eût préféré des réformes : ces réformes, le roi les voulait, et ce sera l'éternel honneur de l'infortuné monarque; mais la noblesse, le haut clergé, les parlements, les voulaient-ils aussi? N'ont-ils pas opposé à tout changement raisonnable, à toute transaction modérée une intraitable résistance? N'est-ce pas leur aveuglement, si tôt et si cruellement puni, qui a mis la France dans la dure nécessité de conquérir son émancipation au prix de maux incalculables? Conquête inévitable et follement contestée! Ce n'est pas là du fatalisme, la responsabilité des erreurs et des crimes n'en pèse pas moins sur ceux qui les ont commis; mais autant il est coupable et insensé de perpétuer, d'encourager sans relâche l'esprit révolutionnaire, autant il est puéril de nier la souveraine puissance, le caractère providentiel et expiatoire de ces grandes catastrophes, de ces crises terribles qui renouvellent et transforment un pays. Confondre avec une émeute mal réprimée le mouvement national de 89, c'est une thèse qu'il faut laisser à ceux

qui, depuis soixante ans, n'ont pas pris leur parti d'un ordre nouveau désormais irrévocable, ou à ceux qui, encore aujourd'hui, nous marchandent notre émancipation, c'est-à-dire aux anciens absolutistes, s'il en existe encore, ou aux absolutistes modernes, puisqu'il est vrai qu'il s'en forme de nouveaux.

M. de Barante, encore un coup, a l'incontestable mérite de rester à distance égale de tous ces excès opposés. En le lisant, on prend l'horreur des violences révolutionnaires sans épouser un seul des préjugés de l'émigration. Il inspire un salubre dégoût de toutes les tyrannies, de tous les despotismes, et par le seul effet du contraste, sans qu'il se mette en frais, il réchauffe, il fortifie un sentiment tout contraire, le respect et l'amour des institutions modérées, de la liberté légale, du vrai gouvernement libre, en un mot, ce but suprême, ce noble idéal de l'homme en société : gouvernement qu'il nous est permis d'admirer, de défendre et même de souhaiter, puisque la constitution qui nous régit nous le montre en perspective et nous le promet comme une récompense.

M. DE NARBONNE

ET

LE PREMIER EMPIRE

M. Villemain n'avait guère que vingt ans lors des premiers désastres de l'empire. Trop jeune encore pour être mêlé lui-même aux affaires, et pourtant déjà mûr à les comprendre et à les pénétrer; clairvoyant par nature, nourri tout fraîchement des leçons de l'histoire, doué d'un merveilleux don d'entendre et de ne rien oublier, il n'était pas un spectateur vulgaire, un stérile témoin des grands événements qui allaient étonner le monde. Chaque phase de nos calamités, chaque jour des deux fatales années 1812 et 1813, devaient se graver en traits ineffaçables dans ce jeune et généreux esprit. N'eût-il de ces temps-là d'autres souvenirs que les siens; ne nous racontât-il que ses pensées, ses conjectures, ses impressions personnelles, ce serait déjà pour nous et pour l'histoire de précieuses indications; mais le hasard nous voulait mieux servir : au lieu de jeter dans la foule ce perspicace jeune homme, au lieu de lui laisser

voir et juger les choses du dehors et sur l'apparence, il l'avait de longue main introduit, comme à dessein, dans l'étroite amitié, dans l'intime confidence de deux hauts personnages, de deux des puissants du jour, que le maître, au déclin de sa fortune, devait le plus souvent admettre à ses secrets et familiers entretiens. M. de Fontanes et M. de Narbonne, tous deux lettrés, portant tous deux dans la cour impériale les traditions, les goûts de leur jeunesse, et avant tout le culte de l'esprit, s'étaient sentis comme attirés par un attrait tout naturel vers une intelligence, la plus vive, la plus piquante, la plus ornée peut-être que jamais ils eussent rencontrée même en leurs meilleurs jours. Tout semblait combiné pour que ces deux nobles amitiés ouvrissent à M. Villemain une mine inépuisable d'enseignements et d'informations. S'il eût été de dix ans plus âgé, des rapports tout différents se seraient établis entre lui et ces deux hommes : ils l'auraient recherché, admiré, mais en lui laissant plus souvent la parole, en comptant davantage avec lui : se servir sans façon, à tout propos, de sa plume si facile et si prompte ; le mander à toute heure, le jour et la nuit même, lui dicter leurs souvenirs, leurs impressions de la journée, tout cela se pouvait faire avec un jeune homme de vingt ans ; plus tard, il eût fallu en user autrement : la même confiance n'aurait laissé que des traces fugitives, et nous ne profiterions pas aujourd'hui des trésors amassés dans ce commerce continu.

On comprend maintenant de quels souvenirs nous veut parler M. Villemain. Il ne s'agit ni de pensées, ni de méditations littéraires. Ce sont des Mémoires politiques, ou plutôt c'est de l'histoire, de l'histoire non composée, non com-

binée, coupée par fragments, mais vivante et prise sur le fait. L'heure n'est pas encore venue de raconter d'un seul jet, d'embrasser d'un seul regard, et surtout de juger sans passion l'ensemble de cette époque naguère si loin et maintenant si près de nous, mais il importe au moins de signaler jusqu'au moindre jalon qui pourra guider un jour les pas de l'historien, et de ne laisser s'éteindre aucune des vérités partielles qui lui serviront de flambeau. M. Villemain a compris ce devoir : comme un mandataire fidèle, il ne garde pas pour lui seul le dépôt qu'il a reçu. Ce qu'il nous en montre aujourd'hui est un engagement de nous en donner davantage. Il n'aura pas fait ce premier pas pour nous abandonner en chemin, et lancé ce premier volume pour le laisser isolé. Nous ne sommes qu'au début de ses *Souvenirs contemporains*. Après M. de Narbonne, M. de Fontanes aura son tour. Pour aujourd'hui, le premier seul est en scène ; nous n'avons devant nous que la noble figure du spirituel aide de camp de l'empereur Napoléon ; c'est lui seul qui nous initie aux secrets préliminaires et aux effrayants symptômes de nos sanglantes catastrophes.

Le narrateur a pris la plume pour rendre à la vérité un pur et sévère hommage, puis aussi pour payer un tribut de reconnaissance à une mémoire qui lui est chère. Jamais commémoration n'aura été plus efficace ; jamais plus signalé service ne fut rendu à un ami. M. Villemain n'honore pas seulement le comte de Narbonne, on peut dire qu'il le ressuscite. En divulguant ses confidences, en racontant son esprit et son cœur, c'est une nouvelle vie qu'il lui donne.

Nous savions bien que, vers 1809, un général de plus de cinquante ans, de bonne mine et de noble tournure, fidèle

non-seulement à la poudre, mais aux plus délicates manières, aux façons les plus exquises des anciens courtisans, et n'en portant pas moins avec une mâle aisance l'uniforme de la nouvelle armée, avait inopinément paru aux Tuileries et presque aussitôt pris place, au premier rang, dans les bonnes grâces, et la confiance de l'Empereur. Aucun bulletin n'avait jusque-là prononcé le nom de ce général : on se rappelait seulement qu'au début de la révolution, avant le 10 août, un comte de Narbonne, déjà militaire habile autant que parfait gentilhomme, ministre de la guerre en face de la législative, avait pendant quelques mois prêté au malheureux Louis XVI une assistance courageuse. La retraite et un silence de près de vingt années le rendaient depuis longtemps comme étranger aux générations nouvelles ; mais à peine autorisé à reprendre son épée, il avait, nous le savions encore, fait preuve d'un grand courage et d'un rare dévouement. Son esprit, sa bonté, ses vives réparties, son infatigable obligeance, on en parlait au camp aussi bien qu'à la cour ; mais ceux-là seuls s'en faisaient une complète idée, qui avaient eu l'heureuse chance d'approcher de sa personne. Mort quelques mois avant la chute de son maître, peu de temps après les désastres de Leipsick, quand l'État perdait par milliers ses plus vaillants défenseurs, il avait disparu et s'était comme effacé dans le deuil universel. Son retour à la vie publique avait été trop passager pour laisser de profondes traces, et il n'était donné qu'à un petit nombre d'amis de conserver de lui une fidèle image.

Désormais son portrait existe, visible à tous, et à l'abri des ravages du temps. La perfection de l'œuvre en garantit

la durée. Pour ceux qui ont connu M. de Narbonne, la ressemblance est, dit-on, saisissante : les moindres traits sont en saillie ; les illusions de l'amitié n'ont rien exagéré, rien embelli. Nous nous sommes permis sur ce point de ne pas accepter sans contrôle les souvenirs de M. Villemain. Tous les contemporains que nous avons consultés ont été unanimes ; tous nous ont dit comme lui : « qu'à la fin du dernier siècle et dans les premières années du nôtre, ils ne croyaient pas avoir rencontré un esprit plus rare et plus cultivé, un cœur plus généreux, un homme plus aimable dans le commerce de la vie, et plus hardi, plus sensé, plus capable de grandes choses. » L'un d'eux, qui s'y connaît, nous a même assuré que pour de fins auditeurs la conversation de M. de Narbonne était plus attrayante et de meilleur aloi que celle de M. de Talleyrand lui-même. Non-seulement, nous a-t-il dit, il avait plus de lettres, plus d'études, et ce qui n'était guère difficile, plus d'âme et plus de cœur ; mais il avait plus d'esprit, plus d'esprit argent comptant, la parole plus vive, le trait plus étincelant. Nous tenons cet éloge pour exempt de toute complaisance, et nous en concluons qu'il n'y a vraiment rien à rabattre de toutes les perfections que M. Villemain a réunies dans ce portrait si merveilleusement peint de mémoire. Un seul trait nous cause, il faut le dire, quelques doutes involontaires. M. de Narbonne avait-il conservé, avait-il jamais dû sentir un tel amour, un besoin si réfléchi du régime légal et de la liberté constitutionnelle ? Que dans le palais de l'empereur Napoléon il passât pour libéral, cela se comprend. Il avait essayé, dans son court ministère, de concilier l'ancien régime et la révolution ; il professait une vive et

sincère admiration pour madame de Staël ; il avait cette liberté d'esprit, cette politesse indépendante qui hasarde une objection et sauve l'audace du conseil par la grâce du compliment. C'était là son mérite, son cachet original au milieu de cette cour plongée dans la muette soumission. L'empereur, qui l'avait tiré de sa retraite et en avait fait son aide de camp pour rompre la monotonie de ses interlocuteurs ordinaires, pouvait très-bien lui dire : « Mon cher Narbonne, vous qui avez cru à la constitution de 1791, vous qui êtes constitutionnel, vous que je n'ai pas encore guéri du pli de 1789. » C'étaient des façons de parler comme les aimait ce causeur tout puissant ; mais cela voulait-il dire que des institutions modérées, des garanties politiques fussent réellement pour le noble aide de camp un idéal dont il poursuivait la chimère, et que l'empereur crût tout de bon avoir à son chevet et sous sa tente un véritable idéologue ? Franchement nous en doutons ; si M. de Narbonne cherchait la liberté, on conviendra qu'il prenait pour l'atteindre un singulier chemin, et qu'en entrant aux Tuileries il s'était imposé une rude pénitence !

Ce qui nous fortifie dans nos doutes, c'est que, même à son jeune âge, avant 1789, il ne passait pas, ce nous semble, pour avoir chaudement épousé, comme tant de jeune noblesse, les idées de réforme et d'émancipation. Il s'était abstenu sagement de la croisade américaine, et s'il salua l'aurore de la révolution, ce fut assurément avec moins d'enthousiasme que bien des gens de cour comme lui. Il entra de bonne heure dans les rangs constitutionnels, parce qu'il voulut rompre dès l'abord avec l'émigration. Son bon sens l'avait averti que de tous les moyens de servir la

royauté celui-là était le plus malhabile et le plus impuis-
 sant. Cette manière de se défendre en abandonnant la partie
 répugnait à son loyal courage. Il voulait qu'on fit avec fran-
 chise de justes sacrifices, et qu'ensuite on résistât en se
 groupant autour du roi. C'était là de la tactique, du roya-
 lisme intelligent, et non un penchant bien vif aux nouvelles
 idées. Pour tout dire, en un mot, sous Louis XVI comme
 sous Napoléon, M. de Narbonne, à notre avis, était et devait
 être ce que la nature l'avait fait, un homme de cour, de la
 meilleure et de la plus rare espèce, mais un homme de
 cour. Nous ne prétendons pas que son éloquent biographe
 l'ait affublé en citoyen. Ce n'est pas lui qui commet de
 semblables méprises. Il a seulement, sur ce point, reproduit
 un peu trop littéralement, peut-être, ses souvenirs de 1812.
 Le jeune homme de vingt ans, épris dès lors de ces hautes
 idées de droit et de justice auxquelles l'homme mûr devait
 rester si noblement fidèle; savourant avec passion, non-
 seulement les chefs-d'œuvre de l'éloquence antique, mais
 un fruit bien autrement défendu, les discussions du parle-
 ment d'Angleterre, pouvait-il ne pas prendre pour un se-
 cret amant du gouvernement constitutionnel un homme
 qui lui traçait avec un sincère enthousiasme les portraits
 des plus illustres orateurs anglais, qui tenait à honneur
 d'en avoir intimement connu et aimé quelques-uns, et qui
 parlait, sans injures ni colères, de la Grande-Bretagne et de
 ses institutions? Comment ne pas se méprendre et ne pas
 transformer une liberté d'esprit alors si rare et presque pé-
 rilleuse, en amour de la liberté?

Peu importe, après tout : ce n'est là qu'une nuance dans
 la vérité du portrait; que M. de Narbonne ait été plus ou

moins libéral, cela ne regarde et n'intéresse que ceux qui l'ont connu. Il était généreux, chevaleresque, plein d'esprit, de bon sens ; il aimait ardemment son pays, nous n'en voulons pas davantage : c'est tout ce qu'il en faut pour donner tout crédit et à ses confidences et aux belles pages historiques qu'elles ont inspirées.

Jamais cadre plus heureux ne fut plus artistement rempli. A travers cette biographie de M. de Narbonne, c'est tout un quart de siècle de notre histoire, et quel quart de siècle ! c'est la révolution tout entière, le consulat, l'empire qui passent devant nous. Les événements, les personnages ont beau nous être connus, ils semblent rajeunir et prendre un aspect nouveau à être ainsi présentés incidemment, de profil, sous une forme aussi concise qu'attrayante, et au point de vue d'un homme exilé de son pays, mais lui appartenant toujours et résolu à ne servir que lui.

M. de Narbonne aimait à s'entretenir de cette triste et aventureuse partie de sa vie qui commença le lendemain du 10 août. Échappé au massacre, grâce au courage de l'amitié, il était venu chercher à Londres un refuge ; puis, à peine en sûreté, peu s'en fallut qu'il ne revînt en France chercher volontairement la mort. Il avait, au premier bruit du procès du roi, revendiqué le droit de comparaître à la barre de la convention, comme ex-ministre de la guerre, pour assumer la responsabilité de ses actes. La convention, qui n'avait nulle envie d'augmenter l'éclat de la défense, repoussa cette demande, que seul de ses anciens collègues M. de Narbonne avait osé former. Réduit à invoquer l'intervention de l'Angleterre en faveur du royal accusé, un nouveau refus l'attendait. Il n'entraît dans les desseins du gou-

vernement britannique ni d'épargner une honte à la France, ni d'avoir l'air d'essuyer un refus. Le moment était solennel pour cette fière et prudente nation : libre, paisible, soumise aux lois, affectant de respecter dans une neutralité silencieuse nos tentatives de liberté sitôt déçues, sitôt déshonorées, mais résolue à se garantir du volcan qui nous dévorait, elle attendait froidement que le moment fût venu d'entamer contre nous une guerre à outrance pour assurer du même coup et le salut du monde et sa propre suprématie. Ce grand spectacle avait profondément frappé M. de Narbonne, et il en avait percé le mystère avec une sagacité qui se reflète dans les chapitres sur son séjour à Londres. Nous y suivons M. Pitt dans tous ses mouvements ; nous assistons à ses formidables apprêts ; nous le voyons, guidé par le génie, soutenu par la haine, n'éclater qu'à son heure et se faire pour ainsi dire imposer par son pays cette guerre qu'il lui soufflait au cœur depuis deux ans, et qu'il avait fait passer dans ses veines. Puis, quand le signal est donné, quand l'appel à la force est devenu public : quand l'Angleterre, jetant le masque, a recruté contre nous les armes de tous les peuples, l'hospitalité d'un tel pays devient, on le conçoit, intolérable à M. de Narbonne, et on aime à le voir, non-seulement fermer l'oreille aux indiscrètes instances du chef de la coalition, mais chercher aussitôt dans les vallées alors paisibles de la Suisse, sur une terre qui se flattait encore de rester neutre, un asile et la chance de rencontrer des Français, émigrés involontaires comme lui.

Tant que dura la république, M. de Narbonne n'essaya même pas de rentrer dans sa patrie. L'exil était pour lui une peine cruelle, et, après la chute de la terreur, bien

Ces moyens lui étaient offerts de mettre un terme à sa proscription ; mais il méprisait la faction corrompue qui s'était emparée de notre pauvre France, sous prétexte de l'affranchir, et il n'eût pas senti moins de dégoût à lui demander l'hospitalité à l'intérieur, qu'à la recevoir au dehors de nos plus acharnés ennemis. Ce ne fut qu'à l'établissement du gouvernement consulaire, lorsqu'aux iniquités accumulées par tous les pouvoirs précédents semblait succéder un sincère et durable retour à l'ordre et à la justice, qu'il se hâta de revoir cette France et ce Paris dont il était séparé depuis huit ans. Il y retrouva des amis, quelques-uns puissants et bien en cour, mais qui ne jugèrent pas à propos d'user pour lui de leur faveur, et de risquer qu'il la partageât avec eux ; aussi, bien que séduit par l'éclat du nouveau pouvoir, et enclin dès lors à le servir, il n'en fut pas aperçu, et de longues années s'écoulèrent sans qu'on le vît sortir de l'inaction et de l'obscurité. Il n'avait revu la patrie que pour y continuer sa vie d'exil, au milieu de ses livres et dans quelques cercles intimes qu'il charmaient de ses éblouissantes causeries. Le bruit n'en parvint à Saint-Cloud que vers 1809, et ce fut seulement alors, quand il n'y songeait plus, que la faveur le vint chercher et le jeta brusquement dans le plus violent tourbillon de la vie militaire, lui qui philosophaient depuis près de vingt ans.

Ici tout va changer, son histoire comme sa fortune. Les chapitres qui précèdent étaient une introduction : brillante et rapide esquisse où les aperçus généraux se succèdent et s'enchaînent entremêlés de fines anecdotes, de malicieux portraits, parfois de tableaux lumineux, telles que ces pages sur le 18 brumaire et les débuts du consulat, si vraies,

si neuves, et du nombre des plus belles que l'auteur ait écrites. Ce préambule se poursuit tant que M. de Narbonne conserve ses loisirs; dès qu'il entre dans l'action, on peut dire que le livre commence. La scène se circonscrit; au lieu de rayonner, l'intérêt se concentre; l'historien ne porte plus çà et là ses regards, il s'enferme dans une étude approfondie de quelques événements formidables, sur la foi du témoin le mieux placé pour les bien voir.

C'était à l'ouverture de la campagne de 1809, peu de temps avant Essling, que M. de Narbonne avait reçu l'invitation de reprendre son grade et de rejoindre la grande armée. Etrange destinée que la sienne! n'avoir servi que deux monarques, et tous deux si près de ne l'être plus! Il est vrai qu'en 1809 on ne se doutait guère de l'abîme qui commençait à s'ouvrir sous les pas de son nouveau maître. La différence semblait grande entre un malheureux roi prisonnier dans son palais, sans armée, sans argent, n'exerçant plus qu'un pouvoir dérisoire, et ce puissant vainqueur, obéi, redouté, enrôlant sous son drapeau, non-seulement les soldats de la France, mais les armées de l'Europe, commandant à ses rois comme à des lieutenants, et jetant des trônes en dot à tous les membres de sa famille. Un œil exercé pouvait bien entrevoir certains périls naissants que lui seul s'était faits, l'envahissement de l'Espagne, l'enlèvement du Saint-Père; mais ces blessures, bientôt mortelles, n'étaient pas aperçues de la foule: personne n'abordait l'idée que la fortune pût le trahir; sa force était d'être vaincu et de passer pour invincible.

Aussi ce fut un rude coup et un avertissement sévère que cette journée d'Essling où le conquérant et son armée

semblèrent un instant perdus. Les yeux s'ouvrirent; d'un bout à l'autre de l'Europe on sentit comme un frémissement de doute chez les uns, de vague espoir chez les autres : puis de nouveaux efforts de génie et d'audace, Wagram, une paix triomphante, eurent bientôt dissipé, au moins en apparence, ce trouble passager, et rétabli l'ancien prestige. Un mariage, dont les maisons régnantes les plus fières s'étaient disputé l'honneur, la naissance d'un fils, tant de prospérités coup sur coup, tant de gages de force et de durée, achevèrent, on peut le dire, d'effacer, sauf dans quelques esprits, tout souvenir d'Essling ; et lorsqu'au printemps de 1812, le bruit se répandit qu'une expédition lointaine et gigantesque allait être tentée, bien peu de gens auraient osé prédire un résultat fatal à l'agresseur. Peut-être en sondant ses plaies secrètes, les aurait-on trouvées déjà vives et profondes ; peut-être sa nouvelle armée, amas d'hommes de toutes les nations, avait-elle grandi plutôt en nombre qu'en puissance ; ce n'était plus l'armée compacte, homogène, aguerrie de Friedland et d'Eylau, l'armée de 1807 ; mais à ne voir que la surface, c'était la plus immense armée des temps modernes, et celui qui la commandait n'avait jamais atteint, dans l'opinion des hommes, un plus haut degré de puissance. L'heure de sa chute allait pourtant sonner ! Quel coup de foudre ! quelle accablante leçon ! quel exemple de notre néant ! Fut-il jamais plus grand spectacle et plus effrayante tragédie ?

M. Villemain s'abstient, on le comprend, de tout récit militaire de la campagne de 1812. Cette tâche appartient à ceux qui portent une épée, et quelques-uns déjà l'ont dignement remplie. Nous ne manquons ni de souvenirs stra-

tégiques, ni même d'éloquentes peintures, soit des désastres de la retraite, soit des stériles victoires de l'invasion. Mais ce qui est moins connu que le drame lui-même, et ce qui n'est pas moins émouvant, c'est le mystérieux prologue qui l'avait précédé. Pendant que nos bataillons se formaient, s'instruisaient en silence, trois mois s'étaient passés, trois mois de fièvre et d'insomnie, où l'inventeur de ce fatal projet l'avait mûri, agité, débattu, d'abord avec lui-même, puis avec ses compagnons d'armes les plus discrets et les plus sûrs, Duroc, Berthier, Caulaincourt, souvent aussi avec le plus âgé de ses aides de camp, interlocuteur préféré qu'il semblait avoir à cœur de convaincre plus encore que les autres. Tous ils parlèrent avec sincérité, avec un douloureux et tendre dévouement. La vérité lui fut dite. Faveur si rare que Dieu lui accordait sans doute après tant d'autres biens dont il l'avait comblé, pour mieux justifier les rigueurs qu'il réservait à son aveuglement !

C'est à ces entretiens gravés au moment même dans une mémoire fidèle que nous font assister les *Souvenirs contemporains*. Il n'y a ni fiction, ni poésie qui ne pâlisce devant de telles réalités. Sont-elles pures de tout mélange ? Nous n'oserions le dire. L'art pourrait bien, dans quelques beautés d'expression, être venu en aide au souvenir ; mais le fond est évidemment vrai ; ces choses-là ne s'inventent pas. Etranges dialogues ! Le maître acceptait bien, provoquait même la controverse, à condition de n'avoir, après tout, de conversation qu'avec lui-même. La contradiction ne servait qu'à lui fournir la réplique pour continuer son monologue. Il en était venu à force de prospérités à ce genre de maladie où l'homme oublie qu'il a des semblables, s'isole

et s'enferme en lui-même et devient comme impénétrable à la lumière du dehors. Des serviteurs plus hardis, des amis plus éloquents n'auraient pas réussi à se faire mieux entendre. Personne, pas même lui, ne pouvait plus lutter contre une invincible passion, la passion du jeu, du grand jeu des batailles. Il se sentait au fond de l'âme entraîné, vaincu, subjugué, et toute sa vigueur d'esprit n'était plus employée qu'à forger des raisons pour s'excuser et s'absoudre. De là ce flot, ce torrent de sophismes éloquents, de sublimes extravagances qui déborde de ses lèvres dès qu'il parle de Moscou, de la mission qui l'y attend, des éternels services qu'il va rendre aux générations futures en s'enfonçant dans ces déserts. On sent qu'il s'enivre en parlant et qu'il cherche encore moins à convaincre ceux qui l'écoutent qu'à se tromper et à s'étourdir : « Quel homme ! » s'écrie M. de Narbonne, après deux heures de ces impétueuses paroles. Quelles grandes idées ! Quels rêves ! Où est le garde-fou de ce génie ? C'est à n'y pas croire ; on est entre Bedlam et le Panthéon ! » Alternative éloquente dans la bouche d'un ami ; sa vieille admiration ne souffrait pas qu'il en dit davantage ; mais la tristesse de sa voix avait trahi sa pensée.

Et pourtant, tel est l'intérêt qui s'attache au génie, même dans son vertige, que malgré cette obstination, évidemment incurable, on doute, on attend, on espère, et jusqu'au dernier moment on se surprend à croire qu'un si grand édifice ne s'écroulera pas d'un seul coup. C'est là le côté dramatique, attachant de cette sombre histoire. La péripétie s'en prolonge tant qu'il reste à cet homme, courant tête baissée à ce gouffre béant que lui seul ne voit pas, une

chance de salut et de raison. Tant qu'il n'a pas quitté Saint-Cloud, sa fortune et l'avenir sont encore dans ses mains ! à Dresde même, dernières heures de sa toute-puissance, rien ne semble irrévocable. Ces longs retards ne veulent-ils rien dire ? Il hésite peut-être, il va peut-être ouvrir les yeux. A Wilna, l'intérêt redouble ; sans doute, il va s'arrêter ; il en est temps : l'été s'enfuit, l'hiver viendra si tôt : comment ne le voit-il pas ? mais il marche toujours. A Witepsk enfin, même à Smolensk, tout n'est pas perdu s'il s'arrête ; il peut revenir sur ses pas, affaibli, mutilé sans doute, mais terrible et de force à renaître tout entier. Il marche, il marche encore, il atteint ce Moscou, ce fantôme, ce rêve : là, plus d'incertitude : le doigt de Dieu l'attend. L'arrêt est prononcé : il est perdu quoi qu'il fasse ; sa destinée ne dépend plus de lui. Mais il comble la mesure. L'orgueil l'a conduit au fond de ces déserts, l'orgueil lui défend d'en sortir ; il pourrait, en partant, sauver le reste de ses braves, il s'obstine à demeurer. Il s'attache à ce monceau de cendres, à ces ruines fumantes, pour constater qu'il les a conquises ; pour ne pas s'avouer, pour ne pas avouer au monde que tous ses plans sont déçus. Au terme du voyage comme au jour du départ il lui faut vivre de mensonges ! Puis il s'éveille en sursaut devant un rempart de frimas, des nuées d'ennemis, et quatre cents lieues à parcourir, ou plutôt à joncher de cadavres.

Si l'idée d'un échec possible avait ému l'Europe après Essling, quel ébranlement n'allaient pas exciter la vue de cet affreux désastre, cette héroïque armée anéantie, ces calamités sans exemple ? De la Vistule au Rhin les peuples laissent voir une joie mal déguisée ; on entend leurs cris

de vengeance : les rois dans la stupeur hésitent, se consultent ; même les plus sincères et les plus compromis, osent à peine rester fidèles. Tout semble présager un dénouement prochain : on se trompe. Le géant n'est que terrassé, et se prépare à un suprême effort. Bientôt on le voit s'élançer à la tête d'une armée, d'une autre grande armée, sortie de terre à sa voix. Cette résurrection, presque aussi prodigieuse que le désastre lui-même, tient l'Europe en suspens. Si ce joueur terrible allait recouvrer sa force et contenir ses alliés, qui sait s'il tarderait longtemps à laver son affront dans de nouvelles conquêtes ? Le climat seul, après tout, a triomphé de lui : la guerre, la franche guerre peut lui rendre ses faveurs. Déjà son ancienne étoile ne reprend-elle pas son éclat ? A Lutzen, à Bautzen, à Dresde, le capitaine a reparu toujours habile et encore heureux. Mais à quoi bon ? Cette gageure, cette partie désespérée, il ne peut la gagner. Depuis Moscou elle est perdue, irrévocablement perdue. Il aura beau faire des prodiges, gagner des combats, des batailles, il ne retardera que d'une heure son inévitable destin. De là, sur ses premiers succès de la campagne de 1813, je ne sais quelle empreinte de fatalité qui vous serre le cœur. Il semblerait qu'après 1812, après ces déchirants tableaux, rien ne dût nous émouvoir ; eh bien ! il est un spectacle plus triste encore, s'il est possible, c'est ce retour trompeur de la victoire, ces lauriers inutiles, cette joie si courte de nos pauvres conscrits, intrépides enfants, dernier sang d'une patrie qui s'épuise et qui va succomber sous le poids irrésistible de tous ses ennemis l'écrasant à la fois.

Existait-il un moyen, une chance d'affaiblir, sinon de bri-

ser cette formidable ligue ? Le concours de l'Autriche, ou même sa neutralité sincère, aurait suffi, peut-être, à rétablir la balance. Pouvait-on l'acheter ? A quel prix ? Dès la fin de 1812, en quelques jours passés à Vienne, M. de Narbonne avait saisi, et sur-le-champ signalé à son maître, des symptômes évidents de défection. C'était folie, selon lui, de prendre au sérieux les liens de famille ; il fallait, avant la campagne, rendre à la monarchie autrichienne un assez vaste territoire, la doter assez largement pour qu'elle n'eût pas même la pensée d'obtenir plus en jouant plus gros jeu.

Cette façon de tailler dans le vif, de jeter quelque chose à la mer pour ne pas périr corps et biens, d'essayer jusqu'au bout des chances raisonnables, sans jouer jamais quitte ou double, nous comprenons qu'elle plût à M. de Narbonne, qu'elle séduisît cet esprit à la fois sensé et résolu. C'était le même conseil, à part la différence des temps et des situations, qu'en 1792 il donnait à Louis XVI. Conseil excellent sans doute, mais d'une exécution impossible. Si le monarque constitutionnel n'avait eu à défendre sa couronne et sa vie que contre une assemblée, c'est-à-dire contre les sommités du tiers état, contre les hommes qui semblaient conduire le pays, nul doute que de promptes et habiles concessions n'eussent pu diviser ses adversaires et raffermir sa puissance ; mais derrière l'assemblée étaient les masses, les masses qu'elle avait déchaînées, qu'elle ne gouvernait pas, qui la poussaient au contraire, aveugle et brutale avalanche, qui, loin de s'arrêter devant les concessions, en devenait plus rapide et plus meurtrière. De même en 1813, si l'empereur Napoléon n'avait eu à combattre que des

gouvernements, il n'eût pas été impossible, en ne marchandant pas, en se résignant de bonne heure à en bien traiter quelques-uns, de rompre le faisceau et d'avoir bon marché des autres. Mais les peuples étaient derrière, ardents, impitoyables, n'entendant accepter ni transaction ni marché. Qu'importait aux Hongrois, aux Bohêmes, aux Tyroliens, qu'on rendit à l'Autriche les provinces illyriennes? Ce n'était pas pour des compensations, pour des indemnités géographiques qu'ils avaient pris leurs carabines, quitté leurs femmes et leurs enfants; c'était pour la guerre sainte, pour expulser de leur sol ceux qui l'avaient victorieusement foulé, pour les poursuivre à leur tour et renverser dans sa propre patrie cette puissance oppressive qui les traitait si durement. L'heure était donc passée de recourir aux concessions. C'était dix ans plus tôt qu'il eût fallu s'y prendre. On pouvait alors essayer d'un peu plus de justice et de modération, moins abuser de la victoire, moins pressurer, moins humilier. Peut-être, au jour de la défaite, aurait-on rencontré de moins implacables colères. Cette chance n'existait plus. Les paroles de paix, les pourparlers, les conférences, les préliminaires de congrès, tout cela n'était que chimère. L'Empereur, en se refusant à tous les sacrifices réputés suffisants, en s'attachant avec obstination à toutes ses conquêtes, même à celles qu'il ne possédait plus, ne changeait donc rien à sa fortune; ses amis, ses meilleurs serviteurs avaient tort de lui en faire un crime : eût-il tout cédé, les souverains eussent-ils été sincères; cette diplomatie tortueuse dont ils l'enveloppaient pour le perdre eût-elle marché droit au but; eût-on voulu la paix des deux côtés, l'eût-on signée, l'Europe déchaînée, ivre d'indé-

pendance et de sang, aurait biffé la signature et poussé ses chefs contre nous.

M. de Narbonne, hâtons-nous de le dire, tout en conseillant la sagesse, n'espérait guère qu'elle portât ses fruits. Bientôt, le temps marchant si vite, il fut des premiers à reconnaître que devant cet impétueux réveil du sentiment national, tout sacrifice était tardif et toute transaction impossible. Lorsqu'à la fin de mars 1813, son maître l'eut choisi pour aller en ambassadeur tenter à Vienne un dernier effort, il partit le cœur navré, sans la moindre espérance d'un retour de fortune pour la cause qu'il avait embrassée si tard, et qu'il servait d'un cœur si jeune et si ardent. Il dit adieu à ses amis comme un homme averti qu'il ne doit plus les voir, le regard encore serein dans sa tristesse, et l'esprit aussi libre que s'il n'eût rien prévu. Huit mois après, abandonné, au plus fort du désastre, dans un poste perdu, au milieu de soldats malades, mortellement atteint lui-même, il ne songea qu'à eux, leur prodigua ses soins, les soutint de son courage, et, se dévouant jusqu'au bout, ne s'alita que pour mourir.

Cette imparfaite esquisse, où à peine avons-nous indiqué quelques traits de la figure de M. de Narbonne et le fond historique sur lequel elle se détache, s'adresse seulement à ceux de nos lecteurs, déjà sans doute en petit nombre, qui n'ont pas encore lu les *Souvenirs contemporains*. Bientôt ils verront de leurs yeux ce que nous renonçons à leur apprendre. Il est des choses qu'une œuvre d'art peut seule dire d'elle-même. Celle-ci a le double mérite d'être à la fois un portrait et un livre; un livre qui désormais a sa place marquée parmi les plus brillantes et les plus instruc-

tives études qu'inspirera l'histoire de l'empire. Nous n'oserions affirmer, en parlant d'un esprit si fécond, et de qui nous avons tous reçu, dans notre vie, tant de nobles semences et d'utiles leçons, que son dernier écrit efface tous les autres ; mais si, par l'étendue, par l'ordonnance, par la régularité du plan, M. Villemain a pu produire des œuvres plus complètes que celle-ci, jamais, assurément, jamais il n'a rien créé d'aussi animé, d'aussi vivant, rien qui rappelle mieux la magie de sa parole et le feu de son esprit.

LA RÉUNION

DE

LA LORRAINE A LA FRANCE

(A propos de l'*Histoire* de M. le comte d'Haussonville.)

I

Le duché de Lorraine n'a été réuni définitivement à la France qu'en 1766, près d'un siècle, par conséquent, après l'Alsace et la Franche-Comté. A voir la position de ces trois provinces, les rôles semblent intervertis. Celle qui devait être française avant les autres est précisément celle qui a tant tardé à le devenir. L'Alsace toute allemande, la Franche-Comté à demi espagnole, n'avaient avec la France aucune de ces affinités qu'entretenaient en Lorraine les mœurs, les relations, la langue du plus grand nombre des habitants. La Lorraine, on peut le dire, faisait corps avec

nous; elle nous était d'avance acquise et dévolue; c'est elle cependant qui a tenu bon la dernière; c'est elle qui clôt la liste de ces territoires réunis dont, à travers les siècles, s'est formée peu à peu la puissante unité de notre sol français.

Comment ce petit État a-t-il conservé si tard son existence indépendante? Par quel enchaînement de hasards et de combinaisons a-t-il si longtemps échappé aux dangers d'un si gros voisinage? Sans frontières naturelles, sans délimitation géographique visiblement tracée, défendu d'un côté seulement par une chaîne de montagnes, ouvert de l'autre à tout venant, mêlé, fondu pour ainsi dire à la Champagne, ce rempart de la vieille France, puis, en dernier lieu, réduit à l'état d'enclave, cerné et comme emprisonné entre nos anciennes limites et nos frontières nouvelles du Rhin et du Jura, comment n'a-t-il pas été plus tôt absorbé par notre monarchie? Il y a là un problème historique qui vaut la peine qu'on l'examine, et nous comprenons qu'un esprit sagace et pénétrant s'en soit fait un sujet de sérieuse et persévérante étude.

Ce n'est pas, à proprement parler, une histoire de Lorraine qu'entreprend M. d'Haussonville. Il n'entend pas refaire l'œuvre de dom Calmet; les in-folio du docte bénédictin sont là pour qui veut connaître en détail les origines de cet antique duché, ses progrès, ses vicissitudes depuis qu'en l'an 1048 l'empereur Henri III le donna par investiture au fondateur de la maison de Lorraine, à ce Gérard d'Alsace dont la postérité est maintenant assise sur le trône impérial d'Autriche. Gérard n'avait-il dû sa couronne ducal qu'au choix de l'empereur? La tenait-il, par élection,

des nobles ses égaux? Avait-il par lui-même des droits héréditaires? Descendait-il, par exemple, de Lothaire I^{er}, comme le prétendaient les Guise et les écrivains à leurs gages? Ce sont là des questions que M. d'Haussonville abandonne à dom Calmet. Cette thèse généalogique, ardente controverse au seizième siècle, au milieu des passions de la Ligue, serait oiseuse aujourd'hui. Pour les hardis compétiteurs d'Henri III la fortune était grande d'avoir même un prétexte à l'appeler usurpateur; de pouvoir dire : « Nous ne sommes pas des étrangers; nous ne captons pas votre bien, c'est vous qui détenez le nôtre. Vous n'êtes fils que de Capet, nous le sommes de Charlemagne. » Mais ces prétentions de circonstance naissent et meurent promptement; ce sont de frêles édifices dont le temps a bientôt fait justice : celle-ci s'est évanouie avec l'ambitieux espoir qui l'avait suggérée. Ce qui est resté à cette maison de Lorraine, ce qui était beaucoup plus clair que sa filiation carlovingienne, c'est l'honneur d'être sortie d'une souche déjà puissante dès le milieu du onzième siècle, et, pendant cinq cents ans, féconde en princes vraiment dignes de régner, puisque, selon la juste observation de M. d'Haussonville, ils ont eu presque tous ce rare privilège de naître avec les vertus soit guerrières, soit pacifiques, que réclamait, selon les circonstances, l'intérêt de leur pays.

Il ne faut pas croire en effet que ce soit seulement aux Guise, c'est-à-dire à sa branche cadette, que la maison de Lorraine ait dû son illustration. Avant que le cinquième fils de René II se fût fait naturaliser Français et eût jeté à la cour de Louis XII les fondements de sa haute fortune, il avait eu, en Lorraine, des aïeux plus illustres que lui.

Son père notamment, vers la fin du quinzième siècle, avait rempli l'Europe du bruit de ses victoires, grand et heureux capitaine qui vainquit Charles le Téméraire à Morat, et acheva de l'abattre sous les murs de Nancy. Le successeur de René II, le duc Antoine, ne le cédait guère à son père, sinon en bouillant courage, du moins en tenacité politique. C'est lui qui trouva le secret d'affranchir son duché de l'antique suzeraineté impériale, perpétuée depuis 1048, et qui obtint de Charles-Quint lui-même qu'il le reconnaitrait pour souverain indépendant. L'histoire de tous ces ducs lorrains jusqu'au milieu du seizième siècle, jusqu'aux premières splendeurs de la maison de Guise, ne manquerait, à coup sûr, ni d'éclat ni d'intérêt; mais tel n'est pas le sujet que s'est proposé M. d'Haussonville, il vise à un autre but; il veut nous faire le récit des luttes et des causes diverses qui ont retardé si longtemps la réunion de la Lorraine à la France. Or, jusqu'au milieu du seizième siècle, loin d'être aux prises avec la France, la Lorraine s'appuie sur elle. C'est contre l'Allemagne qu'est son constant effort. De ce côté lui viennent les orages et les dangers. La France envahie, déchirée, réduite à se reconquérir elle-même, ne songe guère encore à pousser plus loin ses frontières. Il ne lui faut qu'un allié qui fasse tête à l'ennemi commun et l'aide à le tenir en bride. Cet allié, c'est la Lorraine. Même après Charles VII et Louis XI, sous Louis XII et François I^{er}, une secrète entente, souvent même une alliance avouée, se perpétue entre nos rois et les princes lorrains. Henri II le premier fait un pas hors de cette voie : c'est sous son règne qu'un premier acte hostile, ou plutôt un premier signe des convoitises de la France, interrompt cette longue union tra-

ditionnelle, et soulève entre les deux pays un premier ferment de discorde.

Trois fortes villes, au cœur même du duché, bien que n'en faisant pas partie, Metz, Toul et Verdun, à la fois places de guerre impériales et sièges épiscopaux, les trois évêchés, comme on les appelait, furent, en 1552, dès le début de la campagne, occupées par le roi de France, allié aux chefs allemands de la ligue protestante. C'était la clef du pays qui tombait dans sa main. Pour peu qu'il conduisit passablement ses affaires, la possession de ces trois villes lui assurait dans un temps prochain l'occupation du duché tout entier. Tout semblait concourir à lui en ménager la conquête. Un enfant de huit ans venait d'en hériter : cette minorité suffisait pour préparer sans violence une complète dépossession. Le jeune prince, éloigné de sa mère, fut conduit à Paris pour être élevé en compagnie et dans l'amitié du dauphin. On en fit un prince français, bientôt un gendre du roi, et quelles que fussent les qualités solides et brillantes de ce jeune Charles III, jamais, probablement, il n'eût été duc de Lorraine dans le vrai sens du mot, s'il eût conservé son beau-père, comme tout semblait l'annoncer, seulement quinze ou vingt ans de plus. Sa condition à la cour de France se fût, à son insu, malgré lui, insensiblement changée; on ne l'eût pas laissé séjourner trop longtemps à Nancy, renouer avec ses sujets des liens trop étroits, et sa couronne souveraine, enrichie de quelques joyaux, comme celle d'un fils de France, fût bientôt devenue apanagère ou peu s'en faut. Pour lui rendre l'indépendance à lui et à ses sujets, ce n'était même pas assez du malheur de nos armes : la bataille de Saint-Quentin et

le traité spoliateur qui la suivit ne nous enlevèrent pas les évêchés. Avec Metz, Toul et Verdun, nous gardions la haute main dans la Lorraine, nous y conservions tous nos projets, toutes nos espérances; mais ce que n'avaient point fait les bandes espagnoles, un coup de lance mal donné allait le faire. Le funeste tournoi qui mit la France en deuil ne fut suivi peut-être, en aucun lieu d'Europe, d'autant de changements qu'en Lorraine. C'était une vraie délivrance. La couronne de France tombait en des mains débiles, la Lorraine allait respirer. Dans les petits États proches des grands empires, le repos et la prospérité commencent quand le trouble et la ruine entrent chez leurs voisins.

Ainsi voilà le premier temps d'arrêt en quelque sorte providentiel qui devait retarder la réunion des deux pays. Cette mort prématurée d'Henri II, comme, cinquante ans plus tard, la mort non moins inattendue et plus déplorable encore d'un autre roi de France, rendait la vie à la Lorraine. Elle rompait tout le travail entrepris depuis sept ans, renversait tous les fils, brisait tous les jalons déjà dressés. Le jeune duc, marié et parvenu à sa dix-septième année, eut bientôt pris en personne possession de ses États. s'installa dans sa capitale, et, tout en restant l'ami fidèle du jeune roi son beau-frère et l'auxiliaire ardent de MM. de Guise ses cousins, travailla dès lors sans relâche à consolider son pouvoir et surtout à l'affranchir, soit en entourant ses places fortes de bonnes ceintures de bastions, soit en réveillant chez son peuple l'esprit de nationalité par d'habiles et sages mesures.

C'est ici que M. d'Haussonville aborde son sujet : il entre en matière avec ce règne de Charles III, le plus calme, le

plus prospère, le plus brillant, que dût encore voir la Lorraine, règne qui se prolonge pendant un demi-siècle, jusqu'en 1608, sans embarras sérieux et presque sans nuages, aussi bien lorsque la France est au plus fort de la tempête que lorsque enfin elle recouvre un peu d'ordre et de repos. Si ce règne n'était qu'un long tableau de félicité provinciale, l'histoire en serait bientôt faite. Rien n'est si vite raconté que le bonheur des nations : c'est dans leurs mauvais jours qu'elles prêtent à parler d'elles ; mais ici l'histoire a deux faces : elle regarde à la fois la Lorraine et la France. Tout en nous montrant la justice, la paix, la tolérance, maintenues dans le duché, elle nous fait voir le royaume agité, dévasté, couvert de sang et de ruines. Ce Charles III, si habile à préserver ses sujets de nos querelles et de nos maux, n'en est pas pour cela spectateur impassible et désintéressé. Il n'entre que le plus tard possible dans l'entreprise de ses cousins, évitant de se commettre tant que la souche des Valois conserve un rejeton ; mais, dès qu'Henri III reste seul et sans espoir d'enfants, le duc de Lorraine, par amour pour les siens, se fait ligueur à face découverte, signe l'Union, arme des régiments et tient hardiment la campagne. Cela dure quelques années, puis il finit par reconnaître que ni lui ni son fils, en supposant que la Ligue triomphe, ne profiteront du butin ; que c'est à ses cadets, aux Guise et aux Mayenne, que le flot populaire portera la couronne. Alors il se retire, comme il était venu, à pas lents ; et quand la Ligue expire, il la voit mourir sans regret, accepte sans effort l'amitié du vainqueur et fait sa paix à beaux deniers comptants.

Ce personnage de Charles III est presque une révélation,

bien que, dans nos annales, il soit souvent question de lui. Les historiens de la Ligue ne nous laissent ignorer aucun des actes de son règne, ils disent même quelques mots de ses menées et de ses prétentions; mais pour eux, dans ce grand drame, ce n'est qu'un acteur secondaire; ils le relèguent au fond du théâtre, confondu dans le cortège de sa toute-puissante famille. En nous le montrant de plus près, en l'étudiant plus en détail, en l'éclairant d'un meilleur jour, M. d'Haussonville lui restitue ses véritables traits: il en fait une figure vivante. Mieux on connaît le seizième siècle et les nombreux témoins qui nous l'ont raconté, plus on goûte et plus on apprécie les touches vraiment neuves qui animent ce portrait. C'est un début de bon augure, et, dès ces premières pages, le lecteur est à l'aise et sait à quoi s'en tenir sur la méthode, sur l'esprit, sur la portée du livre; il pénètre avec confiance dans ce récit facile et sans recherche, plein de faits, sobre de réflexions. Evidemment l'auteur a quelque chose à lui apprendre; il n'écrit pas pour redire ce que tant d'autres ont écrit; il connaît le pays et le temps dont il parle; il a fouillé des documents que tout le monde ne lit pas; ce n'est pas ce qui court les livres, c'est son propre bien qu'il nous donne.

Ce caractère d'originalité franche et de bon aloi va, pour ainsi dire, croissant à mesure qu'avance le récit. Le règne de Charles III n'est qu'une sorte d'avant-scène, un préambule où l'état de la France, plus encore que de la Lorraine, la Ligue, ses diverses phases et les belles années qui succèdent à sa chute sont esquissés à grands traits. Avec le duc Henri, le fils aîné de Charles III, nous changeons d'horizon, les plans se rétrécissent, le spectacle a moins de

grandeur; mais les détails plus intimes ont aussi plus de nouveauté. Le duc Henri n'héritait pas des grandes qualités de son père; il était moins habile et surtout moins vigoureux. Chez lui la modération ressemblait fort à la faiblesse. Qu'allait devenir, sous un tel prince, l'indépendance du duché en face du belliqueux monarque qui, depuis quatorze ans, régnait glorieusement sur la France, menant de front dans sa pensée deux projets qui, pour lui, n'en faisaient qu'un, contenir et abaisser la maison d'Autriche, incorporer la Lorraine à son royaume? L'Europe entière devinait ses desseins; les trésors qu'il amassait, les soldats qu'il armait, n'étaient plus un mystère : l'orage allait éclater. Déjà, vers la fin de sa vie, Charles III, plein de tristesse, ne se dissimulait plus quel douteux héritage il laissait à son fils. Pouvait-il empêcher la France, si la lutte éclatait, d'occuper, par précaution, momentanément, la Lorraine? Et que faire après la victoire, si l'occupation momentanée devenait définitive?

Il ne faut pas s'imaginer pourtant que les usurpations de territoire fussent alors en Europe un privilège de la force facilement admis et toléré, un de ces actes qui semblent légitimes à la seule condition du succès. Les liens de solidarité féodale avaient beau s'être relâchés, ils n'étaient pas complètement rompus. Les faibles pouvaient encore espérer protection; et l'idée d'un droit nouveau, du droit international, bien que naissant à peine, encore mal définie et d'une application incertaine, avait pourtant assez de force pour tenir en respect même les plus puissants et les plus ambitieux. Le roi de France, qui naguère avait invoqué pour lui-même ce droit suprême et protecteur, ne

pouvait s'en jouër si tôt et fondre sur son voisin sans autre raison ni prétexte que son seul intérêt. Il fallait, pour calmer ses scrupules, qu'il se créât un droit, sauf à le faire valoir ensuite avec plus ou moins d'énergie. Le duc Henri avait des filles, point d'enfant mâle, et, bien qu'il pût encore en survenir, ce n'était pas une médiocre chance que faire épouser au dauphin l'ainée de ces jeunes filles, la princesse Nicole. Devait-elle de son chef hériter du duché? Avait-elle un droit incontestable? Le comte de Vaudemont, son oncle, le frère puîné du duc Henri, disait non, et violemment. Comme il avait un fils, il soutenait que la Lorraine était, aussi bien que la France, un pays de la loi salique, qui ne tombait pas en quenouille. Le point de droit était fort embrouillé; ni d'un côté ni de l'autre on ne manquait d'arguments. En un mot, c'était un procès que Henri IV, à bon escient, voulait faire épouser au dauphin. Il ne lui en fallait pas davantage; pourvu qu'il fût partie dans la cause, il se sentait de taille à la gagner. L'âge des futurs époux n'exigeait assurément pas qu'on fit si grande diligence. Le dauphin venait d'avoir huit ans; la princesse en avait trois à peine. Mais le roi ne voulait pas attendre. Il chargea Bassompierre de passer en Lorraine, et, sans faire semblant de rien, de prendre à part le duc et de lui demander sa fille.

Le pauvre souverain fut comme anéanti de cette confidence. Près de vingt jours se passèrent sans qu'il osât répondre. Il voyait où le roi prétendait en venir; cette confiscation par voie matrimoniale faisait saigner son cœur lorrain, et ce n'était pas là le pire de ses ennuis : avant tout il redoutait son frère, ses éclats, ses emportements.

C'est toute une comédie que les soupirs et les perplexités de ce bon duc Henri, et M. d'Haussonville, avec l'aide, il est vrai, de Bassompierre lui-même, nous en fait un récit le plus piquant du monde.

Le duc enfin se décida, et donna, non-seulement des paroles, mais, ce qui lui coûtait bien plus, des écrits. Il prévoyait que le secret ne s'en pourrait garder, et, en effet, son frère en eut bientôt l'éveil. La colère du comte dépassa ce qu'on pouvait prévoir. Il perdit toute mesure, tout respect, on pourrait dire toute raison; ce palais ducal de Nancy, si calme jusque-là, devint un véritable enfer, et le pays lui-même, la paisible Lorraine, épousant les passions des deux frères, semblait prêt à en venir aux mains, lorsque le fer de Ravailiac, en changeant la face du monde, coupa court à tous ces débats.

Est-il besoin de dire que le projet de mariage ne survécut pas un seul jour à celui qui l'avait si ardemment voulu? Dès le soir du 14 mai, on oubliait au Louvre bien d'autres de ses désirs. C'était chose arrêtée, ou peu s'en faut, qu'en dehors du royaume, aussi bien qu'au dedans, on prendrait, pour conduire les affaires, le contre-pied de tout ce qu'il avait fait. Ce mariage lorrain était son rêve, son œuvre favorite; on se hâta d'y renoncer pour entreprendre avec passion le mariage espagnol.

Toute guerre avec l'Allemagne se trouvant dès lors ajournée, la Lorraine n'avait plus à s'inquiéter ni d'occupation temporaire, ni d'incorporation. Elle rentrait en possession d'elle-même : mais la famille ducale, moins heureuse que le duché, n'avait pas retrouvé la concorde. Le duc, à aucun prix, ne voulait pardonner à son frère. Ses sujets

avaient beau le prier d'éteindre la querelle en mariant l'ex-fiancée du dauphin, la princesse Nicole, à son cousin Charles de Vaudemont, il repoussait ce compromis; il y voyait un abandon du droit absolu de sa fille à hériter de la couronne; et, plutôt que de faire ce plaisir à son frère, il était résolu à se donner pour gendre un petit gentilhomme, un baron d'Ancerville, un bâtard du cardinal de Lorraine.

Tous ces incidents domestiques, racontés par M. d'Haussonville, prennent un relief et un intérêt qui ne peuvent se reproduire ici. N'essayons donc pas de dire après quelle circonstance et par quelle étrange transaction cette longue rancune, au bout de onze années, vient à finir tout à coup. C'est un dénoûment de théâtre : deux mariages au lieu d'un. La princesse Nicole épouse son cousin, et le baron d'Ancerville, devenu prince de Phalsbourg, est imposé comme gendre au comte de Vaudemont, furieux de la mésalliance. Des quatre époux, aucun n'était content. Le duc n'avait cédé que pour mourir en paix, et c'étaient des tribulations nouvelles qu'il avait, sans le savoir, préparées pour ses vieux jours. Il n'en eut pas moins le talent, pendant ses seize ans de règne, si tourmenté qu'il fût par sa famille, d'être adoré de ses sujets. Grâce au tour imprévu qu'avaient pris les affaires d'Europe depuis la mort de Henri IV, l'art de régner sur la Lorraine était devenu facile. Il la rendit heureuse malgré tous ses défauts, malgré son insigne faiblesse, et tout en la ruinant un peu par de folles dépenses et un goût de bâtisse fort au-dessus de son état. Sa mémoire est restée bénie, parce qu'avec lui finissaient les beaux jours, les derniers jours vraiment

prospères qui devaient de longtemps briller pour son pays.

C'est en 1624 que mourait le duc Henri, l'année même et pour ainsi dire au moment où Richelieu entraît dans les conseils de Louis XIII, non plus pour ne faire qu'y passer, comme sept ans auparavant, mais pour s'y établir avec la ferme volonté de remettre en honneur et de pousser jusqu'au bout la politique de Henri IV. On pouvait donc, dès ce jour-là, prévoir pour la Lorraine de prochains et sérieux dangers.

Il est vrai qu'un nouveau souverain, jeune, ardent, vaoureux, semblait envoyé tout à point pour lui porter secours. Charles de Vaudemont entraît dans sa vingtième année quand, sous le nom de Charles IV, il prit possession du duché. Tout d'abord il se résigna à n'être duc que par sa femme, acceptant la fiction que lui avait imposée son beau-père. Sa femme et lui exercèrent en commun les devoirs de la souveraineté. Mais, au bout d'une année, lorsque le public lorrain, touché de ce bon accord, commençait à remercier Dieu d'avoir un duc si peu jaloux de ses prétentions personnelles, on apprit tout à coup qu'au fond d'un chartrier, le hasard venait de mettre au jour un malheureux parchemin qui ne permettait plus que la duchesse, sans violer ouvertement la loi fondamentale de l'Etat, conservât, de son chef, la moindre part de pouvoir. Ce parchemin, de 1506, était un testament de la main, disait-on, de René II, le trisaïeul de Charles IV. Dans cet acte suprême, René léguaît la couronne aux mâles de sa maison, à l'exclusion perpétuelle de sa descendance féminine. Si grossier que fût l'artifice, on n'osa pas s'inscrire en faux. Les États de Lorraine, convoqués sur-le-champ, se réuni-

rent en grande pompe et assistèrent à un spectacle qui n'avait guère de sérieux qu'une imposante mise en scène. Charles, sommé publiquement par son père d'obéir au testament, se leva et confessa qu'il avait, sans le savoir, usurpé le bien d'autrui : son père seul, il le reconnaissait, était légitime héritier du sceptre tombé dans sa main; et, sur-le-champ, descendant de son trône, il mit sur la tête de son père la couronne ducale, puis le proclama duc et unique souverain des duchés de Lorraine et de Bar. Les Lorrains se réveillèrent donc sujets d'un nouveau duc, du duc François; mais ce prétendu règne ne dura que le temps rigoureusement nécessaire pour consacrer le principe de la succession masculine. On s'arrangea pour que le légitime souverain eût, entre deux soleils, accompli les principaux actes qui constatent la souveraineté : il dîna sous le dais, amnistia des condamnés, nomma des officiers, créa des nobles et fit battre monnaie à son coin; il eut, en outre, la prévoyance de faire payer toutes ses dettes avec les deniers de l'État; puis, abdiquant à son tour, il rendit le pouvoir, ou plutôt il en fit don, il le céda, de sa pleine et libre autorité, à son fils, qui, depuis la veille, bien qu'entre eux tout fût réglé d'avance, commençait à trouver le temps long.

Ce qui nous surprend peut-être plus encore que ce stratagème, c'est que le cardinal l'ait toléré sans mot dire. La France avait un intérêt si clair à ne pas laisser détruire en Lorraine l'ordre de succession féminine, la fable du testament était si mal ourdie, la princesse dépossédée excitait un si juste intérêt et donnait si beau jeu pour prendre sa défense, qu'on ne peut s'expliquer, sinon l'acquiescement

du ministre français, du moins son apparente inertie. Mais il ne faut pas oublier par quels laborieux commencements il fondait alors sa puissance, quelles affaires il avait sur les bras, à quelles cabales il tenait tête. Les princes, les protestants, le Louvre, Saint-Germain, lui laissaient-ils le loisir de se mêler dès ce temps-là, comme il l'aurait voulu, des affaires de Lorraine ? Peut-être aussi trouvait-il chez Louis XIII et devait-il encore ménager des souvenirs, des sympathies, un reste d'amitié pour l'ancien compagnon des jeux de son enfance.

Charles IV, en effet, comme autrefois Charles III, son aïeul, avait d'assez bonne heure quitté Nancy pour la France, et passé à la cour de Marie de Médicis, dans la familiarité du jeune roi, quelques brillantes années. A peine adolescent, il s'était fait connaître par tant d'aisance et de belles façons, tant d'adresse, d'esprit, de gaieté, de courage, que tout le monde en raffolait. Facilement il avait cru ce que disait de lui tout le monde, qu'il était appelé à des destins extraordinaires, à être plus qu'un Guise, à éclipser la gloire de sa maison. Ces précoces triomphes ne devaient lui servir qu'à faire le tourment de sa vie et le malheur de ses sujets. Jamais, après de tels débuts, il ne put se résoudre à n'être point un grand homme ; jamais il ne voulut comprendre que Dieu l'avait fait naître sur un petit théâtre où le comble de l'art était de ne forcer ni le geste ni la voix ; il s'agita pendant cinquante années uniquement pour faire parler de lui. Sans doute il y parvint, mais à force de fautes, d'imprévoyances et de désastres. Il fit ce qu'avant lui aucun prince n'avait fait, il perdit trois fois ses États, sans égard pour la Providence qui ne cessait de les lui rendre. S'il

avait eu du moins les qualités de ses défauts ! Mais ce brouillon, cet étourdi, était vindicatif, aimait l'argent, manquait à sa parole, et, pour sortir des embarras où le jetaient ses folies, ne connaissait d'autre secret que la déloyauté. Des dons heureux de son jeune âge un seul ne s'éteignit pas, l'art de la guerre. Il fut parfois habile capitaine, mais rarement heureux, car il portait dans les camps le désordre de son esprit.

On croit peut-être qu'un tel prince dut nécessairement encourir un châtement plus rude encore que ses revers, la désaffection de son peuple ; eh bien, non ! sa vie s'écoula presque entière sans que l'idée vînt aux Lorrains non pas même de le haïr, mais de le voir tel qu'il était. Ses succès à la cour de France les avaient comme éblouis ; ils lui croyaient l'étoffe d'un héros, avaient foi en ses destinées presque autant que lui-même, et ne se lassaient pas d'espérer. De téméraires provocations avaient beau déchaîner sur eux tous les fléaux, faire ravager leurs champs, ruiner leurs villes, raser leurs forteresses, ce n'est pas à lui qu'ils s'en prenaient, ils n'en voulaient qu'à la fortune. Était-ce pur aveuglement, ou bien patriotisme, dévouement dynastique, sentiment national vivace et obstiné, nous ne saurions le dire, mais, pour refroidir leur amour, ce ne fut pas assez de trente ans de misères et de déceptions, il fallut le traité de Montmartre. Dans la pensée de Charles IV, ce marché avec Louis XIV n'était qu'un expédient comme tant d'autres ; ses sujets le prirent autrement. Ils lui pardonnaient leurs maux, ils ne supportèrent pas qu'il eût osé les vendre. De ce jour ils ouvrirent les yeux et le laissèrent mourir sans larmes et sans regrets, bien que dans leur co-

lère il y eût un reste de pitié ; ils semblaient l'excuser encore, tout en le maudissant.

Le dirons-nous à M. d'Haussonville ? Si les traditions personnelles qui le rattachent à la Lorraine, au lieu d'animer, d'échauffer çà et là son récit, ne s'y laissaient voir nulle part, on n'en devinerait pas moins qu'il a du sang lorrain dans les veines, à la seule façon dont il parle de Charles IV. Nous ne voulons pas dire qu'il soit d'une indulgence à compromettre l'historien ; non, comme juge il est irréprochable, il dit au duc toutes ses vérités, ne lui pardonne rien, met au grand jour ses fautes et ses plus tristes défauts, mais il le prend au sérieux un peu plus que de raison, et laisse échapper sur son compte des mots comme on devait en dire il y a deux cents ans à Nancy. Le voit-il, dès sa quinzième année, s'élancer l'épée au poing sur un gros d'ennemis, « Ferdinand, nous dit-il aussitôt, Maximilien et tous les généraux présents, comprirent qu'ils avaient assisté aux débuts d'un grand capitaine. » Que dirait-on de plus s'il s'agissait de Wallenstein ou de Gustave-Adolphe, de Turenne ou de Condé ? Il faut, à notre avis, un reste involontaire de souvenirs lorrains pour mettre Charles IV en telle compagnie, et pour lui faire cette place même dans le métier des armes, qui ne fut pas « sa gloire, » comme dit plus loin M. d'Haussonville, mais sa principale aptitude, et qui lui coûta plus cher que l'honneur qu'il en reçut.

C'est en effet l'envie de guerroyer, tournée presque en maladie, qui le perdit dès le début. Après le tour de procureur si bien joué par lui et par son père, après avoir escamoté la couronne à sa femme, il se crut tout permis, et s'attaqua sans façon à la France et à Richelieu. On l'excuse

en disant qu'à moins d'être prophète on ne pouvait pressentir alors, dans ce prélat morose et valétudinaire, le politique intrépide, le grand ministre, le Richelieu que nous savons ; qu'on était pardonnable de ne l'avoir point vu du fond de la Lorraine, quand, à deux pas de lui, au Louvre, on le devinait si peu ; quand les plus avisés courtisans le prenaient pour un personnage à peine différent de ses prédécesseurs. Il y eut pourtant des gens qui ne s'y trompèrent point, sans être de grands génies ; mais passe pour n'avoir pas vu quel homme était le cardinal, au moins fallait-il savoir quel royaume était la France, et quel sort attendait un pauvre roitelet qui osait l'affronter seul, sans appui, sans amis déclarés, sans auxiliaires prêts à le soutenir. Qu'on ne dise donc pas : il bravait des dangers inconnus, impossibles à prévoir ; ce n'est pas là ce qui peut l'absoudre. Mieux vaut cette autre excuse : il était amoureux ! Perdre la tête à vingt ans pour la plus séduisante femme, pour une belle exilée fuyant la France, faute aussi d'avoir su, ou plutôt faute d'avoir voulu comprendre Richelieu, lui ouvrir son palais, la recevoir en reine, la servir en souverain, et acheter au prix de sa couronne le bonheur de la venger, il n'y a rien là qui soit extraordinaire ; l'époque étant donnée, c'est presque de la raison ; les esprits les mieux faits, les hommes les plus sages, de vrais grands hommes, de vrais grands capitaines, en auraient fait tout autant. Mais, à voir ce que dura cette flamme, et comment, dans la suite, le héros du roman comprit la passion, on se demande s'il était besoin d'une duchesse de Chevreuse pour opérer tout ce ravage, et s'il fallait à notre duc un autre entraînement à ses folies

que son incurable vanité, son goût irréfléchi du bruit et des batailles, et son défaut de jugement.

Après tout, et quelle que soit la part qui revient à madame de Chevreuse dans les premières extravagances de son cousin, le temps qu'elle passe à Nancy n'est pas perdu pour nous ; il permet à M. d'Haussonville de nous donner son portrait, œuvre d'art et de patience, nous dirions presque d'érudition, qui n'est pas simplement la copie des portraits datés de la Fronde, les seuls qui nous soient restés. C'est un crayon tout nouveau, le portrait d'un visage plus jeune de vingt ans, et où les moindres grâces de la personne sont étudiées comme d'après nature, c'est-à-dire d'après les textes épars où revit, par fragments, dans son premier éclat, cette éblouissante beauté.

Ces sortes d'épisodes ne sont pas des hors-d'œuvre, ils naissent du sujet, et toutes les dix pages le lecteur peut s'attendre à en rencontrer de nouveaux. On dirait que le hasard s'amuse, quand une fois Charles IV est en scène, à le servir selon ses goûts. Sa cour devient le rendez-vous de tous les aventuriers d'Europe, l'asile de tous les mécontents, le théâtre de toutes les intrigues : complots, assassinats, mariages clandestins, évasions nocturnes, rien n'y manque ; c'est tout un roman, et la lecture s'en fait tout d'une haleine. Mais là n'est pas, il s'en faut bien, le livre tout entier ; son moindre mérite, à nos yeux, est d'être parfaitement amusant. Avant tout il instruit, il apprend des choses neuves ou, ce qui revient au même, oubliées, non-seulement sur la Lorraine, sur ses institutions, ses coutumes, ses mœurs, mais sur la France et sur son histoire. En nous révélant les affaires de ce petit pays voisin, il rafraîchit, il

complète ce que nous connaissons des nôtres ; c'est là le genre de service que peut rendre aujourd'hui un investigateur habile par des recherches locales bien faites et bien dirigées. Au point où en est parvenue l'étude de l'histoire, après tant de travaux excellents, le moyen de faire des découvertes n'est pas d'armer ses yeux d'une loupe plus forte ou d'un plus puissant télescope, il faut surtout changer de point de vue. Dans une histoire de France, la vue s'étend sur les provinces comme du haut d'un clocher ; dans l'histoire d'une province, c'est le clocher qu'on regarde, tous les objets sont retournés ; ce qui n'était qu'horizon s'avance au premier plan ; les formes indécises, en grandissant, accusent leurs contours, et, d'un autre côté, on voit mieux à sa place, on comprend mieux dans l'ensemble ce qu'on risquait tout à l'heure de grossir outre mesure en le regardant de trop près. L'histoire provinciale bien comprise doit servir de contrôle et de preuve à l'histoire générale ; lui emprunter ses clartés, ses jalons, sans lesquels elle s'égare et tâtonne, mais lui fournir, en retour, des informations sûres et catégoriques, renouveler ses impressions et réformer parfois ses jugements. C'est ainsi que M. d'Haussonville, en se logeant à Nancy au lieu de s'établir au Louvre pour regarder et pour écrire, ne nous fait pas voir seulement mille détails dans sa Lorraine que nous n'aurions pas aperçus, mais, dans le Louvre même, nous donne occasion de rectifier plus d'une erreur et d'éclaircir plus d'une vérité.

II

Nous voici parvenus à la dixième année du long règne de Charles IV, à l'année 1634, au moment où ses irrésolutions et ses témérités ont réduit la Lorraine à toute extrémité, et la livrent à la France. Marsal, Sedan, Jamets, Bitche même et La Mothe, ses derniers boulevards, sont dans les mains du roi. Nancy, cerné par notre armée, se rend à discrétion et reçoit garnison française. Il ne reste au malheureux Charles que le triste parti d'abdiquer et de passer en Allemagne. Tout semble consommé : la réunion de la Lorraine à la France est un fait accompli, irrévocable ; on le dit, on le croit en France, même en Europe, mais on se trompe. Bientôt le drame recommence, les péripéties se succèdent, et il faut plus d'un siècle pour arriver au dénouement.

Toutefois, à partir de cette nouvelle période, la tâche de l'historien devient plus malaisée. Jusque-là le duché de Lorraine inspirait, si petit qu'il fût, l'intérêt qui s'attache à tout ce qui vit en ce monde : il existait ; intact et indépendant, bien gouverné, bien défendu, c'était plaisir de le voir conserver ses frontières et maintenir son droit à travers les conflits de ses redoutables voisins ; à ce premier attrait s'en ajoutait un autre : une série de souverains, sinon tous remarquables, du moins de physionomies variées, galerie

de portraits sans la moindre monotonie : les hommes comme les choses se prêtaient à l'histoire ; mais un brouillon est survenu, assez grand capitaine pour avoir la paix en horreur, assez pauvre cervelle pour faire cent folies par jour ; en moins de dix années il a tout risqué, tout perdu ; cet édifice de prudence si bien gardé, si longtemps soutenu par ses pères, il en a fait un amas de ruines ; le duché, sa capitale, ses places fortes, ses trésors, ses opulentes campagnes, tout est la proie d'un vainqueur follement provoqué ; la Lorraine n'existe plus ; peu importe que, pendant un siècle, on s'en dispute encore les lambeaux, elle n'en a pas moins cessé d'être ; elle n'est qu'un cadavre, et dès lors elle n'inspire plus cet intérêt mêlé d'incertitude, cette anxiété sympathique qui n'appartient qu'aux êtres qui respirent, qui ont une âme et une destinée. Si, du moins, le coupable disparaissait aussi et faisait place à quelque autre figure ; mais non, en même temps qu'il frappe à mort ses peuples, notre héros s'obstine à vivre ; il atteint la vieillesse, et perpétue pendant un demi-siècle le spectacle prévu et presque monotone de sa bravoure, de ses faits d'armes, de ses caprices et de ses déloyautés.

Voilà quel difficile terrain va s'offrir désormais à M. d'Haussonville. Plus de Lorraine, et toujours Charles IV ; c'est un sérieux embarras. Heureusement, il a pour en sortir une excellente voie. Son sujet bien compris lui ouvre un autre théâtre assez vaste pour le dédommager. Au lieu de gémir sur des décombres, et de s'obstiner à décrire des villes sacagées, des plaines désolées, des champs à l'abandon ; au lieu de suivre pas à pas le souverain dépossédé de ces tristes contrées, de s'enfermer dans ses aventures comme un

simple biographe, comme le marquis de Beauvau par exemple, il a visé plus haut ; il a cherché où était alors la vie, le mouvement, l'intérêt historique, et tout résolument il a placé la France au premier plan dans son récit, la France, c'est-à-dire Richelieu, la Fronde, Mazarin, et ce glorieux cortège de grands esprits, de grands noms, de brillantes figures dont l'éclat illumine la fin du règne de Louis XIII et la jeunesse de son fils :

Notez bien que c'était son droit de s'introduire ainsi au cœur de notre histoire. Rien de plus légitime, de plus conforme à son plan. Toute déchue qu'elle paraisse alors, toute conquise qu'on la suppose, la Lorraine, pendant les vingt années qui suivent l'occupation de Nancy, n'en reste pas moins toujours le principal enjeu, la cause directe et première des plus ardentes luttes soutenues par la France ; et, dans cette mêlée, le hasard veut qu'un premier rôle soit presque toujours réservé au prince téméraire, à l'aventureux soldat, si prompt à perdre sa couronne, si peu propre à la reconquérir, mais si bien né pour la guerre, si courageux, si soudain, si rapide, que partout où se heurtent deux armées il tombe comme des nues apportant la victoire au parti qu'il embrasse, toujours habile à la donner aux autres sans jamais la saisir pour lui-même. C'est donc la Lorraine et son duc qui naturellement, à tout propos, conduisent M. d'Haussonville en France, et, s'il y fait des séjours prolongés, s'il se plaît à dire ce qu'il y voit, à découvrir ce qui s'y passe, ce n'est jamais sans raison, jamais sous de vains prétextes ; son sujet l'y oblige, et un fil toujours visible le rattache au plan qu'il s'est tracé.

L'écueil de ces sortes d'histoires à demi-provinciales, ce

sont les digressions. Une fois le fossé franchi, on se donne carrière; on oublie le petit pays dont on parle pour chercher les grands horizons; et l'intérêt local, qu'on promettait de satisfaire, n'est bientôt plus qu'une enseigne trompeuse; on refait sous forme nouvelle l'histoire générale, l'histoire que chacun sait. Ici, rien de semblable : ces excursions fréquentes sur le sol et dans les affaires de France n'entraînent jamais l'auteur assez longtemps ni assez loin pour perdre de vue la Lorraine. Il a beau rencontrer dans les dossiers qu'il dépouille des pièces vraiment neuves et vraiment importantes, pour peu que l'intérêt lorrain n'y soit pas directement en jeu, il s'abstient, il résiste au plaisir de les produire, il en fait le sacrifice à l'unité de son sujet; mais, en revanche, dès qu'il peut prendre ses ébats sans scrupule, dès qu'il se sent autorisé par le caractère mixte des événements ou des personnes à pénétrer dans notre politique, à en démêler les ressorts, à en juger les instruments, il s'y complait avec délices et s'en acquitte avec prédilection. La scène, en s'agrandissant, semble accroître son ardeur curieuse. Plus les acteurs sont éminents et l'action considérable, plus il cherche à les bien connaître, n'acceptant qu'avec précaution et après examen les opinions les mieux accréditées, parfois même ne les acceptant pas, mais jamais par fantaisie paradoxale, jamais surtout sans s'être bien muni de preuves convaincantes et de témoignages évidents.

Son moyen principal de contrôle et d'information est aux archives des affaires étrangères, dans cet incomparable dépôt d'où sont déjà sortis tant de trésors historiques, et où tant d'autres dorment encore entassés et comme ensevelis.

Depuis plus de deux siècles, ces archives ont successivement reçu et toujours conservé, par une sorte de miracle, non-seulement la correspondance de tous les agents principaux de la France à l'étranger, les rapports qu'ils ont faits, les instructions qu'ils ont reçues, mais une foule de papiers d'Etat, de notes, d'exposés, de mémoires relatifs à la guerre, à la marine, aux finances, à toutes les parties de l'administration, particulièrement dans le dix-septième siècle, pendant que Richelieu et Mazarin concentraient dans leurs mains la direction suprême de toutes les affaires, aussi bien du dedans que du dehors. A cette masse de documents à la fois officiels et secrets s'ajoute une autre nature de papiers plus intime et plus instructive encore, s'il est possible; nous parlons des pièces détachées, dont nulle part on ne saurait trouver si abondante collection. Ces notes confidentielles, ces lettres, ces avis, ces billets tracés à la hâte et quelquefois interceptés, sont d'involontaires témoignages qui disent clairement ce qu'à tel jour, à telle heure, pensaient ceux qui les ont écrits. Quels matériaux pour l'histoire! Et dire que, depuis un siècle, tant de gens du plus grand esprit se sont sérieusement occupés de nous raconter cette époque et les secrets de sa politique, ramassant, faute de mieux, des ouï-dire, des traditions, de simples conjectures, acceptant comme vérités les souvenirs intéressés, les confidences suspectes des auteurs de mémoires, se passionnant dans un sens ou dans l'autre, dissertant, écrivant sur tout cela comme à tâtons, tandis qu'il y avait là près d'eux, à leur insu, des centaines de cartons qui auraient pu si bien leur dire ce qu'ils s'efforçaient de deviner! Que d'énigmes dont ils auraient su le mot, que de méprises, que

d'erreurs ils se fussent épargnées si la porte de ces archives s'était ouverte un peu plus tôt !

Tant qu'un profond mystère en laissait, pour ainsi dire, ignorer l'existence, tant que cette source de vérité était tout à la fois inaccessible et inconnue, on était pardonnable d'écrire encore l'histoire par voie de conjectures ; mais, il faut le dire, aujourd'hui une pareille tentative serait un jeu d'enfant. Aussi nous comprenons que M. d'Haussonville eût pris la résolution, assurément pénible, d'abandonner son travail et de tout laisser là si l'autorisation de fouiller ces archives, suspendue pour quelques instants, ne lui eût été, comme il le dit lui-même, courtoisement rendue. Sans la continuation de cette étude approfondie, de ce dépouillement complet de pièces inédites attesté par tant de notes et de citations, sans la sécurité qu'en ressent le lecteur, l'ouvrage aurait perdu, non pas tout agrément, mais tout caractère sérieux et original. Ce n'eût été qu'un récit amusant de faits non contrôlés, une édition nouvelle des mémoires de Beauvau. Le livre utile eût été à refaire, tandis qu'il est permis de promettre à l'auteur qu'à moins de quelque découverte de documents imprévus, il aura dit le dernier mot sur ces questions lorraines, et que personne ne s'avisera de les traiter après lui.

Pour signaler tout ce qu'il y a de neuf et de substantiel dans la seconde partie de cette histoire, il nous faudrait en faire la complète analyse, ce qui nous mènerait un peu loin. Nous pouvons tout au plus en indiquer les masses, les principales divisions. Elle embrasse environ vingt années, les huit dernières de Richelieu, les douze premières de Mazarin, c'est-à-dire, au point de vue français, d'admirables

années mêlées de mauvais jours, mais pleines de jeunesse, de mouvement, de séve, des années dont on parlera toujours, dont on n'aura jamais tout dit, et qui, pour l'historien, sont sans égales même dans ce grand siècle. Au point de vue lorrain, c'est autre chose : ces vingt années ne sont ni variées ni brillantes; c'est un adieu à l'indépendance, un essai des douceurs de la subordination. Tristes années! cruel apprentissage! Avec le temps, ces plaies se fermeront; ces cœurs lorrains se surprendront un jour à devenir français, mais jusque-là, que de souffrances! Quel sort que celui d'un peuple condamné, quoi qu'il fasse, à ne plus s'appartenir, à ne plus vivre de sa propre vie! Il est vrai que les vaincus, surtout dans les premiers moments, ont toujours un fonds d'illusion combiné avec un fonds de rage qui les soutient et les fait vivre. Nulle part plus qu'en Lorraine on ne mit en pratique cette façon d'oublier sa misère. Pour tous les habitants, le duc Charles était un demi-dieu qui devait infailliblement reconquérir leur indépendance. Chose bien rare et qui honore cette race lorraine, la foi en ce nouveau Messie était universelle; ni l'or ni les menaces n'avaient ébranlé personne; il n'y avait pas dans le duché l'ombre d'un parti français. C'étaient les anciens ducs qui, par le souvenir de leur bonne administration, léguaient à leur successeur cette fidélité sans exemple. La reconnaissance avait fait de ce peuple une sorte de tribu patriarcale poussant jusqu'au fanatisme les sentiments de la famille. Pas plus qu'il n'était français il n'était espagnol, et, ce qui est triste à dire, cet honnête patriotisme était le principal obstacle à son salut. Pour résister à Richelieu, pour sortir de sa puissante main, pour recouvrer l'indépendance, il eût

fallu que l'Empire ou l'Espagne eussent un violent désir, non pas seulement d'arracher la Lorraine à leur rivale, mais de la rétablir dans son ancien état ; or l'Espagne comme l'Empire n'entendaient délivrer un pays si fidèle à ses maîtres que pour l'assujettir à leur tour, sinon par une incorporation de territoire, du moins par une occupation plus ou moins prolongée. On s'en doutait à Nancy, et, comme on se sentait presque aussi peu de goût à être sauvé de cette sorte qu'à être opprimé de l'autre, on n'acceptait qu'avec froideur un secours qui, même chaudement accueilli, n'aurait encore été qu'à peine suffisant.

On commença pourtant par la confiance ; on se jeta sans réserve dans les bras de l'Empire. De 1634 à 1640, le duc et sa petite armée servirent à qui mieux mieux la cause impériale. A Nordlingen et en vingt autres rencontres, Charles fit des prodiges ; mais, après six années d'expérience, il en avait assez ; sa patience était à bout ; il ne pouvait se dissimuler que la restitution de son duché n'avait pas un seul jour préoccupé les Espagnols, et que l'armée de l'Empereur s'était toujours fait attendre partout où l'intérêt lorrain était seul engagé. Par dépit, par lassitude, il se tourne vers la France ; il laisse voir à Richelieu qu'il aspire à la paix, et aussitôt de secrets pourparlers commencent, mais on ne peut s'entendre ; les défiances réciproques étaient encore trop vives, les prétentions trop excessives ; la guerre aurait donc continué sans l'invention officieuse d'un pacificateur qu'on était loin d'attendre.

Comment croire, en effet, qu'un conseil de modération viendrait de la personne au monde la moins amie du cardinal, d'une femme qui, depuis douze ans, était l'âme de

toutes les cabales soulevées contre lui, et qui, récemment encore, était une seconde fois sortie de France en fugitive pour échapper à ses persécutions. Ce fut elle pourtant, ce fut madame de Chevreuse, qui, retrouvant un reste d'influence sur son ancien adorateur, lui persuada prudemment de se réconcilier avec la France. Quel était son dessein? Avait-elle pris pitié de cette vie d'exil que menait, pour l'avoir trop servie, son malheureux cousin? Voulait-elle réparer les maux qu'elle avait faits? N'avait-elle pas plutôt, par aventure, quelque secret désir de complaire à son ennemi, à Richelieu lui-même? On peut tout supposer. Quoi qu'il en fût, la paix se fit; mais quelle paix, et pour combien de temps!

Au milieu de tels personnages on va de surprise en surprise. Cette paix de 1641, la *petite paix*, comme on la surnomma, est, dans l'étrange vie de Charles IV, un incident non moins bizarre assurément que le plus incroyable de tous, sa bigamie. Jamais on n'avait passé d'une plus superbe roideur, de prétentions aussi outrecuidantes, à un plus complet abandon des droits les mieux établis. Et tout cela n'était qu'un jeu! il n'avait signé ce traité que pour s'amuser à le rompre, et, pendant que ces bons Lorrains lui dressaient des arcs de triomphe, résignés par soif de repos à une paix qui leur plaisait peu, il déchaînait de nouveau sur eux toutes les horreurs de la guerre.

Mais un plus brusque changement, un plus grand coup de théâtre allait mettre en défaut bien d'autres prévisions, déjouer bien d'autres calculs. Le cardinal allait mourir, puis, au bout de quelques mois, son maître allait mourir lui-même. Qui n'eût cru que c'en était fait de cette politique

qu'ils avaient pratiquée et soutenue de compagnie; qu'après eux tout allait changer dans le royaume? Si quelqu'un le devait croire, c'était bien Charles de Lorraine. Comment n'eût-il pas compté sur un retour de fortune, quand le pouvoir passait en des mains qui lui étaient amies depuis près de vingt ans? Les souvenirs de Saint-Germain étaient-ils effacés de sa pensée? la reine avait-elle eu dans ses disgrâces un serviteur plus déclaré, un plus hardi courtisan, un correspondant plus fidèle? de tous les personnages éloignés de la cour par les rigueurs du dernier règne il en était bien peu qui dussent espérer autant du nouveau; et madame de Chevreuse elle-même, repassant la frontière comme en triomphe, suivie de vingt carrosses et s'en venant descendre droit au Louvre, ne se flattait peut-être pas d'y retrouver une amitié plus constante, un cœur plus complaisant et plus soumis.

On sait de quel réveil ces rêves furent suivis, et quel étonnement se répandit en France quand on apprit que les nouveaux venus avaient trouvé la place prise, que la régente avait éconduît les amis et les confidents de la reine, qu'un autre cardinal était au Louvre aussi puissant, aussi souverain maître que l'avait été Richelieu. Cette nouvelle journée des dupes n'a pas manqué d'historiens: les principaux acteurs nous l'ont eux-même racontée, confessant, chacun à sa façon, leurs espérances et leurs colères. De mécontents devenus révoltés, lancés dans les partis extrêmes, écrasés dès le début par l'étourdissant triomphe de Roeroy, ces *importants*, comme on les appelait, avaient besoin d'un héros pour l'opposer à Condé; ils s'emparèrent de Charles IV. Resté hors des frontières, le duc, tout en

boudant ses alliés, avait à peine quitté les armes; son dépit contre la régente dissipa ses rancunes contre les Espagnols; il se mit en campagne et fut assez heureux pour surprendre Rantzau et battre une de nos armées.

Cette journée de Tutlingen était vraiment une victoire; et, bien que le duc d'Enghien en eût bientôt comme effacé le souvenir devant Thionville et à Fribourg, Charles n'en avait pas moins conquis un tel renom, que force était de compter avec lui. Ici commence une série nouvelle de pourparlers et de négociations. Le récit en est peu connu et le détail curieux. On aime à voir comment procède Mazarin, comment, sans en avoir l'air, il n'abandonne rien des moindres prétentions de son prédécesseur. Aussi dur, sans paraître inflexible, c'est la paix de 1641, cette paix aussitôt déchirée, qu'il entend imposer au duc. Charles résiste et se récrie : jamais il n'acceptera; puis tout à coup il se ravise, il cède, et tout est convenu. Le jour est pris, on doit signer au retour de l'agent français porteur des lettres et des protestations du prince; ces lettres expriment à la reine et même à son ministre un dévouement sans bornes : le cardinal triomphe, il croit que la maison d'Autriche compte déjà un allié de moins, un ennemi de plus. Seuls, les gens du métier conservent quelque doute, et seuls ils avaient raison. Ils connaissaient bien leur homme pour avoir tant fois été trompés par lui. Quand vint le dernier jour, Charles ne signa pas, il suivit sa pente naturelle et s'en alla rejoindre les ennemis de la France.

Mais Mazarin eut bientôt sa revanche : les conférences de Munster, depuis si longtemps entamées, allaient aboutir enfin. Soutenus dans leurs exigences par les succès répétés

de Condé, les plénipotentiaires français allaient amener l'Empire à s'isoler de l'Espagne et à subir un traité séparé. Le sort de la Lorraine dépendait de ce traité. Au début des négociations, en 1645, on avait exigé et soutenu avec hauteur la restitution du duché et la réintégration de Charles dans sa souveraineté indépendante; c'était la condition de tout arrangement; en 1646 ce n'était plus qu'une prétention mollement défendue; on en parlait à peine en 1647, puis, en 1648, dans le traité final, il n'en était plus question. Les petits États d'Allemagne, à qui la paix était indispensable, n'avaient pas toléré qu'on risquât le repos de l'Empire par la seule considération d'un prince qui n'en faisait pas partie. Ce n'était pas l'empereur, disaient-ils, qui devait démêler cette affaire de Lorraine; c'était aux Espagnols à la débattre, puisque le duc était à leur service.

Abandonné si rudement par la puissance qu'il avait le mieux servie, Charles perdait toute espérance; sa ruine était consommée. L'Espagne elle-même, il le savait, avait fait bon marché de ses droits; en apparence, elle lui restait fidèle; mais c'était pour d'autres griefs qu'elle continuait la guerre. Tant de mécomptes jetèrent le pauvre prince dans un chagrin morne et violent. Ses manières déjà bizarres devinrent rudes et farouches. Misanthrope et railleur, il n'épargnait personne, les Espagnols et les Allemands, moins encore que les Français. Dans sa mauvaise humeur, il aurait licencié son armée, s'il n'en eût espéré des revenus considérables; l'amour de l'or soutint son ardeur belliqueuse; n'ayant plus rien à faire pour lui-même de ses soldats, il se mit à en trafiquer. L'Espagne en avait besoin, il les lui vendit cher, trouvant quelque douceur à

rançonner ceux qui l'avaient trahi. Tel était son abaissement, et pourtant c'est à ce moment même qu'il allait voir s'ouvrir à lui la plus belle occasion, le plus vaste champ d'espérances que la fortune lui eût encore offert.

Mazarin, triomphant à Munster, n'en touchait pas moins à sa chute. Ce génie souple et pénétrant, qui voyait de si loin dans les affaires d'Europe, qui déjouait à l'étranger les intrigues les mieux ourdies, allait se heurter, en France, à quelques embarras de finance et de magistrature. Il allait fuir et chercher un asile : où l'allait-il chercher ? Dans le camp même de Charles de Lorraine.

Ce coup étourdissant tira le duc de son sommeil. La France était en feu, c'en était assez pour lui rendre, non pas encore ses États, mais sa confiante ambition. Il avait dans la Fronde un rôle tout tracé, c'était le rôle qu'avaient pris dans la Ligue les princes de sa maison. Comme eux, en telle circonstance, il jouissait d'un rare privilège, celui d'être à moitié Français. Quel avantage auprès des factions ! que de gens il mettait à l'aise ! Appeler l'Espagnol, surtout dans les premiers moments, personne n'en eût eu l'audace ; mais le Lorrain, comment s'en faire scrupule ? Ce n'était pas l'étranger.

Il faut voir avec quelle ardeur il s'élança par cette brèche que le hasard venait de lui frayer. Deux fois, pendant les trois années que dura la guerre civile, il vint en armes au cœur même du royaume et jusque dans la capitale. Il entra dans Paris, comme le Balafre, en traversant les flots d'une foule idolâtre ; on baisa la poudre de ses pieds, on se disputa, pour en faire des reliques, la frange de son manteau ; mais, comme il était écrit que la Ligue nouvelle ne

serait, après tout, que la parodie de l'ancienne, et qu'au lieu de tourner au terrible tout y tournerait au bouffon, notre duc ne fut pas longtemps à la hauteur de son rôle ; l'ennui le prit d'être adoré, et, renonçant à suivre jusqu'au bout l'exemple de son arrière-cousin, au lieu de braver les poignards, au lieu de payer de sa vie ses audacieuses entreprises, il trouva plus commode de se faire payer sa retraite ; du moins le bruit en courut, et, bien que M. d'Haussonville se plaise à n'en rien croire, bien qu'il n'ait pas trouvé le reçu authentique de ces quatre cent mille écus dont les frondeurs firent alors si grand bruit, on aurait peine en vérité à s'expliquer autrement cette complaisante retraite, ce compromis si brusquement conclu qui, délivrant Turénne, la régente et le jeune roi, ouvrit à l'armée royale les portes de Paris. Comment en trouver la raison dans une pure étourderie, ou même dans le caprice le plus extravagant ?

Que ce fût avarice ou simplement folie, Charles n'en, avait pas moins laissé s'évanouir l'occasion, peut-être unique, de rétablir quelque peu ses affaires. Mais il était loin de se douter où devait le conduire cette faute. Jusquelà il n'avait perdu que ses sujets et ses domaines, il allait perdre sa liberté. C'était un genre d'incident qui manquait à sa vie d'aventure ; ses alliés, les Espagnols, lui en menageaient la surprise à son retour en Flandre. Que leur avait-il fait ? Il leur était incommode ; sans vouloir les trahir, il leur laissait trop voir qu'il les servait avec dégoût. Ils en vinrent aux soupçons et s'assurèrent de sa personne, le jetèrent dans un vaisseau, puis dans les prisons de Tolède. Ce n'était pas un de ces emprisonnements passagers comme

en avaient vu récemment les donjons de Vincennes et du Havre ; huit années s'écoulèrent sans que la politique espagnole consentit à lâcher sa proie ; huit années de torture morale pour ce malheureux prince. Ce n'est qu'à la fin de la guerre, avec la paix des Pyrénées, que la prison s'ouvrit enfin. Charles avait soixanté ans ; rendu à la lumière, il reprit son ancien train de vie, moins sage et plus incorrigible que jamais.

Cette rapide esquisse indique à peine un des côtés du livre de M. d'Haussonville : en termes aussi brefs on ne peut signaler que l'abondante variété des événements, et ce n'est pas là le charme principal d'une telle œuvre, il est dans la finesse de la touche, dans la vérité du coloris. Les changements à vue, les brusques incidents, les coups de théâtre répétés sont les ressorts purement matériels de l'intérêt historique ; on s'en lasse bientôt. Ce qui ne s'épuise pas, c'est le plaisir que donnent d'exactes informations, d'intelligentes vues, la juste appréciation des faits et de leurs causes, des personnages et de leurs caractères. C'est là ce que l'auteur a cherché de préférence. L'écueil de son sujet était le romanesque : il a su l'éviter. Il n'a voulu piquer qu'avec juste mesure la curiosité du lecteur, s'attachant surtout à l'instruire. D'un tissu d'aventures, il a fait une sérieuse étude d'histoire politique. Sa prétention n'est pas de jeter un jour inattendu sur des événements et des hommes dont tant de gens habiles ont parlé avant lui ; et pourtant, à chaque instant, il complète ou rectifie l'idée qu'ils nous en ont donnée. Ces hommes, ces événements, il ne les fait entrer dans son cadre que de profil, pour ainsi dire ; mais cette pose contribue elle-même à les faire voir

sous des aspects nouveaux. Mieux on connaît la cour de Saint-Germain, plus on se plaît à en faire avec l'auteur une revue nouvelle, à la voir autrement éclairée, et jugée autrement que de coutume; à contredire, pièces en main, la trop bonne opinion que certains personnages nous ont laissée d'eux-mêmes, à réhabiliter certains mérites volontairement obscurcis. Dans ce livre, il y a sur Richelieu, sur Mazarin, sur Condé et sur bien d'autres, il y a particulièrement sur la reine Anne d'Autriche telles pages qu'on pourrait regarder comme un appendice nécessaire à notre propre histoire, et dont il faut conseiller la lecture à ceux mêmes qui ne prendraient aux destinées de la Lorraine qu'un secondaire intérêt.

III

Continuons à jeter seulement un coup d'œil sur les sommités du sujet, puis l'œuvre ainsi parcourue, nous chercherons une dernière fois à l'apprécier dans son ensemble.

A vrai dire, la partie du récit qu'il nous reste à examiner ne ressemble à la première que par l'agrément du récit, l'art de la mise en scène, la solidité des recherches; pour tout le reste elle en diffère complètement. Dans la première, en effet, c'est-à-dire jusqu'en 1660, on assiste à la marche d'une grande et prévoyante politique : la Lorraine n'est pas encore française; envahie, possédée par nos ar-

mes, elle n'est pas légalement à nous; le but n'est pas atteint; mais les moyens d'y parvenir sont si habiles et si persévérants; il y a chez Henri IV, chez Richelieu, chez Mazarin, un tel accord, une résolution si constante d'acquiescer ce territoire nécessaire à la sécurité et à la puissance de la France, qu'on est sans crainte sur le résultat : un événement ainsi conduit et préparé ne peut pas manquer d'avoir lieu. Dans la seconde période, au contraire, de 1660 à 1766, le but seul est atteint; la France, il faut le reconnaître, devient maîtresse de la Lorraine; mais par de si pauvres moyens, après tant de violences, d'hésitations et de faiblesses; la poursuite de ce grand intérêt est si souvent subordonnée aux plus misérables calculs, aux caprices les plus incohérents, qu'à tout moment on se surprend à croire le succès impossible. Il semble que ce petit pays, convoité si longtemps, nous échappera toujours; et, s'il nous appartient enfin, en dépit de nos fautes et malgré tant d'obstacles créés comme à plaisir, il faut que la Providence eût son parti bien pris de compléter ce grand ensemble de territoires agglomérés qui constitue la France : évidemment ce ne sont pas les hommes qui ont achevé cette affaire.

Revenons donc au moment où Charles IV sort de prison et rentre dans son duché. C'est à peine si la France en garde quelques parcelles. Elle a réservé pour ses troupes un droit absolu de passage en cas de guerre sur le Rhin, et continue à faire raser les fortifications de Nancy; mais à cela près, la Lorraine tout entière et même tout le duché de Bar sont restitués à leur légitime souverain.

Cette modération de notre part dans un traité dont, à

vrai dire, nous dictions les conditions, n'est-elle pas surprenante? Quel fruit pouvions-nous tirer de cette glorieuse paix qui pour nous valût la possession des duchés de Lorraine et de Bar? Et quand on songe que nous les occupions depuis près de trente ans, on s'étonne encore plus de nous les voir abandonner. Qui donc, dans les conférences, avait plaidé la cause de Charles IV absent? Les Espagnols n'avaient pour lui ni affection ni gratitude; ils le tenaient pour un allié suspect et incommode; ils l'avaient si rudement traité, qu'ils devaient tout au moins redouter sa rancune; et quant à Mazarin, était-il homme à se flatter d'enchaîner par la reconnaissance cet esprit inconstant et mobile? Tout semblait donc conspirer pour que le prisonnier de Tolède payât presque à lui seul la rançon de la paix. Il n'en fut rien pourtant. Il eut pour avocat un certain sentiment du droit, alors encore vivace, même en diplomatie. La spoliation du faible par le fort, nous l'avons déjà dit, était encore, à cette époque, un acte si mal famé, de si dangereux exemple, si contraire au droit européen, que Mazarin et don Louis de Haro n'osèrent, ni l'un ni l'autre, soit réclamer, soit offrir les dépouilles du pauvre prisonnier. On ne parla pas même d'échange et de compensation; l'idée de ménager en Italie, ou en quelque autre lieu d'Europe une nouvelle principauté à la maison de Lorraine, cette idée qui, seule, dans le siècle suivant, devait tout terminer, ne vint alors à personne; et la réunion de la Lorraine à la France, que, dès 1634, on regardait comme un fait accompli, fut encore cette fois indéfiniment ajournée.

Mais, tant que la fortune resta fidèle à Louis XIV, l'indépendance du duc de Lorraine fut purement illusoire et sa

souveraineté nominale. Le traité de Vincennes, qui lui avait restitué ses États, souleva dans l'exécution tant de difficultés, l'exercice du pouvoir fut soumis, dans les mains du duc, à tant de restrictions et de gênes, que le malheureux prince, réduit au rôle de vassal, n'eut jamais le courage de retourner dans ses domaines, de se montrer à ses sujets et de tenir sa petite cour. Il aima mieux traîner au Louvre et à Saint-Germain la vie de courtisan, confondu dans la foule, et, un beau jour, moitié pour assurer sa propre tranquillité, moitié par secret désir de jouer un tour à sa famille, qu'il aimait peu, et surtout à son héritier, le jeune Charles de Lorraine, il n'imagina rien de mieux que de mettre à prix sa couronne et de la vendre à fonds perdu.

Cette négociation, secrètement conduite par Louis XIV en personne (car il y avait deux ans que le cardinal était mort), est une aventure singulière, très-bien contée par notre historien, et d'un curieux exemple pour les monarques absolus. Le jeune roi pensait jeter sur les débuts de son règne un lustre incomparable en obtenant, sans coup férir, cette province que ses prédécesseurs avaient tant souhaitée sans jamais avoir pu l'acquérir ni par la paix ni par la guerre. Aussi, le jour où, assistant à la foire de Saint-Germain en nombreuse compagnie, on lui remit certain papier que le duc Charles, deux heures auparavant, avait signé en grand mystère dans l'abbaye de Montmartre, il en sentit une si vive joie, qu'il ne put la cacher, et, se tournant vers ceux qui l'entouraient : « Dans toute cette foire, leur dit-il, il n'y a rien qui vaille les deux bijoux que je viens de gagner. » Il entendait parler des duchés de Bar et de Lorraine que, par un traité en bonne forme, Charles

venait de lui céder. « Que croyez-vous, disait-il le soir même au prince de Condé, que croyez-vous que je lui aie donné pour un si grand État, et qui est si fort à ma convenance, et me rend maître jusqu'au Rhin ? De quelle province de France en souveraineté croyez-vous que j'aie fait contenter M. de Lorraine pour cet échange ? Je ne lui ai pas donné un pouce de terre en tout mon royaume. J'ai trouvé moyen de le satisfaire d'une chimère d'honneur pour les princes de sa maison... J'ai seulement déclaré les princes lorrains habiles et capables de succéder à la couronne de France après notre famille. Quand nous serons morts, il arrivera ce qu'il pourra. Cependant, Dieu merci, nous nous portons aussi bien qu'eux ¹. » Tel était en effet le prix de l'étrange marché que le roi pensait avoir conclu.

Mais il avait compté sans l'opinion de tous les intéressés, aussi bien en France qu'en Lorraine. Les princes de sa royale maison s'émurent si fort de se voir brusquement adjoints tant d'étrangers auxquels, par la naissance, ils se croyaient très-supérieurs ; les bâtards d'Henri IV se plaignirent si haut d'être privés d'une espérance qui leur avait toujours appartenu ; les ducs et pairs affichèrent une consternation si grande ; les ministres du roi eux-mêmes qui tous, sauf M. de Lyonne, avaient ignoré le projet, laissèrent voir d'une façon si transparente qu'ils ne le trouvaient pas soutenable ; le parlement enfin, dont la sanction, à cette époque, était encore nécessaire pour donner force de loi à

1. Ces paroles sont textuellement extraites d'un document conservé aux archives des affaires étrangères. Cette pièce, écrite de la propre main de M. de Lyonne, est intitulée : *Ce que le roi a dit à M. le Prince en lui donnant la nouvelle du traité de Lorraine*. 2 novembre 1662.

un ordre nouveau de succession à la couronne, le parlement, tout dompté qu'il était, se révolta tellement de cette prétention de faire des princes du sang comme on fait des officiers aux gardes, qu'il ne consentit, de guerre lasse, l'enregistrement du traité qu'avec l'addition d'une clause qui le rendait nul de plein droit. Cette clause portait que le droit de succéder à la couronne de France ne profiterait aux princes de la maison de Lorraine que lorsqu'ils auraient tous, et jusqu'au dernier, adhéré à la cession de la Lorraine à la France. Or, en ce moment même, le duc François, le frère de Charles IV, protestait devant la cour des pairs contre la spoliation dont il était victime, et le jeune fils du duc François, le prince Charles de Lorraine, l'héritier légitime du duché, pour n'être pas contraint d'adhérer au traité, venait de se dérober de Paris, la nuit, à franc étrier, au sortir d'un ballet où il avait dansé dans le quadrille du roi. Ainsi le parlement avait frappé de mort l'œuvre de son monarque, en ayant l'air de l'accepter, et, pour qu'il ne manquât rien à l'invalidité de cette conception malencontreuse, Charles IV, à son tour, protesta contre la clause restrictive introduite par le parlement, et déclara le traité nul, si la vérification ne portait qu'il serait exécuté en tous ses points.

Ainsi, pour avoir voulu ne consulter personne et faire à lui seul un tour de force éblouissant, le jeune souverain se trouvait acculé ou à l'humiliation de l'impuissance ou à l'abus de l'autorité. Il prit ce dernier parti, et s'en alla, de sa personne, commander à son parlement d'enregistrer le traité sans clause restrictive. Les habitants des quartiers du Louvre et du Palais de justice furent bien étonnés de voir,

un beau matin, comme au temps de la Fronde, les rues se remplirent de soldats et le roi à cheval, en costume militaire, s'achemina vers la grand'chambre, suivi d'un long cortège de mousquets et de lances. Personne n'osa dire un mot. Présidents, conseillers, princes du sang, ducs et pairs, tous ceux qui, depuis vingt jours, faisaient le plus de bruit, se courbèrent en silence devant la volonté du roi, et la foule, qui se plaît à ces triomphes de la force, salua le monarque, à son retour au Louvre, de ses bruyantes acclamations. Mais le traité n'en était pas meilleur, tout enregistré qu'il était. Après le parlement ce fut à Charles IV qu'il fallut faire violence. Fidèle à ses habitudes de légèreté et de mauvaise foi, ce prince se disait dégagé et refusait au roi les clefs de la ville de Marsal, qu'aux termes du traité il était tenu de lui remettre. Le roi se lassa d'attendre et, à la tête d'une grosse armée, entra brusquement en Lorraine. C'était sa première campagne. Elle ne dura que trois jours, car le duc se hâta de baisser pavillon et de livrer la ville; mais il obtint, pour prix de sa résistance et de sa prompte soumission, un traité qui, sans détruire virtuellement le traité de Montmartre, y dérogeait sur les points essentiels, et rétablissait les choses telles qu'elles étaient réglées deux ans auparavant par le traité de Vincennes.

Cette demi-satisfaction mit Charles plus à son aise pour retourner dans ses États. Il y fut reçu à bras ouverts, comme au lendemain d'une victoire. Ce peuple de Lorraine gâtait vraiment ses souverains : il leur pardonnait tout. Absous par cet amour de ses sujets, le duc reprit le cours de ses folies. Ni l'âge, ni l'infortune n'avaient mûri sa raison. Ses deux passions dominantes, l'amour des dames et l'amour

de la guerre, le possédaient toujours; donner des bals et équiper des régiments, c'était toute sa vie. Il fit renaitre à Nancy, au milieu des bastions en ruines et des fortifications rasées, les galanteries, les fêtes, les comédies, les carrou-sels; et, comme il avait besoin de coffres bien garnis pour suffire à tant de dépenses, il mit à contribution tout le monde, et doubla le poids des impôts.

Ses plaisirs cependant allaient être troublés; un grand mécompte l'attendait. Après avoir, au prix des plus lourds sacrifices, recomposé son état militaire et mis sur pied d'excellents bataillons, il s'aperçut, un peu trop tard, que ce n'était pas pour lui qu'il avait travaillé. Le roi de France, qui se brouillait alors avec l'Espagne, et préparait sa campagne de 1667 contre les Pays-Bas, fit dire à son bon frère le duc Charles de Lorraine que ses soldats lui étaient nécessaires. Le duc, faisant la sourde oreille, prétendit qu'il avait à peine assez de monde pour protéger son pays contre les agressions probables des Espagnols et de l'électeur palatin. Le roi lui répondit qu'il faisait son affaire de tenir à distance les Espagnols et l'électeur, mais que l'armée lorraine irait aux Pays-Bas, sous le commandement de M. de Turenne. Ce ne fut pas tout. Le duc se résignait encore à céder ses soldats, seulement il désirait savoir le montant de la paye qui leur serait donnée; or quelle ne fut pas sa surprise quand il comprit que son puissant voisin comptait bien se servir de ses troupes, mais n'entendait pas les payer. C'était donc pour le compte du roi, et aux dépens du duc, que les régiments de Lorraine allaient contribuer à la prise de Charleroi, de Tournai, d'Oudenarde et de Lille, pendant que leurs foyers et leurs compatriotes

demeuraient exposés sans défense aux incursions des bandes espagnoles.

Par bonheur cette guerre ne dura qu'une année; mais la paix donna bientôt naissance à de nouvelles tribulations. A peine les troupes lorraines avaient-elles revu leur patrie, que M. d'Aubeville s'en vint trouver le duc, et, de la part du roi, le somma de les licencier. On ne lui permettait de conserver pour sa personne que deux compagnies de cent gardes, et rien de plus. Charles, stupéfait, hors de lui, se résigna pourtant, non sans de grands éclats de colère. Mais bientôt le bruit courut que, pour s'assurer un abri, il travaillait secrètement à liguier l'Empire, l'Espagne et la Hollande contre l'ambition de Louis XIV. Celui-ci fit semblant d'ignorer ses démarches, jusqu'au jour où il lui convint de se plaindre et d'agir tout ensemble. Ce fut en pleine paix, sans mise en demeure, sans avis préalable, qu'il résolut de s'emparer de la Lorraine et de son duc. Ce guet-apens, car il faut l'appeler par son nom, n'apparaît pas dans les gazettes de 1670; à peine le soupçonne-t-on dans les mémoires contemporains. M. d'Haussonville nous en révèle les détails les plus circonstanciés et lui rend son véritable caractère. Charles ne dut sa liberté qu'à la vitesse de son cheval. Un certain comte de Fourille traversait au galop le faubourg de Nancy, à la tête d'un gros de cavaliers armés, pendant que le fugitif s'échappait de la ville, sous la protection d'un brouillard qui avait retardé la marche du comte de Fourille et de ses soldats. Mais si le coup sur la personne était manqué, on joua mieux l'autre partie. Le maréchal de Créquy fit entrer à Nancy une puissante armée, se mit, sans coup férir, en possession de Mirecourt, de Chaté, de Long-

wy, et s'empara bientôt d'Épinal, qui seul tenta une ombre de résistance. Le pays tout entier rentra donc pour la seconde fois sous la domination française.

Les archives des affaires étrangères nous donnent, sur cette occupation de la Lorraine, de curieux et affligeants détails. On aimerait à pouvoir dire que le maréchal de Créquy n'obéissait qu'à un excès de zèle en se jetant sur cette proie facile, au mépris de tout droit des gens; malheureusement la leçon lui était faite; ses instructions existent, elles sont écrites sous la dictée du roi, de la main même de M. de Lyonne; elles portent qu'il faut pousser le duc l'épée dans les reins, le dépouiller à tout prix, sans lui laisser le temps de se reconnaître, sans écouter ni ses offres, ni ses prières. L'irritation est telle chez le jeune monarque, qu'en apprenant la résistance imprévue d'Épinal il commande à son maréchal d'envoyer aux galères tous les hommes qui seraient pris les armes à la main. Cet ordre causa sans doute quelque émotion à M. de Lyonne, car on le voit presque aussitôt se permettre une humble remontrance qui se termine ainsi : « Les gazettes étrangères, « commentant ce qu'a fait Votre Majesté au sujet des « princes de la maison de Lorraine, disent qu'elle n'agit « pas différemment du Grand Turc, qui nomme, destitue « et rétablit suivant son bon plaisir les princes valaques, « moldaves ou transylvains. Si Votre Majesté envoie aux « galères des sujets qui défendent l'État de leur souverain, « ne vont-elles pas publier par toute la chrétienté que « jamais le Turc n'a commis cette injustice et cette inhumanité ?.. » Malgré la franchise du ministre, l'ordre du roi ne fut pas révoqué, mais Épinal se rendit prompte-

ment, et on permit au maréchal de n'être pas impitoyable.

Charles n'avait pas tenté une lutte impossible. Après avoir erré quelques jours dans les gorges des Vosges, il passa le Rhin et s'en vint à Cologne. Il conservait, malgré son âge, sa vigueur de soldat et ses talents de capitaine ; pendant le peu d'années qui lui restaient à vivre il devint donc pour les confédérés un habile et actif auxiliaire, et, s'il eut le chagrin, tant que vécut Turenne, d'assister aux triomphes de son royal spoliateur, sans autre satisfaction que d'inquiéter çà et là, par quelques coups d'audace dignes de sa jeunesse, la marche des Français victorieux, il eut, Turenne mort, quelques moments de vraie consolation. Avant de suivre dans la tombe ce grand homme de guerre, à trois mois d'intervalle, il contribua, par ses avis et ses manœuvres, à faire surprendre et tailler en pièces, devant Trèves, ce maréchal de Créqui qui lui avait dérobé sa Lorraine.

Mais ce n'était là qu'un plaisir éphémère, qui ne changeait rien au déplorable état où, à l'heure de sa mort, en 1675, il laissait les affaires de son pays et de sa maison. La récente conquête de la Franche-Comté et de l'Alsace avait transformé bien des choses, et notamment la position géographique du duché de Lorraine. Il n'était plus limitrophe de la France, il faisait corps avec elle, et, si jamais l'indépendance lui était rendue, il devenait une enclave au cœur même du royaume. Le roi, dès lors, à moins de compromettre ses communications avec ses nouvelles conquêtes, ne pouvait plus à aucun prix se dessaisir des duchés. Aussi l'Europe, qui protestait naguère contre la manière violente dont il les avait pris, semblait aujourd'hui résignée à lui en abandonner la possession définitive. Elle faisait bon mar-

ché des droits de la famille de Lorraine, heureuse si à ce prix elle avait pu calmer les ambitieux désirs du jeune roi victorieux.

C'est dans ces conjonctures que le neveu de Charles IV succéda à son oncle sous le nom de Charles V. Il n'héritait en quelque sorte que d'un titre honorifique, d'une souveraineté imaginaire, d'un pouvoir *in partibus*. Séparé de ses États par le plus formidable obstacle, destiné à mourir sans les avoir revus, il n'en devait pas moins, par l'éclat de sa vie, relever sa maison, perpétuer son droit héréditaire, et, la fortune aidant, préparer à la fois la restauration de son fils et l'élévation de sa race à de plus grandes destinées. Aussi brave que son oncle, aussi habile général, il était de plus maître de lui, calme et sensé, loyal et généreux. Du moment que la Providence permettait que cette antique souche produisît un rameau encore plein de vie, il était évident que l'indépendance de la Lorraine n'avait pas dit son dernier mot. Rien ne fait sentir, comme l'apparition d'un tel prince, quel rôle jouent en ce monde les destinées individuelles, combien le cours des événements et les lois logiques de l'histoire sont souvent modifiées ou au moins suspendues par l'ascendant d'un seul homme. Assurément les fautes de Louis XIV et le déclin de sa fortune ont encore plus servi la maison de Lorraine que la vaillance et les vertus de Charles V; mais, aux jours de ses plus grands revers, le roi de France ne fut contraint d'abandonner ni la Franche-Comté, ni l'Alsace, tandis qu'il dut, dès 1697, à la paix de Ryswick, restituer la Lorraine. Il dut la rendre non-seulement parce qu'il l'avait mal acquise, mais parce que le droit du légitime possesseur avait reçu comme un

baptême et une consécration nouvelle des immenses services que son père avait tout récemment rendus à l'Europe et à la chrétienté.

Le nom de Charles V se rattache en effet, comme celui de Sobieski, à cette journée, plus mémorable que sanglante, qui délivra la capitale de l'Autriche et rejeta pour toujours du sol de l'Occident les hordes de l'islamisme. Guerre générale, la dernière des croisades, saluée avec reconnaissance par les populations slaves et germaniques, avec respect et enthousiasme par l'Europe tout entière. Elle valut aux deux capitaines, au Polonais et au Lorrain, comme un reflet de l'auréole populaire qui avait ennobli jadis le nom de Charles Martel. Déjà, vingt ans auparavant, en 1664, Charles, tout jeune encore, avait gagné ses éperons à la journée de Raab, en combattant les Turcs, sous les ordres de Montecuculli. Sa vie entière se passa dans les camps; il lutta de bataille en bataille, tantôt contre les Français sur la Moselle ou sur le Rhin, tantôt sur le Danube contre le grand vizir ou contre les Hongrois révoltés. Exposé par sa bonne renommée à exciter la jalousie d'un monarque à la fois son protecteur et son beau-frère, l'empereur Léopold, il sut, à force de franchise et de sincère modestie, ne jamais perdre sa confiance. Il touchait au comble de ses vœux, en 1689, à la reprise des hostilités entre la France et l'Empire: investi du commandement suprême des armées impériales, une première campagne presque constamment heureuse venait de le rendre maître de Mayence et de Bonn, ces deux places qui, pour Louis XIV, étaient les clefs de l'Allemagne; déjà il se préparait à pénétrer en France, il allait pour la première fois mettre le pied dans ses États héréditaires; les

plus brillantes perspectives semblaient s'ouvrir devant lui, lorsqu'une violente maladie l'enleva en quelques jours. Catastrophe imprévue qui consterna l'Empire et que Louis XIV lui-même eut le bon goût de déplorer, tout en en profitant pour respirer un peu et relever la fortune de ses armes.

On comprend que le chapitre où la vie de ce noble prince est racontée avec détail doit être un des plus attachants du livre de M. d'Haussonville. Après les agitations stériles de l'aventureux Charles IV et la longue bigarrure de ses talents et de ses vices, de sa valeur et de sa déraison, on aime à s'arrêter devant ce caractère calme et chevaleresque, modèle d'héroïsme et de modération. Le vieux parti lorrain, le parti de l'indépendance, s'était nourri d'un grand espoir à la vue de son duc victorieux s'acheminant presque sans résistance, après vingt ans d'exil, vers la frontière de la patrie ; aussi quelle stupeur fut la sienne à la nouvelle de sa mort ! L'héritier de ses droits, son fils aîné, Léopold de Lorraine, n'était pas d'âge à hériter de son épée ; il n'avait que onze ans. Mais une mère tendre et habile, femme de tête et de cœur, Marie-Éléonore d'Autriche, reine douairière de Pologne, était là pour veiller sur les duchés et sur son fils. Elle tenta d'acquérir par la paix ce que son époux se flattait de conquérir par la guerre. Louis XIV eut bientôt compris qu'en jouant franc jeu avec elle, en lui promettant la Lorraine, il la mettrait de son parti, et que personne en Europe, pas même Victor-Amédée, ne pourrait aussi bien l'aider à rompre le faisceau de ses ennemis. Il en coûta sans doute à son orgueil de faire ce sacrifice, mais il le fit à propos, avec résolution, et ce fut la veuve de Charles V qui, pour servir son fils, posa les premières bases de la paix de

Ryswick, en détachant peu à peu de la coalition son frère, l'empereur Léopold.

Nous ne saurions passer devant la paix de Ryswick sans dire au moins un mot des documents vraiment nouveaux que M. d'Haussonville a réunis sur cette grande négociation. Il en pose avec clarté les mystérieux préliminaires et en suit pas à pas toutes les péripéties. Sans pénétrer dans ces détails, nous devons ici constater qu'en 1697 Louis XIV, pour négocier la paix, devait se résigner à restituer cette province, qu'il possédait depuis vingt-sept ans et qu'il s'était promis de ne jamais rendre. La question de la réunion de la Lorraine à la France n'avait donc pas fait un pas depuis le commencement du siècle. On pourrait presque dire qu'elle avait reculé.

En effet, qu'avions-nous gagné à cette possession précaire, si longtemps prolongée? Au lieu de nous concilier l'affection des Lorrains, elle avait envenimé leur hostilité naturelle. La France ne leur était connue que par les mesures acerbes, les exactions, les violences que tout pouvoir militaire se permet en pays conquis. Quel contraste avec les largesses, les bienfaits, l'administration paternelle des anciens souverains! L'image du passé devenait chaque jour plus chère. On soupirait après la délivrance. Ajoutons que le jeune prince à qui la Providence restituait ses États semblait né tout exprès pour fortifier dans l'âme de ses sujets l'amour du pouvoir national et l'horreur de l'étranger. A peine âgé de dix-huit ans, Léopold avait l'habileté, la maturité de raison, l'expérience d'un homme fait. Moins brillant que son père, moins amoureux du métier des armes, bien que signalé déjà par des traits de bravoure, il avait,

avant tout, le génie des affaires et de l'administration. En peu d'années, la Lorraine fut comme transformée sous sa main. Il lui rendit l'aisance, le bien-être, et la sauva comme par miracle de la conflagration dont tous les États d'Europe, petits et grands, allaient être plus ou moins victimes. Ce n'était cependant pas sans quelque appréhension qu'il avait entrepris cette tâche. Dès son entrée au pouvoir, malgré les facilités qu'il rencontrait de toutes parts, malgré la docilité de ses sujets et le bon vouloir de l'Europe, son bon sens n'avait pu se défendre de quelque découragement. La France, bien qu'affaiblie, lui semblait encore trop puissante pour qu'un duc de Lorraine pût régner à son aise et se sentir maître chez lui. Aussi le vit-on prêter complaisamment l'oreille au projet de partage de la monarchie espagnole qui circulait alors en Europe. Dans cette grande distribution de territoires on lui donnait le duché de Milan en échange de sa Lorraine, permutation qui non-seulement lui semblait bonne en soi, mais qui lui assurait un heureux voisinage, celui de l'empereur, son oncle. On sait ce que devint ce projet de partage au moment où, après de laborieux pourparlers, tous les intéressés semblaient tomber d'accord. La volonté d'un mourant remit tout en question, et Louis XIV en face d'un testament, forcé de faire un choix entre deux partis d'un danger presque égal, prit celui qui mettait à néant les espérances du duc de Lorraine. Léopold garda donc son duché ; mais il s'était, dans l'intervalle, rapproché de Versailles par un lien de famille ; il avait épousé la nièce de Louis XIV, mademoiselle de Chartres, Elisabeth-Charlotte d'Orléans.

Étant ainsi lié aux deux antagonistes par le même degré

de parenté, il osa concevoir le dessein de rester neutre dans leurs querelles, et, ce qui est plus extraordinaire, c'est qu'il en vint à bout. Il dut seulement se résigner, au début de la guerre, à recevoir garnison française dans quelques-unes de ses places, mais il eut le talent de s'en débarrasser bientôt. L'empereur, à sa prière, prit un engagement si solennel de respecter ses États, si le roi les respectait aussi, que celui-ci, par point d'honneur et par émulation, se lia de la même manière et retira ses troupes. Ainsi cette neutralité que rêvait Léopold, et qui semblait d'abord une pure chimère, devint une réalité. Il fit régner sur ce coin de terre les bienfaits de la paix au milieu des horreurs d'une guerre générale. De 1700 à 1714, l'agriculture, le commerce, les arts prospérèrent en Lorraine ; les villes, les campagnes, naguère désolées, s'enrichirent et se peuplèrent ; Voltaire nous le raconte, et des preuves sans nombre confirment son récit. Dans ces désastreuses années, Lunéville vit construire un château ducal magnifique, un diminutif de Versailles, et entretenir à grands frais des légions d'ouvriers et d'artistes, pendant qu'à la cour de France la royauté renonçait tristement aux bâtisses, son luxe favori, et signait à Marly l'ordre de fondre son argenterie et de mettre en gage ses bijoux.

Quel art n'avait-il pas fallu pour ne jamais donner prétexte à deux rivaux acharnés de prendre pied sur un sol dont la fertilité nouvelle était un attrait de plus ! Ce fut un chef-d'œuvre de politique que la conduite de Léopold pendant ces longs orages. Il faut pourtant tout dire : ce parfait équilibre ne dura pas toujours. Outre qu'un secret penchant, les souvenirs de son enfance, et même aussi la voix du

sang, lui inspiraient pour la cause impériale d'involontaires prédilections, sa perspicacité ne cessait de lui dire qu'il avait tout à perdre aux victoires de la France. Aussi longtemps que la fortune ne nous fut pas décidément contraire, son impartialité ne lui fit pas défaut ; mais lorsque, après nos revers répétés, les alliés, enflés de leurs triomphes, commencèrent à parler de démembrer la France, ou tout au moins d'échancrer ses frontières, Léopold, oubliant sa prudence habituelle, se crut prédestiné à profiter de nos dépouilles et laissa clairement percer le dessein d'arrondir ses possessions héréditaires au moyen de l'Alsace et des Trois Évêchés. Le bon vouloir du prince Eugène lui était assuré, et il avait acquis de ses deniers celui de Marlborough. Mais la subite chute du général anglais, l'accord inattendu des cabinets de Versailles et de Saint-James, et avant tout la victoire de Denain, ruinèrent ses espérances. Plus que personne il fut surpris par le traité d'Utrecht. Non-seulement il n'avait pas gagné les territoires qu'il convoitait, mais il avait perdu sa situation première : il était devenu suspect à Louis XIV ; il en pouvait tout craindre. Aussi le vit-on bientôt prendre une allure nouvelle, laisser là les dehors de la neutralité, et se jeter franchement dans les bras de l'Autriche qui, seule, pouvait lui garantir la possession de son fief, et dont la bienveillance, par une cause peut-être encore plus grave, avait alors à ses yeux plus de prix que jamais.

L'empereur n'avait point de fils ; sa fille Marie-Thérèse devait donc hériter des États autrichiens et transmettre à son futur époux un droit presque assuré à la pourpre impériale. Faire épouser Marie-Thérèse à l'aîné de ses fils, telle était l'ambition du duc de Lorraine. Déjà même ses vœux

allaient être exaucés, lorsque la mort enleva ce jeune prince. Léopold, sans se décourager, mit en avant son second fils, qui n'était encore qu'un enfant ; et comme l'empereur, avant de l'adopter pour gendre, demandait à le connaître, on l'envoya à la cour de Vienne achever son éducation. Les années s'écoulèrent sans que l'héritier présomptif du duché de Lorraine remit les pieds à Nancy, chez son père ; si bien que ses futurs sujets s'habituaient à ne plus voir en lui qu'un archiduc, un étranger.

Ici commence dans cette histoire une phase nouvelle. L'amour des Lorrains pour leurs princes, cet ancien et sérieux obstacle à la réunion de la Lorraine à la France, va disparaître peu à peu. Cet amour, pour rester vivace, avait besoin de se croire partagé, et ce fut pour la Lorraine comme une infidélité de son prince que cette ambition du sceptre impérial. Qu'allait devenir le duché, quand le duc serait empereur ? Une humble succursale, une triste province, sans cour, sans mouvement, sans vie. Le pays tout entier souffrait dans son orgueil. Il se contentait pourtant aussi longtemps que vécut Léopold. Mais quand le père fut mort, en 1729, on ne ménagea pas le fils. Absent depuis six ans, François parut enfin à Lunéville et à Nancy pour recueillir son héritage ; il fut froidement accueilli. L'air empesé et hautain du futur gendre de l'empereur, sa mise, sa tournure, ses manières, lui aliénèrent tous les cœurs. Ses amis les plus dévoués ne lui pardonnaient pas son long habit et sa perruque allemande. Puisque c'en était fait de l'antique indépendance, puisqu'il fallait nécessairement opter entre appartenir à l'empire ou appartenir à la France, mieux valait, disait-on, se donner au pays dont on parlait la langue et qui avait meilleur goût.

Le moment semblait donc venu pour le cabinet de Versailles d'achever l'œuvre de Richelieu. Il ne fallait qu'un peu de vigilance et de vigueur pour consommer le divorce entre la Lorraine et son duc. Mais plus la force des choses semblait vouloir hâter le dénouement, plus notre politique sceptique, insouciante, prenait, pour ainsi dire, plaisir à le mettre en question.

Que le régent, pendant ses huit années de règne, ait ménagé son beau-frère Léopold; que, par des raisons différentes, M. le duc de Bourbon, dans son court passage aux affaires, ait, à l'égard de la Lorraine, manqué de prévoyance et de discernement, il n'y a rien là de très-extraordinaire; mais ce qui passe toute croyance, c'est le cardinal de Fleury, à son arrivée au pouvoir, poussant la complaisance jusqu'à faire reconnaître et garantir officiellement par le roi de France la neutralité perpétuelle de la Lorraine. Détruire ainsi d'un trait de plume cent cinquante ans de négociations et d'efforts, juste au moment où ce pays neutralisé allait, par le mariage de François et de Marie-Thérèse, passer sous la dépendance autrichienne, c'était un merveilleux oubli des traditions les plus vulgaires et du plus simple bon sens. La faiblesse et la condescendance devaient pourtant aller encore plus loin. Le traité de Vienne est une page de nos annales qu'on aimerait à pouvoir déchirer. Après trois ans de guerre presque toujours heureuse, nous n'avions pas perdu un pouce de terrain et nous avions conquis en Allemagne Trèves, Traarbach et Philipsbourg; au delà des Alpes, toute la Lombardie; nous étions maîtres de dicter la loi, l'Autriche était réduite à la subir, et se serait, dès l'abord, estimée trop

heureuse de ne faire, pour obtenir la paix, que le sacrifice immédiat de la Lorraine et du Barrois. Tel fut cependant le savoir-faire de notre négociateur, que les rôles furent intervertis. Ce qu'on se disposait à nous offrir, nous le demandâmes à mains jointes, et nous reçûmes comme une grâce ce qui nous appartenait comme un droit. Le cardinal s'était trahi : sa peur de manquer la paix, son horreur de la guerre, même heureuse, avaient enhardi l'Autriche; elle ne parla plus de livrer la Lorraine qu'après la mort du grand-duc de Toscane, afin que le duc François, disait-elle, n'abandonnât Nancy que pour aller droit à Florence; et quant à l'impatience de la France, s'il lui plaisait d'entrer plus tôt en possession, on lui offrait d'*escompter* sa jouissance. En d'autres termes, l'Autriche trouvait moyen de nous vendre ce qu'elle était hors d'état de ne pas nous donner. Fleury consentit à tout : il avait imprudemment écrit, il s'était pris au piège, et devait, à tout prix, en sortir; il obtint seulement que la clause du rachat demeurerait secrète, afin que, si la France achetait sa conquête, elle pût au moins l'ignorer.

Telle est la fin peu glorieuse de cette œuvre mieux commencée. A vrai dire le traité de Vienne devrait clore le livre de M. d'Haussonville. La réunion de la Lorraine à la France est virtuellement accomplie en 1736. Mais il reste encore un épilogue qui fait partie du sujet, et que l'auteur ne pouvait pas omettre; il reste les trente années du règne de Stanislas, sorte de transition qui devait faire passer doucement la Lorraine de son ancienne indépendance à sa future sujétion. On sait que le traité de Vienne ne cédait pas directement les deux duchés au roi de France, mais les

donnait à son beau-père comme compensation du royaume de Pologne, dont l'empire l'avait dépossédé. Stanislas n'ayant pas d'autre enfant que la reine de France, c'était réellement à la France que la cession était faite, sous bénéfice d'usufruit. Cette combinaison avait double avantage : elle pansait les plaies de quelques vieux Lorrains chagrins de voir le règne d'un simple intendant royal succéder au gouvernement d'un prince souverain ; elle faisait revivre une dernière fois, dans ces pacifiques contrées, l'éclat, la bienfaisance d'une cour véritable : elle donnait, en outre, au père de Marie Leczinska une position plus digne et moins embarrassante que l'hospitalité pure et simple octroyée par son gendre dans quelques-uns de ses châteaux.

L'histoire de ces trente années sert de texte à M. d'Haussonville pour faire à son lecteur l'adieu le plus agréable. Il s'attache à tracer un portrait aussi exact qu'animé « de cette petite royauté viagère de Lunéville, si humblement soumise, nous dit-il, mais si peu semblable à la grande monarchie de Versailles : moins une cour, à vrai dire, qu'une société élégante ; société toute pleine de contrastes, docte et spirituelle sans pédantisme, familière et libre sans indécence, où l'on se piquait à peu près également de religion, de galanterie, voire d'une pointe de philosophie ; au lieu d'un prince, une sorte de grand seigneur polonais, facile et généreux, plus épris de belle littérature que de politique ou d'administration, quoiqu'il se plût à dissenter et même à écrire sur les devoirs des souverains et sur les droits des peuples ; fort empêché le plus souvent pour faire vivre de bon accord ensemble son confesseur et sa maîtresse ; correspondant assidu et conseiller intime de son dévot petit-

fil, le dauphin ; lié toutefois avec Voltaire ; en coquetterie ouverte avec Montesquieu et Rousseau ; pas trop effarouché de recevoir les visites d'Helvétius ; fort admiré, peut-être trop prôné par la fraction modérée des encyclopédistes, qu'il protégeait discrètement... et ce qui, nous l'espérons, protégera sa mémoire auprès des honnêtes gens, jamais embarrassé, malgré sa prudente réserve et sa sincère déférence envers le roi, son gendre, pour accueillir généreusement, dans son petit État, suivant les temps et la violence des bourrasques qui soufflaient de Paris, tantôt les philosophes fuyant la Bastille et les lettres de cachet, tantôt les jésuites proscrits par le parlement. »

Nous n'ajouterons rien à ce portrait : il résume à lui seul, en traits fidèles et brillants, l'histoire complète de ces trente années ; il montre en même temps combien le charme d'un tel livre disparaît dans une esquisse aride, dans un simple sommaire comme celui que nous avons tracé. Ce charme vient surtout d'un tour aisé, agréable, abondant, d'un élégant laisser-aller qui n'exclut ni l'exactitude, ni la sévère précision de l'histoire. Comment analyser ce genre de mérite ? C'est au livre lui-même à en donner l'idée. Il se fait lire comme un roman, et cependant il laisse dans l'esprit la trace la plus durable ; il récrée et instruit à la fois ; et ceux même qui croient savoir ce qu'il raconte y trouvent encore du profit. Nous mêlerons pourtant à nos éloges un très-léger reproche ; cet ouvrage laisse un doute au lecteur : Pour qui l'auteur fait-il des vœux, pour la Lorraine, ou pour la France ? On dirait que deux patriotismes sont en présence chez lui. Son bon sens lui dit bien et son livre nous laisse voir que la destinée véritable de ces petits duchés

n'était pas de vivre isolés; mais son cœur le regrette. Il se complait à exalter ce qu'on appellerait aujourd'hui la nationalité lorraine: il lui fait jouer un rôle peut-être un peu considérable. Rien de plus délicat que ce genre de questions. Posthumes ou vivantes, les nationalités nous passionnent malgré nous. C'est quelque chose de si noble qu'un groupe d'hommes, un petit peuple qui veut rester indépendant et prétend résister à l'envahissement d'un tout-puissant voisin! Nos sympathies lui sont acquises, et, par instinct, nous nous rangeons sous son drapeau; mais, pour qu'un historien épouse la querelle, pour qu'il la prenne au sérieux, ne faut-il pas certaines conditions? Et d'abord, un pays circonscrit, partagé par un système de barrières naturelles: fleuves, montagnes ou bras de mer; puis, chez les habitants, ce qui vaut encore mieux, des mœurs, un culte, quelquefois même une langue à défendre, et l'obstination du courage. Une nationalité ainsi faite a droit à d'éternels respects, et si, par malheur, elle succombe, c'est justice de la glorifier comme un héros malheureux; mais, lorsque la Providence n'a pas ainsi manifesté clairement ses desseins, lorsqu'une population, si brave et généreuse qu'elle soit, n'a reçu qu'imparfaitement les moyens de se défendre, sa prétention à la vie propre n'est souvent, il faut le reconnaître, qu'une méprise, une illusion. Il y a, si nous pouvons ainsi parler, de fausses nationalités, combinaisons artificielles, derniers restes des répartitions arbitraires de l'époque féodale, qui n'ont, par exception, prolongé leur existence, et résisté plus que d'autres au mouvement d'agglomération d'où sont sortis les grands États modernes, que par des causes accidentelles, telles que des séries d'habiles

souverains, de puissantes alliances, d'heureuses vicissitudes de la politique européenne.

La Lorraine, jusqu'à un certain point, ne fait-elle pas partie de cette catégorie? Nous n'en voulons pour preuve qu'un fait connu de tous, et que M. d'Haussonville signale tout le premier. Avant même que la révolution de 1789 eût tout renouvelé sur le sol de la France, avant que ces deux duchés se fussent transformés en départements des Vosges, de la Meurthe, de la Moselle et de la Meuse, ils s'étaient si bien incorporés au reste du royaume, quoiqu'ils n'en fissent officiellement partie que depuis vingt années; toute trace de dissidence, tout regret, tout mauvais souvenir, s'étaient si bien dissipés, que, des quarante gouvernements dont se composait alors la France, on n'en citait pas un aussi profondément français que le *Lorrain et Barrois*. Admettons que les paternelles douceurs du règne de Stanislas y fussent pour quelque chose, que cette transition eût achevé d'adoucir quelques aspérités, il n'en faudra pas moins conclure que, même en 1736, au dernier jour de l'indépendance, l'antipathie contre la France devait être, en Lorraine, moins vive, moins générale, et surtout moins profonde que M. d'Haussonville n'est porté à le croire. Qu'il y eût des mécontents, des intérêts froissés et même des cœurs brisés, cela ne fait pas question; mais le fond de la population avait pris son parti, et se résignait volontiers à faire corps désormais avec un grand État, redouté de ses voisins, et sous l'abri duquel on n'avait plus à craindre que les chances ordinaires de la guerre et non celles de doubles invasions. Nous croyons même, s'il faut tout dire, que, pendant les deux siècles écoulés depuis

Henri II, depuis les premières agressions de la France, il n'y eut vraiment, chez les Lorrains, qu'une seule époque, un seul moment d'énergie nationale, la guerre de 1634, la résistance à Louis XIII. Après cet effort suprême, on ne rencontre pas un combat sérieux, pas même une escarmouche; et, si cet excellent peuple recouvre de temps en temps ses souverains et l'ombre de son indépendance, c'est par des coups du sort, par des hasards diplomatiques, jamais par sa propre vertu. Il se laisse périodiquement envahir et occuper militairement, sans un coup de feu, presque sans un murmure. Dira-t-on qu'il avait affaire à trop forte partie? Sans doute; mais l'Irlande a lutté six cents ans, et contre un adversaire tout aussi redoutable. L'a-t-on vue renoncer à ses antiques haines? Réduite à ne plus lutter, ne la sentait-on pas frémissant sous le joug? Il s'en faut donc que toutes les nationalités éteintes aient droit au même honneur, à la même oraison funèbre; et M. d'Haussonville avait rendu à ses compatriotes un assez signalé service en mettant en lumière leur histoire, il nous avait dit sur leur compte assez de nobles choses, assez d'honorables vérités, pour célébrer peut-être un peu moins vivement et leur lutte héroïque et leur passion d'indépendance. Pour nous, ce qui nous plaît surtout dans cet intéressant récit, c'est justement que, sans plus d'énergie nationale et par l'action fortuite de causes extérieures, une portion de notre sol ait maintenu si longtemps son existence à part. C'est là l'originalité de cette histoire, ce qui lui donne ce caractère éminemment politique et diplomatique qui convenait si bien au talent de l'auteur, et qu'il a su faire valoir avec tant d'art et de succès.

DISCOURS ACADÉMIQUES

DISCOURS DE RÉCEPTION

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

PRONONCÉ LE 26 MARS 1846

MESSIEURS,

En m'appelant à prendre séance au milieu de vous, en m'élevant à un honneur si grand, vous m'avez comme accoutumé à votre indulgence ; permettez-moi donc d'espérer qu'elle ne m'abandonnera pas aujourd'hui dans l'accomplissement du difficile devoir que m'ont imposé vos suffrages. Il faut que je vous parle d'un homme qui pour vous n'était pas seulement un poète illustre, mais un confrère, un ami, que vous entouriez de votre cordiale estime, de votre sincère affection. Comment, sans l'avoir connu, sans le secours de mes propres souvenirs, pourrai-je dignement célébrer sa mémoire ? Malgré les confidences dont quelques-uns d'entre vous ont bien voulu m'honorer, jamais je ne tracerai une image complète et fidèle des nobles qualités que vous aimiez en lui ; mais j'essayerai du moins de rendre un juste hommage à ses talents et à ses œuvres, en les ap-

préciant avec cette sincérité qui seule donne quelque prix aux louanges.

La vocation de M. Soumet pour la poésie fut aussi précocce qu'irrésistible : dès l'enfance, il parlait, il écrivait en vers. Sa famille entreprit vainement de combattre ce penchant. Condamné, pour ainsi dire, à n'étudier que les mathématiques, il soutint, par obéissance, de sérieux examens : les portes de l'École polytechnique lui furent ouvertes ; mais on ne parvint jamais à les lui faire franchir.

Quelques années plus tard, il fut mis à une autre épreuve. La faveur impériale laissa tomber sur lui un de ces titres d'auditeur au conseil d'État que les fils des plus nobles familles briguaient alors avec tant d'ardeur. Le jeune poète, à peine délivré des sciences exactes, se serait volontiers soustrait aussi à l'administration ; mais le moyen de hasarder une excuse ! Force lui fut de venir à Paris et d'entrer au conseil. Les auditeurs de ce temps-là étaient mieux traités que ceux du nôtre : on leur donnait des provinces à gouverner ! Mais alors, aussi bien qu'aujourd'hui, on aimait qu'ils ne parlassent qu'en prose. M. Soumet ne put s'y résigner. Aussi vous ne le rencontrerez ni dans les bivouacs, ni dans les villes conquises. Au lieu de courir d'un bout de l'Europe à l'autre, le portefeuille du monarque à la main, il poursuit paisiblement ses poétiques méditations, s'entourant, en guise de dossiers, de ses auteurs favoris : il avait trouvé l'art de n'être auditeur que de nom.

A peine âgé de vingt-deux ans, sa carrière était dès lors irrévocablement tracée. Depuis près de dix années, il composait et publiait des vers. Déjà son nom avait été proclamé plusieurs fois, et avec éclat, dans cette lice où s'exercent,

depuis cinq siècles, les héritiers de nos vieux troubadours. Il avait cueilli l'amarante, le lis, la violette, le souci, toutes les fleurs dont Clémence Isaure a semé son poétique parterre. Né à Castelnaudary, dans la patrie d'Arnaud Vidal, le brillant rapsode du quatorzième siècle, à quelques lieues de Toulouse et de son Capitole, comment les palmes des jeux Floraux n'auraient-elles pas séduit sa jeunesse? Ces tournois dont un écho faible et lointain parvient à peine à vos oreilles, excitent encore sur les bords de la Garonne de vives ardeurs, de bruyants enthousiasmes. Arène dange-reuse pour un poète de vingt ans! On aime tant la gloire à cet âge, qu'on se laisse prendre à tout ce qui lui ressemble. Heureusement M. Soumet était né pour de plus sérieux combats : il ne se fit pas illusion sur la valeur de ses triomphes, et chercha dans de laborieuses études le chemin qui conduit aux solides renommées.

Ces applaudissements qui avaient accueilli ses débuts n'étaient cependant pas le seul péril qu'il eût à surmonter. On a coutume d'attribuer au soleil de notre France méridionale la vertu de faire éclore les poètes; mais on oublie que les rayons de ce soleil ne sont guère moins perfides que bienfaisants. Si les chaudes couleurs du ciel, si la sonorité du langage, si le rythme cadencé de l'accent vous inspirent je ne sais quel instinct de poésie et vous font rimer en naissant, d'un autre côté, enivré de son et de couleur, ne risquez-vous pas souvent d'oublier la pensée, et ces vers qui coulent à flots de votre plume sont-ils toujours autre chose qu'une brillante mélodie? Il fut un temps où toute une moitié de la France se contentait de ce genre de poésie; mais ce temps n'est plus. Des deux langues

qui se disputaient alors notre sol, une seule a survécu, celle de nos climats sans soleil. Cette langue, telle que nous l'ont faite quelques génies immortels, telle que vous l'avez réglée et maintenue, messieurs, est aujourd'hui la seule dont un poète français, en quelque lieu qu'il soit né, ait le droit de faire usage. Or elle proscriit le bruit, le faux éclat; elle exige que la pensée soit toujours présente, toujours visible, comme au travers d'un cristal d'autant plus transparent qu'il est plus artistement taillé. N'allez pas supposer que je vienne ici réveiller de vieilles et vaines querelles, en exaltant l'une aux dépens de l'autre telle ou telle partie de notre France. Si je vous faisais remarquer que par un jeu singulier, dirai-je du hasard, tous les hommes qui, depuis deux siècles, ont immortalisé la poésie française, Corneille, Molière, Racine, Despréaux, la Fontaine, Voltaire, sont nés en deçà de la Loire, dans la patrie des troubadours, le Midi prenant aussitôt sa revanche, ne me rappellerait-il pas les noms de nos plus grands prosateurs, ne me montrerait-il pas, tout d'abord dans vos rangs, ces orateurs puissants, ces maîtres de la tribune, que, par un incontestable privilège, il semble seul pouvoir produire depuis soixante ans? Ainsi point d'inutile rivalité, à chacun sa part de fortune et de gloire; mais, qu'on nous permette de le dire, pour qui veut être poète aujourd'hui dans notre langue, ce n'est pas toujours un avantage, et c'est quelquefois un danger que d'être né sous le ciel des troubadours. M. Soumet le reconnut, et comprit que les qualités qu'il devait à sa nature risquaient de l'égarer, s'il se laissait dominer par elles : il lutta; souvent ses efforts triomphèrent; quelquefois la nature l'emporta. Aussi lorsque tout à

l'heure nous le verrons parvenu à la maturité de son beau talent, nous n'entendrons ses admirateurs exprimer que le seul regret de rencontrer trop constamment dans ses vers des trésors qu'on cherche vainement chez tant d'autres poètes, cette forme splendide, ce brillant coloris, ce plein soleil qu'un peu d'ombre et de fraîcheur ne tempère pas assez souvent.

Mais ne devançons pas les années, et revenons au jeune auditeur que nous avons laissé méditant sur ses poètes de prédilection. Fidèle aux sentiments de piété que lui avait inspirés sa famille, enclin par caractère à une rêveuse mélancolie, c'était déjà vers les sujets religieux que ses pensées se dirigeaient de préférence. Il savait le Psalmiste par cœur, étudiait Klopstock, et ne cessait de relire ce livre, qui, depuis les premiers jours du siècle, éblouissait le monde littéraire d'un éclat inconnu; ce livre qui semblait avoir ressuscité le christianisme par la glorification toute nouvelle de ses merveilles. Telles étaient ses lectures pendant qu'il ramassait les couronnes que lui lançaient les maîtres du gai savoir, tels étaient les modèles dont il se pénétrait pour composer un poème sur les dangers et les maux de l'incrédulité.

Ce travail, qu'il poursuivait avec ardeur, lui laissait pourtant le loisir de chanter de temps en temps celui qu'il bénissait au fond de son cœur comme le restaurateur des autels, celui qu'avec ses yeux de poète il prenait, de très-bonne foi, pour le grand pacificateur du monde, l'empereur Napoléon. Il faut lire un dithyrambe adressé au *Conquérant de la paix*, morceau plein d'un poétique délire et semé de nombreuses beautés, pour savoir jusqu'à quel en-

thousiasme, certainement sincère, ses illusions avaient p l'entraîner. Il est vrai que ces formes adulatrices, qui nous étonnent aujourd'hui même dans un dithyrambe, étaient alors, presque pour tout le monde, un protocole obligé : n'oublions pas que chez M. Soumet elles étaient justifiées par la reconnaissance.

Le poëme de *l'Incrédulité* parut en 1810. L'auteur, qui n'avait que vingt-quatre ans, fut aussitôt l'objet de vives sympathies. Le choix du sujet, l'élévation des pensées, une versification abondante, au travers de laquelle se faisaient jour une certaine verve, un certain mouvement dont la poésie de cette époque n'avait pas coutume d'abuser; enfin la jeunesse même de l'auteur, qui contrastait avec la gravité de son talent, tout conspirait à lui conquérir les suffrages, nous dirions presque à les rendre unanimes; car il y avait chez lui assez d'audace dans le détail, et dans l'ensemble assez de respectueuse soumission aux règles traditionnelles de l'école alors régnante, l'école du poëme descriptif, pour que d'un côté on le félicitât de s'être inspiré de M. de Châteaubriand, et que de l'autre on lui sût gré d'être resté fidèle à l'abbé Delille.

Encouragé par le succès, M. Soumet ne tarda pas à se présenter à vos concours. Un premier essai le fit approcher du but; puis bientôt, par un double effort, il l'atteignit deux fois coup sur coup, et les deux couronnes que vous lui accordâtes lui furent décernées par vous le même jour.

Pendant qu'il poursuivait ces paisibles victoires, de grands revers avaient étonné le monde; l'Empire était tombé. M. Soumet comptait parmi les hommes du régime nouveau des protecteurs, et même des amis : il ne s'adressa point à

eux. Sa piété sincère aurait craint d'être confondue avec certaines dévotions qui s'improvisaient alors pour mendier des faveurs, et quoique le pouvoir qui succombait eût perdu ses sympathies, il se respectait trop pour gagner quelque chose à la chute de celui qu'il avait chanté, et dont il avait accepté les bienfaits. Il quitta Paris et se retira dans son pays natal. Sa retraite fut si profonde, que pendant plus de cinq années il rompit tout commerce avec le public, travaillant sans autres confidents que d'intimes amis, et se laissant à peine dérober par intervalle quelques pièces fugitives, des ballades, des élégies; une, entre autres, dont le succès fut populaire, suave et touchante complainte où s'exhalent sous une forme gracieuse les soupirs de toute cette portion de l'humanité abandonnée, comme *la jeune fille*, à son entrée dans la vie, et réduite à s'écrier comme elle :

Reviens, ma mère, je t'attends
Sur la pierre où tu m'as laissée !

Ces productions détachées n'étaient pour M. Soumet que des délassements : ses veilles laborieuses, ses persévérants efforts n'avaient plus qu'un seul but, le théâtre. La soif du succès dramatique, cette passion toute française et souvent si hâtive qu'elle se loge au cœur même de l'écolier, M. Soumet venait seulement d'en sentir les atteintes. Mais pour avoir été tardive, elle n'était que plus ardente. Dans sa solitude il menait de front trois tragédies. Dès qu'elles furent terminées, il fit ses adieux à Toulouse, et s'en revint à Paris.

Ce n'était pas seulement le désir de voir représenter ses

œuvres qui l'arrachait à sa retraite. Il y avait alors dans la capitale de jeunes poètes comme lui, ses amis quoique ses rivaux, qui se préparaient avec ferveur à une sorte de croisade littéraire : il s'agissait de propager et de défendre certaines idées de réforme, encore timides et confuses, mais qui n'en soulevaient pas moins de vives résistances. Au nom de ces idées, un recueil périodique allait être fondé, et M. Soumet, en ami fidèle, venait mettre sa plume au service de la *Muse française* : c'était le titre du nouveau recueil.

Ici, messieurs, il faut nous reporter à une époque déjà bien loin de nous, vers le milieu de la Restauration, lorsque les esprits, revenus de l'abattement où les avaient jetés nos amères douleurs de 1815, et déjà fatigués de la stérilité apparente des luttes politiques, se portaient avec une vivacité toute nouvelle sur les questions littéraires. Ce mot de *Romantisme*, qui avait fait sa première apparition dès le commencement du siècle, mais à huis clos pour ainsi dire, dans les salons d'une femme au génie précurseur, qui semait alors avec tant d'audace tant d'idées qui plus tard ont germé; ce mot à peu près oublié pendant le temps de nos rudes épreuves, répété maintenant à toute heure, à tout propos, était devenu comme un cri de guerre qui mettait tout le monde en émoi. Personne ne savait exactement ce que ce mot voulait dire; mais, grâce aux commentaires que chacun en donnait, il soulevait chez quelques-uns d'étranges enthousiasmes, et chez d'autres des fureurs non moins extraordinaires. C'est à peine, aujourd'hui, si nous pouvons y croire. Où sont, en effet, ces fougueux novateurs qui ne craignaient pas d'afficher leur mépris pour nos

chefs-d'œuvre les plus divins? Où sont leurs intraitables adversaires, qui croyaient l'honneur des lettres françaises intéressé à ne pas reconnaître que Shakspeare a du génie? De part et d'autre n'a-t-on pas fait justice de ces folles témérités? Même au temps de la plus forte mêlée, on entendait, dans un camp aussi bien que dans l'autre, de sages médiateurs, que personne, il est vrai, n'écoutait, mais qui ne se lassaient pas de crier aux uns : N'imitiez personne, pas plus Shakspeare que Racine; aux autres : Pourvu que la langue soit respectée, laissez-vous donc charmer par les nouveautés vraiment originales, si le bonheur veut qu'on vous en donne ! Aujourd'hui, messieurs, c'est le public tout entier qui tient ce langage : impartialité qui n'est pas non plus sans péril, tant elle est voisine de l'indifférence ! Nous avons conquis la sagesse, mais en l'achetant un peu cher ; car nous avons vingt ans de plus !

A l'époque où M. Soumet arrivait à Paris, on n'était pas si raisonnable : la querelle, encore à son début, s'envenimait chaque jour ; les hostilités commençaient. Quant à lui, dès longtemps il avait pris parti dans ces sortes de débats. On l'avait vu, même sous l'Empire, professer les opinions les plus libérales en littérature. Dans un petit écrit, imprimé vers 1814 sous ce titre : *Scruples littéraires de madame la baronne de Staël*, il ne s'était pas contenté d'offrir à l'illustre auteur de *l'Allemagne* le tribut de sa vive et juste admiration, il lui avait respectueusement reproché sa trop grande timidité, son apparente soumission aux partisans d'une école intolérante, et l'avait sommée d'employer désormais sa plume courageuse à combattre plus ouvertement les préjugés littéraires. Joignez à cette viva-

cité provocatrice une admiration passionnée de la poésie allemande, dans un temps où les noms de Schiller et de Goethe étaient à peine connus à Paris, le goût le plus vif pour les spéculations métaphysiques, l'amour des fantastiques rêveries originaires des pays d'outre-Rhin, et vous conviendrez que, parmi les adeptes de la nouvelle école, il en était bien peu qui lui appartenissent à aussi bon titre que M. Soumet, et qui lui fussent unis par des liens plus étroits.

Il y avait donc lieu de croire qu'au moment où la lutte devenait plus vive et plus sérieuse, son concours allait être actif et dévoué. Cette attente ne fut pas tout à fait remplie. M. Soumet resta fidèle à ses idées, mais ne s'en fit pas le champion. Peut-être son caractère bienveillant et peu agressif le détourna-t-il d'une arène qui menaçait de devenir turbulente et passionnée; peut-être aussi sa réserve n'eut-elle d'autre cause que l'impossibilité d'obéir en même temps à l'influence qu'exerçaient sur lui, dans deux sens tout contraires, son imagination et son talent. Par l'imagination, il était novateur, et il serait allé en théorie aussi loin que les plus audacieux. Par la nature et par les habitudes de son talent, il était fatalement ramené aux traditions d'ordre et de régularité, au respect de la forme, et à l'observation des règles qui gouvernaient son harmonieuse versification. De là, une hésitation bien naturelle lorsque arrivait le moment de prendre publiquement couleur et de proclamer des principes auxquels, le lendemain peut-être, il faudrait soi-même donner un démenti.

Nous ne voulons pas insister sur cette conjecture, et nous nous bornons à constater que M. Soumet, tout en s'asso-

çant à ses amis, ne prit pas une part très-active aux controverses théoriques dont le public était alors préoccupé. La *Muse française* elle-même ne s'y mêla qu'indirectement : presque tous les fondateurs de cette feuille étaient poètes ; or, les poètes ont mieux à faire que d'écrire de la critique : ils produisent au lieu de juger ; et plutôt que d'enseigner comme on doit faire les vers, ils en font. La *Muse française* devint donc un recueil de poésies bien plus qu'un journal de discussions. Elle avait pris pour épigraphe ce vers d'André Chénier :

Sur des pensers nouveaux faisons des vers antiques ;

devise téméraire, mais dignement portée, puisque vos rangs se sont ouverts déjà plus d'une fois pour ceux qui se l'étaient choisie.

Vers la même époque, on voyait, dans un autre recueil, se produire d'autres jeunes gens, alors presque tous inconnus, esprits essentiellement critiques, aimant les vers, en parlant volontiers, en faisant peu. Leur polémique, animée dans la forme, mais au fond conciliante, essaya de réduire à des termes précis des débats jusque-là confus : ils croyaient que toute génération nouvelle a droit de faire régner ses idées et ses goûts, sans pour cela rompre avec le passé et sans prétendre à mettre tout à neuf en ce monde. Cherchant le vrai, admirant le beau sous toutes leurs formes, sans partialité, sans système, ils réclamaient la liberté pour tous, la vraie liberté soumise à la raison, et se donnaient la mission d'en poursuivre la conquête, non-seulement dans le domaine des lettres et des idées, mais

sur le terrain même de la politique. Époque de vie et de généreux mouvement ! belles et trop courtes années !... Quelque doux que me soient ces souvenirs, ne craignez pas, messieurs, que je m'y laisse aller plus longtemps. Le plus obscur soldat doit être sobre à rappeler ses campagnes ; et pour bien prouver qu'il s'oublie, il doit savoir s'abstenir de parler même de ses amis. Il'en est un pourtant qui, par une triste exception, peut recevoir publiquement un hommage qui ne s'adresse plus qu'à sa mémoire. Avez-vous besoin que je le nomme ? la science philosophique, les lettres, le pays, ne perdent pas tous les jours des hommes tels que Jouffroy ! et la mort n'a pas souvent frappé du même coup un penseur si profond, un écrivain si pur, un si parfait homme de bien !

Revenons, messieurs, à ce moment solennel dans la vie de M. Soumet, à ce moment où ses premières tragédies, objet de tant d'études et de tant d'espérances, allaient subir l'épreuve de la représentation. Le succès fut immense : à deux jours d'intervalle, les deux rives de la Seine entendirent proclamer le même nom au milieu d'un concert de louanges et d'applaudissements dont nos théâtres avaient rarement retenti. Comme le lauréat de l'Académie, le poète tragique n'avait pas craint d'aspirer à deux couronnes à la fois : plus tard, presque au terme de sa carrière, nous le verrons encore chercher cette émotion d'une double victoire, en exposant, le même soir et sur la même scène, deux ouvrages au jugement du public.

Ce début si brillant, ces deux succès si peu contestés, durent se graver dans la mémoire de M. Soumet comme le souvenir de son plus beau jour. Je me trompe, messieurs,

il en connut un plus beau et plus doux encore, celui où vos suffrages l'appelèrent dans cette enceinte. L'Académie avait encouragé ses premiers essais, elle voulut confirmer son triomphe, et vos portes s'ouvrirent comme d'elles-mêmes devant l'auteur de *Saül* et de *Clytemnestre*.

En lisant aujourd'hui ces deux tragédies, on ne s'étonne ni de l'enthousiasme du public ni de la faveur de l'Académie. Ce sont deux œuvres d'art, de ces œuvres que le temps respecte. On admirera toujours dans *Clytemnestre*, non-seulement de beaux vers, que l'enflure et les faux brillants ne déparent presque jamais, un dialogue nerveux et animé, une couleur sombre et pathétique, qui, de scène en scène, se répand sur la pièce entière, mais l'audace même du poète, qui s'est senti de force à rajeunir un tel sujet. Porter encore une fois sur le théâtre la race de Pélops et les fureurs d'Oreste; reproduire, après tous les maîtres de l'art, ces grandes pensées, ces situations sublimes, que l'admiration de tant de siècles a consacrées, c'était lancer de périlleux défis, c'était s'engager à découvrir, au fond de ces antiques richesses, quelques parcelles d'or oubliées ou inconnues : le succès a justifié cette témérité. Jamais, peut-être, travail d'imitation ne fut exécuté avec plus de force créatrice : il semble que le poète ait voulu passer par le sentier le plus battu, pour nous prouver qu'il y marquerait encore l'empreinte de ses pas.

Saül renferme des beautés d'un autre ordre. Ce n'est plus à la Muse antique, c'est à l'esprit de la Bible que l'auteur a demandé ses inspirations. Les saintes Écritures lui ont fourni les teintes lumineuses dont presque tous ses vers sont colorés. Que n'a-t-il suivi le même guide en construi-

sant son drame, en dessinant ses personnages ! Il aurait trouvé dans le texte des prophètes cette vérité naïve d'où s'échappe une poésie plus brillante et plus pure que celle qui naît d'artificielles combinaisons. Toutefois, si l'exagération de quelques caractères, si quelque désordre dans l'action ne permettent pas de placer *Saül* au même rang que *Clytemnestre*, cette œuvre, toute d'invention, n'en est pas moins digne d'une haute estime, et pleine de vraies et durables beautés.

Une fois en possession du théâtre, M. Soumet s'y consacra tout entier, et ne cessa, pendant plusieurs années, de tenter coup sur coup la fortune. Souvent il retrouva des succès presque aussi beaux que ses deux premières victoires : si *Cléopâtre*, et même *Elisabeth*, ne reçurent qu'un accueil bienveillant, *Jeanne d'Arc* en revanche excita de bruyants transports, et des applaudissements non moins vifs signalèrent l'apparition d'*Une Fête de Néron* et de *Norma*.

Cependant, peu de temps après avoir écrit cette dernière tragédie, qui serait peut-être son chef-d'œuvre si les traits vigoureux et vraiment poétiques dont elle abonde eussent été plus sobrement répandus, M. Soumet fut tout à coup saisi d'une sorte d'éloignement pour le théâtre, et s'en exila volontairement pendant près de dix années. Il sentait que le public devenait de plus en plus avide d'émotions nouvelles ; que pour conserver sa faveur, il fallait renoncer au langage de la noble et majestueuse poésie. Il se plaignait de voir les hautes régions de l'art abandonnées, les vendeurs dans le temple, le dieu sans serviteurs. Pour la première fois, le découragement semblait s'être glissé dans ce cœur confiant. Lui qui, depuis vingt ans, ne réclamait

pour les lettres qu'une liberté douce et mitigée, une sorte d'indépendance respectueuse et soumise, il était pris de terreur à l'aspect de cette émancipation brusque et violente qui éclatait de toute part. Mais si l'anarchie l'effrayait sur le théâtre, de quelle douleur ne fut-il pas atteint lorsqu'il la vit descendre dans la rue ! Son Épitre à l'archevêque de Paris, *sur le sac de l'Archevêché*, exprime, en accents énergiques, le désespoir du poëte et du chrétien. C'était vers cette époque qu'il faisait représenter *Norma* ; c'est sous l'influence de ces pénibles impressions qu'il prit la résolution d'abandonner la scène et de condamner sa muse dramatique au silence : engagement solennel que jamais peut-être il n'aurait rompu, si le plus légitime orgueil n'était né dans son cœur de père. Il reprit le chemin du théâtre pour y conduire, pour y guider sa fille, pour faire briller les talents dont il l'avait dotée. C'est grâce à cette inspiration paternelle que *le Gladiateur*, *le Chêne du Roi*, *Jeanne Grey*, sont venus former comme un brillant épilogue dans la vie dramatique de M. Soumet.

Mais ne croyez pas que pour s'être écarté de la scène, il eût déserté le culte de la poésie. Si les palmes du théâtre lui paraissaient flétries, s'il renonçait aux publiques ovations, il n'en restait pas moins poëte ; il était son public à lui-même ; il conservait sa foi, sa mission, son sacré ministère, et c'était à la poésie épique que ses silencieux efforts allaient désormais aspirer. Depuis longtemps ses études et la nature même de son talent le portaient vers ces sublimes hauteurs ; il entreprit de les gravir, soutenu par le ferme espoir d'attacher à la couronne poétique de la France le seul joyau qui n'y brille pas encore.

Une ambition moins courageuse se serait peut-être demandé pourquoi la poésie épique avait fait en ce monde de si rares apparitions, et si, dans tous les temps, dans tous les lieux, il appartenait au talent, au génie lui-même de parler son divin langage. Pour produire une épopée, suffit-il qu'il naisse un Homère, et ne faut-il pas d'abord qu'il se rencontre un peuple chez qui la langue soit déjà formée, c'est-à-dire riche et harmonieuse, en même temps que les légendes nationales et les merveilleuses traditions vivent encore dans la croyance de tous, et n'attendent pour éclore, sous la forme de poëme, que le souffle créateur du génie? Tous les peuples n'ont pas eu cette heureuse fortune : il en est dont l'enfance fut bercée au bruit discordant d'idiomes à demi barbares, et qui n'ont commencé à posséder une langue que dans leur âge mûr, c'est-à-dire lorsqu'ils pouvaient peut-être avoir encore des croyances, mais non plus de la crédulité. Que ceux-là se contentent d'exceller dans les chants si variés et si beaux qui sont encore réservés à leur âge; mais qu'ils n'invoquent pas la Muse épique, qu'ils n'essayent pas de lui dérober sa trompette divine : jamais ils n'en feraient sortir les sons naïvement sublimes de la véritable épopée.

Voilà ce que dit la théorie : mais elle a toujours trouvé et trouvera toujours parmi les poètes de zélés contradicteurs. M. Soumet, encore au début de sa carrière, ne pardonnait pas à madame de Staël d'avoir dit qu'il était trop tard pour faire en France une épopée; et non content de protester contre ses paroles, il formait dès cette époque le généreux dessein de lui répondre par le meilleur des arguments, c'est-à-dire en faisant lui-même un poëme épique.

Il avait bien choisi son sujet : trouver dans Jeanne d'Arc l'héroïne d'une œuvre sérieuse, d'un poème national, ce ne serait pas une découverte aujourd'hui : mais il y a quarante ans, lorsque la France ignorait encore, ou plutôt avait oublié ce que souffre une nation chez qui l'étranger s'établit en maître, ce qu'elle doit sentir de bonheur à le chasser ; lorsque cette vierge de Vaucouleurs, depuis le double affront des vers de Chapelain et des sarcasmes de Voltaire, n'excitait même plus l'enthousiasme des enfants accoutumés à voir leurs pères sourire en prononçant son nom, alors ce n'était pas un vulgaire mérite que de rendre à la sainte fille son auréole, et de lui adresser un hymne de reconnaissance au nom de la France délivrée. Certes, s'il existe un événement épique, c'est bien cette miraculeuse délivrance ! et si le génie de l'épopée avait pu s'éveiller parmi nous, c'est bien dans cette page de nos annales qu'il serait allé puiser l'inspiration ! N'offre-t-elle pas la condition première de tout poème épique, l'intervention manifeste d'un pouvoir surhumain dans les affaires de ce monde, ou pour mieux dire, le merveilleux ; non pas ce merveilleux de convention, ce mélange d'abstractions et de mythologie qui jette un si glacial ennui dans nos modernes Iliades, mais un merveilleux naturel, vrai, nécessaire, qui naît du sujet lui-même ? Ajoutez tant d'héroïques caractères, tant de nobles dévouements, toutes les passions qu'expriment ces deux vibrantes paroles, amour de la patrie, haine du joug étranger, et vous reconnaîtrez que dans un tel sujet il y a les éléments d'un admirable poème.

M. Soumet, bien jeune encore, s'en était aperçu : sa vie entière fut consacrée à continuer la pensée du jeune

homme : même à son dernier jour, sur son lit de souffrance, il y travaillait encore, comme on s'acquitte de l'accomplissement d'un vœu. Aura-t-il fait mentir les affligeants oracles contre lesquels il avait d'avance protesté ? Le poète aura-t-il prouvé qu'il n'était pas venu trop tard ? Ce n'est pas à nous de répondre ; le droit de prononcer de si graves sentences n'appartient qu'au public ; et devant une œuvre à peine exposée à vos regards, l'admiration, aussi bien que la critique, vous semblerait de notre part téméraire et prématurée.

Mais le poème de *Jeanne d'Arc* n'est pas la seule création épique que nous ait laissée M. Soumet. Il a pu terminer, il a lui-même mis au jour une autre œuvre, non moins imposante, non moins grandiose, quoique produite par un jet plus rapide de sa pensée, une œuvre que le public a reçue avec une sorte d'étonnement respectueux, tant sont rares de nos jours les monuments édifiés au prix de tels efforts de patience et d'imagination.

Pourquoi faut-il qu'en fondant sa *Divine Épopée* sur une idée dont la profondeur peut à peine être sondée par un petit nombre d'intelligences, l'auteur se soit volontairement interdit ce succès populaire, universel, auquel le poème épique doit prétendre, et qui en est comme la consécration nécessaire ! Loin de nous la pensée d'enchaîner le génie, de lui interdire l'accès des mondes invisibles, et de le condamner à ne jamais choisir un autre théâtre que la terre, d'autres acteurs que les hommes ! Les créations immortelles de Dante et de Milton sont là pour nous apprendre que dans nos temps modernes on peut impunément s'écarter du type consacré par Homère. Mais ce n'est

pas seulement dans le monde mystérieux de Milton et de Dante que nous conduit l'auteur de la *Divine Épopée*; il ne s'arrête pas à ces régions de lumière, à ces abîmes de ténèbres où l'œil humain ne peut pénétrer, mais que les traditions sacrées ont rendus pour ainsi dire accessibles à toute imagination, même peu éclairée, pourvu qu'elle soit chrétienne : il s'élance bien au delà, dans le sein même de l'éternité ! Quand son poëme commence, les temps sont accomplis : le monde a disparu ; les prédictions divines ont été réalisées, les bons sont à leur place, les méchants à la leur ; mais soudain, dans un élan d'amour et d'espérance qui lui défend de croire à la perpétuité du mal, le poëte ajoute à l'Évangile une dernière page, nous conduit sur un nouveau calvaire pour assister aux douleurs d'une seconde passion, et fait sortir de ce dernier sacrifice expiatoire le salut, non plus du genre humain, mais de l'enfer ! La rédemption de l'enfer, voilà le sujet du poëme.

« Ce n'est qu'un rêve, s'écrie l'auteur : je ne m'en prosterne pas moins devant l'autorité du dogme : une fiction n'est pas une hérésie.

« La lyre peut chanter tout ce que l'âme rêve. »

Laissons la théologie répondre à l'erreur du croyant : si cette erreur est profitable à la poésie, l'Académie lui doit ses indulgences : que le poëte soit absous au moins dans cette enceinte. Mais, messieurs, la poésie n'est pas plus libre que la foi de s'égarer où bon lui semble. Sans doute, elle peut dans son vol franchir les bornes du possible et s'élancer dans le vaste champ de la fiction, mais c'est à la

condition de donner à ses fables les attraits de la vérité, et d'abuser notre raison à force de charmer notre cœur. Non, la lyre ne peut pas chanter tout ce que l'âme rêve : il faut avant tout que le rêve soit digne d'être chanté. La lyre est soumise à des lois souveraines, les lois de l'harmonie : ses cordes se détendent quand l'imagination, perdue dans de chimériques espaces, ne lui demande plus que d'incompréhensibles accords.

Ainsi la poésie elle-même ne peut absoudre ce rêve qui a produit la *Divine Épopée* : mais plus est grand le vice du sujet, plus nous admirons la puissance du poète qui parvient presque à le faire oublier ; plus aussi nous regrettons que tant de gracieuses descriptions, tant de majestueuses pensées, tant d'or pur, tant de fines pierreries n'aient pas été fixés sur un plus solide tissu !

Mais, messieurs, avons-nous bien le droit de faire entendre ces regrets, ou plutôt est-il équitable d'exiger du talent que sous tous ses aspects il soit égal à lui-même ? Cette prédilection pour les beautés de la forme poussée jusqu'à une sorte d'insouciance pour la solidité du fond, ce n'est pas seulement la *Divine Épopée* qui nous la révèle, nous la retrouvons à des degrés divers dans presque tous les ouvrages de l'auteur. Et n'est-ce pas à cette condition que M. Soumet fut doué de ses rares et puissantes facultés ? Où sont les hommes qui obtiennent sans condition les dons que le ciel leur envoie ? Le plus divin de tous les peintres trouva-t-il jamais sur sa palette ces teintes suaves et profondes qui naissent d'elles-mêmes sous le pinceau du Corrège ? Et quand vos yeux s'arrêtent devant ces magiques tableaux où le génie d'un Rubens fait circuler la vie, res-

tez-vous froid, fermez-vous votre âme au bonheur d'admirer, parce que ces carnations éblouissantes manquent dans leurs contours d'un peu de correction et de noblesse? Savoir aimer le beau dans les œuvres des hommes, c'est savoir accepter d'inévitables imperfections. Chez les coloristes surtout, les qualités ne s'achètent que par des défauts nécessaires ; pour rendre un effet lumineux, il faut qu'au besoin ils sachent tout sacrifier ; et plus grand est leur talent, plus ils se sentent le droit de faire bon marché et des convenances du sujet et des exigences du dessin. M. Soumet appartient à la famille des coloristes ; il ne dessine pas ses figures nues avant de les draper ; il n'étudie pas les mouvements de leurs muscles jusque sous l'épaisseur d'une armure ; la pourpre du manteau, ses plis larges et majestueux, les rayons qui le colorent, voilà ce que sa nature lui ordonne avant tout d'exprimer ; et si parmi ses œuvres il en est une où la sévérité du trait nous a paru s'unir à la richesse du pinceau, c'est qu'il fut un jour où ce pinceau put suivre, comme à travers un voile transparent, les profils d'un marbre antique sculpté de la main d'Eschyle et de Sophocle.

Réduit à ses propres forces, c'est toujours le coloriste qui domine ; mais, messieurs, ne l'oublions pas, les qualités saillantes et exclusives sont, dans le domaine des arts, le plus sûr préservatif contre la médiocrité. Quelles que soient les imperfections qu'elles engendrent, ceux qui les possèdent n'en demeurent pas moins des artistes puissants. Tel fut M. Soumet, tel vous l'aura montré, nous l'espérons, l'esquisse que nous venons de tracer devant vous. Nous n'avons circonscrit notre admiration que pour mieux prou-

ver combien elle est sincère : nous aurions cru l'affaiblir et la rendre suspecte en la laissant s'étendre sans mesure et sans discrétion.

Il nous reste une tâche plus facile ; pour être vrais, pour être justes, nous n'avons plus qu'à louer sans réserve. Nous en attestons vos souvenirs. Oublierez-vous jamais cette bienveillance de caractère, cette aménité d'esprit, cette chaleur d'âme qui rendaient M. Soumet si cher à l'Académie, si agréable à tous, si nécessaire à quelques-uns ? Ceux même d'entre vous qui ne pénétraient pas jusqu'au foyer domestique où l'homme de bien semblait fuir le grand jour, ont-ils pu ne pas connaître son ingénieuse charité, qui même dans la plus étroite fortune trouvait le secret d'être secourable et quelquefois prodigue pour le malheur ? sa pitié sans faste, douce, tolérante, mais si vive que douze mois d'agonie ne purent troubler en lui ni le calme de l'âme, ni même la sérénité des traits ? A côté de ces hautes perfections, j'oserais placer encore une vertu dont vous aviez incessamment des preuves, vertu bien grande chez un poète ! Il aimait tous les beaux vers, ceux des autres aussi bien que les siens. Un grand succès était une fête pour lui, quelle que fût la main qui dût cueillir la palme ; il écoutait avec bonheur, il admirait avec attendrissement les œuvres de ses émules ; il faisait plus encore, il aimait ses successeurs : il exaltait leurs jeunes essais, les animait du regard, de la voix, et à force d'enthousiasme les remplissait de courage et d'espoir. Parmi nos poètes aujourd'hui célèbres, combien se plairont à vous dire que c'est à cette bienfaisante haleine, à la chaleur vivifiante de ces paternelles flatteries, qu'ils ont senti naître et grandir leur talent.

Tant d'excellentes et de nobles qualités partageaient d'un principe unique, l'amour le plus vrai, le plus profond de son art. Cette généreuse passion, que purifiait encore le sentiment religieux, l'avait rendu comme étranger au monde. Il ne vivait plus que dans cette atmosphère des idées désintéressées où notre âme se dépouille de nos mauvais penchans, et n'est pas même accessible aux plus innocentes faiblesses. Des titres, des honneurs lui furent offerts quelquefois par le roi Louis XVIII, qui prisait fort ses vers : le poëte en fut presque offensé ; il croyait trop à sa noblesse littéraire pour admettre qu'il en eût besoin d'une autre. Heureuse exaltation qui ne lui donnait pas seulement le premier des biens, l'indépendance, mais une vie sans orages, aussi naïve que sur les bancs des écoles, aussi calme que dans le fond d'un cloître.

Il est triste, messieurs, de voir tomber et disparaître de tels hommes, derniers-nés de ces générations qui avaient pris les lettres au sérieux, et qui conservaient, comme un dépôt du grand siècle, la passion de la gloire, le respect du talent envers lui-même, nobles et fiers sentimens, éternel honneur des lettres françaises. Serait-il vrai que nous fussions condamnés à laisser se rompre entre nos mains la chaîne de ces généreuses traditions ? Serait-il vrai qu'il fallût dire adieu à l'amour pur de l'étude, au culte patient et modeste du beau ; que l'art dût bientôt céder la place au métier, l'honneur au profit, et l'ambition du bien-dire à la convoitise du bien-être ? Non, messieurs, ces sombres prophéties ne s'accompliront pas ! Espérons mieux de notre temps : ne prenons pas pour un fléau mortel des symptômes affligeants mais passagers ! Le remède naît si souvent

du mal ! N'avons-nous pas vu, depuis quinze ans surtout, se fermer bien d'autres plaies ? Cette protection d'en haut qui a tant fait pour la France, qui l'a sauvée de tant d'abîmes, qui l'a rendue si calme après tant d'orages, si prospère après tant de ruines, ne daignerait-elle veiller que sur nos destins politiques ? Et quand elle nous accorde des biens tout nouveaux, si longtemps attendus, si chèrement achetés, un gouvernement libre, une royauté nationale, voudrait-elle nous ravir en échange notre antique patrimoine, notre bien le mieux acquis et le plus légitime, l'éclat et la dignité des lettres ? Non, le bienfait sera complet : la France sera libre et lettrée ; elle restera la patrie du vrai savoir, des nobles pensées et du bon goût. C'est vous qui nous en êtes garants, vous, messieurs, qui joignez à l'autorité de vos exemples cette autorité du temps et de la tradition devant laquelle s'inclinent en secret ceux même qui font semblant de la méconnaître. A vous la sainte mission de prévenir les naufrages ! Vous signalerez les écueils, en faisant briller ces vérités éternelles dont vous êtes dépositaires ; vous contiendrez le talent dans le droit chemin du travail et de l'honneur, comme vous maintenez la langue dans les voies de la pureté, et vous aurez conservé à la France sa plus noble suprématie, en même temps que vous perpétuerez l'œuvre glorieuse de votre fondateur et des grands hommes dont vous gardez l'héritage.

PAROLES PRONONCÉES SUR LA TOMBE

DE M. ALFRED DE MUSSET

AU NOM DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

LE LUNDI 4 MAI 1857

L'Académie subit une cruelle épreuve; la mort fait dans ses rangs des vides imprévus. Naguère vous perdiez, avant l'heure, un homme que vous aimiez tous¹, et dont l'absence vous étonne et vous émeut encore, noble esprit, cœur vaillant, chaleureuse nature, qui semblait ne pouvoir s'éteindre et que l'âge n'aurait jamais glacé; aujourd'hui c'est un autre confrère, encore moins avancé dans la vie, qu'il faut conduire à cette tombe!

Qui de nous aurait cru lui survivre lorsque, si jeune encore, il y a cinq ans à peine, il entra dans la Compagnie; lorsque vous l'appeliez avec bonheur à la place qu'il s'était conquise et que lui décernait, de concert avec vous, cette faveur publique, clairvoyante et sincère, dont vous n'hésitez pas, dont vous aimez toujours à sanctionner les choix?

1. M. de Salvandy.

Votre empressement à l'accueillir alors, votre deuil d'aujourd'hui s'expliquent d'un seul mot : c'était un esprit rare, original, exquis, qu'Alfred de Musset ; disons mieux, disons tout, c'était un poète ! un de ces hommes à qui le ciel, souvent au prix de misères, de faiblesses, d'indicibles souffrances, semble livrer ses secrets, et qui, par une exception sans égale, en reçoivent un don merveilleux et divin, de sentir, d'exprimer et de peindre. Enfants privilégiés qu'il faut aimer, juger avec indulgence, car ils sont en ce monde moins pour s'y gouverner eux-mêmes que pour charmer et consoler les autres.

Celui que nous perdons était de cette noble race. N'essayons pas ici de parler de ses vers, de faire l'histoire de son talent, d'en peindre les débuts, les progrès, les contrastes, les côtés imparfaits, regrettables, les franches et saines beautés. Ce mélange indéfinissable de chimère et de raison, d'ironique sécheresse et d'émouvante mélancolie, la grâce, la passion, l'élégant badinage, les mille traits brillants dont son œuvre étincelle, tout cela ne pourra se dire que dans un autre temps et dans un autre lieu. En face d'un cercueil, ce spectacle littéraire serait presque une profanation.

Nous ne voulons parler ici que de nos regrets, de la douloureuse surprise qui nous a tous saisis à la nouvelle de cette mort. Une santé défaillante pouvait sans doute inspirer quelques craintes, mais la force de l'âge semblait le protéger. Il vivait, et sa muse avait beau sommeiller, tant qu'il était debout, nous gardions un espoir de réveil. L'étincelle céleste pouvait se ranimer. C'en est fait aujourd'hui, l'étincelle est éteinte et la lyre est brisée : nous ne l'entendrons plus !

Faut-il le dire? et ceux qui l'ont aimé, qui le pleurent, nous pardonneront-ils? Si ses forces épuisées ne devaient plus renaître, si le poëte avait quitté la terre pour ne plus revenir, on doit remercier Dieu d'avoir hâté la fin d'inutiles souffrances. Nous ne l'entendrons plus, mais nous répéterons et nous croirons toujours nouvelles les délicieuses mélodies qu'il nous lègue en mourant. Si peu qu'il ait vécu, il avait fait sa tâche : il laisse un nom qui ne périra pas.

RÉPONSE

AU

DISCOURS PRONONCÉ PAR M. DE LAPRADE

POUR SA RÉCEPTION

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

LE 15 MARS 1839

MONSIEUR,

Lorsque, dans un concours de poésie, l'Académie rencontre un esprit élevé, sérieusement amoureux de l'art des vers, peu jaloux de succès faciles, et dès ses premiers pas dévoué sans retour au culte désintéressé du beau, ne croyez pas qu'elle se contente de lui donner une couronne; elle a déjà plus d'ambition pour lui. Comme une mère de famille qui pressent et observe les chances, même lointaines, d'une alliance assortie, elle suit des yeux son lauréat, et lorsque des victoires nouvelles, toujours dignement achetées, l'ont mûri pour un plus grand honneur, elle se l'associe avec joie; le lien secret qui l'unissait à elle devient une adoption publique.

C'est ce chemin, monsieur, qui vous a conduit parmi nous.

Vous n'étiez pas seul à le suivre ; quelques dignes émules se pressaient sur vos pas. Même en ce temps de sommeil et de prose, tout feu sacré n'est pas éteint et la lyre se fait entendre encore. Ce n'est plus, comme il y a trente ans, la grande voix des renommées populaires qui proclame les poètes : ces noms que la foule connaît, qui volent en tous lieux comme des noms de rois ou de capitaines, la mort nous les enlève, il ne nous en vient plus ; mais nous prètons l'oreille à ceux que nous apporte l'écho de quelques oasis où les adorateurs de l'art et de la pensée brûlent encore un pur encens. C'est là que s'est formée cette jeune phalange dont vous êtes le précurseur. Pourquoi faut-il que dans ses rangs, à la joie de votre triomphe, se soit si promptement mêlé un deuil inattendu ? Vous avez exprimé, monsieur, des regrets que nous partageons tous. Ce nom de Brizeux qui vous est cher avait déjà, dans cette enceinte, noblement retenti, et quand l'heure serait venue de rendre un nouvel hommage aux chastes muses, aux aspirations d'un talent noble et pur, nos rangs, j'en ai la confiance, se seraient ouverts à l'auteur de *Marie*. Sans être de même école, vous étiez de même famille. Ses vers exhalent comme les vôtres un parfum de candeur ; comme vous il se pénétrait d'un religieux amour au spectacle de la nature. L'horizon seul différait entre vous de profondeur et d'étendue : tout l'univers était pour lui dans sa Bretagne ; pour vous, votre Bretagne, c'est l'univers entier.

N'en déplaise à la noble ville dont tout à l'heure vous nous parliez en fils reconnaissant, elle n'est pas votre vraie patrie. Pour respirer à l'aise et pour chanter en liberté, il vous faut plus d'espace. Votre cœur de poète habite inces-

samment ces remparts de granit et de neige dont vous voyez, du bord de votre Rhône, briller au loin les cimes étincelantes. Là se découvre à vos regards l'œuvre du Créateur dans son immensité. Vous aimez cette chaîne des Alpes, ce silencieux désert, vous l'aimez, non par misanthropie, mais plus vous êtes loin des hommes, plus près vous vous croyez de Dieu. Vous montez aux derniers sommets; c'est là que se plaît votre muse, elle est là dans son vrai royaume; ce qui n'empêche pas qu'au besoin elle sait descendre vers la plaine, s'arrêter devant la plus modeste fleur, écouter les plus légers murmures, les plus douces chansons des oiseaux, des feuilles ou du vent, sentir, en un mot, la nature, et bénir son auteur dans ses plus délicates merveilles comme dans ses plus gigantesques créations.

S'il me fallait d'un mot indiquer ce qui vous distingue de vos frères en poésie, je dirais que vous portez dans l'idylle le souffle et la grandeur épiques. Vous n'en excluez pas la grâce et la fraîcheur : c'est bien encore l'idylle, mais il s'y mêle un sens profond, je ne sais quelle gravité qui semble appartenir au lyrisme des premiers âges. L'esprit des psaumes est dans vos pastorales; de vos concerts champêtres sortent des hymes et des prières, et ce mélange de mélodies contraires, de modes opposés, de lydien et de dorique, s'accomplit avec vous sans effort ni système. C'est votre instinct que ces hardis contrastes; le sentiment de la nature vous les suggère, vous ne les créez pas. Heureuse sauvegarde, car, il faut bien le reconnaître, cette source d'inspirations qu'on est convenu d'appeler le sentiment de la nature, et qui, depuis un demi-siècle, a fait jaillir en ce pays tant de beaux vers, tant d'admirables pages, souvent

aussi répand des flots moins purs. Le faux enthousiasme s'en échappe parfois dans des torrents de métaphores et de descriptions. Chez vous, rien de pareil, et, quand il vous arrive d'être emporté plus loin ou plus haut que ne le souhaiterait une austère critique, amoureuse surtout d'ordre et de clarté, le goût du vrai vous ramène bientôt vers des régions sereines, où vous planez en plein soleil et d'une aile assurée.

Dès votre premier poème vous avez donné la mesure et de votre talent et du vrai caractère de votre poésie. On pouvait s'y méprendre, à ne juger que sur le titre. Ce nom de Psyché tout d'abord nous transporte dans un monde qui n'est pas le vôtre; mais on ne tarde pas à reconnaître de quelle Psyché il est ici question. Vous pénétrez au fond de la gracieuse fable que nous a transmise Apulée, et soulevant à demi son vêtement mythologique, vous nous la faites voir dans sa forme native comme à travers un voile transparent. Votre Psyché, c'est l'âme humaine : c'est notre histoire que vous nous racontez. Je ne sais pas de peinture plus charmante que la naissance ou plutôt le réveil de cette jeune fille placée par vous dans les jardins de l'âge d'or, au milieu d'une nature jeune et pure elle-même, qui tressaille à son aspect et la contemple avec amour. Ces fleurs qui l'embaument à l'envi, ces arbres qui s'épanouissent pour la mieux abriter, ces ruisseaux qui s'arrêtent pour mieux refléter son image, ces lions qui rampent à ses pieds, ces tigres qui la caressent, et ce chœur invisible de voix mystérieuses qui peu à peu l'entraîne dans les bras de son nocturne époux, voilà le radieux prélude par lequel vous ouvrez la scène. Le temps me manquerait pour vous suivre au delà.

pour assister à ce parfait bonheur qu'un peu d'obéissance pouvait rendre éternel. La pauvre enfant succombe à l'appât du fruit défendu ; elle saisit la lampe fatale, et sa chute est consommée. Jusque-là, vous suivez de près, vous côtoyez la fable antique, tout en faisant à la Genèse quelques heureux emprunts ; dans le reste du poëme vous volez de vos propres ailes. Sous les traits de Psyché exilée sur la terre, c'est l'humanité elle-même que vous nous faites voir s'élevant, d'âge en âge et d'épreuve en épreuve, des misères de la barbarie aux grandeurs de la civilisation, puis regagnant enfin la céleste patrie sur un divin rayon de miséricorde et d'amour. Les théories que vous prenez pour guides dans cette vaste allégorie ne sont peut-être pas toujours incontestables ; mais ces jeux d'imagination offrent à votre muse une occasion sans cesse renaissante de touchants épisodes et de brillants tableaux.

J'ai hâte d'arriver à vos recueils de poésies : c'est vraiment là votre moisson lyrique ; *Psyché* n'en est que la première gerbe. Ces morceaux, variés de forme et d'étendue, variés de rythme et d'accent ; ces odes, ces couplets, ces stances, ces poëmes groupés par vous en faisceaux, en volumes, ne forment néanmoins qu'un seul ensemble, un seul concert, une vraie symphonie à la gloire de l'univers visible, de sa beauté, de son esprit.

J'insiste sur ce mot. L'extérieur de la création, si beau qu'il soit, n'est pour vous qu'un reflet de sa beauté véritable. Sous l'apparence vous voyez le réel, le vrai réel, c'est-à-dire l'idéal. Vous lisez à travers l'écorce. De tous les êtres de ce monde, même les moins vivants et les plus pétrifiés, je n'en sais pas un qui soit muet pour vous. Ce n'est

pas assez d'entendre ces voix secrètes et inarticulées que semblent nous envoyer les forêts, les campagnes, et qui bourdonnent vaguement dans nos âmes; ces voix pour vous sont des langues, vous en avez la clef, vous les lisez à livre ouvert. Tout vous parle, tout vous fait confiance, tantôt d'une élogie, tantôt d'une chanson. Par un gracieux badinage, vous faites parler l'alouette, le merle, le rossignol, avec une justesse imitative que n'égalerait pas le meilleur procédé de sténographie musicale, et à cette vérité matérielle, dont tant d'autres se contenteraient, vous en ajoutez une plus délicate encore, la vérité des sentiments que vous prêtez à ces petits chanteurs.

Faire parler les oiseaux, passe encore, dira-t-on; mais les fleurs, les fontaines, les arbres, les rochers! les faire parler aussi! donner même la parole à des êtres abstraits, à l'esprit des torrents, à l'esprit des glaciers, sortes de coryphées imaginaires! n'y a-t-il pas là de quoi troubler les plus fermes courages? J'en conviens. Notre éducation en matière de poésie lyrique ne nous façonne pas à être ainsi menés au feu: nous ne sommes faits qu'à la petite guerre, à ces fictions de l'apologue tempérées à notre usage par la grâce et par la raison du plus charmant génie :

Le Chêne un jour dit au Roseau...

Cela n'effraye et ne blesse personne : on voit si bien que ces deux personnages ne sont ni roseau ni chêne, mais d'os et de chair comme nous! Cette conversation pseudonyme est un incognito mal gardé, un vrai secret de comédie. Avec vous, au contraire, la fiction ne transige pas; vos roseaux et vos chênes ne sont pas des prête-noms, des hommes dé-

guisés : ils sentent et pensent pour eux-mêmes. Faut-il nous étonner que certaines oreilles s'effarouchent à leurs discours ?

Mais le talent a des secrets magiques ; il fait tout accepter. Donnez à lire aux plus timides la plus hardie peut-être de vos témérités, votre poëme de *l'Arbre*. Ce roi de la forêt a beau ne pas parler, vous lui prêtez plus que la parole, vous en faites plus qu'un homme, vous le déifiez. Ne semblerait-il pas qu'à moins d'être un druide, jamais on ne s'associera à cette adulation envers un chêne ? Eh bien ! grâce à vos vers, les plus beaux, il est vrai, que votre veine ait produits, ce me semble, non-seulement le lecteur ne se révolte pas, mais il se rend à discrétion, il partage vos respects, il contemple avec même effroi, même frisson que vous la majesté, la chute, les blessures de ce géant. C'est tout un drame, et l'idée ne vient pas un instant de mettre en question la réalité du héros.

Vous sortez avec même bonheur de bien d'autres gaseux de ce genre. Les fictions les plus audacieuses, les personnifications et les harangues les plus inattendues, tout se fait pardonner, à la seule condition de frapper juste. Aussi n'auriez-vous pas pour vous absoudre la meilleure des autorités, l'exemple de ce royal psalmiste dont la poétique audace se dresse au-dessus de la vôtre de plus de cent coudées, je vous conseillerais encore de ne pas vous couper les ailes. Distribuez largement la vie et la parole à qui vous semblera bon ; c'est votre honneur et votre privilège : ne vous en dépouillez pas.

Mais il est d'autres exigences que vous faites bien d'écouter.

Vos plus sincères admirateurs avaient d'abord conçu quelque inquiétude de vos prédilections pour le désert. Ils s'étaient demandé si vous ne risquiez pas, à votre insu, de porter dans les âmes certains principes énervants, certaine contagion de molle rêverie. Je ne vous parle pas de ce grand mot de panthéisme qu'on murmurait aussi; la méprise était trop évidente : le Dieu vivant et créateur apparaissait, j'ose dire, dans toutes vos pensées, sous toutes vos images. Et quant à votre intimité, quant à vos tête-à-tête avec la nature, vous auriez pu dire, après tout, que la solitude, dont on a si grand'peur, est aussi bien un baume qu'un poison, qu'elle amollit les faibles et fortifie les vigoureux; vous avez mieux aimé, de bonne grâce, calmer toutes les craintes, prévenir tous les malentendus. De là, dans vos récents recueils, une légère transformation, non pas au fond de vos pensées, à la surface seulement. La scène est encore la même : les horizons, les premiers plans, les forêts, les vallées, les montagnes, tout est là, rien n'est changé; mais une autre lumière colore les objets; l'atmosphère est plus transparente; on lit mieux les salutaires conseils, les pensées généreuses que ce spectacle vous inspire. Puis, peu à peu, vous semblez rechercher des sites moins austères, de moins sauvages précipices. Sans descendre encore dans les villes, vous entrez dans les métairies, vous vous mêlez aux laboureurs, vous prenez part à leurs plaisirs, et au milieu des joies de la famille, vous donnez de solides leçons, vous prêchez le travail, le devoir, la vertu.

Croyez-vous que vos paysages en soient moins pittoresques pour s'être peuplés ainsi de quelques habitants? Je ne veux assurément pas, pour votre bienvenue, entrer en contro-

verse avec vous ; mais laissez-moi vous dire qu'en donnant aux acteurs humains plus large part dans vos idylles, ce n'est pas seulement le but moral de votre œuvre que vous avez rendu plus clair, c'est surtout l'art lui-même que vous avez mieux compris. La poésie, croyez-moi, ne remplit pas toute sa tâche, elle se prive à plaisir de sa plus vive source d'émotion et de puissance, si l'homme reste en dehors de ses créations. s'il n'y tient pas toute la place que Dieu lui a faite en ce monde.

Je vous blesse au cœur, je le crains ; je sais quelle est pour vous la poésie véritable, la grande et sainte poésie ; c'est au berceau de l'univers que vous cherchez votre idéal : votre poète est Orphée. Vous adorez Homère, mais sans lui pardonner d'avoir, par ses fictions humaines, interrompu ce chant des premiers âges, ce majestueux cantique où la nature et Dieu étaient seuls glorifiés. Rapetisser l'Olympe à notre taille, déifier nos passions, porter dans l'épopée tous les germes du drame, voilà son œuvre, dites-vous. Ce novateur a fait la brèche qui depuis trois mille ans s'élargit tous les jours !

Dans une gracieuse églogue intitulée *les Deux Muses*, vous nous montrez deux rivaux, deux bergers se disputant le prix des vers. Tous deux ils chantent la nature, chacun à sa façon, l'un en vrai disciple d'Homère, l'autre en adepte d'Orphée, et c'est à ce dernier, comme on pense, que vous décernez la couronne. Je ne me flatte pas qu'aujourd'hui, même après vos derniers succès, vous soyez disposé à rendre un jugement contraire ; mais vous sentez, j'en suis sûr, qu'il est sur la lyre une corde dont le poète, sans se profaner, sans flatter le vulgaire, doit apprendre à tirer des sons. Corde divine comme les autres, et qui va droit au cœur de

l'homme, parce qu'elle parle de lui. Déjà dans vos *Symphonies*, dans vos *Idylles héroïques* et mieux encore peut-être dans vos *Poèmes évangéliques*, vous avez fait entendre ce noble accent de l'âme : ne le comprimez pas ; laissez la mélodie, la voix humaine, planer de jour en jour plus librement sur vos accords ; ici, je vous en prévienne, nous tenons pour Homère, et nous espérons bien vous convertir.

N'allez pas croire pourtant que votre indépendance soit chez nous en péril. Avant tout, nous vous demanderons de garder cette franche allure, cette physionomie qui n'appartient qu'à vous. Le mieux, entre confrères, pourvu qu'on soit d'accord sur deux ou trois principes éternels, c'est de ne pas se ressembler. Nous n'avons, quoi qu'on dise, aucun goût pour l'uniformité. Nous sommes une vivante galerie de quarante portraits, que, par malheur, il nous faut remplacer tour à tour : chaque fois que nous en perdons un, nous mettons tous nos soins à n'en pas acquérir la copie. Plus il nous était cher, plus il nous donnait d'orgueil, moins nous cherchons qui lui ressemble. Au lieu du faux équivalent, nous aimons cent fois mieux l'antithèse ; et c'était chez vous, j'ose dire, un titre tout particulier, une véritable aptitude au glorieux héritage dont votre modestie s'étonne, que d'être né, en fait de poésie, aux antipodes de votre prédécesseur. Notre inimitable confrère devait, en effet, plus qu'un autre, nous confirmer dans notre tradition, car au milieu de ces chefs-d'œuvre, grands et petits, qui font sa gloire et nos délices, s'il s'est glissé quelques ouvrages moins parfaits, moins achevés, il n'en est qu'un vraiment mauvais, je veux parler de ses imitateurs.

Et pourtant, prenons garde, il ne faut pas toujours mé-

dire de l'imitation. Elle est, plus souvent qu'on ne pense, l'occasion première de l'originalité. Ne remarquez-vous pas que, dans notre France, la veine poétique s'élargit ou se resserre selon qu'elle accepte ou refuse quelques gouttes de sang étranger? Corneille aurait-il fait le *Cid*, aurait-on vu sortir de terre et presque aussitôt fleurir les rameaux vigoureux d'une poésie toute française, sans l'alluvion passagère de l'esprit et du goût espagnols? Ce n'était qu'une eau fécondante qui s'est aussitôt retirée; le sol a conservé ses qualités natives, mais en redoublant de vigueur; et lorsque après un demi-siècle de splendide végétation, la sève s'est appauvrie peu à peu, comment l'aurions-nous ranimée? Nous nous trouvions alors trop riches pour demander rien à personne, et nos voisins, devenus nos copistes, n'avaient plus rien à nous offrir. Nous vécûmes sur nous-mêmes, semant toujours la même graine dans le même sillon. Aussi quel sol aride, quelle pâleur, quelle sécheresse, vers le déclin du dernier siècle et au début de celui-ci! Mais pendant que nos poètes tombaient en léthargie, tout s'était ébranlé dans le monde : les barrières étaient tombées. Rendus à l'indépendance, à leur goût, à leurs instincts, nos voisins avaient retrouvé la muse, et nos yeux s'étaient ouverts. Ce n'était plus des Pyrénées, cette fois, que descendait le souffle inspirateur, c'était du Nord. Le réveil fut soudain : en peu d'années la poésie reparaisait en France, neuve et hardie, parfois même infidèle à quelques traditions de sa glorieuse devancière, mais toute française encore. Goethe et Schiller, Shakspeare et Byron n'étaient pas devenus nos modèles, ils étaient les révélateurs de nos propres trésors.

A peine hors du berceau, cette poésie nouvelle se personnifiait en deux hommes. Elle avait d'autres favoris, d'autres confidants dignes d'elle ; mais ces deux hommes résumaient à eux seuls, par un éclatant contraste, les deux nouveautés principales dont alors on était épris, le charme indéfinissable du spiritualisme rêveur, l'attrait presque physique du rythme et du coloris. Vous avez tout à l'heure, sur l'une de ces deux figures, fait luire une auréole que pour ma part, à consulter mon goût, je serais loin de trouver trop brillante, n'était ce sentiment involontaire qui nous porte au secours des absents. Je n'entends comparer ici que les deux renommées, et ne prends pour mesure que le nombre des admirateurs. Or, j'aurai peine à dire de quel côté ce nombre était plus grand. C'étaient deux puissances égales, deux monarques, pour ainsi parler ; chacun avait sa cour, et pendant près de dix années, unis contre l'ennemi commun, ils avaient régné l'un et l'autre, en possession paisible du public qu'ils se partageaient.

C'est alors qu'on vit apparaître ce jeune et blond visage, cet écolier qui, des bancs du collège, lançait comme un malin défi aussi bien à ses maîtres qu'à leurs contradicteurs. Que voulait-il ? Pourquoi ces vers, tantôt fins et brillants comme des perles ou des rubis, tantôt dégrossis à peine et volontairement contrefaits ? Pourquoi tant d'art et tant de parodie ? Était-ce nonchalance, espièglerie, calcul ? De qui se moquait-il ? Des autres ou de lui-même ? Point de réponse ; mais, sans dire son secret, il avait ébloui ses lecteurs, tourné la tête à la jeunesse, et dérobé à ses deux maîtres, tout en suivant leur drapeau, une partie de leur armée. Enrôlé de la veille, ce trouble-fête avait tout bou-

leversé : c'était le page de Beaumarchais, tel que nous l'a refait Mozart, car, à travers l'insouciance du malicieux enfant, on voyait luire des traits de flamme, on sentait d'involontaires soupirs, et les précoces tristesses de la passion qui s'ignore.

Ici, monsieur, je devrais m'arrêter. Le plus bienveillant auditoire ne supporte pas volontiers d'entendre, en moins d'une heure de temps, parler deux fois des mêmes choses. Et que dire, en effet, des œuvres, du talent, de la personne même d'Alfred de Musset, que vous n'avez dit avant moi avec la double autorité du poète et du critique ? Sans l'avoir jamais vu, vous l'avez peint au naturel ; sa prose aussi bien que ses vers, ses proverbes comme ses contes, vous avez tout parcouru, tout apprécié, nous donnant ainsi l'occasion d'assister, comme au pied de votre chaire, à ces leçons solides et brillantes dont la renommée seule était venue jusqu'à nous. Si, malgré ces raisons de me taire, j'ajoute cependant quelques mots, c'est qu'il est des adieux qu'on aime à dire deux fois, des noms qui provoquent à l'éloge ; et, je dois l'avouer aussi, entre vos souvenirs et les miens, je vois, sur un seul point, une légère dissidence dont j'aimerais à vous faire part.

Vous regardez comme un bonheur, comme un coup de dés sans égal, cette gloire qu'à vingt ans notre poète avait déjà conquise. L'heure de son apparition dans le monde des lettres, les dispositions du public, ces premières lassitudes de l'admiration qui préparent aux infidélités, tout vous paraît combiné, par un hasard providentiel, en faveur de cet enfant gâté. C'est vrai, pas un obstacle, pas une épine ; les fées semblent avoir veillé sur son berceau. Mais savez-

vous ce que lui a coûté cette gloire printanière? Elle a comme éclipsé, depuis un quart de siècle, sa véritable gloire, l'œuvre de sa maturité. La première floraison a pris tout le soleil, et la seconde est demeurée dans l'ombre. Un Alfred de Musset de dix-huit à vingt ans, souriant et moqueur, froidement ironique, conteur charmant, railleur impitoyable, en guerre ouverte avec la prosodie aussi bien qu'avec la morale, sorte de rossignol sceptique et licencieux, celui-là tout le monde le connaît; mais qu'il en existe un autre, que, cinq ou six ans plus tard, et pour un trop court intervalle, le Chérubin se soit fait homme, toujours poète et penseur par surcroît; que ce lutin, ce rimeur révolté ait compris le sérieux de la vie et la nécessité des lois du goût; qu'instruit par la souffrance il soit devenu capable de prière et de larmes, et qu'il ait fait les vers les plus touchants peut-être et sans contredit les plus purs de notre moderne poésie, c'est là ce qui n'est guère connu que dans un certain monde, je dirais presque de quelques érudits. Pour la génération tout entière qui a vu ses premiers succès, éternellement il restera le juvénile auteur des *Contes d'Espagne et d'Italie*. Rien n'est tenace comme une première impression, une fois gravée aussi profondément; et tout devait servir à prolonger cette méprise, à ne mettre en lumière que les petits côtés, les badinages de son talent, tout, jusqu'à ces succès du théâtre qu'il n'avait ni prévus ni cherchés. Il en devint plus populaire, je le veux bien, mais sans paraître moins léger: il n'avait ajouté à sa couronne de poète que les lauriers de Marivaux.

Ainsi, vous le voyez, cette grande fortune aboutissait à de minces faveurs, et plus d'une fois, soyez-en sûr, son

juste orgueil en dut souffrir. A quoi bon tirer de sa poitrine ces chants émus, ces accents désolés; à quoi bon s'écrier : « L'infini me tourmente! » et plonger son esprit dans les mystères de notre destinée, s'il ne devait jamais entendre célébrer que sa jeunesse et son sourire? Était-ce au moins de régions infimes que lui venaient ces blessures? Non, c'était au sommet du Parnasse qu'on le traitait en enfant.

Erreur noblement réparée, j'ai hâte de le dire. Vous aviez dû, monsieur, lire comme nous avec étonnement les adieux du chantre d'*Elvire* au chansonnier de *Ninette et Ninon*. Quelle sévérité sans réserves! quel foudroyant arrêt, et de quel tribunal! Mais lorsque, appelant lui-même de sa sentence, le juge est venu dire qu'il sentait un immense repentir, qu'il n'avait cru parler que de l'auteur imberbe de *ballades à la lune* et d'autres bulles de savon, tandis qu'en ouvrant ses œuvres il découvrait des vers incomparables, des trésors inconnus de sentiment et de pensée, d'enthousiasme et de pathétique, des poèmes qu'il n'avait jamais lus, *les Nuits*, *l'Espoir en Dieu*, *l'Épître à Lamartine*; alors ce fut pour vous, n'est-il pas vrai? ce fut pour tous les admirateurs des deux poètes un immense soulagement. Ce noble aven, ce magnifique hommage les faisait grandir tous les deux, et, pour ma part, je ne sais rien d'aussi touchant que ce dithyrambe de regrets et d'excuses, que cette inconsolable admiration d'un poète qui reconnaît son frère au moment où la mort vient de l'en séparer, et quand il est trop tard pour lui serrer la main!

Après un tel exemple, ne nous étonnons plus si tant de gens qui ne font pas de vers n'ont guère lu qu'à moitié ceux d'Alfred de Musset. Il reste tout un monde à découvrir

dans ces deux petits volumes. Les pages qui sont connues de tous, et que le poëte, si la mort l'eût permis, aurait peut-être un jour en partie déchirées, ces pages auxquelles il n'a manqué, pour mériter de vivre tout entières, que la censure d'un clairvoyant ami, peu à peu, je l'espère, prendront leur véritable place dans l'ensemble de l'œuvre; elles passeront à l'arrière-plan, dans la demi-teinte, comme un gracieux fond de tableau, tandis qu'une lumière de jour en jour plus vive éclairera les *élégies*, j'appelle ainsi tous les vers sérieux de Musset.

Ils ont un grand mérite à mes yeux : le poëte est élégiaque sans le vouloir, sans le savoir, je dirais presque à son corps défendant. La veille encore il riait de la vie et comptait bien en rire toujours. Que s'est-il donc passé? Sa douleur est donc véritable? Il a donc senti ce qu'il dit? Plus nous l'avons connu frivole, plus il nous force à le croire malheureux. Tels ne sont pas les élégiaques, dont la mélancolie est un don de nature et qu'on a toujours vus gémissants; on les tient malgré soi pour suspects d'en dire un peu plus qu'ils ne sentent. Ils abusent de la compassion, et font douter de leur martyre en voulant trop être pleurés. Le premier charme de l'élégie, c'est la sincérité; et jamais, ce me semble, ce genre de bonne foi ne fut plus manifeste que dans les confidences de Musset. Ce cœur, *ce faible cœur*, qui se croyait invulnérable, comme on le sent meurtri! comme il succombe à la souffrance, lui qui n'avait encore battu que de plaisir! Ce n'est pas un rôle qu'il joue, une leçon qu'il récite : c'est bien le cri de la douleur.

Et lorsque, dans sa détresse, tournant ses regards vers le

ciel, il entrevoit enfin de consolantes vérités, quel accent pénétrant elles prennent dans sa bouche ! comme le souvenir de sa folle saison ajoute à leur évidence et leur donne une autorité de plus ! On croit sentir la main divine qui l'oblige à fléchir le genou. Si peu qu'il se prosterne, l'exemple est éloquent.

Puis vient un autre exemple, qu'en présence de l'Académie je n'aurais garde d'oublier : je veux dire cette pureté, cette perfection de langage qui se marient, dans ses derniers poèmes, non-seulement à la plus solide raison, au plus vigoureux bon sens, mais à une prosodie sans caprices et sans témérités. Déjà, dès ses débuts, il parlait une excellente langue, et son vers était souple et nerveux ; mais quel progrès ! quel art nouveau ! Par un contraste étrange, le chagrin qui amollit son âme affermit son talent. L'homme en lui s'abandonne pour étourdir ses peines, et renonce au combat ; le poète, au contraire, sans bruit, presque en cachette, s'opiniâtre à tailler et à polir ses vers. Amour obstiné du mot propre, horreur du clinquant, du pathos, et, passez-moi le mot, des chevilles, tous ces instincts classiques, qui jusque-là germaient en lui malgré lui-même, il les cultive maintenant, et ce Boileau qu'il avait en pitié, il pratique tous ses préceptes sans en oublier un.

L'avenir seul lui donnera son rang dans l'élite de nos poètes. Chez ses rivaux de gloire on trouvera sans doute plus d'abondance et plus d'ampleur, plus de puissance, un souffle plus continu ; mais personne, de nos jours, n'aura possédé, comme lui, l'inspiration soudaine, la verve inattendue et les délicatesses de la forme, ces trésors vraiment helléniques qu'avait connus André Chénier, sans en péné-

trer ainsi les plus intimes secrets. C'est une suavité, une sobriété de lignes, une justesse de toloris, une finesse de ciselure qui n'ont d'exemples, dans notre langue, qu'à notre meilleure époque et chez nos grands modèles.

Maintenant, est-il donc vrai que ce charmant esprit, ce poète enchanteur, si cher à notre jeunesse, soit cependant pour elle un ami dangereux ? Est-il vrai qu'il l'ait desséchée au souffle de son ironie, que cette langueur morale, dont par malheur nous voyons les effets, soit entrée dans ces jeunes âmes avec le parfum de ses vers ? Assurément, je ne voudrais pas dire qu'à respirer cette poésie on sente sa poitrine, comme à l'air des montagnes, se fortifier et s'élargir ; je ne la crois pas faite pour créer des héros ; mais tant d'autres causes plus graves et plus certaines nous ont valu le mal dont on se plaint, qu'en vérité je n'ai pas le courage de faire peser sur une pauvre muse de si lourdes responsabilités. S'agit-il de son œuvre ? Il est très-vrai que les esprits frivoles y trouvent leur pâture ; mais que de pages où peut s'arrêter et se plaire l'œil le plus chaste et le plus sérieux ! Ce n'est pas là qu'est le danger : il est plutôt dans ce bonheur étrange, dans cette incroyable fortune d'avoir sauvé son talent, de l'avoir vu grandir, en s'exposant à des tourmentes où tout le monde aurait sombré. De tels exemples sont la pierre angulaire de ces superbes systèmes qui font aujourd'hui du poète un être à part, soumis à d'autres lois que le reste des hommes. Jadis ceux qui se croyaient nés poètes se croyaient tenus aussi d'aider à la nature : ils travaillaient, ils prenaient de la peine, subordonnant à leurs rêves de gloire leurs plaisirs et leurs intérêts. Vieux moyen ! méthode surannée ! Aujourd'hui, pour aller à la gloire, on

prend un meilleur chemin : on court le monde, on use de la vie, on se rassasie de plaisirs. C'est l'apprentissage obligé d'un poëte de génie. D'une faveur sans exemple on fait une loi nécessaire ; ce que Dieu n'a daigné permettre qu'à force d'indulgence, on le réclame comme un droit.

Chaque fois que j'entends ces blasphèmes, ma pensée, malgré moi, me transporte devant un monument qu'un pieux respect protège encore, j'espère ! Ce n'est qu'une mesure, à la porte de Rouen, à l'entrée du vallon de Bapaume : un modeste gazon, trois ou quatre pommiers séculaires en font tout l'ornement. C'est là que l'auteur de *Polyeucte* a mis au monde ses chefs-d'œuvre. Il ne se doutait guère, cet innocent génie, qu'il éteignait sa flamme et qu'il compromettait sa gloire à végéter dans ce manoir obscur, content de son frugal repas, craignant Dieu, respectant le devoir et la règle, sans voyager autrement qu'en pensée, sans autres aventures que celles de ses héros, et ne se croyant pas le cœur vide, ne cherchant pas d'émotions loin de lui, lorsqu'il avait la joie de créer de beaux vers et de sentir autour de soi sa femme et ses enfants.

Pour vous, monsieur, qui, dans votre retraite, doublement abrité par la vie de famille et par le calme de la province, avez bravé toute contagion, et qui, de loin, combattiez sans relâche ces malfaisantes théories, vous pourrez désormais les prendre corps à corps : vous nous apportez le concours de vos vaillantes convictions, et cette force toujours si rare d'un caractère et d'un talent également généreux. Déjà vous avez fait entendre la vérité à la jeunesse. Vos vers trouveront de l'écho. Ne craignez pas de parler encore ; tenez-lui ce langage à la fois sévère et fra-

ternel. J'espère, comme vous, que ces jeunes courages ne sommeilleront pas toujours; on les croit morts, ils ne sont qu'endormis. Dites-leur d'admirer avec nous, c'est-à-dire par ses nobles côtés, le poëte que nous avons perdu. Qu'ils tâchent de continuer son œuvre, au lieu de la recommencer. Plus haut, leur dirai-je avec vous, en empruntant vos poétiques paroles,

Plus haut, toujours plus haut, vers ces hauteurs sereines
Où le bruit de la terre, où le chant des sirènes,
Où les doutes railleurs ne nous parviennent plus!
Plus haut dans le mépris des faux biens qu'on adore,
Plus haut, dans ces combats dont le ciel est l'enjeu,
Plus haut, dans vos amours, montez, montez encore
Sur cette échelle d'or qui va se perdre en Dieu!

RÉPONSE

▲ U

DISCOURS PRONONCÉ PAR M. J. SANDEAU

POUR SA RÉCEPTION

A L'ACADÉMIE FRANÇAISE

LE 26 MAI 1859

MONSIEUR,

En prenant ici votre place, vous nous trouvez distraits de nos pacifiques études : nos cœurs et nos pensées sont avec le drapeau de la France. Faut-il même vous le dire ? ce n'est pas sans étonnement que nous venons de nous surprendre à goûter, grâce à vous, le doux plaisir des lettres, lorsque nos frères, nos soldats, à ce moment peut-être, donnent au prix de leur sang quelque preuve nouvelle de leur mâle constance, de leur héroïque valeur. Qu'ils apprennent au moins ce qui se passe dans nos âmes ! Si par hasard, à leurs bivouacs, nos paroles tombaient sous leurs yeux, qu'ils sachent que, même en vous écoutant, leur gloire et leurs périls étaient notre pensée première.

Ce n'est pas, après tout, seulement une fête qui nous réunit en ce lieu, c'est un pieux devoir, et vous l'avez,

monsieur, dignement accompli. Vous nous avez fait voir M. Brifaut dans toutes les phases de sa vie; et vous l'avez montré sous son vrai jour. Ses succès, ses revers, ses fines causeries, les séductions de son esprit, les élans de son âme, ses refus généreux, ses convictions et ses regrets, vous avez tout indiqué, ou plutôt tout animé, tout fait revivre. Jusqu'ici on vous avait vu faire de nombreux et charmants portraits, sans que la ressemblance en fût jamais douteuse : vous preniez vos modèles dans votre imagination; aujourd'hui c'était d'après nature qu'il fallait dessiner, et pour ce coup d'essai, ce me semble, l'occasion vous a bien servi. Notre aimable et regretté confrère avait dans sa personne quelque chose de si particulier; sa physionomie et ses manières, ses goûts et son tour d'esprit étaient d'un monde déjà si loin de nous, tandis que dans son cœur il trouvait pour ses contemporains tant d'affection, tant d'indulgence; sans rien faire comme tout le monde, il parvenait si bien à ne jamais choquer personne, et chez lui l'originalité était en même temps si obstinée et si accommodante, que le hasard tout seul ne semblait pas être l'auteur de tels contrastes, de si heureux mélanges; on était, malgré soi, tenté de voir en lui une de ces figures légèrement artificielles qu'on aime à rencontrer dans les romans de bonne compagnie; si bien que sans quitter votre terrain, sans rompre avec vos habitudes, vous avez pu l'étudier et le peindre, tout en croyant que vous l'imaginiez. De là ce portrait fidèle et souriant que vous venez de nous offrir. Je n'y veux rien ajouter. On ne pourrait qu'affaiblir, en y touchant, une étude aussi délicate.

Mieux vaut répondre à la question que vous nous adres-

siez tout à l'heure. En promenant un œil rapide sur ces œuvre posthumes enfantées par M. Brifaut avec tant de mystère, vous demandiez si son long silence et son apparente inaction n'avaient pas trompé tout le monde, même à l'Académie, et si, comme le public, ses confrères n'avaient pas dû croire que les délices des salons l'avaient complètement distrait du culte laborieux des muses. Rien n'est plus vrai, nous l'avions cru ; mais c'était notre faute. A voir de quelle manière il s'associait à nos travaux, nous aurions dû deviner son secret. Quelle ardeur curieuse ! quelle sûreté de mémoire et de goût ! Comment une terre sans culture aurait-elle porté de tels fruits ? On sentait, j'ose dire, dans ses moindres paroles, le parfum de l'étude, et, malgré lui, son esprit laissait voir ce constant exercice qu'il prétendait dissimuler.

D'où vient donc qu'il se cachait ainsi de travailler et de produire ? Je comprends certains grands seigneurs, ne confessant qu'après leur mort la passion qu'ils ont eue d'écrire ; mais un lettré, fils de ses œuvres, qui pendant quarante ans écrit des tragédies, des comédies, des romans, des poèmes, et qui n'en dit rien à personne, pas même à ses meilleurs amis, quel est le mot de cette énigme ? Vous pensez qu'un échec par deux fois répété l'avait dégoûté de la lutte, et qu'après ces deux sommations il avait sagement remis l'épée dans le fourreau. Je le veux bien ; mais à cette prudence se mêlait, j'imagine, un autre sentiment. Il n'avait pas du gentilhomme seulement les dehors, il en avait la fierté. Les lettres lui avaient donné ce que les armes seules donnent aussi chez nous, une noblesse improvisée dont personne n'est tenté de sourire. Entré par cette porte

dans les plus élégants salons, il prétendit être du monde, et non pas seulement y vivre ; s'en faire aimer, et non pas protéger. Pour lui, sous ces lambris, la vie des lettres active et militante aurait perdu sa dignité. Quelle que fût la fortune, bonne ou mauvaise, c'était au lieu d'amis se donner des patrons. Il prit un grand parti et brisa publiquement sa plume pour s'interdire jusqu'à l'espoir, jusqu'à la tentation d'un succès. Mais les lettres ne devaient rien perdre à ce prétendu divorce. Il les aimait de cœur, il les retint à son foyer et s'en fit comme un cercle intime auquel il portait chaque jour un ardent et fidèle hommage. Les duchesses le soir, les lettres le matin, à huis clos, en cachette, tel était le partage qu'il faisait de sa vie ; au lieu de mêler deux plaisirs et de les gâter l'un par l'autre, il aimait mieux les diviser ; et s'il les conciliait quelquefois, ce n'était que dans ce salon où le monde et les lettres font toujours bon ménage, je veux dire à l'Académie.

Notre confrère aimait ce salon-là de préférence à tous les autres et n'en faisait pas mystère : son zèle à suivre nos séances le disait assez haut. Je crois le voir encore, dans ces réunions intérieures, se rendant à sa place, ou plutôt s'y traînant pas à pas ; toujours exact, toujours nous donnant l'exemple, malgré sa débile santé. On ne verra jamais, je pense, un tel courage dans un si faible corps ; cette frêle enveloppe avait la pâleur d'une ombre et fléchissait comme un roseau ; à son aspect, on tremblait pour sa vie, mais bientôt il vous rassurait en ne vous adressant que d'aimables sourires, des regards bieuveillants, des mots d'exquise politesse, et jamais une plainte, jamais un murmure de douleur. On peut dire de M. Brifaut qu'il triomphait de

la souffrance à force de savoir-vivre. Il oubliait ses maux et trouvait une vigueur d'emprunt dans la longue habitude de se gêner pour les autres, ce grand secret de l'art de plaire, que le monde enseignait autrefois, et dont nous avions là un si parfait modèle !

Vous le voyez, monsieur, outre tant de raisons pour ainsi dire publiques de regretter votre prédécesseur, raisons déjà si bien données par vous, il en est qui sont particulières à cette Compagnie. Peu d'hommes y laisseront un meilleur souvenir. Nous l'aimions tous, pour lui d'abord, pour sa personne, pour l'agrément de son esprit, pour ces grâces un peu coquettes qu'il distribuait à pleines mains sans paraître les prodiguer ; nous l'aimions pour la douce influence qu'il exerçait sur nous ; non qu'il usât souvent de la parole, surtout dans les derniers temps, mais sa seule présence avait je ne sais quelle vertu ; on apprenait quelque chose au contact de son urbanité. Perdre un pareil témoin de mœurs à jamais éteintes, c'est, pour un corps qui vit de traditions, plus qu'un deuil ordinaire. Ceux qui sentent leur cœur saigner chaque fois que, dans nos cites, le marteau du démolisseur détruit quelque heureux vestige des temps qui ne sont plus, quelqu'une de ces œuvres dont le moule est à jamais brisé, ceux-là seuls pourront bien comprendre ce qu'il en coûte à l'Académie de dire à M. Brifaut un éternel adieu.

Pour lui, du moins, la vie touchait presque à son terme ; il n'est pas tombé avant l'heure, comme l'illustre confrère qui vient naguère de nous être ravi. Le moment n'est pas arrivé, je le sais, de donner libre cours à nos regrets, de montrer la grandeur de cette irréparable perte ; une voix

éloquente remplira ce devoir. Je ne me permets aujourd'hui que de prononcer en passant ce nom de Tocqueville, qui vaut à lui seul un éloge. Cœur généreux et belle intelligence, dont la mémoire vivra autant que ces idées de justice, de raison, de saine liberté dont il servit si noblement la cause, sans en désespérer jamais !

Pardonnez-moi, monsieur, ce triste et involontaire hommage ; j'arrive à des pensées plus douces. Désormais c'est de vous que nous allons parler.

Je voudrais tout d'abord ménager votre modestie, mais il faut bien que je le dise, nous faisons infraction pour vous à nos traditions séculaires. En vous nommant, nous avons accueilli un genre de littérature qui n'est pas nouveau dans ce monde, il s'en faut bien, et qui même a jeté souvent un grand éclat, mais qui, dans cette enceinte, fait, à vrai dire, son entrée pour la première fois.

Le roman, jusqu'ici, s'était bien introduit dans nos rangs, mais toujours à la suite et sous l'abri d'autres œuvres estimées moins légères et de meilleure réputation. Aujourd'hui, c'est grâce à vos romans, et à vos romans seuls, que vous êtes au milieu de nous ; on ne peut s'y méprendre, puisque votre pensée s'est produite sous cette forme presque à l'exclusion de toute autre, et que, même au théâtre, où vous avez avec bonheur tenté quelquefois la fortune, vous n'avez fait entendre, en quelque sorte, qu'un écho de vos propres romans. Ainsi rien n'est plus clair : ce n'est pas, cette fois, simplement tolérance, c'est une véritable admission.

D'où vient qu'il a fallu deux siècles pour en arriver là ? Le roman n'appartient-il pas à cette famille littéraire dont

le sanctuaire est ici? N'en est-il pas un des enfants, comme la comédie, par exemple, à qui jamais nous n'avons refusé notre accueil fraternel? S'il a dans ses manières plus de laisser-aller, moins de réserve dans son langage, c'est qu'il n'est pas soumis, comme elle, à d'heureuses contraintes qui l'obligent à s'observer. Ses règles sont moins étroites; il n'est pas tenu, par exemple, de parler à voix haute devant tout un public; il dit les choses à son lecteur seul à seul, comme à l'oreille, et ose ainsi risquer souvent ce qu'il ferait bien mieux de taire. De là plus d'un danger; mais, en revanche, quelle source intarissable de vérités sous forme de fictions! quel merveilleux moyen de peindre à fond le cœur de l'homme, et de le peindre dans tous les temps, car l'histoire elle-même, que n'a-t-elle pas gagné à permettre au génie de l'animer par le roman? Tout à tour frivole ou sérieux, badin ou philosophique, le roman peut toucher à tout, parler de tout, descendre à l'analyse des plus subtils sentiments ou s'élever, tantôt presque au lyrisme, tantôt presque à l'épopée. En un mot, il y a dans le roman, sans parler de ses autres charmes, toute une veine littéraire si féconde et si variée qu'on a vraiment peine à comprendre cette sorte d'exil qu'il subit depuis deux cents ans.

L'Académie, monsieur, je crois pouvoir le dire, ne demandait pas mieux que d'être moins sévère, mais elle a des devoirs qui contrarient ses goûts. Pour ne parler que de notre temps, jamais, assurément, elle n'avait senti plus forte tentation de donner au roman droit de siéger ici, car jamais il n'avait fait ses preuves avec un tel succès. Peut-on nier que de nos jours, dans cet art de la fiction et du récit imaginaire, certains talents puissants ont porté comme une

vie nouvelle et une ampleur inconnue? N'allons pas jusqu'à dire qu'ils ont éclipsé les chefs-d'œuvre de tous leurs devanciers; qu'en fait de comédie humaine ils ont dépassé *Gil Blas* ou retrouvé *Manon Lescaut*; admirons leur palette, sans oublier que la main de Rousseau en a préparé les couleurs; mais ne contestons pas que jamais le roman n'avait encore conquis une telle puissance, joué un tel rôle et autant fait parler de lui. Il semblait donc que, pour l'Académie, le moment fût venu de lui tendre la main. Eh bien! non, jamais nous n'avions eu plus sérieux motif de persister dans la rigueur; jamais une amnistie complète et sans réserve n'aurait paru moins méritée et plus hors de saison. C'est que le roman de nos jours n'a pas grandi seulement en puissance, en crédit, en talent; il a fait des progrès plus rapides encore et d'un tout autre genre. Les peintures les moins chastes du roman d'autrefois sont devenues presque innocentes, car elles n'offensent que la pudeur, tandis que maintenant on entremêle à la licence je ne sais quelles prédictions cyniques et venimeuses contre tout ce qu'il y a de sacré en ce monde. Ainsi l'Académie, malgré ses désirs d'indulgence, devait se résigner à maintenir son interdit.

Mais par bonheur, monsieur, elle s'est aperçue qu'en dehors de la foule quelques adeptes du roman échappaient à la contagion et osaient s'imposer encore certain frein et certain respect. Vous étiez dans leurs rangs, marchant comme à leur tête, les soutenant de votre exemple, et consacrant votre talent à prévenir les naufrages au lieu de pousser aux écueils. Par une contradiction heureuse, le public, tout en restant fidèle à de moins pures admirations, s'est laissé prendre au charme de vos gracieux récits, et

vous avez eu le secret de lui faire aimer le remède au moins autant que le poison. Dès lors, pour l'Académie la question changeait de face : sans abandonner son rôle et sans rien compromettre de la sévère bienséance dont le dépôt lui est commis, elle pouvait tout concilier : accueillir le roman, et ne pas laisser croire qu'elle encourage ses excès. Votre présence ici, monsieur, aura le double caractère d'un hommage et d'une protestation.

Dès vos débuts vous aviez pris, sans hésiter, le parti soi-disant prosaïque de la morale et du bon sens. Malgré votre extrême jeunesse, soit instinct de nature, soit précoce expérience, vous connaissiez déjà les dangers de la vie et le néant de ces théories arrogantes, alors dans le premier feu de la jeunesse et du talent. Vous étiez destiné, je crois, à écrire tôt ou tard des romans ; mais votre vocation parut comme accélérée par ces témérités dont vous étiez témoin. On devient soldat avant l'âge en présence de l'ennemi. Chez vous cette sagesse juvénile était tout à la fois véhémement, animée et doucement mélancolique, sans amertume quoique sans illusions, mélange aimable de pétillante ardeur et d'émotion contenue qui fit aussitôt la fortune de vos premiers romans. Dans le premier de tous, *Madame de Sommerville*, on ne voit pas encore vos plans bien arrêtés : vous pressentez, vous laissez voir les tyranniques exigences de la passion ; vous ne leur déclarez pas ouvertement la guerre. C'est avec *Marianna* que votre dessein s'éclaircit, se complète, et que du même coup se révèle tout votre talent.

Plus une œuvre paraît vivante, moins on veut croire, en général, qu'à lui seul l'artiste ait pu l'imaginer ; on sup-

pose toujours que la nature a posé devant lui. Ne vous étonnez donc pas si des conjectures de ce genre vinrent à l'esprit de vos lecteurs. Ce sont là des méprises qui confirment un succès, surtout lorsqu'on se garde de rien faire pour les provoquer, lorsqu'on s'attache, comme vous, à vêtir la fiction de ce voile idéal qui déroute les regards, au lieu de laisser croire qu'on aurait la pensée de trahir d'inviolables secrets.

Sous cette vie presque surabondante qui déborde dans *Marianna* se manifeste un but moral nettement caractérisé. Vous ne vous bornez pas à montrer qu'un châtiment inévitable attend, même en ce monde, ces affections déréglées qui osent entrer en lutte avec l'ordre éternel des sociétés humaines ; que deux cœurs, même sincères, placés hors de la loi commune, se condamnent, en croyant s'unir, à des déchirements qu'on peut décrire d'avance avec une certitude presque mathématique ; vous allez au delà de ces vérités générales ; vous entrez dans l'étude intime des misères de la passion. Votre héroïne a tant lu de romans qu'elle a pris en pitié son bonheur domestique. Trouve-t-elle au moins le bonheur qu'elle rêve dans cet amour qui lui fait tout abandonner, tout perdre, jusqu'à sa propre estime ? Cet amour devient une torture. Son séducteur lui fait subir tous les supplices que dans un autre temps et par une autre main il endura lui-même. C'est une succession, un enchaînement fatal de victimes et de bourreaux. La pauvre femme, bientôt abandonnée, veut en finir avec la vie ; une âme tendre, un cœur soumis l'arrache au désespoir et vient se courber sous son joug. Cette fois elle n'est plus victime, mais son supplice n'a changé que de

forme; ce ne sont plus les larmes et les douleurs de l'abandon, c'est l'ennui d'être aimée qui la tue; et lorsque son dernier regard rencontre le toit conjugal, charmante et paisible demeure qu'elle a fui comme un vulgaire tombeau : « Le bonheur était là, » dit-elle; c'est le dernier mot du roman.

Cette conclusion n'était pas sans courage à l'époque où vous l'écriviez. Vanter ainsi ouvertement le bonheur terre à terre, le bonheur du chaste foyer; prendre parti pour cette institution tyrannique que, des hauteurs du roman, on foudroyait alors à grands coups d'éloquence, c'était une œuvre assez hardie. Votre succès fut grand; mais en vous mesurant à si fort adversaire vous aviez, malgré vous, conservé quelque chose des sentiments et du langage, de l'enthousiasme et de l'exaltation que vous vouliez combattre; vous aviez, je puis dire, monté votre réplique au diapason du plaidoyer. Aujourd'hui, si vous deviez encore parler de *Marianna*, ou, pour mieux dire, de cette maladie morale qu'elle personnifie, vous seriez plus à l'aise. Le temps a marché; ce mal, dont les violents symptômes effrayaient et touchaient tant de gens, ne parvient qu'à grand'peine à se faire prendre au sérieux. Il n'a pas disparu, mais il est descendu d'étage. Les *Marianna* d'aujourd'hui ne naissent plus dans les châteaux, et, en perdant l'élégance, elles ont perdu leur principal danger, car la contagion de la mode descend et ne remonte pas. C'est maintenant dans la ferme, sinon dans la mansarde, qu'on nous convie aux dernières convulsions de ces cœurs en délire. Il faut donc l'espérer, l'épidémie touche à sa fin.

Rien ne fait mieux sentir quel espace nous avons par-

couru que d'écouter vos personnages. On se croit transporté par eux à vingt ans en arrière. Il en est du peintre de mœurs comme du peintre de portraits : son œuvre porte sa date. Aussi, tout en admettant la verve et l'abondance un peu dithyrambique de Marianna et de ses deux interlocuteurs, on s'accommode mieux avec les personnages placés par vous au second plan. Ils n'étaient destinés d'abord qu'à faire valoir les autres ; c'est avec eux qu'on se plaît aujourd'hui. Leur costume est moins accentué, leurs traits particuliers sont moins en évidence, et par là même ils conservent une plus forte part de cette vérité générale qui seule ne vieillit pas. Tandis que Marianna semble rester fidèle à ces modes ambitieuses auxquelles nos yeux ne sont plus faits, sa sœur nous paraît ajustée avec un goût tranquille qui appartient à tous les temps. Je connais peu de figures plus aimables, mêlant à plus de charme plus de noblesse, plus de réelle grandeur, que cette jeune femme, aimante sans faux besoin d'aimer, tendre, mais assez sensée pour accepter un bonheur sans tendresse, et réservant la poésie de son âme, l'excès de son dévouement à veiller sur sa sœur, à retarder sa chute, à la sauver du désespoir. Ce caractère est un de vos plus fins bijoux. J'en dis autant de ce mari de l'héroïne, époux irréprochable, et qui pourtant s'accuse avec raison des infortunes de son ménage ; aimant profondément sa femme, mais ne pensant qu'à surveiller ses forges, et croyant que le bonheur conjugal est une fleur des champs qui pousse sans culture. Le réveil de cet homme de bien, ses regrets, son courage, son indulgence sans faiblesse, le font aimer et respecter. C'est une figure de notre temps, bien observée, bien peinte, sans aucune

hyperbole; je ne m'étonne pas qu'on l'ait heureusement transplantée au théâtre, mais c'est à vous qu'en appartient l'honneur.

Après *Marianna*, la surprise fut grande de vous voir tout à coup, presque au milieu de votre succès, changer non pas de cause, mais de genre et de ton. Au lieu de tragiques amours, au lieu d'une action marchant à un seul but et réglée jusque dans ses écarts, vous nous donniez un capricieux récit, sans autre intention que de nous divertir, un récit que Sterne en belle humeur n'aurait pas dédaigné, un badinage amoureux, les aventures demi-risibles, demi-touchantes d'un vieux docteur de village. Où donc aviez-vous pris cette gaieté, cette sensibilité railleuse, ce mélange indéfinissable de persiflage et d'émotion? En avait-on vu la trace dans votre *Marianna*? Un don si imprévu était-il naturel? N'était-ce pas quelque réminiscence, un effort de travail, un moyen de frapper l'attention par un piquant contraste, et de faire preuve de souplesse d'esprit? Non, c'était votre nature; tout dans cette fantaisie coulait de source et de jet spontané. Cet excellent docteur Herbeau était bien votre enfant. Il a quelques défauts, sans doute; d'abord il a ceux du genre, ceux de Sterne lui-même : il abuse un peu quelquefois du plaisir très-réel qu'on trouve à l'écouter, plaisir qu'évidemment il partage. A cela près, quel charmant homme! et comme on comprend bien que, tout en s'en moquant, cette jeune femme ne puisse s'en passer! S'il n'avait pas un certain fils, vrai tapageur de cabaret qui trouble un peu trop violemment l'urbanité du foyer paternel, et si de loin en loin on pouvait abréger quelques pages, ce serait un vrai bijou que cette histoire. Telle qu'elle est, je ne

l'en tiens pas moins pour un des contes les plus fins et les plus délicats qu'on ait produits de notre temps.

Ainsi vous aviez deux langages, deux cordes sous vos doigts rendant chacune un son distinct; il faut donc, pour vous bien connaître, distinguer deux hommes en vous : un moraliste, gouvernant son imagination, se traçant une tâche et pratiquant la fiction comme un moyen d'enseignement et de réforme; puis un conteur, ou plutôt un peintre, qui prend ses libres ébats, laisse aller son pinceau, et retrace à sa mode les mœurs, les caractères, les accidents de la vie, sans se préoccuper du but moral qu'il atteindra, mais bien servi par le hasard, car vous travaillez toujours, même sans paraître vous y astreindre, au profit des cœurs honnêtes et des nobles sentiments. De ces deux hommes si différents, lequel a votre préférence? Pour moi, je suis tenté de croire que votre pente la plus forte est du côté de la plus libre allure; qu'à la rigueur vous auriez pu ne pas faire *Marianna*, tandis que le docteur Herbeau, c'est malgré vous que vous deviez le peindre. Et cependant le doute me revient quand je me trouve en face de quelques-uns de vos romans qui font, pour ainsi dire, cortège à *Marianna* et complètent votre œuvre militante; surtout en face de *Fernand*, de toutes vos créations peut-être celle qui contient la leçon la plus claire et la plus saisissante, celle dont le tissu est le plus ferme, le plus nerveux, le plus dégagé d'inutile parure. Le sujet en est simple et appartient à tous les temps. Fernand n'est point un héros incompris; il ne se croit point un homme de génie, et ne demande pas que le monde change pour lui ses lois; seulement il s'imagine qu'après avoir conduit avec mystère, pendant quelques années,

une intrigue amoureuse, après avoir secrètement détruit le bonheur d'un ami, d'un galant homme, il peut, quand vient la lassitude, s'éloigner et rompre sa chaîne; puis, comme il a rencontré au sein d'une honnête famille une jeune et pure beauté, il croit, parce qu'il a su lui plaire, qu'il va tranquillement devenir son époux. Ce sont ces illusions que vous dissipez une à une avec une impitoyable rigueur. Non-seulement il n'accomplira pas cette chaste union, mais les liens qu'il a voulu rompre se renouent malgré lui et deviennent publics; il est comme garrotté à sa complice par la vengeance du mari outragé. Et lorsque, après d'indicibles tortures, une mort imprévue semble le délivrer, lorsqu'il croit être libre et voit luire de nouveau l'espoir du bonheur qu'il rêvait, le châtiment reprend son cours : il est frappé à mort par la main de son ancien ami. Cette tragique histoire est conduite avec un art sobre et discret, sans couleurs rembrunies, sans déclamations. Vous ne cherchez l'effet que dans l'inflexible logique des événements que vous créez et qui semblent naître d'eux-mêmes, aussi produisez-vous une impression simple et profonde.

A côté de *Fernand* j'aperçois *Madeleine*, récit d'un coloris plus doux, où l'intention morale n'est pas moins apparente, mais prend un caractère moins rude et moins poignant. Cette apologie du travail n'a pas besoin qu'on la signale aux bienveillances de l'Académie; elle a reçu dans cette salle même une publique récompense, et quelques-unes de ces magistrales paroles qui sont ici les vraies couronnes des prix que nous décernons. Je me garderais donc de vous parler de *Madeleine* si je n'avais à vous faire un aveu. Le seul défaut pour moi de cette ingénieuse idylle, c'est de finir

trop bien. Vous tendez à votre lecteur un véritable piège. Comment ne pas prendre au sérieux la pauvreté de cette jeune fille que vous amenez à Paris, du fond de sa province, complètement ruinée, et apprenant par son exemple à son malheureux cousin qu'on peut, avec le travail, se relever de l'abîme ? Lorsqu'on s'est attendri pendant tout un volume devant cette angélique créature oubliant sa propre infortune pour ramener peu à peu le courage dans une âme abattue ; lorsqu'on se réjouit enfin de voir l'aisance prête à sourire à tant d'efforts, voilà qu'à la dernière page on fait la découverte que tout cela n'est qu'un pieux mensonge, que Madeleine n'a jamais été pauvre, et qu'elle attend son cousin converti sur le perron de son château ! A ce coup de théâtre, on se sent un peu dupe : on regrette en partie son attendrissement, et l'effet obtenu jusque-là diminue. Je sais que pour bien des gens rien ne vaut le plaisir des surprises, et qu'il leur faut, coûte que coûte, un dénouement d'opéra. Si donc il s'agit du succès, surtout du nombre des suffrages, je me tiens pour battu ; mais il y a profit, croyez-moi, à ne pas toujours vouloir plaire. C'est un genre de conseil qu'on peut vous donner sans danger, car vous auriez beau le suivre, je suis bien sûr qu'il n'y paraîtrait pas.

Je pense en ce moment, je ne vous le cache point, au plus brillant peut-être de vos ouvrages, à celui qui vous a fait connaître les douceurs de la popularité. Assurément vous n'avez rien produit de plus agréable que *Mademoiselle de la Seiglière* ; nulle part vous n'avez montré plus d'entrain, de mouvement, de gaieté communicative ; les caractères sont bien suivis, quelques-uns très-finement tracés,

les détails gracieux abondent, et l'envie de faire rire, envie très-légitime, que le sujet provoque, n'excède pas dans le roman une bonne et juste mesure. Mais en produisant au théâtre ce délicieux tableau de genre, en vous trouvant en face d'un parterre, la tentation devait vous prendre inévitablement de faire quelques frais nouveaux. Eussiez-vous résisté, n'eût-on point obtenu de vous d'accuser certains traits, d'insister sur certains détails plus que ne le comportait votre pensée première, la perspective de la scène, l'esprit et le jeu des acteurs auraient suffi, à votre insu, pour modifier dans votre œuvre la proportion, et, passez-moi le mot, la qualité du rire. Vous avez réussi, je le sais. Bien mieux encore que tout à l'heure, le résultat vous justifie. En prêtant à votre pensée cette forme nouvelle, en lui donnant deux corps, pour ainsi dire, vous avez plus que doublé l'éclat de votre succès; mais l'œuvre d'art n'a-t-elle en rien souffert? Votre roman conserve-t-il encore sa première saveur et son premier aspect? Le bruyant souvenir du théâtre vient nous troubler en le lisant, de même qu'au théâtre, en écoutant la comédie, nous regrettons parfois les grâces narratives et pittoresques du roman.

Vous comprenez, monsieur, quel est le but de ma querelle. Loin de vous détourner du théâtre, je vous reprocherais plutôt de l'avoir négligé. Tous les dons qu'il exige, ces dons si rares et si divers, l'entente de la scène, la vivacité du dialogue, l'art d'animer les caractères, nous savons maintenant que vous les possédez; gardez-vous donc de n'en pas faire usage. Mais ne confondez pas deux genres profondément distincts, malgré leur apparente analogie. Partagez vos faveurs : donnez quelquefois au théâtre une primeur

de vos pensées; ne lui sacrifiez plus vos romans. Si bonne et si féconde que soit une semence, on ne peut en tirer deux moissons.

Je vois avec regret qu'il me faudra laisser dans l'ombre la moitié de vos œuvres. Je m'étais bien promis de ne point faire de passe-droits, mais, pour être tout à fait juste, j'aurais besoin de trop de temps. Je regrette surtout de ne pas visiter avec vous ces côtes de Bretagne qui vous ont si souvent inspiré et qui se disputent votre cœur avec les vallons du Berri. Vous connaissez et exprimez si bien ce genre de paysage! Je voudrais m'arrêter au château de *Valcreuse*, dans les débris de ce donjon où je vois s'abriter la plus romanesque aventure mêlée aux plus émouvantes scènes de la guerre de Vendée; j'aimerais à entrer au Coat-d'Or, sous les anciennes voûtes où cette mâle jeune fille, si bien nommée *Vaillance*, anime de sa vie, réchauffe de son soleil ce trio de vieux marins bretons d'un égoïsme si tendre et si original; je voudrais assister enfin au jour suprême, aux funérailles de la *Maison de Penarvan*.

Devant ce dernier tableau, votre dernier succès, j'aurais peut-être encore quelque réserve à faire. J'admire assurément les délicieuses scènes dont vous semez ce récit, et j'accepterais même votre donnée première, si vous ne la poussiez pas à outrance. C'est un ridicule, à coup sûr, que de n'être pas de son temps, de rêver du passé sans voir que les heures marchent; mais ce ridicule avoisine une si sainte chose, la religion des souvenirs, qu'il vaut mieux renoncer à l'atteindre, de peur de mal porter ses coups. Il y a toujours tant d'occasions présentes de faire rire les gens, on est toujours en face de tant de sottes prospérités, de tant

de vices triomphants, qu'on peut, sans grand dommage, laisser en paix ces cœurs fidèles, ces âmes chevaleresques, dont l'exemple, après tout, n'est pas contagieux.

Ne vous étonnez pas, monsieur, si j'use avec vous de franchise : on se doit en famille mieux que des compliments. Vous nous apportez le concours d'un talent encore plein de jeunesse : l'heure du repos n'est pas venue pour vous. Vous ne voudriez pas que le public nous accusât d'avoir, en vous adoptant, interrompu ses plaisirs. Cette mission modeste et laborieuse que depuis vingt années vous remplissez en volontaire, vous la tiendrez désormais d'une plus haute autorité. L'Académie compte sur vous. Elle sait que le roman n'est pas au bout de ses conquêtes. Comment le contenir et quelles barrières lui opposer ? Il n'en est qu'une, la force de l'exemple. Au lieu de le combattre, il faut le relever. Il menace les lettres, et déjà même il les domine ; tâchons de l'assujettir aux lettres, de lui en inspirer l'esprit et la discipline, de lui en faire respirer les salubres influences. Cela ne veut pas dire qu'il faille le parer, le farder, lui coudre des paillettes et le vêtir de rhétorique : simplifions au contraire son costume et son langage ; soumettons-le aux éternelles lois du goût. Que la forme soit bonne et que le fond soit sain, le public, croyez-moi, nous donnera la préférence et sera de notre parti.

Vous l'avez éprouvé vous-même ; pour nous aider dans cette tâche, vous n'aurez qu'à vous imiter, et tout au plus à vérifier les doutes que je me suis permis de vous soumettre. En attendant les services nouveaux que vous rendrez à notre cause, nous vous remercions du passé. Désormais, grâce à vous, le roman n'aura le droit ni de se croire

délaissé, ni de se dire proscrit; il saura, mieux que par des paroles, par un vivant exemple, que, pour entrer ici, il n'a besoin de rien abandonner de ses qualités naturelles, de ses dons les plus capricieux; qu'il peut être piquant, gracieux, passionné, faire pleurer et faire rire, à la seule condition de ne pas adorer le succès, de ne pas l'acheter à tout prix, et d'avoir non-seulement du talent, mais un talent qui se respecte.

DISCOURS

SUR

LES PRIX DE VERTU

FONDÉS PAR M. DE MONTYON

— Séance du 20 août 1857 —

MESSIEURS,

Voilà soixante-quinze ans que votre Compagnie, à la prière d'un véritable philanthrope, acceptait pour la première fois le difficile devoir que vous remplissez aujourd'hui. En vous confiant la tutelle de cette fondation naissante, dont ses libéralités posthumes devaient, trente ans plus tard, accroître l'importance et assurer la perpétuité, M. de Montyon avait fait preuve d'un rare discernement. Il avait préféré, parmi tous les corps de l'État dont rien n'annonçait alors l'imminente ruine, et qui tous, pleins de vie et d'honneurs, lui promettaient un patronage également puissant, il avait préféré le seul qui dût survivre ! Son instinct l'avertissait-il qu'en France, où rien ne dure, les lettres ne meurent pas ? Voulait-il, en s'adressant à vous, s'associer à votre sauvegarde ? Je n'en saurais rien dire ; mais que ce fût pré-

voyance ou hasard, il avait bien choisi : grâce à vous, grâce aux lettres, depuis trois quarts de siècle son œuvre a survécu.

En peut-on dire autant de sa pensée première ? Gardiens de l'institution, vous en dispensez les bienfaits ; acceptez-vous aussi les espérances sans limites qui l'accueillirent à son berceau ? En 1782, on était incrédule aux miracles, mais à ceux du passé seulement ; quant à ceux de l'avenir, les miracles de la sagesse humaine, on y croyait avec ferveur. L'émulation surtout passait pour un levier magique avec lequel on était sûr, sinon de soulever ce monde, du moins de le moraliser ; il n'y fallait qu'un peu de temps, de bon vouloir et de savoir-faire. Chacun marchait à l'âge d'or qu'il voyait devant soi avec autant de certitude que Colomb traversait l'Océan. Comment M. de Montyon n'eût-il pas partagé la croyance commune ? Ne lui disait-on pas que ses prix porteraient dans les âmes tant de bonnes semences que bientôt on verrait germer de toutes parts la charité, le dévouement, l'amour du sacrifice ; que les nobles passions gagnant toujours de proche en proche, et rejoignant leurs bienfaisants rameaux, au bout d'un siècle ou deux les vices et les crimes disparaîtraient de cette terre, comme étouffés par la vertu ?

On sait de quel réveil furent suivis ces beaux rêves ! et quelle leçon châtia cet orgueil ! Alors ce fut une autre thèse. D'un excès on passa dans l'autre. On s'était tout promis de l'homme et des moyens humains, on n'en voulut plus rien attendre. L'utopie était morte, on lui fit son procès. Offrir à la vertu les récompenses de la terre, la renommée, l'éclat, la vaine gloire, n'était-ce pas la corrompre, la

dessécher dans sa racine ? Lui décerner des prix, des médailles, de l'argent, quelle profanation ! Peu s'en fallut qu'on ne vous accusât d'empoisonner les âmes par vos imprudentes largesses ; qu'on ne vous sommât de répudier un legs profane, de cesser vos enquêtes, d'abdiquer votre juridiction, de détourner vos indiscrets regards du sanctuaire de la conscience humaine.

Qu'avez-vous opposé, messieurs, à cette véhémence ? Vous avez, sans vous émouvoir, continué de donner vos prix, redoublant seulement de vigilance et de soins pour ne les donner qu'aux plus dignes. Sans désavouer votre mandat, vous en avez fixé sagement les limites. La vertu n'est pas votre justiciable, vous le savez, vous l'avez dit en toute occasion. Il ne vous appartient pas plus de lui donner sa récompense que vous n'avez pouvoir de la créer. M. de Montyon, s'il était de ce monde, en conviendrait tout le premier. Mais qu'importe cette métaphysique ? Avez-vous donc à dissenter sur l'essence de la vertu ? Ce n'est pas de théories qu'il s'agit, c'est de bonnes actions. Faut-il les honorer, leur rendre un public hommage ? Vaut-il mieux pour la gloire des principes garder un respectueux silence, condamner à l'oubli les plus touchants exemples d'héroïsme ou de charité, de peur d'interrompre la paix intime et solitaire des cœurs d'élite à qui nous les devons ? Vos éloges les troubleront peut-être ; mais, si vous avez la chance de faire éclore, en les importunant, quelque bonne pensée, quelque action généreuse, ces nobles cœurs se plaindront-ils d'un moment d'embarras ou d'ennui ? N'est-ce pas un nouveau sacrifice, un supplément d'abnégation que sans trop de scrupule on peut demander à leur vertu ?

De telles questions, messieurs, sont pour vous dès longtemps résolues ; l'expérience a parlé. Le bien que vous avez fait vous donne la mesure du bien que vous pouvez faire. Non-seulement on lit avec empressement, dans nos campagnes et dans nos villes, sous le toit du laboureur et au foyer de l'artisan, les comptes rendus de vos concours, les livrets que vous distribuez, chaque année, à si grand nombre d'exemplaires ; mais cette publicité déjà considérable, bien supérieure à celle de beaucoup de bons livres, presque égale à celle des mauvais, devient insuffisante ; si bien que l'industrie privée vous demande aujourd'hui d'entreprendre à ses frais une réimpression. D'où vient cette faveur à des récits dépourvus d'intérêt romanesque, sans incidents, sans coups de théâtre, simple énumération d'actions admirables sans doute, mais la plupart obscures et un peu monotones ? Leur attrait n'est-il pas dans ce contentement involontaire, dans ces sympathiques émotions qu'excite un témoignage de respect et de reconnaissance rendu publiquement à la pauvreté vertueuse ? Vous pouvez donc, sans crainte, donner carrière à vos éloges, dût en souffrir un peu la modestie de vos lauréats.

Passé pour les éloges, dira-t-on ; mais l'argent ! — L'argent, messieurs, à qui le donnez-vous ? Jamais en réalité à ceux qui de vos mains le reçoivent directement. Vous avez beau n'offrir vos récompenses qu'à la pauvreté seulement, ainsi que M. de Montyon l'exige, vos pauvres trouvent toujours de plus pauvres qu'eux-mêmes, et c'est à ceux-là que descendent les bienfaits que vous répandez. Ne craignez pas qu'on vous accuse de tarifier le désintéressement, de salarier le sacrifice ; personne ne s'y méprend, pas plus vos

lauréats eux-mêmes que le public qui les connaît. On sait qu'entre eux et vous il est un fidéi-commis tacite, qu'ils sont les trésoriers de M. de Montyon, les intègres dépositaires, les ingénieux distributeurs de sa féconde charité.

Cette pauvreté volontaire, qui ne peut accepter les trésors de ce monde que pour les transmettre à d'autres, vous la trouvez, à des degrés divers, chez tous ceux que vous couronnez : le dédain du bien-être et l'oubli de soi-même, c'est le fond même de la vertu ; mais il est de ces âmes en qui l'abnégation et le dépouillement prennent un tel caractère de persévérance et d'énergie qu'elles s'élèvent, on peut le dire, à la hauteur de l'héroïsme.

Si je vous disais, messieurs, qu'une femme d'une naissance honorable, accoutumée dès sa jeunesse aux douceurs de la vie, et possédant une fortune qui l'assurait de les goûter longtemps, prend un jour la résolution, non-seulement de mourir au monde, de se dévouer tout entière au soulagement des malheureux, mais de tout leur abandonner, tout, sans réserve, sans exception, le nécessaire comme le superflu ; si j'ajoutais que cette résolution s'est accomplie, que depuis quinze années tous les établissements charitables qui manquaient à la contrée ont été construits et dotés du seul produit de cette fortune devenue tout entière la propriété des pauvres, et que la donatrice, bientôt réduite à coucher sur la dure, s'imposant les mêmes privations, vivant de la même vie que les malheureux qu'elle soulage, mais ne se résignant pas à n'avoir plus rien à donner, s'est faite mendiante, seule et dernière chance de faire encore l'aumône, que penseriez-vous, dites-moi ? Ne vous semblerait-il pas que je parle et d'un monde et d'un siècle

bien éloignés de nous? qu'il me vient en mémoire quelque antique légende des premiers temps de notre foi? Peut-être cherchez-vous de quelle sainte matrone, béatifiée par l'Église au nom des pauvres reconnaissants, j'ai voulu vous rappeler la vie? Eh bien! messieurs, ne cherchez pas : c'est de nos jours, à cette heure même, dans un chef-lieu de sous-préfecture d'un de nos départements, à Saint-Yrieix, en Limousin, que vous trouverez l'héroïne de cette moderne légende. Son nom, vous le saurez bientôt, pour peu que vous traversiez la ville ou le pays qui l'environne : l'orphelinat, la salle d'asile, l'ouvroir, l'école des jeunes filles pauvres, la maison des vieillards indigents sont là pour vous le dire; et c'est surtout dans la reconnaissance, dans la vénération, dans un certain étonnement respectueux des populations que vous le trouverez profondément gravé. Le voyageur qui vient à Saint-Yrieix pour la première fois, s'il descend des voitures publiques, sera, selon l'ancien usage, qu'un nouveau mode de transport commence à rendre moins fréquent, entouré de malheureux sollicitant sa charité; s'il ne remarque pas dans ce groupe une femme de cinquante ans, à l'aspect digne et sévère, qui lui tend noblement la main; s'il est distrait, s'il songe à ses affaires, s'il passe en écartant la pauvre femme, ou même en la repoussant peut-être, aussitôt il lira dans les regards des spectateurs, dans les yeux des femmes et des enfants surtout, je ne sais quel avertissement qui semblera lui dire : « Monsieur, prenez donc garde; c'est madame Fleurat! » Et chacun à l'envi lui dira le mystère de cette charitable mendicité, chacun lui fera le compte des bienfaits qu'a versés sur la ville cette indigente incomparable, sans parler des tré-

sors de patience et de bonté qu'elle y répand encore tous les jours. On lui racontera la gêne qu'elle endure, les humiliations qu'elle brave pour obéir à Dieu et servir son prochain ; en un mot, on lui en parlera comme on pouvait parler des saintes de leur vivant. Une sorte d'auréole semble entourer son nom ; chacun lui voue un culte intérieur, et ceux même qui dans les premiers temps ne pouvaient croire à la persévérance de cette vertu surhumaine, depuis qu'ils l'ont vue toujours grandir et ne faiblir jamais, en sont les plus zélés, les plus fervents admirateurs.

Ce nom encore obscur, bien qu'entouré de tant de bénédictions, doit retentir dans cette enceinte. L'Académie aime à se faire l'écho de ces acclamations unanimes de la reconnaissance populaire ; elle est surtout jalouse de proposer au monde, en regard d'affligeants spectacles dont rougit notre temps, de tels exemples de grandeur et de pureté morales, exemples faits en vérité pour apprendre aux plus pessimistes à ne désespérer de rien. Le prix Montyon, le seul prix qui sera décerné cette année, est offert à madame Fleurat ; ou, pour mieux dire, vous dotez de 2,000 francs de plus les établissements charitables et les pauvres de Saint-Yrieix.

Les vertus de madame Fleurat avaient dans ce concours un grand nombre d'émules ; aussi l'Académie distribue-t-elle, outre ce prix unique que personne ne pouvait partager, vingt-huit accessits ou médailles. Dois-je faire le récit de tous les dévouements que ces médailles récompensent ? dire à quel titre chacune d'elles est accordée ? Ce long cortège d'édifiantes actions ne laisserait dans vos esprits qu'une trace confuse. Vous auriez, je n'en doute pas,

la bonne grâce d'écouter; mais, dans l'intérêt même des lauréats et de l'institution, mieux vaut ne pas vous mettre à cette épreuve. Malgré moi, par égard pour vous, j'abrégerais, j'irais trop vite, je laisserais dans l'ombre des détails qui ont droit au grand jour de la publicité. Le livret du concours peut seul donner sans trop de laconisme toutes ces biographies une à une. Le livret se répand en France, et va de ville en ville s'adressant à l'auditoire de chaque lauréat; il parle à ceux qui les connaissent, qui tous les jours les admirent, à ceux qu'ils ont eux-mêmes obligés, secourus; tandis qu'ici, ne l'oublions pas, on parle seulement à l'auditoire de tout le monde.

Je vous demanderai pourtant la permission, messieurs, de faire une exception, et de vous dire, dès aujourd'hui, quelles sont, dans ces vingt-huit médailles, celles que l'Académie a mises au premier rang, entraînée à cette préférence par des efforts de charité plus grands et plus durables, par des preuves plus éclatantes de courage et d'abnégation.

Dans cette répartition des médailles de première classe, notre sexe, il faut s'y résigner, est encore, cette fois, selon sa constante coutume, le moins bien partagé : sur sept médailles, il en a deux. Parlons d'abord des cinq autres.

Marie Beauget est une pauvre femme âgée de soixante-deux ans; elle en a passé quarante-trois à servir ou plutôt à secourir une autre femme presque aussi pauvre qu'elle, qui vient tout récemment de mourir dans ses bras, infirme et centenaire, ou peut s'en faut. Cette respectable dame, d'une noble famille de Saint-Jean d'Angely, ne possédait que six cents francs de rente, dernier reste de ses biens perdus à la révolution. A peine à son service, Marie sentit

pour elle l'attachement d'une fille : orpheline, et sortant d'un asile religieux qui avait recueilli son enfance, il lui fallait une famille. Dieu lui avait fait un cœur d'ange : elle conçut à dix-huit ans la résolution de consacrer sa vie à sa maîtresse. Non-seulement elle ne reçut jamais rien de celle qui l'avait prise à gages, mais elle lui donna toujours. Comme le vieux Caleb du poëte écossais, elle mettait son orgueil à ne pas laisser voir que sa noble maîtresse manquât de quelque chose ; elle cachait aux autres sa misère, elle la cachait surtout à elle même, lui persuadant qu'au marché tout se vendait à bien bas prix, qu'avec six cents francs on pouvait payer une servante, vivre encore passablement et recevoir sans rougir les visites d'anciens amis moins maltraités de la fortune. C'était en passant les nuits à travailler en cachette que la pauvre Marie justifiait ses pieux mensonges et comblait les lacunes de ce maigre budget. Un accident cruel, qui priva sa maîtresse de l'usage de ses membres, vint apprendre à Marie un nouveau genre de dévouement. Infirmière admirable, elle parvint à calmer les souffrances de celle qui l'appelait sa fille, et eut la joie de prolonger cette précieuse vie jusqu'à un terme inespéré. Puis, quand ellè resta seule, une dernière tâche devait être remplie ; elle fit un dernier effort, rassembla ses dernières ressources, et des honneurs modestes, mais dignes et touchants, furent rendus à sa chère maîtresse. L'Académie s'impose un devoir plus facile en consacrant au souvenir de cette pieuse fidélité une médaille qu'a déjà décernée d'avance la ville entière de Saint-Jean d'Angely.

Entre l'histoire de Marie Beauget et celle de Rose Lepetit vous ne trouverez point de grandes différences. Ces saintes

vies n'ont d'autre tort que de se ressembler un peu. Chez Rose Lepetit le dévouement s'exerce encore : c'est un vieillard octogénaire, sourd, à moitié aveugle, couvert d'infirmités, qui réclame ses soins. Il est ruiné depuis trente ans ; sa fidèle servante n'a d'autre salaire, elle aussi, que le plaisir de faire le bien ; elle aussi s'est imposé longtemps de laborieuses veilles pour adoucir tant de maux. Elle est vieille aujourd'hui, épuisée de fatigues, mais son zèle ne s'éteint pas : la charité la rend ingénieuse ; ce qu'elle ne peut plus faire, elle sait le demander ; elle obtient de la compassion ce que ses forces lui refusent. Est-il besoin de dire qu'à Valognes comme à Saint-Jean d'Angely l'admiration est unanime, et que tous les habitants sollicitent la récompense si justement acquise à Rose Lepetit ?

Même fidélité, même cœur, mêmes trésors de dévouement chez ces trois autres femmes que vous récompensez aussi, toutes trois du nom de Marguerite, trois sœurs, pour ainsi dire, de nom, de race et de vertu. Toutes trois, au temps de leur jeunesse, il y a quarante ou cinquante ans, s'attachèrent d'autant plus à leurs maîtres qu'ils devenaient plus malheureux ; toutes trois, en perdant leurs maîtres, ont comme adopté leurs enfants ; elles les font vivre et les élèvent. L'une, Marguerite Lacroix, pour se charger des orphelins que lui a légués sa maîtresse, se dépouille de tout et vend jusqu'à ses hardes ; puis, n'ayant plus de pain à leur donner, elle se met en condition, se loue à leur profit, d'autant plus infatigable qu'elle ne travaille pas pour elle. L'autre, Marguerite Durand, subit les mêmes charges et dans des conditions plus dures, s'il est possible ; le fils de ses maîtres est idiot, épileptique, incapable de

gagner sa vie, et voilà dix-sept ans qu'elle le soigne, le nourrit, sans le perdre de vue ni la nuit ni le jour. La troisième, Marguerite Mailley, n'a de mémoire que pour les bienfaits; elle oublie que son maître, vieux militaire dont les souffrances avaient aigri l'humeur et troublé la raison, l'a presque blessée à mort dans un de ses accès; qu'à servir ce dangereux malade elle a gagné une cruelle et incurable infirmité. Tout cela n'est rien pour elle; elle ne voit qu'une veuve et des enfants dans la misère, également hors d'état de se passer de ses soins et de les lui payer; elle les leur donne. La mort du vieux soldat a éteint la pension qui faisait vivre sa famille; elle y supplée par des prodiges de travail et parvient même à affranchir ses pauvres maîtres de quelques dettes, seul héritage que leur père leur eût laissé.

Ce sont là trois admirables vies : on a beau dire que ce genre de vertu doit être le plus facile et naître, pour ainsi dire, sans culture dans les cœurs, par la raison que chaque année il s'en présente à vous de plus fréquents exemples, vous persistez à l'accueillir avec prédilection, et jamais vous ne sauriez trop faire pour le propager plus encore; mais vous n'oubliez pas non plus cet autre dévouement en quelque sorte plus viril, qu'aucun lien d'affection, d'habitude ou de reconnaissance ne prépare et n'entretient, sublime élan de l'âme qui nous fait braver la mort par pur amour de nos semblables. Telle est la vocation de Pierre Bladviel, cultivateur des environs de Figeac. Il est bon fils, bon mari, bon père, ne vit que pour les siens, ne travaille que pour eux : on lui donnerait une médaille pour ses seules vertus domestiques; mais quand le Lot est débordé,

quand on entend les cris d'un marinier que les flots entraînent, alors Bladviel ne connaît plus ni père, ni femme, ni enfants; sourd à leurs cris, insensible à leurs larmes, il s'échappe, saute dans un bateau, se lance sur le torrent à travers les arbres déracinés et les débris flottants qui, comme une avalanche, menacent de l'engloutir; les spectateurs sont dans l'angoisse, les mariniers les plus hardis s'écrient qu'il est perdu; mais tout à coup il reparait déposant sur la rive le malheureux qui se noyait. Par la nuit la plus noire, par le froid le plus vif, comme aux ardeurs d'un ciel brûlant, Bladviel est toujours prêt. C'est Dieu, dit-il, qui lui commande ces terribles sauvetages : quand il entend sa voix, il se sent plus qu'un homme. Quinze personnes en dix-huit ans ont dû la vie à Bladviel, quinze frères qu'il n'avait jamais vus.

Ainsi, messieurs, ce n'est, vous l'entendez, qu'après un long apprentissage, et sur des preuves répétées d'une héroïque abnégation, que vous décernez à cet homme le prix qui lui est dû. Vous en usez toujours ainsi : vous cherchez avant tout ces nobles persévérances. Pour s'élever jusqu'à l'honneur d'être récompensé par vous, ce n'est pas trop d'une vie entière de sacrifices et d'oubli de soi-même. D'où vient donc que, sans hésiter, certains d'avance d'être applaudis de tous, vous allez, pour la première fois peut-être, vous départir de vos prudentes règles et placer vos chevrons sur l'habit d'un enfant ? Le mot de cette énigme vous sera bientôt dit.

N'avez-vous pas tous souvenir qu'en décembre dernier les pilotes du port d'Agde aperçurent en mer, vers le déclin du jour, un navire d'environ cent tonneaux, la goëlette la

Reprise, qui faisait voile vers le port ? La mâture semblait en désordre et les flancs du navire portaient la trace d'un choc violent, d'un récent abordage. Quand les pilotes approchèrent, ils virent avec étonnement que le bâtiment marchait tout seul, pour ainsi dire ; du moins le pont semblait désert : ni capitaine, ni timonier, ni matelots. On n'apercevait qu'un mousse, allant, venant de tribord à bâbord, passant de la barre aux amures, et faisant à lui seul tout le service d'un équipage. Dans un coin du navire on voyait bien aussi un pauvre homme couché, pâle et tremblant, hors d'état de se tenir debout. Bientôt *la Reprise* entra à Agde, et la ville apprenait que, trente-six heures auparavant, la nuit, par une de ces épaisses brumes qui font s'entre-heurter les navires en pleine mer comme les passants dans nos étroites rues, ce petit bâtiment, étant au large, avait subi le choc d'un grand brick de fort tonnage ; que le capitaine, épouvanté, croyant sentir couler bas sa goëlette, s'était élancé sur le brick en s'accrochant aux cordages et appelant à lui tout son monde. Deux matelots et deux novices l'avaient aussitôt suivi. Pourquoi ce jeune mousse, de tous le plus agile, n'avait-il pas imité leur exemple ? C'est qu'il y avait à bord un malheureux incapable de se sauver. Perret, c'était le nom du mousse, s'était senti saisi de compassion ; la vue de ce malade l'avait comme enchaîné et rendu immobile. L'enlever dans ses bras, il n'en a pas la force ; l'abandonner, le laisser mourir seul, c'est pour lui plus impossible encore : il reste donc. Dans le premier moment, il en a fait l'aveu, lorsque les deux navires se séparèrent après un craquement effroyable, quelques larmes lui échappèrent ; il se crut à son dernier

jour et recommanda son âme à Dieu; mais, au bout de quelques secondes, lorsqu'il vit que le bâtiment, malgré ses avaries, flottait toujours et pouvait naviguer, un courage surnaturel s'empara de ce jeune cœur. La mer était houleuse et le vent fraîchissait; comment ses petits bras suffiront-ils à la manœuvre? Cette réflexion ne lui vient pas; il dispose les voiles, s'élance au gouvernail. Son pauvre compagnon ne peut lui prêter secours; mais il est vieux marin; Perret l'écoute, le consulte, se laisse guider par lui. Soumis et confiant, ses yeux brillent d'espoir: il reverra sa mère, sauvera son camarade, sauvera son navire. Cette pensée double ses forces et d'un enfant de treize ans fait un matelot consommé.

Je ne m'étendrai pas sur les péripéties de cette navigation. Le jour fut bien long à venir! Le vent poussait à la côte d'Espagne; il fallait résister pour s'écarter le moins possible du lieu témoin de l'abordage, seule chance de recevoir du secours. Ce brick, auteur du mal, voudrait peut-être le réparer! Il reviendrait au jour naissant; on se mettrait à sa remorque: voilà ce qu'on espérait à bord de *la Reprise*. Mais l'attente fut vaine. La journée se passa, et le brick ne vint pas. Il continuait paisiblement sa route, et entraît vers le soir à Marseille. Cependant la nuit tomba, et les fatigues redoublèrent. Le lendemain trois bâtiments parurent à l'horizon; aucun d'eux ne voulut comprendre les signaux du petit navire. Par bonheur le ciel fut plus clément: le vent tourna, souffla du sud. En manœuvrant avec prestesse on pouvait être avant la nuit en vue d'un port de France. Dans de pareils moments l'équipage le plus complet n'est que tout juste assez nombreux. Perret

est seul, mais il se multiplie : il court de vergue en vergue ; toutes ses voiles, même les plus hautes, se développent coup sur coup, se gonflent sous la brise et poussent le navire comme par enchantement. Il était temps : l'effort était suprême ; notre navigateur était à bout de forces. A le voir, on ne le croirait pas. Il est radieux, il aperçoit la terre, qui peu à peu sort des eaux et grandit devant lui.

Voilà, messieurs, ce que vous saviez tous, un fait de mer aussi extraordinaire ne pouvant demeurer inconnu ; mais savez-vous aussi en quels termes modestes, énergiques et simples, ce brave enfant, une fois à terre, raconta ce qu'il avait accompli ? Capitaine par *interim*, il devait faire devant le tribunal de commerce son rapport de relâche. Dans ce rapport, qu'il faudrait mettre tout entier sous vos yeux, pas un mot de reproche à ceux qui l'ont abandonné ; tout l'honneur de sa belle conduite attribué aux conseils de son vieux compagnon ; à chaque mot on sent une âme aussi honnête que forte, un cœur aussi chaud que sincère. Après cette lecture on ne s'étonne pas d'apprendre que, depuis deux ans qu'il navigue pour le commerce, Perret n'a rien gardé pour lui du produit de ses salaires, qu'il a tout envoyé à Quiberon, dans la pauvre cabane où sa mère, à grand'peine, élève trois autres enfants. Cherchez un bon sentiment qui lui manque : compatissant au malheur, généreux, dévoué, docile à l'expérience, dur à la peine, intelligent et intrépide ! La récompense est-elle prématurée, et, sans désobéir à M. de Montyon, auriez-vous pu laisser en dehors du concours tant de bonnes et solides vertus ?

Il est vrai que la découverte ne vous en appartient pas ; vous n'en avez pas les prémices. Sans parler du public, qui

s'est pris pour ce noble enfant d'une juste admiration, d'autres faveurs sont descendues sur lui. Ne craignez pas, messieurs, que les vôtres, en venant les dernières, excèdent la mesure, encore moins qu'elles soient superflues; elles ont un caractère qu'aucune autre n'efface. Perret le comprendra, à Brest, dans cette école des mousses où il vient d'être admis; ses compagnons d'école le comprendront à son exemple. Les croix d'honneur que vous donnez s'obtiennent à double titre : pour être appelé à Paris, pour être admis, complimenté, encouragé chez son ministre, et même en plus haut lieu, il suffit d'être brave, d'avoir risqué sa vie à sauver ou son navire ou son drapeau; pour être adopté par vous il faut à la bravoure joindre un autre courage, le courage du bien et de l'humanité. Ne craignez pas que votre lauréat en perde la mémoire : vos médailles obligent. Perret se rappellera toute sa vie à quels dignes émules vous l'associez aujourd'hui, en quelle noble et sainte compagnie vous l'avez introduit. Il deviendra, nous l'espérons, un Jean Bart, un Duquesne : il restera toujours un fils de M. de Montyon.

RAPPORT

SUR

LES OUVRAGES ENVOYÉS AU CONCOURS

FONDÉ PAR M. LE BARON GOBERT

Lu à la séance publique de l'Académie des inscriptions et belles-lettres
du vendredi 11 août 1843.

MESSIEURS,

L'Académie a reçu sept ouvrages destinés au concours fondé par M. le baron Gobert. Depuis qu'elle a décerné pour la première fois ces prix extraordinaires, un si grand nombre de concurrents ne s'était point présenté. Il est vrai qu'en appelant à l'honneur de siéger parmi vous l'auteur du livre qui avait, il y a trois ans, mérité vos suffrages, et qui dans les deux derniers concours était resté en possession du premier prix, vous avez à la fois supprimé une rivalité redoutable et fait un appel à ceux qui supposaient peut-être que l'Académie voudrait laisser jouir longtemps de cette récompense celui qui l'avait une fois obtenue. Ce

serait mal interpréter le vœu du fondateur, ce serait mal servir les intérêts de la science, que de transformer ce puissant moyen d'émulation en une sorte de propriété paisible et viagère. L'Académie ne comprend pas ainsi la mission qui lui est confiée. Quel que soit le mérite de l'ouvrage qu'elle couronne, elle aspire toujours à en voir paraître un plus digne encore de sa faveur, et le résultat qu'elle estimerait le plus heureux serait que chaque année il lui fût possible de proclamer un vainqueur nouveau, puisqu'il faudrait en conclure que des travaux de plus en plus remarquables auraient été soumis à son jugement.

Parmi les ouvrages présentés cette année, il en est deux qui, n'ayant pas été publiés dans les délais voulus, n'ont pas dû être admis au concours. L'Académie n'avait donc à choisir qu'entre cinq concurrents.

Un d'eux a entrepris d'écrire l'*Histoire du midi de la France*, ouvrage d'une lecture agréable et facile, bien que le style ne soit pas toujours exempt d'une certaine prétention. L'auteur entremêle habilement à ses récits des fragments d'ancienne poésie méridionale et de nombreuses citations souvent piquantes, mais qui ne suffisent pas pour donner à son livre le caractère d'une œuvre d'érudition. Ce que nous regrettons surtout, c'est que, entraîné par un enthousiasme exclusif pour quelques-unes de nos plus belles provinces, il ne se contente pas de faire l'apologie de la France du midi, et semble vouloir instruire le procès de la France du nord. On dirait que pour lui toute notre histoire se résume en ces mots : oppression, misère, bravoure malheureuse au delà de la Loire ; perfidie, violence, injuste fortune en deçà. Depuis Clovis jusqu'à Charles VII, c'est à

dire jusqu'à l'époque où s'arrête son récit, il n'est peut-être pas une bataille, pas un traité, pas un acte militaire ou politique qui ne soit pour lui l'occasion d'insinuations ou de reproches dont un examen plus sévère n'eût pas manqué de lui faire apercevoir presque constamment l'injustice. Telle est enfin la prévention à laquelle il cède, que, lorsque ce n'est plus aux Français, mais aux Anglais, que nos provinces du Midi prêtent obéissance, on le voit prendre parti pour leurs nouveaux maîtres. Il ne lui suffit pas que quelques villes, quelques familles, quelques gentilshommes se dévouent à l'étranger en échange des bienfaits qu'ils en reçoivent, ou du butin qu'ils en espèrent, il veut prouver que la population méridionale tout entière était comme idolâtre de ses vainqueurs ; et quand vient le jour de la délivrance, il s'obstine à ne point voir ce grand mouvement national qui éclate au midi tout aussi bien qu'au nord, et qui rend à Charles VII sa couronne. Comment l'auteur, dans un travail qui a dû lui coûter de si nombreuses recherches, n'a-t-il pas rencontré presque à chaque pas des témoins qui s'élevaient pour le contredire ? Que n'ouvrait-il seulement les chroniques de Froissart : ce serviteur d'une princesse étrangère ne pouvait lui être suspect ; Froissart déguise mal sa partialité contre la France, et pourtant il ne laisse pas ignorer que, de son temps du moins, les vœux des populations étaient peu favorables aux Anglais. Ne fait-il pas dire à quelques chevaliers d'Angleterre parlant au prince de Galles : « Monseigneur, vous ne connaissez pas les Gascons : ils nous aiment peu ? » Et plus tard, lorsqu'il nous montre l'archevêque de Toulouse soumettant au parti du roi Cahors, Figeac et autres villes, ne

laisse-t-il pas échapper cette réflexion : « Les gens qui l'oyent parler le croyoient du tout; et aussi de nature et de volonté ils étoient trop plus François qu'ils n'étoient Anglois, qui bien aidait à la besogne ? »

Ce n'est pas ici le lieu d'invoquer d'autres autorités non moins imposantes : nous en avons dit assez pour signaler à l'auteur la fausse voie dans laquelle il s'est engagé. En étudiant les faits avec sincérité, il sentira bientôt le néant des paradoxes, il se prendra de respect pour les vieilles vérités historiques; et si jamais ses regards se portent de nouveau sur cette mémorable époque de Charles VII, il se gardera bien de dire une seconde fois, qu'à *moins d'écrire pour des enfants*, on ne peut croire à l'influence de l'héroïque jeune fille qui vit encore dans le souvenir populaire, et il comprendra que l'historien vraiment sérieux n'est pas celui qui n'obéit qu'à un scepticisme superficiel.

L'auteur d'une histoire des *Origines et des institutions des peuples de la Gaule armoricaine* n'échappe pas non plus à l'esprit systématique; mais du moins chez lui le patriotisme local se montre inoffensif. Déjà dans un premier essai il avait exposé des vues ingénieuses mais souvent hypothétiques sur l'histoire, la langue et les institutions de la Gaule armoricaine; encouragé par la bienveillance de l'Académie, il a voulu compléter ses recherches. Son nouvel ouvrage se compose encore d'une série de dissertations sur des sujets divers, qui se rapportent toutefois à un but commun. L'auteur veut prouver que ce ne sont pas les Germains qui, les premiers, ont introduit parmi nous les institutions féodales, et que longtemps avant que le germe

de ces institutions fût développé dans aucune autre partie de l'Europe, il existait chez les anciens Bretons une organisation sociale qui présentait une analogie complète avec la féodalité. Cette proposition aurait assurément besoin, pour être acceptée, d'une démonstration rigoureuse; mais l'auteur ne s'appuie, jusqu'à présent du moins, que sur des données trop incertaines pour dissiper tous les doutes que ces sortes de thèses soulèvent nécessairement dans l'esprit du lecteur.

Nous ne voudrions pas que nos observations détournassent l'auteur de ses laborieuses études; mais, dans l'intérêt même de la tâche qu'il a entreprise, nous souhaitons qu'il se persuade que ses travaux auront d'autant plus de valeur qu'ils sembleront plus dégagés de tout système préconçu, et que moins il poursuivra exclusivement son but, plus il pourra se promettre de l'atteindre.

Sous ce titre : *Époques de l'histoire de France en rapport avec le théâtre français*, un troisième concurrent nous a donné le complément d'un précédent ouvrage qui révélait déjà de sérieuses études sur les origines de notre théâtre. L'auteur s'attache principalement à découvrir les rapports de nos premiers essais dramatiques avec les circonstances au milieu desquelles ils furent composés ou représentés. Il étudie dans ces scènes dialoguées non-seulement les premiers rudiments de notre langue, mais les allusions, les traditions, les détails de mœurs que les spectateurs contemporains devaient saisir avec un avide empressement. Pour lui, ce genre de compositions ne constitue pas seulement des tentatives littéraires, il y voit un instrument de publicité, un organe de l'opinion publique, et rattache

ainsi les jeux et les mystères en apparence les plus innocents aux combinaisons de la politique et aux plus grands événements de l'histoire. Cet ouvrage mérite une estime que non nous plaçons à proclamer; mais, quelque soin qu'ait pris l'auteur d'agrandir son sujet, il ne fournit pas à la science une masse de faits nouveaux assez considérable, des notions assez positives, des résultats assez incontestables pour disputer avec avantage un prix qui peut bien être accordé à des études sur l'histoire littéraire, mais seulement lorsque par leur importance elles s'élèvent à la hauteur de véritables travaux d'histoire.

En se bornant à écrire les annales d'une petite ville de nos Alpes françaises, de Sisteron, un autre concurrent a donné à ses recherches un champ bien circonscrit; mais la méthode prudente et sévère avec laquelle il le parcourt prête à son travail un caractère sérieux et un intérêt vraiment historique. Il a eu le bonheur de trouver plusieurs pièces qui ne sont pas sans importance pour l'histoire générale. Il les commente avec discernement et soumet à une étude attentive et consciencieuse une foule de documents inédits ou imprimés relatifs à l'histoire de la Provence. En un mot, c'est une œuvre pleine de mesure et de sagesse qui mérite d'être distinguée par l'Académie, et qui peut aspirer à sa faveur. Ce livre n'est pas encore complet. Le premier volume seul a paru. Il s'arrête à l'année 1481, époque où la Provence fut réunie à la France. L'époque qui suit jusqu'à l'année 1789 sera comprise dans un second volume. C'est seulement lorsque l'ouvrage sera terminé qu'il pourra devenir l'objet d'un jugement définitif, et que nous saurons si l'auteur, en réalisant nos espérances, jus-

tifie les encouragements que nous aimons à lui donner.

Il nous reste à vous entretenir d'un travail qui non-seulement est complètement achevé, mais qui, par son étendue et son importance, a droit à l'examen le plus attentif.

M. Floquet, ancien élève de l'École des chartes, greffier en chef de la cour royale de Rouen et correspondant de l'Académie, s'est consacré depuis longtemps à l'étude des nombreux registres où sont consignés, jour par jour, les arrêts de l'ancien parlement de Normandie. Personne jusqu'ici n'avait entrepris ce travail. Nous n'avions d'autres notions sur le parlement de Rouen que celles qu'on rencontre çà et là dans les historiens, à propos des événements auxquels cette compagnie se trouve mêlée. Mais l'histoire de la compagnie elle-même, sa conduite dans les petites comme dans les grandes occasions, son esprit, ses vicissitudes, son influence, personne ne nous en avait instruits. Et cependant ces volumineuses archives, échappées à la destruction, étaient ouvertes à tout le monde, et promettaient, à qui aurait le courage d'y pénétrer, une abondante récolte de documents originaux et d'importantes révélations.

M. Floquet s'est mis à l'œuvre, non dans l'intention de faire un livre, non pour chercher des preuves à l'appui de ses opinions, mais pour faire un dépouillement complet, méthodique, raisonné, des pièces confiées à sa garde. Sa patience ne s'est pas rebutée devant des milliers d'arrêts rendus sur des litiges privés, dépourvus aujourd'hui de tout intérêt, et n'offrant qu'à de rares intervalles quelques traits de mœurs, quelques renseignements sur les institu-

tions de notre ancienne monarchie : heureusement, pour soutenir son zèle, il rencontrait de temps en temps, soit des arrêts mémorables accompagnés de récits, de notes, de procès-verbaux où des faits politiques jusqu'ici douteux ou obscurs prenaient un caractère évident de certitude; soit des discours, des réquisitoires, des protestations, des remontrances où certains personnages, les uns célèbres, les autres presque inconnus, se montraient au grand jour et laissaient voir au naturel leur vraie physionomie.

M. Floquet avait entrepris un travail d'archiviste; au bout de quelques années, il eut recueilli les matériaux d'une histoire, et il conçut l'idée d'extraire de ce vaste dépouillement de pièces un ouvrage qui devait avoir le double but de présenter une fidèle image, un portrait vivant d'une de nos anciennes hautes cours de justice, et en même temps de fournir des notions précises, exactes, et quelquefois nouvelles, sur les principaux événements auxquels ce grand corps avait participé.

Avant d'examiner comment l'auteur a rempli sa tâche, nous devons rappeler en peu de mots l'importance du sujet qu'il a voulu traiter.

Si nos anciennes magistratures souveraines s'étaient bornées, chacune dans sa province, à rendre la justice en dernier ressort, celui qui écrirait aujourd'hui leur histoire ne ferait qu'une œuvre d'érudition judiciaire et ne s'adresserait en quelque sorte qu'à la curiosité des légistes. Mais, à l'exemple du parlement de Paris, ces grandes compagnies se considérèrent partout comme les dépositaires des droits du pays, comme représentant par une délégation tacite les assemblées des états, et à ce titre elles exercèrent, tantôt

de fait, tantôt de droit et d'un consentement presque unanime, une large part de l'autorité administrative et politique. Elles étaient de grands pouvoirs dans l'État. En Normandie surtout, pays de privilège, de droit coutumier, toujours plein des souvenirs de son ancienne indépendance, le parlement ne pouvait manquer de se mêler avec ardeur à la vie politique. Aussi jamais on ne le voit se borner à ses fonctions purement judiciaires; il ne fait pas seulement observer les lois, il les proclame ou les rejette; il agit, il commande; rien ne se passe en Normandie contre son gré, sans qu'il résiste par des actes ou par des paroles. En un mot, son histoire est celle de la province elle-même; et comme la province joue un rôle considérable dans presque toutes les grandes affaires du royaume, c'est en réalité une des parties importantes de l'histoire de la France que l'histoire du parlement de Normandie.

Bien que ce nom de parlement n'ait été attribué à la haute cour séant à Rouen que lors de l'avènement au trône du roi François I^{er}, l'existence de cette cour remonte bien au delà. On en retrouve la trace au temps des premiers successeurs de Guillaume le Conquérant, et peut-être pendant le règne de Guillaume lui-même. Sous le nom d'Échiquier, un certain nombre de barons et de prélats normands, presque toujours présidés par le duc en personne, s'assemblaient dans les principales villes du duché, à des époques indéterminées, pour reviser en dernier ressort les sentences des juridictions inférieures. La réunion du duché à la couronne ne changea point cet ancien usage : l'échiquier fut maintenu; il demeura, comme par le passé, ambulatoire et temporaire. Mais avec les progrès du commerce et de la ri-

chesse, bientôt les procès se multiplièrent, le *droit* devint une science, et, pour déjouer les ruses de la chicane, il fallut que des docteurs ès lois vinssent au secours des prélats et des barons. Enfin le moment arriva où des assises passagères ne pouvant plus suffire, on réclama de toutes parts l'établissement d'une cour qui rendit continuellement la justice. Un édit de Louis XII consacra cette innovation : l'échiquier fut déclaré permanent et perpétuel. Les barons et les prélats ne conservèrent le droit de séance qu'à titre honorifique ; et le pouvoir de rendre des arrêts fut désormais réservé aux quatre présidents et aux vingt-huit conseillers choisis par le roi dans les rangs du tiers état.

C'est là le préambule de l'histoire du parlement de Normandie. M. Floquet, sans donner à cette introduction de longs développements, n'a cependant omis aucun détail propre à bien faire connaître l'ancienne cour de l'échiquier : il établit par de nombreux exemples quelles étaient sa compétence, sa jurisprudence en matière criminelle et civile, sa suprématie à l'égard de tous les officiers de justice de la province, la nature de ses rapports avec le clergé et avec l'autorité royale ; enfin il nous fait assister à l'ordre et à la tenue de ses séances.

Les registres des échiquiers temporaires qui lui ont fourni ces détails, sont parvenus en assez grand nombre jusqu'à nous ; mais on y rencontre de fréquentes lacunes, et ce n'est réellement qu'après l'édit de 1499, après la création de l'échiquier perpétuel, que commence une série non interrompue de documents authentiques. C'est aussi à partir de cette époque que l'auteur aborde, à proprement parler, son sujet. Il entre, avec la cour nouvellement instituée, dans le

palais élégant et splendide que la munificence de Louis XII a fait élever pour elle ; et là, durant près de trois siècles, il ne laisse pas s'accomplir un seul acte de quelque importance sans nous en rendre témoins et sans nous en révéler les plus secrets motifs.

On comprend, d'après l'étendue de ce plan, que sept volumes de six à sept cents pages aient à peine suffi à M. Floquet pour donner place à tous les matériaux qu'il avait à mettre en œuvre. Nous ne voudrions pas dire qu'en élaguant avec une attention sévère tout ce qui a l'apparence d'une répétition, tout ce qui semble faire double emploi, qu'en donnant aussi parfois au récit un peu moins d'ampleur, il n'eût pas été possible de réduire le cadre de l'ouvrage. Mais en cherchant la concision, peut-être l'auteur eût-il perdu ce qui fait à coup sûr un des premiers mérites de son livre, cette richesse, même surabondante, de preuves, de pièces de conviction, de documents originaux. Il y a, dans les faits puisés directement aux sources, quelque chose de si substantiel, qu'il faut bien se garder de décourager ceux qui nous les donnent à pleines mains. Certes, après tout ce qui a été écrit et imprimé sur la Réforme, sur la Ligue, sur la Fronde, sur l'Édit de Nantes et sur sa révocation, sur la politique des Guise, de Catherine de Médicis, de Henri IV, de Richelieu, il semble qu'il n'y ait plus rien à nous en apprendre, et que tout document nouveau soit condamné à paraître surabondant. Et cependant, après avoir lu les nombreuses pages que M. Floquet consacre à ces mêmes sujets, on est tenté, pour ainsi dire, de regretter qu'il soit trop sobre de développements, tant il y a de nouveautés instructives dans tout ce qu'il emprunte aux regis-

tres qu'il a dépouillés. A plus forte raison, lorsqu'il s'agit de faits peu connus ou qui n'ont laissé de souvenirs que dans l'intérieur de la province, comme la révolte des *Nu-pieds* en 1639, et tant d'autres séditions locales; ou bien lorsqu'il est question de sauver de l'oubli quelque docte et éminent personnage, comme le président Groulart, par exemple, noble et stoïque magistrat qui prendra désormais sa place à côté des l'Hôpital et des Harlay, l'abondance, la prodigalité même des détails et des explications deviennent presque une nécessité. Il n'y a donc pas lieu de reprocher à l'auteur de s'être donné trop vaste carrière. Mais si rien n'est à retrancher dans les matériaux qu'il emploie, ne laisse-t-il rien à désirer dans la manière dont il les dispose? Peut-être pourrait-on regretter qu'il confonde et entremêle trop souvent deux ordres de faits, que des divisions méthodiques devraient présenter séparément à l'attention du lecteur. Ainsi que nous l'avons déjà dit, il veut atteindre un double but : en même temps qu'il nous raconte la vie publique du parlement, il cherche à pénétrer dans sa vie intime et privée. Nous ne voudrions assurément rien supprimer des nombreux détails anecdotiques que M. Floquet a répandus dans son livre. Les mœurs patriarcales de ces présidents et conseillers, leurs habitudes matinales et laborieuses, ces mules sur lesquelles ils s'acheminent vers le palais avant le jour, la longue résistance de la compagnie à l'adoption des carrosses, le triste état des rues de la cité, les vains efforts pour les éclairer et les rendre sûres; les pestes et contagions désolant presque sans interruption cette malheureuse ville de Rouen; la famine ravageant périodiquement la province; enfin tous ces renseignements aussi va-

riés qu'instructifs sur l'administration de la justice, sur l'état du commerce, de l'industrie, de l'agriculture, ce sont là, sans aucun doute, de précieuses notions qui suffiraient pour donner à une œuvre historique un vif et sérieux intérêt. Mais il ne faudrait pas que ces détails vinsent se placer à tout moment au milieu du récit : en coupant trop souvent la chaîne des événements, ils jettent dans l'esprit du lecteur une sorte de trouble et de désordre. S'ils étaient plus souvent déposés dans des notes, dût le texte s'en trouver notablement diminué, peut-être en résulterait-il pour l'ouvrage non-seulement plus de rapidité dans sa marche, plus d'unité dans son esprit, mais plus de force et une clarté plus saisissante.

Nous ne voulons pas toutefois insister davantage sur ces observations; de peur de leur donner une portée qu'elles ne doivent pas avoir. Nous glisserons, par le même motif, sur quelques formes de style insolites ou défectueuses, sur quelques négligences de rédaction qu'il serait possible de relever, surtout dans les derniers volumes. Ces imperfections disparaissent lorsque l'on considère l'ensemble et les résultats d'un si grand ouvrage, et la manière simple et naturelle dont les faits sont presque toujours exposés. Mais ce qui mérite surtout l'approbation de l'Académie, indépendamment du grand effort de travail dont l'auteur a fait preuve, c'est la sagesse de sa critique, l'élévation constante de ses sentiments, la justesse et la liberté de ses opinions. Bien qu'il ne puisse se défendre d'une certaine affection pour ce parlement, objet de ses constantes pensées, il le juge avec une froide équité, sans parti pris, sans système. Il exalte avec raison l'esprit conservateur et traditionnel

qui, se perpétuant jusqu'au dernier jour dans cette illustre compagnie, la rendit presque en toute circonstance si énergiquement fidèle à l'autorité monarchique, et si hardiment protectrice de la misère des peuples; mais il reconnaît franchement à combien de faiblesses ces hautes vertus se trouvaient mêlées, combien de superstitions se glissant dans ce grand corps y avaient poussé d'indestructibles racines; et lorsqu'en face d'une royauté dont les aveuglements semblaient se dissiper au bord de l'abîme, on voit ce parlement de Rouen repousser opiniâtrément tous les projets de réforme, toutes les tentatives de sages innovations qui lui sont offertes, semblable, comme le dit un écrivain du temps, aux antiques salles de ses séances où le grand jour n'arrive qu'à midi, quand le reste du pays est éclairé dès le matin, l'auteur, avec un respectueux regret, proclame hautement qu'un tel pouvoir avait fait son temps, et que son heure allait justement sonner.

Nous trouvons dans l'ouvrage de M. Floquet ces qualités solides, cette érudition modeste et désintéressée que le fondateur du prix que vous allez décerner semblait avoir en vue lorsqu'il vous chargea de distribuer ses libéralités. Nous pensons qu'aucun des autres concurrents ne s'est autant approché du but, et nous nous félicitons qu'une telle récompense puisse être accordée à un travail qui la mérite à tant d'égards.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|------------|
| <u>La chanson de Roland.....</u> | <u>4</u> |
| <u>La révolution d'Angleterre.....</u> | <u>83</u> |
| <u>La restauration des Stuarts.....</u> | <u>113</u> |
| <u>La Convention.....</u> | <u>135</u> |
| <u>M. de Narbonne et le premier Empire.....</u> | <u>218</u> |
| <u>La réunion de la Lorraine à la France.....</u> | <u>237</u> |
| <u>Discours de réception à l'Académie française.....</u> | <u>301</u> |
| <u>Paroles prononcées sur la tombe de M. Alfred de Musset.....</u> | <u>325</u> |
| <u>Réponse au discours de M. de Laprade.....</u> | <u>329</u> |
| <u>Réponse au discours de M. J. Sandeau.....</u> | <u>348</u> |
| <u>Discours sur les prix de vertu.....</u> | <u>369</u> |
| <u>Rapport sur les ouvrages envoyés au concours fondé par M. le baron Gobert.....</u> | <u>385</u> |

line 55

(3651)

BIBLIOTHÈQUE CONTEMPORAINE

VITET
+
ESSAIS



18

PARIS

CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS

3, RUE AUBER, 3

Prix d'abonnement : 4 fr. 50 c.

**Majoration temporaire de 100%
sur le prix de 3 fr. 50**

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Format in-18 à 3 fr. 50 le volume

| | Vol. | | Vol. |
|-----------------------------------|------|---------------------------------------|------|
| RENÉ BAZIN | | CAMILLE MALLARMÉ | |
| Aujourd'hui et demain.... | 1 | La Casa seca..... | 1 |
| Récits du Temps de la Guerre..... | 1 | PIERRE MILLE | |
| MARCEL BERGER | | Le Monarque..... | 1 |
| Le Miracle du Feu..... | 1 | Sous leur dictée..... | 1 |
| ADRIEN BERTRAND | | ÉMILE NOLLY | |
| L'Appel du Sol..... | 1 | Le Conquérant..... | 1 |
| JOHAN BOJER | | JACQUES NORMAND | |
| Les Nuits Claires..... | 1 | Le Laurier sanglant..... | 1 |
| GUY CHANTEPLEURE | | FRANCISQUE PARN | |
| La Ville assiégée..... | 1 | Sicoutrou, pêcheur..... | 1 |
| GASTON CHÉRAU | | ERNEST RENAN | |
| Le Remous..... | 1 | Fragments intimes et romanesques..... | 1 |
| PAUL-LOUIS COUCHOUD | | CHARLES SAMARAN | |
| Sages et Poètes d'Asie... | 1 | Jacques Casanova..... | 1 |
| PIERRE DE COULEVAIN | | MARQUIS DE SÉGUR | |
| Le Roman Merveilleux... | 1 | Vieux dossiers, petits papiers..... | 1 |
| MARY FLORAN | | MARCELLE TINAYRE | |
| L'Ennemi..... | 1 | La Veillée des Armes.... | 1 |
| ANATOLE FRANCE | | LÉON DE TINSEAU | |
| La Révolte des Anges.... | 1 | La Deuxième page..... | 1 |
| PIERRE GOURDON | | PIERRE DE TRÉVIERES | |
| La Réfugiée.. | 1 | Le Roman d'un chasseur d'Afrique..... | 1 |
| GYP | | CLAUDE VARÈZE | |
| La Dame de St-Leu..... | 1 | La Route sans Clochers.. | 1 |
| JULES LEMAITRE | | COLETTE YVER | |
| La Vieillesse d'Hélène.... | 1 | Le Mystère des Béatitudes..... | 1 |
| PIERRE LOTI | | | |
| La Hyène enragée..... | 1 | | |





